JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DU SENAT : FRANCE ET OUTRE-MER : 16 F ; ETRANGER : 24 F

(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1971-1972

COMPTE RENDU INTEGRAL — 15^e SEANCE

Séance du Mercredi 17 Novembre 1971.

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. ETIENNE DAILLY

1. — Procès-verbal (p. 2008).

MM. Jean Bertaud, le président.

2. — Unification de certaines professions judiciaires. — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 2008).

MM. Edouard Le Bellegou, rapporteur de la commission de législation; René Pleven, garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 10 :

Amendements n° 3, 4, 5 et 6 de la commission. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Guy Petit. — Adoption.

Amendements n° 173 de M. Pierre Schiélé et 181 de M. Henri Caillavet. — MM. Pierre Schiélé, Henri Caillavet, le rapporteur, le garde des sceaux. — Retrait de l'amendement n° 173. — Rejet de l'amendement n° 181.

Amendement n° 151 de M. Jacques Rosselli. — MM. Jacques Rosselli, le rapporteur, le garde des sceaux, André Fosset, Pierre Marilhac. — Rejet.

Amendement n° 8 de la commission. — Adoption.

Amendement n° 113 du Gouvernement. — Adoption.

Amendements n° 10 et 11 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. additionnel (amendement n° 112 de M. Gustave Héon) :

MM. Lucien Grand, le rapporteur, le garde des sceaux.

Retrait de l'article.

Art. 11 : adoption.

Art. 12 :

Amendement n° 12 de la commission. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Rejet.

Adoption de l'article.

Art. additionnel 12 bis (amendements n° 13 de la commission, 174 de M. Jean Sauvage, 132 de M. Louis Namy et 161 de M. Jean Geoffroy) :

MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Jean Sauvage, Louis Namy, Jean Geoffroy.

Retrait des amendements n° 174 et 132.

Adoption de l'article dans le texte des amendements n° 13 et 161.

Art. 10 A :

Amendement n° 2 de la commission. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. 13 :

Amendements n° 14, 15 et 16 de la commission. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 13 bis :

Amendements n° 17 de la commission et 101 rectifié de M. André Armengaud. — MM. le rapporteur, André Armengaud, le garde des sceaux. — Retrait de l'amendement n° 101 rectifié. — Adoption de l'amendement n° 17.

Amendement n° 18 de la commission. — Réservé.

L'article est réservé.

Art. 14 :

Amendements n° 114 du Gouvernement, 162 rectifié de M. Jean Geoffroy et 182 de M. Henri Caillavet. — MM. le garde des sceaux, Jean Geoffroy, Henri Caillavet, le rapporteur, Pierre Marcilhacy, Pierre Carous, Jean-Marie Girault, Guy Petit. — Retrait de l'amendement n° 182. — Rejet de l'amendement n° 114. — Adoption de l'amendement n° 162.

Adoption de l'article modifié.

Art. 13 bis (réservé) :

Amendement n° 18 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 15 :

Amendements n° 19, 20 et 21 de la commission. — Adoption.

Amendement n° 22 de la commission. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption, modifié.

Demande de suspension de la séance : MM. Antoine Courrière, le président, Léon Jozeau-Marigné, président de la commission de législation.

Art. additionnel (amendement n° 163 de M. Jean Geoffroy) :

M. Jean Geoffroy.

Retrait de l'article.

Art. 16 : adoption.

Art. 17 :

Amendement n° 133 de M. Louis Namy. — MM. Louis Namy, le rapporteur, le garde des sceaux. — Rejet.

Amendement n° 23 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 18 :

Amendement n° 24 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 19 :

Amendements n° 25 de la commission et 175 de M. Pierre Schiélé. — MM. le rapporteur, Pierre Schiélé, le garde des sceaux. — Retrait de l'amendement n° 175. — Adoption de l'amendement n° 25.

Adoption de l'article modifié.

Art. 20 :

Amendements n° 26 de la commission, 134 de M. Louis Namy, 120 rectifié du Gouvernement et 27 de la commission. — MM. le rapporteur, Louis Namy, le garde des sceaux. — Adoption des amendements n° 120 rectifié, 27 (rectifié) et 26.

Adoption de l'article modifié.

Art. 20 bis :

Amendements n° 177 de M. Pierre Schiélé, 28 de la commission et 206 du Gouvernement. — MM. Pierre Schiélé, le rapporteur, le garde des sceaux. — Retrait de l'amendement n° 177. — Adoption des amendements n° 28 et 206.

Adoption de l'article modifié.

Suspension et reprise de la séance.

3. — Candidatures à des commissions (p. 2027).

4. — Unification de certaines professions judiciaires. — Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi (p. 2027).

Art. 21 :

Amendement n° 135 de M. Louis Namy. — MM. Louis Namy, Edouard Le Bellegou, rapporteur de la commission de législation ; René Pleven, garde des sceaux, ministre de la justice. — Rejet.

Adoption de l'article.

Art. 22 :

Amendement n° 136 de M. Louis Namy. — Rejet.

Amendement n° 29 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 23 :

Amendements n° 30 et 31 de la commission. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 23 bis :

Amendement n° 32 de la commission. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Louis Namy. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 24 :

Amendements n° 137 de M. Louis Namy et 33 de la commission. — MM. Louis Namy, le rapporteur, le garde des sceaux. — Rejet de l'amendement n° 137. — Retrait de l'amendement n° 33.

Adoption de l'article.

Art. 25 à 29 : adoption.

Art. 30 :

Amendement n° 138 de M. Louis Namy. — MM. Louis Namy, le rapporteur, le garde des sceaux. — Rejet.

Amendement n° 178 de M. Jean Sauvage. — MM. Pierre Schiélé, le rapporteur, le garde des sceaux. — Retrait.

MM. Pierre de Félice, le garde des sceaux.

Adoption de l'article.

Art. 31 A : adoption.

Art. 31 :

Amendements n° 164 rectifié de M. Jean Geoffroy et 183 de M. Henri Caillavet. — MM. Jean Geoffroy, Henri Caillavet, le rapporteur. — Adoption de l'amendement n° 164 rectifié.

MM. Pierre Marcilhacy, le garde des sceaux.

Adoption de l'article modifié.

Art. 32 :

Amendement n° 34 de la commission. — Adoption.

Suppression de l'article.

M. Jacques Piot, rapporteur de la commission de législation.

Art. 33 : réservé.

Art. 33 bis :

Amendement n° 185 de M. Henri Caillavet. — MM. Henri Caillavet, Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux, André Armengaud. — Retrait.

Adoption de l'article.

Art. 34 et 35 : réservés.

Art. 36 :

Amendement n° 39 de la commission. — Adoption.

Amendement n° 99 de M. Jean-Marie Girault. — MM. Jean-Marie Girault, Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux. — Retrait.

Amendements n° 107 rectifié de M. Pierre Garet, 40 de la commission, 115 du Gouvernement et 171 de M. Max Monichon. — M. Pierre Garet, Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux, Jean Geoffroy, Max Monichon. — Adoption de l'amendement n° 107 rectifié.

Amendement n° 186 de M. Henri Caillavet. — Retrait.

Amendement n° 116 du Gouvernement. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 37 :

Amendements n° 187 de M. Henri Caillavet et 42 de la commission. — MM. Henri Caillavet ; Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux ; Léon Jozeau-Marigné, président de la commission de législation. — Retrait de la première partie de l'amendement 187. Adoption de l'amendement 42 et de la deuxième partie du 187.

Amendements n° 188 de M. Henri Caillavet et 43 de la commission. — MM. Henri Caillavet ; Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux. — Adoption de l'amendement 43.

Amendement n° 44 de la commission. — Adoption.

Amendement n° 172 de M. Max Monichon. — MM. Max Monichon ; Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux. — Adoption.

Amendement n° 45 de la commission. — Adoption.

Amendement n° 46 de la commission. — Retrait.

Amendements n° 47 de la commission et 131 rectifié de M. Jacques Pelletier. — MM. Henri Caillavet ; Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux. — Adoption.

Amendements n° 48 et 49 de la commission. — Adoption.

Amendement n° 50 de la commission. — MM. Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 38 :

Amendement n° 51 de la commission. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. additionnel 38 bis (amendement n° 52 de la commission) : MM. Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux.

Adoption de l'article.

Art. 39 et 39 bis : adoption.

Art. 40 :

Amendements n° 53 de la commission et 117 du Gouvernement. — MM. Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux. — Adoption de l'amendement n° 53.

Amendement n° 54 de la commission. — MM. Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux, Louis Namy. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 41 : adoption.

Art. 42 :

Amendements n° 55 de la commission, 152 de M. Jacques Rosselli et 118 du Gouvernement. — MM. Edouard Le Bellegou, rapporteur ; le garde des sceaux. — Adoption de l'amendement n° 55. — Rejet des amendements n° 152 et 118.

Adoption de l'article modifié.

Art. additionnel (amendement n° 153 de M. Jacques Rosselli) :

MM. Jacques Rosselli, Edouard Le Bellegou, rapporteur ; le garde des sceaux.

Adoption de l'article.

Art. 42 bis :

Amendement n° 56 de la commission. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. 33 (réservé) :

Amendement n° 184 de M. Henri Caillavet. — MM. Henri Caillavet, Edouard Le Bellegou, rapporteur ; le garde des sceaux. — Retrait.

Amendement n° 35 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 34 :

Amendement n° 106 de M. Marcel Martin. — MM. Marcel Martin, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Edouard Le Bellegou, rapporteur ; le garde des sceaux, Pierre Marcihacy.

MM. le président, le garde des sceaux.

Suspension et reprise de la séance.

Adoption au scrutin public de l'amendement 106.

Suppression de l'article 34 et, en conséquence, de l'article 35.

Art. 43 :

Amendement n° 57 de la commission. — Adoption.

Amendements n° 1 de M. Pierre Brun, 180 de M. Pierre Schiélé et 191 de M. Henri Caillavet. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 44 à 45 ter : adoption.

Art. 46 :

Amendement n° 140 de M. Louis Namy. — Rejet

Adoption de l'article.

Art. 47 : adoption.

Art. 48 :

Amendement n° 58 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 49 :

Amendement n° 59 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 50 :

Amendements n° 119 du Gouvernement, 130 rectifié de M. Jacques Piot, 192 de M. Henri Caillavet et 166 rectifié de M. Guy Petit. — MM. le garde des sceaux, Jacques Piot, Henri Caillavet, Edouard Le Bellegou, rapporteur ; Guy Petit, Pierre Schiélé, Félix Ciccolini. — Adoption des amendements n° 119, 130 rectifié et 192. — Rejet de l'amendement n° 166 rectifié.

Adoption de l'article modifié.

Art. 51 :

Amendements n° 142 de M. Louis Namy, 197 de M. Jean Sauvage et 109 rectifié de M. Pierre Garet. — MM. Louis Namy, Jean Sauvage, Pierre Garet, Edouard Le Bellegou, rapporteur ; le garde des sceaux, Pierre Schiélé. — Rejet des amendements 142 et 197. — Adoption de l'amendement 109 rectifié.

Adoption de l'article modifié.

Art. 52 :

Amendements n° 143 de M. Louis Namy, 168 de M. Jean Geoffroy et 126 du Gouvernement. — MM. Louis Namy, Edouard Le Bellegou, rapporteur ; Jean Geoffroy, le garde des sceaux. — Rejet de l'amendement 143. — Adoption de l'amendement 168.

Amendement n° 62 de la commission. — Adoption.

Amendement n° 169 de M. Jean Geoffroy. — Adoption, modifié.

Adoption de l'article modifié.

Art. additionnel 52 bis (amendements n° 111 de M. Pierre Garet, 144 de M. Louis Namy et 196 de M. Henri Caillavet) :

MM. Pierre Garet, Louis Namy, Henri Caillavet, Edouard Le Bellegou, rapporteur ; le garde des sceaux.

Adoption de l'article dans le texte de l'amendement 111 rectifié de M. Pierre Garet.

Art. 53 :

Amendement n° 127 du Gouvernement. — MM. le garde des sceaux, Edouard Le Bellegou, rapporteur. — Rejet.

Amendements n° 63 et 64 de la commission. — Adoption.

Amendements n° 65 de la commission et 121 du Gouvernement. — Adoption de l'amendement n° 121.

Amendements n° 66 de la commission et 122 du Gouvernement. — MM. Edouard Le Bellegou, rapporteur ; le garde des sceaux, Jean-Marie Girault. — Adoption de l'amendement n° 122.

Amendement n° 123 du Gouvernement. — Adoption.

Amendement n° 68 de la commission. — Adoption.

Amendement n° 170 de M. Jean Geoffroy. — Retrait.

Amendement n° 128 du Gouvernement. — Adoption.

Amendements n° 145 de M. Louis Namy, 167 de M. Pierre Garet et 198 de M. Pierre Schiélé. — MM. Louis Namy, Pierre Garet, Edouard Le Bellegou, rapporteur ; le garde des sceaux. — Adoption de la première partie de l'amendement 145, rectifié et des amendements n° 167 rectifié et 198 rectifié.

Amendement n° 205 de M. Pierre Garet. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. additionnel (amendements n° 141 de M. Louis Namy et 179 de M. Jean Sauvage) : retrait.

Titre III :

MM. Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux.

Amendement n° 69 de la commission. — Adoption.

Art. 54 :

Amendement n° 70 de la commission. — Adoption.

Amendement n° 200 de M. Henri Caillavet. — MM. Henri Caillavet, Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux. — Retrait.

Amendement n° 102 de M. André Armengaud. — MM. André Armengaud, Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux. — Adoption.

Amendements n° 146 et 147 de M. Louis Namy. — MM. Louis Namy, Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux. — Rejet.

Adoption de l'article modifié.

Art. additionnel 54 bis (amendement n° 71 de la commission) : adoption.

Chapitre I (amendement n° 72 de la commission) : adoption.

Art. 55 :

Amendements n° 73 de la commission, 201 de M. Henri Caillavet, et 103 de M. André Armengaud. — MM. Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux, Henri Caillavet, André Armengaud. — Rejet de l'amendement n° 201 et retrait de l'amendement n° 103. — Adoption de l'amendement n° 73.

Adoption de l'article.

Art. 57 :

Amendement n° 74 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 58 :

Amendement n° 75 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article.

Chapitre II (amendement n° 76 de la commission) : adoption.

Art. 61 :

Amendement n° 77 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 62 :

Amendement n° 78 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 64 :

Amendement n° 79 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 65 :

Amendement n° 80 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article.

Chapitre III (amendement n° 81 de la commission) : adoption.

Art. 67 :

Amendement n° 82 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 68 :

Amendements n° 83 de la commission, 148 et 149 de M. Guy Petit. — MM. Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux, Guy Petit.

— Adoption des amendements n° 83 et 149.

Adoption de l'article modifié.

Art. additionnel 68 bis (amendement n° 150 de M. Guy Petit) : adoption.

Art. 69 :

Amendements n° 84 de la commission, 129 du Gouvernement, 202 de M. Henri Caillavet et 124 du Gouvernement. — MM. Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux, Henri Caillavet. — Retrait de l'amendement 202. — Adoption des amendements 84, 129 et 124.

Adoption de l'article modifié.

Art. 70 :

Amendement n° 85 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 71 :

Amendements n° 86 de la commission et 104 de M. André Armengaud. — MM. Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux, André Armengaud. — Retrait de l'amendement 104. — Adoption de l'amendement 86.

Adoption de l'article.

Art. 72 A :

Amendement n° 87 de la commission. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. 72 B :

Amendement n° 88 de la commission. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. 72 C :

Amendement n° 89 de la commission. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. 72 D :

Amendement n° 90 de la commission. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. 72 E :

Amendement n° 91 de la commission. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. 72 F :

Amendement n° 92 de la commission. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. 72 :

Amendement n° 93 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 72 bis :

Amendement n° 94 de la commission. — Adoption de l'article dans le texte de l'amendement.

Art. 73 et 73 bis : adoption.

Art. additionnel (amendement n° 203 de M. Henri Caillavet) : retrait.

Art. 74 :

Amendement n° 125 du Gouvernement. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 75 : adoption.

Art. 76 :

Amendement n° 95 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 77 :

Amendement n° 100 de M. Jean-Marie Girault. — MM. Jean-Marie Girault ; Edouard Le Bellegou, rapporteur ; le garde des sceaux. — Rejet.

Adoption de l'article.

Art. 77 bis :

Amendement n° 96 de la commission. — MM. Jacques Piot, rapporteur ; le garde des sceaux, Marcel Nuninger. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. 78 : adoption.

Art. 79 :

Amendement n° 98 de la commission. — Retrait.

Adoption de l'article.

Sur l'ensemble : MM. Pierre Schiélé, Pierre Carous, Guy Petit.

Adoption du projet de loi.

Sur l'intitulé : amendement n° 105 de la commission. — Adoption.

M. le garde des sceaux.

5. — Nominations à des commissions (p. 2073).

6. — Ordre du jour (p. 2073).

PRESIDENCE DE M. ETIENNE DAILLY, vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures dix minutes.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

M. Jean Bertaud. Je demande la parole pour un fait personnel.

M. le président. Monsieur Bertaud, en vertu du règlement, je ne puis vous donner la parole pour un fait personnel qu'à la fin de la séance.

M. Jean Bertaud. Alors je la demande pour une rectification de vote.

M. le président. C'est autre chose. Je vous donne donc la parole sur le procès-verbal et uniquement sur le procès-verbal.

M. Jean Bertaud. Au cours de la séance de mardi dernier, j'ai exprimé mon opposition au projet de loi sur la filiation qui nous était proposé et j'ai déclaré que je voterais contre. Effectivement, j'ai voté contre ainsi qu'ont pu le constater quelques-uns de mes collègues. Or, j'ai eu la désagréable surprise, en lisant le compte rendu des débats au *Journal officiel*, de voir que mon nom figurait parmi ceux des sénateurs qui n'avaient pas pris part au vote. Cela m'a été excessivement désagréable, je le répète, car ceux qui me connaissent savent qu'il n'y a jamais de désaccord entre les opinions que j'exprime, mes gestes ou mes attitudes.

J'ai tenu à faire cette rectification aujourd'hui même de façon qu'il en soit tenu compte dans le procès-verbal de la précédente séance.

M. le président. Monsieur Bertaud, je suis obligé de vous dire, avec toute l'amitié que je vous porte, qu'il ne vous est pas possible de rectifier quoi que ce soit ; vous venez seulement de faire une déclaration dont le Sénat vous donne acte.

M. Jean Bertaud. Quelle que soit la formule utilisée, je tenais à ce qu'il me soit donné acte de cette déclaration. (*Sourires.*)

M. le président. Je suis bien obligé, monsieur Bertaud, de faire respecter le règlement.

Acte vous est donné de votre déclaration.

Il n'y a pas d'autre observation ?...

Le procès-verbal est adopté, sous les réserves d'usage.

— 2 —

UNIFICATION DE CERTAINES PROFESSIONS JUDICIAIRES

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'unification de certaines professions judiciaires. [N° 10 et 23 (1971-1972).]

Je rappelle que la discussion générale a été déclarée close à la fin de la séance d'hier.

Nous passons à la discussion des articles.

Le titre I^{er} et les articles 1^{er} à 9 qui le constituent ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Personne n'en demande le rétablissement ?...

Ces textes demeurent supprimés.

TITRE II

Création et organisation de la nouvelle profession d'avocat.

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales.

Article 10 A.

M. le président. « Art. 10. — Nul ne peut, s'il n'est membre de la nouvelle profession d'avocat définie ci-après, exercer les fonctions de représentation, de postulation, d'assistance et de plaidoirie devant les juridictions de toute nature et devant tous organismes juridictionnels ou disciplinaires, sous

réserve des dispositions régissant la cour d'appel, le tribunal des conflits, le Conseil d'Etat, la Cour de cassation, la Cour des comptes et le conseil des prises.

« Les dispositions qui précèdent ne font obstacle ni à l'application des dispositions réservant l'accomplissement de certains actes aux avocats établis auprès de certaines juridictions, ni aux dérogations résultant des dispositions législatives ou réglementaires spéciales en vigueur à la date de publication de la présente loi, notamment à celles relatives au libre exercice des activités des organisations syndicales régies par le code du travail ou de leurs représentants, en matière de représentation et d'assistance devant les juridictions sociales et paritaires et les organismes juridictionnels ou disciplinaires auxquels ils ont accès. »

Par amendement n° 2, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Mes chers collègues, votre commission vous propose le report du contenu de cet article après l'article 12 où il a mieux sa place. Il convient donc de réserver l'article 10 A et le présent amendement jusqu'au vote de l'amendement n° 13 dont vous serez saisis ultérieurement.

M. le président. M. le rapporteur demande que l'article 10 A et l'amendement n° 2 soient réservés jusqu'au vote de l'amendement n° 13.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

Article 10.

M. le président. « Art. 10. — I. — La nouvelle profession d'avocat est substituée aux professions d'avocat près les cours et tribunaux, d'avoué près les tribunaux de grande instance et d'agréé près les tribunaux de commerce qui exercent individuellement ou dans le cadre d'une société civile professionnelle. Les membres actuels de ces professions font d'office partie, s'ils n'y renoncent, de la nouvelle profession. Ils sont inscrits au tableau du barreau de leur choix, à la date de leur première prestation de serment dans l'une ou l'autre des professions auxquelles est substituée la nouvelle profession d'avocat.

« Les membres de la nouvelle profession exercent, avec le titre d'avocat, dans les conditions fixées au titre II de la présente loi et par les décrets prévus à l'article 53, l'ensemble des fonctions antérieurement dévolues à chacune des professions visées à l'alinéa premier. Le titre d'avocat peut être suivi, le cas échéant, de la mention des titres universitaires et des distinctions professionnelles. Les anciens avoués et les anciens agréés pourront faire suivre leur titre d'avocat de celui d'ancien avoué ou d'ancien agréé au tribunal de commerce. Les avocats, avoués et agréés en exercice depuis plus de dix ans lors de la publication de la présente loi pourront solliciter l'honorariat lors de la cessation de leurs fonctions.

« II. — Par dérogation aux dispositions du premier alinéa du présent article, les avocats en activité à la date d'entrée en vigueur de la présente loi pourront, par une déclaration au bâtonnier de l'ordre transmise par celui-ci au procureur général, renoncer à exercer les activités antérieurement dévolues au ministère obligatoire des avoués près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel ils sont établis.

« De même, les avoués en activité à la même date pourront, dans les mêmes formes, renoncer à exercer les activités antérieurement dévolues aux avocats dans le ressort du tribunal de grande instance auprès duquel ils sont établis.

« Cette renonciation peut être révoquée une seule fois et dans les mêmes formes. En ce qui concerne les sociétés civiles professionnelles d'avocats ou d'avoués, la déclaration de renonciation mentionnée aux alinéas précédents n'aura d'effet que pendant un délai de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

« III. — Par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 13, les avocats établis auprès des tribunaux de grande instance de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre pourront exercer auprès de ceux de ces tribunaux dans le ressort desquels ils ne sont pas domiciliés professionnellement l'ensemble des attributions antérieurement dévolues au ministère d'avoué.

« Toutefois, à l'expiration d'un délai de sept ans suivant l'attribution de la plénitude de compétence en matière civile soit au tribunal de Bobigny, soit à celui de Créteil, soit à celui de Nanterre, seuls les avocats inscrits au barreau du tribunal ayant acquis pleine compétence pourront y exercer ces attributions. Ils perdront en même temps le bénéfice de la dérogation prévue

à l'alinéa précédent; le tout sous réserve des procédures en cours.

« Les avocats inscrits au barreau de l'un des tribunaux de Paris, Bobigny, Créteil ou Nanterre peuvent être domiciliés dans l'un quelconque des ressorts de ces tribunaux.

« Pendant un délai de sept ans à compter de l'acquisition de la plénitude de compétence en matière civile, respectivement par les tribunaux de grande instance de Nanterre, Créteil et Bobigny, auront la faculté d'exercer les attributions antérieurement dévolues au ministère d'avoué :

« 1° Devant les tribunaux de grande instance de Versailles et de Nanterre, les avocats inscrits à la date de publication du présent projet de loi au barreau de Versailles, les avoués exerçant à cette date près cette juridiction et les agréés près le tribunal de commerce de Versailles ;

« 2° Devant les tribunaux de grande instance de Corbeil-Evry et de Créteil, les avocats inscrits à la date de publication du présent projet de loi au barreau de Corbeil-Evry, les avoués exerçant à cette date près cette juridiction et les agréés près le tribunal de commerce de Corbeil-Essonnes ;

« 3° Devant les tribunaux de grande instance de Pontoise et de Bobigny, les avocats inscrits à la date de publication du présent projet de loi au barreau de Pontoise, les avoués exerçant à cette date près cette juridiction et les agréés près le tribunal de commerce de Pontoise. »

Par amendement n° 3, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, au premier alinéa du paragraphe I, après les mots : « Les membres », de supprimer le mot : « actuels ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Cet article a été entièrement rédigé à nouveau au cours des débats à l'Assemblée nationale. Tel qu'il est transmis au Sénat, il se compose de trois parties.

La première reprend l'essentiel des dispositions du projet et pose le principe, dans son premier alinéa, de la substitution du nouvel avocat aux deux anciennes professions; mais il les complète en précisant : que la substitution concerne aussi bien ceux qui exercent individuellement que ceux qui font partie d'une société civile; que l'entrée dans la nouvelle profession se fait « d'office » et non « de plein droit ».

En ajoutant le deuxième alinéa, l'Assemblée nationale a procédé à une suppression et à plusieurs adjonctions : suppression de la mention des spécialisations qui, dans le texte du Gouvernement, pouvait suivre le titre d'avocat; adjonction de la possibilité de mentionner après le titre d'avocat les titres universitaires et les distinctions professionnelles, le titre d'ancien avoué ou d'ancien agréé, et de la possibilité de demander l'honorariat pour ceux qui ont exercé leurs fonctions pendant dix ans au moins à la date de publication de la loi.

Nous estimons que la loi doit s'appliquer à tous ceux qui exerceront, lors de sa mise en vigueur, la profession d'avocat, d'avoué ou d'agréé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux, ministre de la justice. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 3, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 4, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, au deuxième alinéa du paragraphe I, de remplacer les mots : « conditions fixées au titre II de la présente loi », par les mots : « conditions fixées au présent titre ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Cet amendement est purement rédactionnel. Le texte proposé nous paraît plus simple.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 4, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 5, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, au deuxième alinéa du paragraphe I, de supprimer la troisième phrase, ainsi conçue : « Les anciens avoués et les anciens agréés pourront faire suivre leur titre d'avocat de celui d'ancien avoué ou d'ancien agréé au tribunal de commerce. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Dans un esprit d'unification de la profession, il n'est pas souhaitable de recréer par ce biais des catégories d'avocats.

Je soutiens cet amendement parce que la règle générale du barreau est l'égalité sous la robe. Personne ne peut se distinguer par l'annonce d'un titre autre qu'un titre universitaire justifiant la qualité et la compétence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, l'amendement défendu par M. Le Bellegou peut se rattacher à une très ancienne et très pure tradition de barreau.

Pendant très longtemps, l'usage a été que tous les avocats soient pairs et égaux et que, par conséquent, leur qualification ne soit suivie d'aucun titre. Cependant, je fais observer à M. Le Bellegou qu'une exception s'est introduite dans cette règle puisque, maintenant, autant que je sache, on admet qu'un avocat fasse suivre sa qualification du titre, par exemple, d'ancien bâtonnier ou d'ancien secrétaire de la conférence des avocats.

S'agissant d'une faculté nécessairement limitée dans le temps, je pensais qu'on pouvait accorder aux anciens avoués et aux anciens agréés la satisfaction, surtout morale, qu'ils demandaient, celle de faire ressortir leur qualité.

Par conséquent, le Gouvernement n'est pas favorable à l'adoption de l'amendement.

M. Guy Petit. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Guy Petit, pour explication de vote.

M. Guy Petit. Sensible à la nécessité d'une égalité totale entre les membres de la profession d'avocat, absolument conforme aux traditions, j'ai, en commission, voté l'amendement tel qu'il avait été présenté par les rapporteurs.

Puis il m'a été fait observer que, du fait de la reprise du titre III, une inégalité risquait de se manifester à cet égard en ce qui concerne l'indication des spécialisations de certaines professions. En effet, nous avons laissé subsister, notamment dans l'article 55, la possibilité pour les conseils juridiques de mentionner leur spécialité sur leurs plaques et leur papier à lettres.

Les anciens avoués, en particulier les anciens agréés, estiment qu'ils vont se trouver placés en position d'infériorité parce qu'ils ont, surtout ceux qui exercent auprès de tribunaux importants, une spécialisation indiscutable en matière de droit des affaires, de droit commercial, de droit des sociétés, de faillites, etc. Ils auront simplement le titre d'avocat, mais nous savons bien que leurs anciens clients continueront à les considérer comme des spécialistes du droit commercial. Seulement, par la suite, ils vont se trouver défavorisés par rapport à ceux auxquels on permettra, étant simplement conseils juridiques, d'indiquer une ou plusieurs spécialités.

Je voudrais demander à cette occasion à M. le garde des sceaux, puisque ce problème de la spécialisation va être réglé par décret en ce qui concerne les conseils juridiques, si le Gouvernement entend se montrer très large, c'est-à-dire permettre à un conseil juridique de préciser toute une série de spécialités englobant diverses formes d'exercice de professions relatives au droit, ou bien si, au contraire, le Gouvernement entend être très restrictif à cet égard.

De la réponse de M. le garde des sceaux dépendra sur ce point mon vote parce qu'il est certain que ceux qui vont être intégrés à la nouvelle profession, avec simplement le titre d'avocat et peut-être celui d'ancien bâtonnier ou d'ancien secrétaire de la conférence de stage, vont se trouver défavorisés par rapport à ceux auxquels on interdira désormais le démarchage et une certaine publicité mais qui, cependant, pourront se targuer d'une spécialité, peut-être très justifiée, mais dont les autres ne peuvent pas parler.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux, pour répondre à l'orateur.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je réponds volontiers à la question de M. Guy Petit.

Ces décrets seront naturellement mis au point après consultation de la profession, mais je n'ai pas actuellement l'intention de me montrer extrêmement libéral s'agissant d'accorder l'autorisation de faire suivre d'une spécialité la mention de conseiller juridique.

Nous serons guidés par l'intérêt du public. Par exemple, il est de son intérêt de savoir qu'un individu peut être considéré comme un conseiller fiscal ou — M. Armengaud en parlait hier — un conseiller en matière de brevets d'invention. Mais nous n'irons pas très loin.

Telle est la réponse que je peux donner en ce moment.

M. Guy Petit. Je vous remercie, monsieur le garde des sceaux.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Au nom de la commission, je maintiens l'amendement, toujours au nom des principes, lesquels s'inspirent non pas seulement d'une vieille routine...

M. René Pleven, garde des sceaux. D'une grande tradition !

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. ... mais aussi d'une grande tradition.

Il convient, au moment de la constitution de la nouvelle profession, de donner des chances égales à tous les avocats quelle que soit leur origine. Nombre d'entre eux, qui ont une vocation en matière de droit commercial, plaident devant les tribunaux de commerce autant que les agréés. Par conséquent, ce serait créer une distorsion par rapport à ceux qui, pouvant mentionner sur leur plaque leur qualité d'ancien agréé, bénéficieraient ainsi d'une sorte de primauté aux yeux de la clientèle.

Je suis prêt à consentir à la suppression des distinctions professionnelles, et à accepter la mention des titres universitaires parce qu'elle est normale, étant précisé que, pendant longtemps celle-ci fut interdite. J'appartiens à un barreau où l'on ne permettait pas aux avocats docteurs en droit de l'indiquer sur leur plaque. On interdisait également aux avocats qui y avaient droit du fait de leurs titres universitaires de porter l'épithète rouge parce que toute le monde doit avoir l'épithète noire, cela en vertu du principe de l'égalité sous la robe.

Pour l'égalité des chances au départ de la nouvelle profession, je demande donc au Sénat de bien vouloir voter l'amendement de la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 5, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 6, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit la dernière phrase du deuxième alinéa du paragraphe I :

« Les avocats, avoués et agréés en exercice depuis plus de dix ans lors de la mise en vigueur de la présente loi et qui n'entreront pas dans la nouvelle profession pourront solliciter l'honorariat lors de la cessation de leurs fonctions. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission vous propose, en ce qui concerne l'honorariat, la limitation de cette possibilité aux cas où l'intéressé a quitté la profession après avoir exercé plus de dix ans au moment de la mise en vigueur de la loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 6, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques qui proposent de supprimer le paragraphe II de l'article 10.

Le premier, n° 173, est présenté par M. Schiélé et les membres du groupe de l'U. L. D. P. ; le second, n° 181, est présenté par M. Caillavet.

La parole est à M. Schiélé.

M. Pierre Schiélé. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, nous proposons la suppression de ce paragraphe qui prévoit un certain nombre de modalités, quant au choix possible, pour un avocat, de renoncer, soit à la plaidoirie, soit à la postulation en fonction de leur antériorité. Il nous est en effet apparu que cette disposition très complexe ne présentait aucun avantage, puisque, de toute façon, les membres de la nouvelle profession d'avocat peuvent s'organiser comme ils l'entendent. Aussi, pour conserver plus de souplesse et ne pas enserrer les avocats dans un corset législatif nous laissons à l'ordre et aux intéressés le soin de se décider.

M. le président. La parole est à M. Caillavet, pour défendre l'amendement n° 181.

M. Henri Caillavet. J'approuve entièrement l'argumentation de M. Schiélé.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission n'accepte pas ces amendements, car elle considère que, dans la période transitoire, un certain nombre d'avocats pourront conserver le droit de rester ce qu'ils étaient, c'est-à-dire de ne pas pratiquer la postulation. Ils ont la possibilité de faire une déclaration au bâtonnier dans le délai d'un an. La même disposition est prévue en ce qui concerne les sociétés professionnelles avec une rigueur un peu plus grande dans la réglementation. Je pense qu'il faut accorder, principalement à d'anciens avocats qui ont toujours plaidé, qui n'ont jamais fait de procédure, et qui n'aspirent pas

à en faire — il y en a un certain nombre — la possibilité transitoire de ne pas postuler. Il en va de même pour les avoués qui ne souhaitent pas plaider.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Cette disposition n'existait pas dans le projet initial du Gouvernement, mais le rapporteur de la commission de législation de l'Assemblée nationale nous a amenés à l'accepter. Fidèle à la position que j'ai prise devant l'Assemblée nationale, je repousse les deux amendements.

M. le président. Monsieur Schiélé, maintenez-vous votre amendement ?

M. Pierre Schiélé. Devant l'hostilité conjointe du Gouvernement et de la commission, je le retire.

M. Henri Caillavet. Monsieur le président, je maintiens le mien.

M. le président. L'amendement n° 173 est donc retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 181.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, le Sénat, par assis et levé, n'adopte pas l'amendement.)

M. le président. Par amendement n° 151, M. Jacques Rosselli propose, dans le paragraphe III :

A. — De supprimer le deuxième alinéa ;

B. — Au début du quatrième alinéa, de supprimer les mots suivants : « Pendant un délai de sept ans à compter de l'acquisition de la plénitude de compétence en matière civile, respectivement par les tribunaux de grande instance de Nanterre, Créteil et Bobigny, »

Nous n'examinons pour l'instant que le paragraphe A de cet amendement.

La parole est à M. Rosselli.

M. Jacques Rosselli. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, cet amendement a pour objet de permettre à un nombre suffisant d'avocats de s'inscrire aux barreaux des départements périphériques dont les tribunaux doivent fonctionner à Nanterre, à Créteil et à Bobigny.

Je prends, par exemple, le département de Seine-Saint-Denis, qui groupe quelque 1.200.000 personnes. Il possède un barreau auquel sont inscrits 28 avocats. Si nous voulons — car tel est le but poursuivi — que le tribunal de Bobigny devienne un jour un tribunal normal, avec des avocats inscrits au barreau, il faut donner la possibilité aux nouveaux avocats de s'installer dans de bonnes conditions.

Que vont-ils faire lorsqu'ils sauront qu'ils ne peuvent postuler à la fois dans ce tribunal et à Paris ?

L'attraction de la capitale est telle, mes chers collègues, que, si nos nouveaux avocats doivent prendre une décision maintenant, on peut craindre d'aboutir à la situation suivante : le barreau actuel de Bobigny restera ce qu'il est et aucun nouvel avocat n'engagera les frais ni ne prendra le risque de s'installer dans le département.

C'est la raison pour laquelle l'amendement que je soumetts à l'approbation de l'Assemblée tend à supprimer le délai de sept ans et à laisser les choses suivre normalement leur cours. A une époque qui sera à déterminer par décret, on verra, les choses s'étant « décantées », si les trois nouveaux tribunaux ont suffisamment d'avocats ayant fixé définitivement le lieu de leur résidence et de leur cabinet. Personne, je le répète, n'engagera les frais nécessaires pour installer aujourd'hui un cabinet à Bobigny, à Créteil ou à Nanterre sans avoir la certitude de pouvoir y exercer d'une façon normale.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur la première partie de cet amendement n° 151 ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. En ce qui concerne les tribunaux de la couronne de Paris, il est certain que, dans la logique des choses, il faut admettre qu'à partir du moment où ces tribunaux auront plénitude de compétence, un barreau devra s'organiser auprès d'eux et fonctionner normalement, comme tous les autres barreaux de France.

Malheureusement, les circonstances matérielles qui ont entraîné la division du département de la Seine, les retards dans la construction des locaux et dans le « démarrage » de ces tribunaux font qu'à l'heure actuelle il ne semble pas possible d'assurer, dans chacun de ces tribunaux, la postulation par un barreau local.

Devant ces considérations, un compromis est intervenu à l'Assemblée nationale au terme duquel, pendant un délai de sept ans, les avocats peuvent exercer à la fois auprès du tribunal de Paris et auprès d'un des tribunaux de la Couronne.

Lorsque ce texte est venu devant votre commission, celle-ci, consciente d'assurer le plus tôt possible un fonctionnement normal et rationnel, des tribunaux en fonctions, a réduit le délai

à cinq ans ; mais les observations formulées par M. Rosselli nous ont conduits, finalement, à revenir au délai de sept ans. Dans ces conditions, la commission refuse l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement est au regret de ne pouvoir accepter la première partie de l'amendement de M. Rosselli. Il s'agit, ici, d'une disposition fort importante qui a demandé de difficiles mises au point à l'Assemblée nationale, mises au point qui ont abouti au compromis évoqué tout à l'heure par M. le rapporteur.

Je voudrais appeler en effet l'attention du Sénat sur les problèmes que posent, pour la bonne administration de la justice dans la région parisienne, les dimensions littéralement monstrueuses qu'a atteintes le tribunal de Paris. Nous sommes soucieux de décongestionner ce tribunal et c'est pourquoi l'un de mes prédécesseurs, M. Foyer, avait prévu la création de quatre tribunaux périphériques qui, dans les nouveaux départements de la couronne, diminueront la charge qui s'exerce actuellement sur le tribunal de Paris.

Judiciairement, les départements de la couronne sont en effet sous-administrés. Et comme, pour les raisons qu'a indiquées tout à l'heure votre rapporteur, il ne nous a été possible de procéder que graduellement à la mise en place de ces tribunaux, comme c'est seulement en 1972 que le premier d'entre eux, celui de Bobigny, pourra fonctionner avec compétence pleine et entière, il est nécessaire de prévoir comment sera réglé le problème de la postulation.

Nous avons proposé, et l'Assemblée nationale a accepté, une période transitoire de sept années. Nous pensons que cette période est raisonnable, tandis que si nous acceptions l'amendement de M. Rosselli, qui en fait donnerait un caractère permanent à la multipostulation devant les tribunaux de Paris, de Créteil, de Nanterre et de Bobigny, on mettrait obstacle à ce qui est un objectif que je croyais admis par tous : la nécessité de faire de ces tribunaux de la périphérie des tribunaux à part entière.

Voilà pourquoi, à mon grand regret, je demande au Sénat de ne pas accepter l'amendement de M. Rosselli.

M. le président. Monsieur Rosselli, votre amendement est-il maintenu ?

M. Jacques Rosselli. Oui, monsieur le président, mais je n'ai guère d'illusions.

M. André Fosset. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Fosset.

M. André Fosset. Monsieur le président, très sensible, comme le représentant de la région parisienne, à l'argumentation de M. le garde des sceaux à propos de l'encombrement du tribunal de Paris, je souhaiterais que les projets qui ont été établis fussent rapidement mis à exécution, et notamment que les locaux de justice fussent bâtis avec une rapidité un peu accrue. Mais je suis également très sensible aux arguments de M. Rosselli.

Je voterai d'autant plus volontiers son amendement que j'avais déposé, devant la commission de législation, un amendement rédigé dans les mêmes termes, assorti d'un exposé des motifs que M. Rosselli a bien voulu trouver assez bon pour le reprendre presque mot pour mot.

S'il est vrai que le tribunal de Paris est encombré, s'il est vrai qu'il est nécessaire de créer à côté des tribunaux nouvellement institués des barreaux, je pense qu'en s'appuyant trop sur le principe du refus de la multipostulation, on risque — parce que la région parisienne présente des caractéristiques particulières qui ne sont pas seulement administratives, mais de fait — de porter beaucoup plus gravement atteinte aux principes sur lesquels nous sommes tous d'accord.

En effet, que se passera-t-il ? Les avocats, si leur droit de postulation est réduit au tribunal auprès duquel ils sont installés, ne s'installeront pas auprès des tribunaux de banlieue et resteront à Paris. Il n'y aura donc auprès des tribunaux de banlieue que quelques avocats, peut-être quelques jeunes qui ne trouveront pas de débouchés à Paris, ou peut-être quelques sociétés civiles professionnelles qui seront animées d'inspirations diverses, dont certaines pourront être politiques. Ces avocats installés auprès des tribunaux de banlieue auront une sorte de monopole de la postulation, mais ils ne plaideront pas. Ce sont les avocats parisiens qui viendront plaider auprès des tribunaux de banlieue.

Ainsi, dans la région parisienne, la situation restera ce qu'elle était, et nous aurons un avocat qui plaidera et un avoué qui fera la procédure.

En poussant très loin le refus de la multipostulation pour la région parisienne, vous risquez de maintenir sous une autre forme, avec beaucoup de dangers, la situation dont vous voulez sortir.

Sans affronter la commission, mais pour lui permettre, grâce aux navettes, de mieux s'enquérir d'un problème dont M. le garde des sceaux a dit qu'il avait été difficile de lui donner, devant l'Assemblée nationale, une solution satisfaisante, je souhaite, avec M. Rosselli, que le Sénat veuille bien entendre les soucis des représentants de la région parisienne et, dans ce cas précis, ne pas suivre sa commission et voter l'amendement de notre collègue.

M. Pierre Marcilhacy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marcilhacy, pour explication de vote.

M. Pierre Marcilhacy. Le problème est délicat et d'ailleurs, s'il ne l'était pas, il n'aurait pas donné lieu à cet échange de vues, mais la solution de l'Assemblée nationale, reprise par notre commission, m'apparaît sage.

En effet, il faut aller jusqu'au bout de ce que l'on veut faire. Tout en connaissant — car j'ai été aussi avocat à la cour de Paris — la complexité du barreau de Paris, la prolifération de sa population et la difficulté de son encadrement sur le plan judiciaire, j'estime dangereux de pérenniser la situation.

Notre collègue M. Fosset nous a dit : « Vous risquez de rétablir la dualité avocat-avoué ». C'est parfaitement exact, mais mon propos d'hier tendait simplement à montrer qu'il est des situations contre lesquelles vous ne pouvez rien.

En voici un exemple très simple : la postulation a nécessairement des limites territoriales, car je ne vois pas comment l'on pourrait faire confiance à quelqu'un qu'on ne connaîtrait pas ; à partir de ce moment, des spécialistes viendront donc plaider. Nous savons qu'il y a dans les barreaux de France quelques grands spécialistes, que je ne nommerai pas, en droit maritime ou en brevets d'invention par exemple, et, s'il faut plaider en ces matières devant un tribunal de province, c'est nécessairement un avocat ayant droit à la postulation ailleurs qui viendra le faire, alors que la postulation sera faite par un avocat du territoire dudit tribunal, ce qui est normal.

Cette situation n'existe pas seulement pour la région parisienne et, puisqu'on veut aller jusqu'au bout de l'opération, le délai de sept années est raisonnable. Aller au-delà, je vous le dis très nettement en tant que représentant d'une région éloignée de Paris, ce serait créer, au profit de Paris, des privilèges que la province verrait naître avec une certaine gêne.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe A de l'amendement n° 151, auquel s'opposent la commission et le Gouvernement.
(Ce texte n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 7, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, au deuxième alinéa du paragraphe III de l'article 1°, de remplacer les mots : « sept ans », par les mots : « cinq ans ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. J'ai indiqué tout à l'heure que la commission était revenue du délai de cinq ans au délai de sept ans, ce qui donne une relative satisfaction à ceux qui ont défendu tout à l'heure l'amendement de M. Rosselli. Par conséquent, je retire, au nom de la commission, l'amendement n° 7.

M. le président. L'amendement n° 7 est retiré.

Par amendement n° 8, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit la dernière phrase du deuxième alinéa du paragraphe III de l'article 10 : « Ils perdront en même temps le bénéfice de la dérogation prévue à l'alinéa précédent, sauf en ce qui concerne les procédures en cours. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Il s'agit d'un amendement rédactionnel. Lorsqu'on arrivera à l'expiration du délai de sept ans, les avocats anciens avoués chargés de la postulation conserveront la procédure des procès en cours, ce qui est tout à fait normal et tout à fait logique, afin de ne pas perturber le cours de la justice et de ne pas méconnaître les intérêts des plaideurs.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 8, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Nous en arrivons au paragraphe B de l'amendement n° 151, qui porte sur le quatrième alinéa du paragraphe III de l'article 10.

La deuxième partie de cet amendement est-elle maintenue ?

M. Jacques Rosselli. La première partie de mon amendement ayant été repoussée, celle-ci n'a plus d'objet et je la retire bien volontiers.

M. le président. La deuxième partie de l'amendement n° 151 est donc retirée.

Par amendement n° 9, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, dans le quatrième alinéa du paragraphe III, de remplacer les mots : « sept ans », par les mots : « cinq ans ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Bien entendu, la commission retire cet amendement, comme elle a retiré précédemment l'amendement n° 7.

M. le président. L'amendement n° 9 est retiré.

Par amendement n° 113, le Gouvernement propose de rédiger comme suit le début du quatrième alinéa du paragraphe III : « Jusqu'à l'expiration d'un délai de sept ans qui suivra l'acquisition... »

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Plevin, garde des sceaux. Cet amendement est purement rédactionnel.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission l'accepte.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 113, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 10, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent à l'alinéa 2° du paragraphe III, de supprimer les mots : « et les agréés près le tribunal de commerce de Corbeil-Essonnes ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Votre commission estime cette référence inutile, car il n'existe pas d'agréés devant les tribunaux de Corbeil-Essonnes.

M. René Plevin, garde des sceaux. C'est tout à fait exact et le Gouvernement se rallie à l'amendement présenté par la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 10, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 11, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, à l'alinéa 3° du paragraphe III, de supprimer les mots : « et les agréés près le tribunal de commerce de Pontoise. »

M. Edmond Le Bellegou, rapporteur. Il en va de cet amendement comme du précédent, monsieur le président.

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 11, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 10, modifié.

(L'article 10 est adopté.)

Après l'article 10.

M. le président. Par amendement n° 112, MM. Héon, Legouez et Raybaud proposent, après l'article 10, un article additionnel 10 bis ainsi rédigé :

« A titre transitoire et pendant deux ans à compter de la mise en application de la loi, le nouveau professionnel portera le titre d'avocat-avoué. »

La parole est à M. Grand, pour défendre l'amendement.

M. Lucien Grand. Monsieur le président, mes collègues Héon, Legouez et Raybaud, retenus par leur travail en commission, m'ont demandé de défendre leur amendement.

M. le président. Effectivement quatre commissions siègent en ce moment même et il est bien certain que nos collègues ne peuvent pas tous assister à la séance publique.

M. Lucien Grand. C'est un amendement circonstanciel dû au fait que l'O. R. T. F. et une certaine presse, toujours mal informés sur le fonctionnement des institutions parlementaires, ont déclaré et diffusé après le vote du texte en première lecture à l'Assemblée nationale que la charge d'avoué était supprimée. Les intéressés risquent de subir un grave préjudice

à la suite de ces déclarations abusives émanant d'institutions que l'on serait en droit de croire mieux instruites du processus du vote de la loi !

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Mes chers collègues, j'ai reçu moi-même dans mon cabinet un client qui m'a dit : « Les charges d'avoués étant supprimées, je ne vois pas pourquoi vous m'envoyez chez un avoué ». Je reconnais donc que l'amendement défendu par M. Grand est justifié, dans une certaine mesure, et que de telles erreurs d'information sont graves, mais il n'en est pas moins vrai que, lors de l'application de la loi nouvelle, tous les membres de la profession devront avoir le même titre d'avocat. En effet, il serait inutile de voter un texte portant unification de certaines professions juridiques et judiciaires tout en établissant une distinction entre les avocats et les avocats-avoués.

La commission n'a donc pas accepté l'amendement présenté par M. Héon et elle lui demande même de le retirer.

A la suite des explications qui viennent d'être données, la confusion ne se produira pas dans le public ; les travaux du Sénat auront assez de publicité, je pense, pour le persuader que, jusqu'à la promulgation de la loi, les charges d'avoué ne seront pas supprimées et que, par la suite, les avoués joueront le même rôle que les avocats pour la postulation et la plaidoirie.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement partage les regrets des auteurs des amendements devant les inexactitudes qui ont été diffusées par l'O. R. T. F. et par certains journaux à la suite du vote de l'Assemblée nationale et j'ai indiqué à la chambre nationale des avoués et à la fédération des avoués que je déclarerais personnellement aux micros de l'O. R. T. F. que les charges d'avoué existeraient jusqu'au 15 septembre 1972.

Je ferai donc tout ce qui dépendra de moi pour éviter que les avoués ne subissent un dommage après le vote de la loi, mais je ne crois pas que l'amendement proposé soit une bonne manière de s'opposer à ce dommage. Il ne peut que créer une confusion et, par conséquent, comme la commission, je souhaite qu'il soit retiré.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Lucien Grand. Monsieur le président, la déclaration apaisante de M. le ministre aurait, me semble-t-il, donné satisfaction aux auteurs de l'amendement et, en leur nom, je me crois autorisé à le retirer.

M. le président. L'amendement n° 112 est donc retiré.

Article 11.

M. le président. « Art. 11. — Les offices d'avoué près les tribunaux de grande instance sont supprimés.

« Les avoués sont indemnisés, dans les conditions fixées au chapitre V du présent titre, de la perte du droit qui leur est reconnu par l'article 91 de la loi du 2 avril 1816 de présenter un successeur à l'agrément du garde des sceaux, ministre de la justice. » — (Adopté.)

Article 12.

M. le président. « Art. 12. — Les avocats sont des auxiliaires de justice.

« Ils prêtent serment et revêtent, dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires, le costume de leur profession. »

Par amendement n° 12, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit le premier alinéa de cet article :

« Les avocats collaborent à l'œuvre de justice. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Cet amendement est purement rédactionnel. Cependant il a aussi une valeur morale : nous demandons que l'on considère les avocats non pas comme des « auxiliaires » mais comme des « collaborateurs » de la justice.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, le Gouvernement est embarrassé par cet amendement parce qu'il n'a aucun désir de faire la moindre peine, même légère, au rapporteur de la commission de législation et en particulier aux avocats qui « collaborent à l'œuvre de justice ».

Je suis cependant obligé de faire observer que l'expression « auxiliaires de justice » est une expression consacrée par un très long usage, qu'elle englobe actuellement tous ceux qui apportent leur concours aux magistrats à l'occasion de la mise en œuvre du service public de la justice, qu'il s'agisse des avocats à la Cour de cassation, qu'il s'agisse de certains officiers ministériels, qu'il s'agisse des agréés ou des arbitres rapporteurs.

Et surtout cette expression me semble consacrer le caractère spécifique de la participation de l'avocat au bon fonctionnement et à la continuité du service public de la justice.

De cette conception procèdent naturellement un certain nombre de conséquences importantes : l'avocat auxiliaire de la justice n'est soumis ni dans ses relations avec les clients dont il a la charge de conduire au mieux les intérêts, ni dans ses rapports avec la juridiction, à aucune subordination. Il en va généralement autrement d'un collaborateur.

L'avocat commis d'office, parce qu'il est auxiliaire de justice, ne peut refuser son concours. Il est soumis à des règles professionnelles qui procèdent de la nécessité d'assurer une bonne administration de la justice.

C'est pourquoi je regretterais, personnellement, que l'amendement fût adopté, mais il appartient au Sénat, dans sa sagesse, d'apprécier les arguments de M. Le Bellegou et les miens.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 12, présenté par la commission et pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 12.

(L'article 12 est adopté.)

Article 12 bis nouveau.

M. le président. Par amendement n° 13, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, après l'article 12, d'insérer un article additionnel 12 bis nouveau ainsi rédigé :

« Nul ne peut, s'il n'est avocat, assister ou représenter les parties devant les juridictions et les organismes disciplinaires de quelque nature que ce soit, sous réserve des dispositions régissant les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, et les avoués près les cours d'appel.

« Les dispositions qui précèdent ne font toutefois pas obstacle à l'exercice des pouvoirs ou à l'accomplissement des actes prévus par des textes particuliers à certaines matières et, notamment, au libre exercice des droits reconnus aux syndicats professionnels. »

Cet amendement est assorti de trois sous-amendements :

Par sous-amendement n° 174, M. Sauvage et les membres du groupe de l'U. C. D. P. proposent, au premier alinéa du texte ainsi présenté par la commission, après les mots : « Cour de cassation », d'ajouter les mots suivants : « le tribunal des conflits, la Cour des comptes, le conseil des prises ».

Par sous-amendement n° 132, MM. Namy, Eberhard et les membres du groupe communiste et apparenté proposent de rédiger comme suit le second alinéa du même texte :

« Les dispositions qui précèdent ne font toutefois pas obstacle au libre exercice des activités des organisations syndicales régies par le livre III du code du travail ou de leurs représentants, relatives à la représentation et à l'assistance devant les juridictions compétentes en matière de travail et de sécurité sociale et les organismes juridictionnels ou disciplinaires auxquels ils ont accès. »

Par sous-amendement, n° 161, M. Geoffroy propose de rédiger comme suit la fin de ce même alinéa :

« ... et, notamment, au libre exercice des droits d'assistance et de représentation des syndicats professionnels devant tous les organismes disciplinaires ou juridictionnels. »

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 13 de la commission.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. L'article 12 bis nouveau dont la commission demande l'insertion résulte du report de l'article 10 A nouveau. Cet article avait été introduit par l'Assemblée nationale pour ajouter au texte l'affirmation précise du monopole de la représentation et de l'assistance donnée au nouvel avocat et pour réserver expressément les dérogations auxquelles ce monopole est actuellement soumis, en particulier le droit reconnu aux syndicats de représenter et d'assister leurs membres devant certaines juridictions et organismes disciplinaires ainsi que celui reconnu aux ingénieurs-conseils pour la représentation du droit des inventeurs.

Votre commission donne son accord quant au fond de l'article, mais non quant à sa présentation. Elle pense, d'abord, que ces dispositions auraient mieux leur place avant l'article 13 qui définit les fonctions du nouvel avocat. Ensuite, quant à la forme, elle propose de contracter la rédaction de la première phrase du premier alinéa et de réserver, d'une façon générale, les attributions particulières des avocats à la Cour de cassation et des avoués près les cours d'appel, au lieu de procéder par référence aux dispositions spéciales régissant la Cour de cassation, le Conseil d'Etat, la Cour des comptes, le tribunal des conflits et le conseil des prises.

Elle vous propose aussi de contracter la rédaction du second alinéa et de le présenter sous une forme plus générale, réservant toutes les compétences particulières.

M. le président. Monsieur le garde des sceaux, j'aimerais connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission. Nous discuterons ensuite du sous-amendement n° 174 sur lequel je vous interrogerai de nouveau.

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement estime que la rédaction proposée par la commission est meilleure que celle de l'ancien article 10. C'est donc très volontiers qu'il s'y rallie.

M. le président. La parole est à M. Sauvage pour soutenir le sous-amendement n° 174.

M. Jean Sauvage. Il s'agit d'un sous-amendement de forme. Nous reprenons le texte du projet du Gouvernement, dont les termes ne figurent pas dans la nouvelle rédaction proposée par notre commission. Il nous a semblé en effet inopportun de laisser à des règles de procédure non définies le soin de modifier la compétence des avocats en matière de plaidoirie.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ce sous-amendement ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission a repoussé le sous-amendement de M. Sauvage, car elle estime que notre collègue a satisfaction par la rédaction du texte de la commission, qui couvre incontestablement ses préoccupations.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement voudrait appeler l'attention de M. Sauvage sur le fait qu'avec la rédaction, dont j'ai dit tout à l'heure qu'elle était très éloquent, de la commission, son sous-amendement est devenu superflu. En effet, que dit la commission ? Elle dit : « ... sous réserve des dispositions régissant les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation... ». Or ce sont précisément ces dispositions qui reconnaissent à ces mêmes avocats le monopole de représentation aussi bien devant le tribunal des conflits que devant la Cour des comptes, que devant le conseil des prises.

Je pense que, compte tenu de ces explications, il sera possible à M. Sauvage de renoncer à son sous-amendement.

M. Jean Sauvage. Dans ces conditions, je le retire.

M. le président. Le sous-amendement n° 174 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le premier alinéa de l'amendement n° 13, présenté par la commission, accepté par le Gouvernement.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Le deuxième alinéa de l'amendement de la commission est, je le rappelle, affecté de deux sous-amendements, dont j'ai donné lecture, qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

La parole est à M. Namy, pour soutenir le sous-amendement n° 132.

M. Louis Namy. Notre sous-amendement tend à modifier le second alinéa de l'amendement de la commission.

Nous voulons écarter toute ambiguïté quant au maintien des prérogatives dont jouissent actuellement les organisations syndicales en vertu de textes législatifs, conventionnels ou qui ont été instaurées par la pratique, tels notamment les conseils de discipline, les interventions, auprès de l'inspection du travail, des comités d'entreprise en matière de licenciement de personnel, etc.

Nous avons déposé ce sous-amendement pour apaiser les légitimes inquiétudes des organisations syndicales devant les imprécisions du projet de loi et nous demandons au Sénat de l'approuver.

M. le président. La parole est à M. Geoffroy pour défendre le sous-amendement n° 161.

M. Jean Geoffroy. Mon sous-amendement tend au même but que celui de M. Namy. Sans rien changer au fond du texte du second alinéa de l'article additionnel 12 bis proposé par la commission, il apporte une rédaction plus précise concernant les droits actuels des syndicats. Il me paraît par ailleurs suffisant ; voilà pourquoi je demande au Sénat de bien vouloir l'adopter.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les deux sous-amendements ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission a estimé que le texte très large qu'elle avait élaboré couvrirait à la fois les préoccupations de M. Geoffroy et celles de M. Namy. Elle a cependant accepté le sous-amendement de M. Geoffroy, dont

le texte nous paraît plus condensé, tout en réservant expressément — ce qui est notre objectif commun — les droits qui jusqu'à présent étaient reconnus aux syndicats et organismes professionnels.

M. le président. Etes-vous contre le sous-amendement n° 132 de M. Namy et pour le sous-amendement n° 161 de M. Geoffroy ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Monsieur le président, j'ai à choisir entre deux sous-amendements dont j'approuve l'esprit qui les anime, mais c'est le sous-amendement de M. Geoffroy qui a été accepté par la commission.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les sous-amendements n°s 132 et 161 ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement doit choisir entre deux textes inspirés par le même souci : le sous-amendement de M. Geoffroy et le sous-amendement de M. Namy. Il lui semble que celui de M. Namy est plus restrictif que celui de M. Geoffroy et, comme la commission, il estime qu'il serait préférable, précisément pour atteindre l'objectif de M. Namy, que ce dernier se rallie au texte de M. Geoffroy.

M. Louis Namy. C'est ce que je voulais dire.

M. le président. Le sous-amendement est-il maintenu ?

M. Louis Namy. Je me rallie au sous-amendement de M. Geoffroy et, en conséquence, je retire le nôtre.

M. le président. Le sous-amendement n° 132 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 161, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le second alinéa de l'amendement n° 13 de la commission, ainsi modifié.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'amendement n° 13.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Ce texte devient, en conséquence, l'article 12 bis du projet de loi.

Article 10 A (suite).

M. le président. Nous reprenons la discussion de l'article 10 A qui avait été précédemment réservé.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Compte tenu des textes que vient d'adopter le Sénat, nous proposons la suppression pure et simple de l'article 10 A.

M. le président. C'est-à-dire l'adoption de l'amendement n° 2 de la commission qui tendait à cette fin.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Exactement, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 2, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 10 A est donc supprimé.

Article 13.

M. le président. — « Art. 13. — Les avocats exercent leur ministère et peuvent plaider sans limitation territoriale devant toutes les juridictions et organismes juridictionnels ou disciplinaires, sous réserve des règles d'organisation et de procédures propres à certaines juridictions.

« Toutefois, ils exercent exclusivement devant le tribunal de grande instance dans le ressort duquel ils ont établi leur résidence professionnelle les activités antérieurement dévolues au ministère obligatoire de l'avoué auprès de ce tribunal.

« Par dérogation aux dispositions contenues dans les alinéas précédents, lorsque le nombre des avocats inscrits au tableau et résidant dans le ressort du tribunal de grande instance sera jugé insuffisant pour l'expédition des affaires, les avocats établis auprès d'un autre tribunal de grande instance du ressort de la même cour d'appel pourront être autorisés à diligenter les actes de procédure.

« Cette autorisation sera donnée par la cour d'appel dans les conditions qui seront fixées par les décrets prévus à l'article 53. »

Par amendement n° 14, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit le premier alinéa :

« Les avocats exercent leur ministère et peuvent plaider sans limitation territoriale devant toutes les juridictions et organismes juridictionnels ou disciplinaires, sous les réserves prévues à l'article précédent. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Cet article définit les conditions de l'exercice des deux fonctions de plaidoirie et de postulation désormais exercées par un seul homme.

Le premier alinéa pose le principe de la plaidoirie devant toutes les juridictions sans limitation territoriale ; la commission vous propose à cet article un amendement rédactionnel qui consiste, au lieu d'énumérer les réserves déjà définies à l'article 12 bis, à y faire purement et simplement référence, ce qui est une simplification.

J'ajoute qu'il est particulièrement important de préciser dans cet article 13 que les avocats gardent le droit de plaider sans limitation territoriale devant toutes les juridictions du territoire. Cette disposition qui réserve expressément le libre choix du défenseur sur tout le territoire constitue une nouvelle garantie de la liberté individuelle.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 14, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 15, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de compléter *in fine* le deuxième alinéa du même article 13 par la phrase suivante :

« Les membres des barreaux exercent ces activités devant tous les tribunaux de grande instance près desquels leur barreau est constitué. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Le second alinéa prévoit la territorialité de la postulation ; cette restriction qui s'applique actuellement aux avoués est donc perpétuée à l'encontre des avocats. Votre commission, sous les réserves qu'elle a déjà indiquées, accepte ces limitations, mais elle s'est préoccupée du cas où un barreau est commun à plusieurs tribunaux de grande instance. Dans ce cas, il est logique que les avocats inscrits à un tel barreau puissent postuler auprès de tous les tribunaux près desquels il est constitué.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement appelle l'attention du Sénat sur l'importance de l'amendement que vient de défendre M. Le Bellegou. S'il le fait, c'est parce qu'il n'est pas d'accord avec la commission. Le Gouvernement pense, en effet, que le bon fonctionnement des tribunaux suppose toujours auprès d'eux un certain nombre d'avocats inscrits et habilités à postuler.

Or, selon l'amendement de la commission, dans les cas où il existera un barreau départemental, on peut donner à un avocat qui habitera à 150 kilomètres du lieu d'implantation du tribunal le droit de postulation. Je ne crois pas que cette mesure favorise l'application de la loi.

C'est pourquoi je préfère le texte adopté par l'Assemblée nationale qui pose strictement le principe de la postulation territoriale.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. L'amendement de la commission, monsieur le garde des sceaux, a pour but de répondre à certaines situations de fait auxquelles nous ne pouvons rien. Il serait souhaitable, en effet, que la situation soit celle que vous décrivez. Mais, pour l'instant, nous devons faire face à ces situations provisoires.

C'est la raison pour laquelle la commission maintient son amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 15, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 16, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit le dernier alinéa de l'article 13 :

« Cette autorisation sera donnée par la cour d'appel. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Le troisième alinéa de l'article 13 est ainsi rédigé : « Par dérogation aux dispositions contenues dans les alinéas précédents, lorsque le nombre des avocats inscrits au tableau et résidant dans le ressort du tribunal de grande instance sera jugé insuffisant pour l'expédition des affaires, les avocats établis auprès d'un autre tribunal de grande instance du ressort de la même cour d'appel pourront être autorisés à diligenter les actes de procédure. »

Nous avons estimé que la référence au décret est trop lourde.

C'est pourquoi notre amendement tend à modifier la rédaction du dernier alinéa de l'article 13.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 16, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 13, modifié.

(L'article 13 est adopté.)

Article 13 bis.

M. le président. « Art. 13 bis. — Les avocats assistent et représentent les parties devant les administrations publiques, notamment fiscales, et peuvent recevoir mandat même pour l'exercice de droits non contentieux.

« Ils peuvent remplir les fonctions de syndic, d'administrateur judiciaire, de liquidateur, d'arbitre près les tribunaux de commerce, à la condition :

« — soit d'avoir rempli déjà ces fonctions, à titre accessoire, dans leur ancienne profession ;

« — soit de répondre aux conditions de stage, d'examen et de qualification légalement requises.

« Ils peuvent aussi, s'ils justifient d'une ancienneté de sept années d'exercice, remplir les fonctions de membre du conseil de surveillance d'une société commerciale ou d'administrateur de société. »

Par amendement n° 17, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit le premier alinéa de cet article :

« Les avocats peuvent assister et représenter autrui devant les administrations publiques sous réserve des dispositions législatives et réglementaires, et peuvent recevoir mandat dans les limites fixées par le règlement intérieur de leur barreau. »

Cet amendement est affecté d'un sous-amendement n° 101 rectifié de M. Armengaud, qui propose, après les mots : « législatives et réglementaires », d'insérer les dispositions suivantes :

« ..., notamment celles relatives aux fonctions dévolues aux conseils en brevets d'invention dont le titre est protégé par le décret du 29 octobre 1965 relatif aux conseils en brevets d'invention. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 17.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Cet article, introduit par l'Assemblée nationale, doit permettre notamment aux avocats de représenter leurs clients devant les administrations et de recevoir mandat pour l'exercice de droits non contentieux. Votre commission estime que c'est au règlement intérieur de chaque barreau qu'il appartient de déterminer les conditions dans lesquelles l'avocat pourra recevoir mandat.

Je rappelle, en effet, qu'il faut tout de même faire la transition entre ce qui existait et ce qui va exister demain. Dans la plupart des barreaux, les avocats n'avaient pas le droit de recevoir mandat pour des faits non contentieux. On assiste évidemment à une évolution de la profession. Elle est, vous le savez, fortement demandée par les jeunes qui veulent étendre la compétence des avocats et leurs activités professionnelles.

Mais il faut, dans une certaine mesure, soumettre l'extension de ces activités à la décision du conseil de l'ordre. C'est pourquoi nous faisons référence au règlement intérieur du conseil de l'ordre pour autoriser les avocats, en certaines circonstances, à recevoir des mandats qui, jusqu'à présent, leur étaient interdits.

M. le président. La parole est à M. Armengaud pour défendre le sous-amendement n° 101 rectifié.

M. André Armengaud. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, la rédaction de l'article 13 bis que vient de commenter M. Le Bellegou est la suivante : « Les avocats peuvent assister et représenter autrui devant les administrations publiques sous réserve des dispositions législatives et

réglementaires, et peuvent recevoir mandat dans les limites fixées par le règlement intérieur de leur barreau. »

Le sous-amendement que j'ai déposé tend à une nouvelle rédaction, prévoyant explicitement une réserve au profit des conseils en brevets d'invention qui sont seuls, d'après le décret du 29 octobre 1965, chargés de représenter les inventeurs devant l'institut national de la propriété industrielle.

Ce décret que j'ai évoqué hier à la tribune prévoit les conditions dans lesquelles les conseils en brevets d'invention ont mandat pour représenter les inventeurs devant cet organisme et pour défendre également les intérêts de ceux-ci devant les administrations étrangères de brevets.

Il est nécessaire que soient confirmées dans le texte les dispositions actuelles.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ce sous-amendement ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission s'oppose au sous-amendement de M. Armengaud non pas sur le fond, mais sur la forme. L'institut auquel il a fait allusion a un double caractère, notamment pour partie un caractère juridictionnel. Mais je rappelle le texte du deuxième alinéa de l'article 12 bis nouveau, qui vient d'être adopté : « Les dispositions qui précèdent ne font toutefois pas obstacle à l'exercice des pouvoirs ou à l'accomplissement des actes prévus par des textes particuliers à certaines matières... » Nous estimons donc qu'une interprétation rationnelle de ce texte doit donner satisfaction à M. Armengaud.

Nous serions du reste heureux de connaître l'opinion de M. le garde des sceaux sur la portée de l'intervention de M. Armengaud. Dans l'hypothèse où notre collègue recevrait tout apaisement à cet égard et où l'interprétation que je viens de donner serait bien celle qu'il souhaitait, je lui demanderais de retirer son sous-amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement et sur le sous-amendement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement n° 17, présenté par la commission, qui porte sur le premier alinéa de l'article 13 bis.

En ce qui concerne le sous-amendement déposé par M. Armengaud, le Gouvernement précise que, conformément à l'interprétation qui vient d'être exposée par M. Le Bellegou, l'habilitation donnée aux avocats par l'article 13 bis n'est nullement exclusive de la faculté, pour les conseils en brevets d'invention, de représenter les parties devant l'institut national de la propriété industrielle et devant les administrations.

Hier, au cours de la discussion générale, j'ai indiqué à M. Armengaud qu'il fallait, en effet, réserver le cas particulier des conseils en brevets d'invention. A mon sens, c'est au moment où nous discuterons du titre III qu'il sera nécessaire de reprendre la question. Mais, au présent article, la disposition proposée par M. Armengaud ne ferait qu'alourdir le texte et serait superflue.

J'espère donc que, après mes explications, M. Armengaud pourra retirer son sous-amendement.

M. le président. Monsieur Armengaud, votre sous-amendement est-il maintenu ?

M. André Armengaud. A partir du moment où le rapporteur de la commission de législation et M. le garde des sceaux font la réserve que j'ai demandée et qui couvre, par conséquent, les conseils en brevets d'invention dans la représentation des inventeurs devant l'institut national de la propriété industrielle — lequel peut donner un avis sur les brevets, à titre de première instance — j'accepte volontiers de retirer mon sous-amendement puisque figureront au *Journal officiel* aussi bien le commentaire de M. Le Bellegou que la réponse de M. le garde des sceaux.

M. le président. Le sous-amendement n° 101 rectifié est donc retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 17, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 18, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer les quatre derniers alinéas de l'article 13 bis.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Mes chers collègues, cette question délicate, relative à la possibilité, pour les avocats, de remplir les fonctions de syndic, d'administrateur judiciaire ou d'administrateur de société a été très longuement débattue au sein de notre commission. Ses rapporteurs étaient particulièrement sévères à l'encontre de ces possibilités, mais la commission a infléchi sa position en raison de l'amendement n° 162 rectifié qui a été déposé par M. Geoffroy.

Nous vous demandons, en conséquence, monsieur le président, de bien vouloir réserver le présent amendement jusqu'à ce qu'ait été discuté celui de M. Geoffroy à l'article 14.

M. le président. Le Sénat voudra sans doute réserver l'amendement n° 18 et le reprendre après l'examen de l'amendement n° 162 rectifié à l'article 14. (*Assentiment.*)

Article 14.

M. le président. « Art. 14. — La profession d'avocat est une profession libérale et indépendante.

« Sont incompatibles avec l'exercice de cette profession toutes activités de nature à porter atteinte à l'indépendance de l'avocat et au caractère libéral de la profession. »

Sur cet article, je suis saisi de trois amendement qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 114, présenté par le Gouvernement, tend à compléter cet article par les dispositions suivantes :

« Sont toutefois compatibles avec l'exercice de la profession d'avocat les activités de syndic, d'administrateur judiciaire et de liquidateur.

« Les avocats peuvent remplir les fonctions visées à l'alinéa précédent à la condition :

« — soit d'avoir rempli déjà ces fonctions, à titre accessoire, dans leur ancienne profession ;

« — soit de répondre aux conditions de stage, d'examen et de qualification légalement requises.

« Ils peuvent aussi, s'ils justifient d'une ancienneté de sept années d'exercice, remplir les fonctions de membre du conseil de surveillance d'une société commerciale ou d'administrateur de société. »

Le deuxième, n° 162 rectifié, déposé par M. Geoffroy, a pour objet de compléter *in fine* cet article par un alinéa nouveau ainsi rédigé :

« Sont compatibles avec l'exercice de cette profession les fonctions de syndic, d'administrateur judiciaire, de liquidateur, d'arbitre près les tribunaux de commerce, pour les avocats qui ont déjà rempli ces fonctions, à titre accessoire, dans leur ancienne profession. »

Le troisième, n° 182, présenté par M. Caillavet, a pour but de compléter cet article *in fine* par les dispositions suivantes :

« Sont compatibles avec l'exercice de cette profession les fonctions de syndic, d'administrateur au règlement judiciaire, d'administrateur judiciaire, d'arbitre rapporteur près les tribunaux de commerce, à la condition que les avocats justifient :

« — soit d'une ancienneté de sept années d'exercice ;

« — soit d'avoir rempli déjà ces fonctions, à titre accessoire, dans leur ancienne profession ;

« — soit de répondre aux conditions de stage, d'examen et de qualification légalement requises.

« Les avocats peuvent aussi, s'ils justifient d'une ancienneté de sept années d'exercice, remplir les fonctions de membre du conseil de surveillance d'une société commerciale ou d'administrateur de société. »

La parole est à M. le garde des sceaux pour défendre l'amendement n° 114.

M. René Pleven, garde des sceaux. L'amendement du Gouvernement tend à déclarer compatibles avec l'exercice de la profession d'avocat les activités de syndic, d'administrateur judiciaire et de liquidateur.

A l'heure actuelle, un certain nombre de professionnels qui vont entrer dans la nouvelle profession d'avocat, exercent déjà ces fonctions de syndic, d'administrateur judiciaire ou de liquidateur près les tribunaux de commerce. C'est le cas notamment de certains agréés et de certains avoués. Il n'y a donc aucune innovation, mais seulement consolidation d'un état de fait existant. La suppression de cette faculté serait génératrice, sur le plan pratique, de sérieuses difficultés, car les syndics et les administrateurs judiciaires sont en nombre insuffisant.

Telles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement demande au Sénat de vouloir bien se rallier à son amendement.

M. le président. La parole est à M. Geoffroy, pour soutenir son amendement n° 162 rectifié.

M. Jean Geoffroy. Mon amendement tend à permettre aux avocats de continuer à exercer les professions de syndic, d'administrateur judiciaire et de liquidateur comme ils le faisaient précédemment.

J'ai été très sensible à l'argumentation contraire développée devant la commission. Cependant, à la réflexion, je pense qu'il serait injuste de ne pas maintenir cette possibilité.

Mon amendement indique que « sont compatibles avec l'exercice de cette profession les fonctions de syndic, d'administrateur judiciaire, de liquidateur, d'arbitre près les tribunaux de commerce pour les avocats qui ont déjà rempli ces fonctions, à titre accessoire, dans leur ancienne profession ». Mon amendement est donc très restrictif — je le fais remarquer — car il ne vise que ceux qui remplissaient déjà ces fonctions. Il ne tend pas à pérenniser la situation dans l'avenir.

M. le président. La parole est à M. Caillavet, pour soutenir son amendement n° 182.

M. Henri Caillavet. Monsieur le président, je rejoins sur ce point les préoccupations exprimées par le Gouvernement et les propositions de M. Geoffroy. Mon amendement est cependant plus extensif, puisqu'il prévoit que les avocats peuvent être également arbitres-rapporteurs près les tribunaux de commerce lorsqu'ils auront une ancienneté de sept années d'exercice, pour les raisons indiquées par le Gouvernement.

Nous manquons actuellement dans certaines disciplines de personnel qualifié et au moment où l'on prétend que l'avocat sera un homme nouveau, il est indispensable de permettre à ces avocats de participer de manière plus précise à l'activité économique de ce pays. C'est la raison pour laquelle j'ai déposé cet amendement.

M. le président. Je voudrais connaître l'avis de la commission sur ces trois amendements et son sentiment sur l'ordre dans lequel ces textes doivent être mis aux voix.

Il apparaît à la présidence, compte tenu de l'objet des amendements, que c'est celui de M. Caillavet qui devrait être mis aux voix le premier, puis celui du Gouvernement et enfin celui de M. Geoffroy.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Je vous répons tout de suite, monsieur le président, que c'est bien dans cet ordre que ces trois amendements doivent être mis aux voix.

J'étais hostile personnellement à la possibilité donnée aux avocats de devenir des syndics de faillite, des administrateurs de sociétés ou d'exercer des professions para-commerciales, ce qui, traditionnellement, a toujours été interdit par la plupart des ordres.

Je pense du reste qu'il y a là, pour les avocats, des sources de responsabilités considérables et les charges qui vont peser sur les ordres à l'occasion de la réorganisation prévue par la loi seront telles que ceux-ci seront obligés de supporter des garanties importantes couvertes par des compagnies d'assurances. Croyez-en le bâtonnier que je suis. D'après les renseignements qu'il a essayé de recueillir en ce qui concerne son ordre, le montant des primes à payer aux assurances sera multiplié par quatre ou cinq.

Cependant je sais bien qu'une grande partie des professionnels, des jeunes notamment, souhaitent étendre les possibilités de compétence des avocats dans certains domaines et sont assez attachés à cette possibilité d'exercer les fonctions que je viens d'évoquer.

Dans son ensemble, le barreau est évidemment assez partagé sur la question. Après avoir consulté l'ensemble des organisations professionnelles j'étais arrivé à une solution qui ne me satisfaisait pas complètement, mais qui était, comme souvent en pareille matière, une sorte de compromis entre ce que l'on pense et ce qui est souhaitable au vu des renseignements que l'on reçoit.

Après consultations, notamment celle du bâtonnier du barreau de Paris, il avait été décidé que normalement les avocats devraient continuer à n'exercer que les fonctions qui leur sont habituellement reconnues, augmentées de la postulation et de la possibilité plus étendue de rédaction d'actes et de consultations, ce qui est déjà un élargissement assez considérable des activités de la profession. Il fallait alors placer dans un cadre à peu près parallèle ceux qui voudraient exercer les fonctions de syndic de faillite et d'administrateur de société.

Des exemples récents montrent qu'une extension trop large des compétences ne serait pas tout à fait favorable à la dignité des ordres, bien qu'ils ne soient pas atteints forcément par l'action de quelques-uns d'entre leurs membres.

J'avais par conséquent rédigé, un peu à mon corps défendant, mais c'était l'expression du sentiment de nombreux membres de la commission, en particulier de M. Geoffroy qui vient de l'exprimer, un amendement à l'article 14 qui prévoyait qu'était compatible avec la profession d'avocat, sous la réserve du reste des règlements intérieurs des barreaux qui doivent toujours assurer leur discipline et leur police, l'exercice de ces fonctions, à la condition que ceux qui les exercent en soient personnellement responsables et soient personnellement assurés pour les conséquences de l'exercice de ces fonctions. En vérité, je ne vois pas pourquoi, moi qui suis avocat, je vais demain, si je ne veux pas être syndic de faillite ou administrateur de société, être obligé de payer une cotisation supplémentaire parce qu'il plaira à l'un de mes confrères d'exercer de telles fonctions.

La question n'aurait pas posé tellement de difficultés pour les avocats qui ont déjà exercé à titre accessoire ces fonctions, mais elle en pose en ce qui concerne certaines professions en particulier les agréés et même certains avoués qui, dans certains départements, nous ont fait connaître qu'ils exerçaient déjà et depuis longtemps des professions semblables.

La commission après en avoir discuté — le rapporteur n'est à cet égard que celui qui exprime le sentiment général de la commission et pas forcément toujours son sentiment personnel — a décidé en effet qu'on pouvait peut-être, sous la réserve que je viens d'indiquer, celle de personnaliser la responsabilité qui peut découler de l'exercice de ces professions, déclarer que de telles fonctions n'étaient pas incompatibles avec la profession d'avocat, sous le couvert des règlements intérieurs des ordres.

Nous avons accepté l'amendement de M. Geoffroy qui étendait à cet égard la compétence des avocats, car l'amendement de M. Geoffroy comporte un frein qui consiste à n'accorder à cette possibilité qu'un caractère viager.

Voilà l'ensemble de la discussion qui s'est déroulée devant la commission de législation et qui a abouti à rétablir le texte qui primitivement avait été supprimé pour les considérations que j'ai exprimées. Ce texte a été rétabli hier au cours d'une séance de commission, sous la condition exprimée par M. Geoffroy dans son amendement, que les droits ne soient reconnus que d'une manière viagère à ceux qui les exerçaient afin de ne pas porter préjudice à ceux qui déjà se livraient à de telles activités professionnelles.

Je précise que le rapporteur traduit le sentiment de la commission et non celui du bâtonnier.

M. le président. Si j'ai bien compris, la commission est hostile à l'amendement n° 182 de M. Caillavet, hostile à l'amendement n° 114 du Gouvernement et n'accepte que l'amendement n° 162 rectifié de M. Geoffroy.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Exactement, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements de M. Caillavet et de M. Geoffroy ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement estime que l'amendement de M. Caillavet va trop loin et que l'amendement de M. Geoffroy est trop restrictif.

L'amendement de M. Caillavet va trop loin parce que, à condition d'avoir une ancienneté de sept années d'exercice, n'importe quel avocat pourra devenir syndic, administrateur au règlement judiciaire, administrateur judiciaire, arbitre-rapporteur, alors que, dans son amendement, le Gouvernement a tenu à spécifier qu'il faudrait répondre aux conditions de stage, d'examen et de qualification légalement requises. Il est tout à fait nécessaire de maintenir ces conditions.

En revanche, il trouve que l'amendement de M. Geoffroy ne va pas assez loin parce que, s'il donne satisfaction à un certain nombre d'avoués et d'agréés en leur accordant, à titre viager, la possibilité de maintenir leur activité actuelle, il ne résout pas le problème pour l'avenir. Or, dans l'avenir, il faudra bien des syndics ou des administrateurs judiciaires, et le Gouvernement ne voit pas pourquoi certains avocats ne pourraient pas l'être.

Mais le Gouvernement a été très sensible à l'argumentation de M. Le Bellegou concernant les responsabilités qui pouvaient être encourues dans l'exercice de cette profession. Il indique tout de suite que si le Sénat adoptait l'amendement du Gouvernement, qui lui paraît se situer dans un juste milieu, le Gouvernement accepterait, de son côté, l'amendement n° 164 rectifié qui a été déposé par M. Geoffroy, et qui répond au souci de M. Le Bellegou en précisant que les professionnels qui exerceront ces activités devront contracter une assurance personnelle qui sera à leur charge.

Le Gouvernement, lorsque le Sénat se prononcera sur son amendement, demandera au président de bien vouloir procéder au vote par division, car, dans notre texte, il est fait mention des activités de syndic, d'administrateur judiciaire et de liquidateur. Il semble que le Sénat serait disposé à se rallier à cette partie du texte. Le dernier alinéa prévoit aussi que s'ils justifient d'une ancienneté de sept années d'exercice, les avocats pourront remplir les fonctions de membre du conseil de surveillance d'une société commerciale ou d'administrateur de société.

Le Gouvernement est pleinement conscient que ce dernier alinéa soulève un problème d'une nature différente de celui qui est prévu par les trois premiers alinéas. Sur les activités de syndic, d'administrateur judiciaire et de liquidateur, le Gouvernement sera très ferme et demandera au Sénat d'adopter son amendement.

En revanche, en ce qui concerne le dernier alinéa, qui soulève en filigrane tous les problèmes qui ont été rappelés tout à l'heure par M. Le Bellegou, le Gouvernement se contentera de s'en remettre à la sagesse du Sénat.

M. Henri Caillavet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Caillavet, pour répondre au Gouvernement.

M. Henri Caillavet. Je ferai tout d'abord remarquer à M. le garde des sceaux qu'au-delà de la condition d'une ancienneté de sept années d'exercice exigée pour l'avocat, j'ai eu soin dans

cet amendement de préciser également qu'il devait répondre aux conditions de stage, d'examen, et de qualification légalement requises. De ce côté-là, M. le garde des sceaux devrait obtenir satisfaction. (*M. le garde des sceaux fait un signe de dénégation.*)

Mais, monsieur le président, si j'ai déposé ce texte, c'est parce que je sais d'expérience que des agréés et des avoués exercent déjà les fonctions qui sont mentionnées dans cet amendement. Comme j'ai une conception réaliste du droit, je suis bien obligé de constater que si nous ne voulons pas provoquer une coupure, il faut bien permettre à ceux qui déjà exercent cette profession de continuer à l'exercer.

Je rappellerai également à M. Pleven que, dans un amendement n° 183, j'ai eu soin d'indiquer que pour les avocats qui accepteraient de telles fonctions : « les responsabilités inhérentes aux activités visées à l'article 14, alinéa 3 et suivants, sont supportées exclusivement par les avocats qui les exercent ; elles doivent faire l'objet d'assurances spéciales, qui sont contractées à titre individuel ou collectif ». Cela pour répondre aux préoccupations fort justifiées exprimées par M. Le Bellegou.

Lorsque, dans un barreau, un avocat voudra exercer, par exemple, les fonctions d'administrateur judiciaire, il devra engager sa seule responsabilité. S'il est couvert par une assurance, cette assurance devra être intégralement payée par lui seul et non pas à titre collectif par le barreau.

Je crois avoir ainsi répondu aux objections formulées par M. le garde des sceaux. Le reproche que je fais au texte présenté par mon collègue et ami M. Geoffroy, c'est qu'il permet à ceux qui exerçaient à titre accessoire la profession de syndic de continuer à le faire à titre viager. Or, au moment où l'avenir nous sollicite, nous ne pouvons pas mentionner cette notion de « viager » et là, pour une fois, je serai d'accord avec M. le garde des sceaux. Oui, je trouve que le texte le meilleur qui soit, c'est le mien, et que le moins mauvais, c'est celui du Gouvernement. (*Rires.*)

M. René Pleven, garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je suis très sensible aux compliments mitigés (*Sourires.*) que vient de m'adresser M. Caillavet. Je vais demander au très fin juriste qu'il est de bien vouloir relire le texte de son amendement. Il verra qu'il est ainsi rédigé : « Sont compatibles avec l'exercice de cette profession, les fonctions de syndic... à la condition que les avocats justifient soit d'une ancienneté de sept années d'exercice... » Par conséquent, cette simple condition suffirait pour obtenir le droit d'être administrateur judiciaire ou syndic et mon argument reste entier.

M. Pierre Marcilhacy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marcilhacy.

M. Pierre Marcilhacy. Mes chers collègues, il faut bien dire que nous arrivons là à un tournant et qu'il nous faut faire des choix. Allons-nous nous orienter vers une évolution de la profession ou au contraire rester en arrière ? Pour ma part, je suis favorable à une évolution et, dans une très large mesure, je me rallie à la position du Gouvernement.

Une grande partie de mon inquiétude a été levée par ce qui est dû à l'initiative de M. Le Bellegou, à savoir la notion de compatibilité. Ainsi, les barreaux ne seront pas chargés de la responsabilité que prendront un certain nombre d'avocats en exerçant des fonctions qui ne sont pas dans la nature de cette profession.

Monsieur le garde des sceaux, je ne suis pas du tout d'accord avec vous car, tout à l'heure, vous nous avez indiqué qu'en ce qui concerne les fonctions de syndic ou d'administrateur judiciaire cela irait tout seul. Je vais peut-être étonner mes collègues en leur disant que je suis beaucoup plus choqué de voir un avocat devenir syndic ou administrateur judiciaire plutôt qu'administrateur d'une société commerciale. Voici pourquoi.

Quand il est syndic ou administrateur judiciaire, il est sous le contrôle — et cela est hautement nécessaire — du parquet.

M. Antoine Courrière. Très bien !

M. Pierre Marcilhacy. Il abdique à ce moment-là la liberté qui est l'apanage même de la fonction d'avocat.

Vous allez me rétorquer qu'après avoir prononcé des paroles aussi sévères je dois être contre. Ce qui me gêne, ce sont les situations acquises. Le fait de réunir dans une même famille des gens qui exerçaient déjà cette activité est évidemment très gênant car nous risquons de les priver de leur gagne-pain du jour au lendemain. A ce sujet, la position de notre collègue Geoffroy présentait une sorte d'équilibre humain.

En ce qui concerne les administrateurs de sociétés commerciales, je vous en prie, ne soyons pas aveuglés par les scandales présents, passés ou futurs. Il est juste de reconnaître qu'un grand nombre de sociétés commerciales exerçant leur activité dans des conditions de régularité parfaite, que des sociétés de famille

et même des personnes morales pourraient donner des leçons de moralité à certaines personnes physiques. Mais il y a, comme partout, les accidents, les brebis galeuses.

Un sénateur au centre. Ils sont la minorité !

M. Pierre Marcilhacy. Qu'ils soient la minorité ou non, disons que, de toute façon, si un avocat ou un médecin — je prends ces deux professions car elles doivent être soucieuses de la moralité d'une corporation tout entière — veut faillir, croyez-moi, il trouvera toujours un « truc », un moyen pour passer au travers des mailles jusqu'au jour où le bras séculier de la justice s'abattra sur lui. Nous espérons toujours que ce sera le plus tôt possible et nous regrettons quelquefois certains retards. Excusez-moi de ne pas aller plus loin dans mon allusion.

Quoi qu'il en soit, par rapport aux usages de la vie économique actuelle la compatibilité de la profession d'avocat avec la fonction d'administrateur de société commerciale n'a rien qui me choque. Mais je suis heurté, je ne le cache pas, de voir un avocat devenir syndic ou administrateur pour les raisons que j'ai exposées tout à l'heure.

Que voulez-vous, monsieur le garde des sceaux, je ne vais pas commettre ou demander au Sénat de commettre une injustice en disant qu'on ne peut pas être avocat et syndic de faillite. Je voudrais que l'on essaie, mais je ne sais pas encore comment, de limiter cela le plus possible. Au passage, excusez-moi d'être un peu malicieux : on consacre la fusion de la profession d'avoué, d'officier ministériel, mais souvent nous le regrettons. C'est un fait cependant et je m'incline. Mais combien regretterons-nous davantage la disparition des agréés ? Quand on range dans la même grande famille que l'on a constituée des gens hautement spécialisés et d'une qualité que nous sommes tous aptes à reconnaître, un certain nombre de difficultés sont à résoudre.

De toute façon, il me semblait inconcevable de permettre à un avocat d'être syndic de faillite et de lui interdire en même temps d'être, sous sa seule responsabilité, administrateur d'une société commerciale.

C'est pourquoi, dans l'ensemble, je me rallie à l'amendement du Gouvernement.

M. Pierre Carous. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Carous.

M. Pierre Carous. Mes chers collègues, je partage entièrement les soucis qui viennent d'être exprimés par M. Marcilhacy.

L'amendement de M. Geoffroy tend à sauvegarder un certain nombre de droits acquis ; mais, dans la nouvelle profession, apparaîtront des différences. Il y aura ceux qui pourront exercer certaines fonctions et ceux qui ne le pourront pas.

Je me demande comment on aurait réagi si quelqu'un avait dit que, parmi les hommes nouveaux, ceux qui n'ont jamais plaidé ne pourront pas le faire aux assises où ils seraient susceptibles de me semble-t-il, d'être aussi dangereux, tout au moins pour leurs clients, qu'ils le seraient s'ils étaient syndics de faillite.

Mais on ne l'a pas dit ; on a pris le parti de déclarer qu'il y aurait un homme nouveau et qu'il aurait une pleine capacité.

Quant à juger sa qualification professionnelle, dans la mesure où il se tient dans le cadre du règlement, c'est à ses clients de le faire. Il s'agit d'une profession libérale. S'il est valable, il aura des clients ; s'il ne l'est pas, il n'en aura pas. Et s'il ne respecte pas les règles de sa profession, il sera justiciable des différents organismes qui sont chargés de la contrôler.

Je partage l'opinion de M. Geoffroy, mais à condition d'aller plus loin, c'est-à-dire que l'homme nouveau puisse, comme le demandent le Gouvernement et M. Caillavet, exercer l'ensemble des responsabilités.

Je voudrais maintenant solliciter une précision de la part du Gouvernement après avoir indiqué, à l'adresse de notre collègue, M. Caillavet, que la condition d'ancienneté seule ne suffit pas car elle ne confère pas obligatoirement la qualification sur certaines spécialités.

Un avocat peut avoir exercé pendant sept ans, avoir relativement peu fréquenté certains prétoires et n'avoir fait, par exemple, que du pénal, ce qui ne le prépare pas spécialement à la fonction de syndic de faillite. Je pose donc la question suivante à M. le garde des sceaux. Faudra-t-il, selon les conditions de stage, d'examen et de qualification légalement requises et telles qu'elles figurent dans l'amendement du Gouvernement, pour exercer ces fonctions dont on dit qu'elles ne sont pas incompatibles mais dont on ne dit pas qu'on peut les exercer — il y a une nuance — faudra-t-il, dis-je, justifier d'une qualification particulière ? Ou bien, au contraire, la fonction sera-t-elle ouverte automatiquement à tous ceux qui auront satisfait aux conditions nécessaires pour être inscrits au stage et ensuite au tableau, c'est-à-dire à la qualification élémentaire ?

Personnellement, je ne trouve pas choquant qu'un avocat puisse, après un certain degré d'ancienneté, devenir administrateur de société commerciale ; il ne faut pas oublier en effet que l'incompatibilité qui existait préalablement, dans certaines

professions commerciales, avec la fonction d'avocat, résidait dans le fait qu'on ne voulait pas qu'un avocat puisse être mis en faillite. Ne pouvant l'être dans sa profession, il ne faudrait pas qu'il le soit à l'occasion d'une profession secondaire.

Or, dans les qualités retenues, en particulier celle d'administrateur de société, il n'y a pas mise en faillite personnelle de l'intéressé. Par conséquent, comme l'a dit M. Marcilhacy, si l'intéressé veut éventuellement, dans une société immobilière, se mal conduire, il se conduira mal de toute façon, en évitant si possible de se faire trop remarquer et de trop violer les règles de la profession.

Il y a donc là un problème de législation, d'autorisation et de possibilité, et un problème de discipline à exercer pour tout le monde.

En ce qui me concerne, je me rallierai à l'amendement du Gouvernement et à l'éventuel texte qui permettrait à l'avocat de devenir également administrateur de société.

M. Jean-Marie Girault. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Girault.

M. Jean-Marie Girault. Monsieur le garde des sceaux, je voudrais appeler votre attention sur deux points.

Mon premier propos consiste à souligner que la fonction d'avocat, d'avoué ou d'agréé, qui, demain, sera la fonction unique, me paraît profondément incompatible avec la fonction de syndic. Pourquoi ? Parce que s'il est vrai que l'agréé, l'avoué ou l'avocat est l'homme d'un client qui lui confie un dossier, l'homme qui prend parti à la barre, le syndic, de par sa profession, est un homme qui représente à la fois les créanciers et les débiteurs, qui est soumis au contrôle des parquets et des juges commissaires. Je suis persuadé que le syndic n'exerce pas sa profession aussi libéralement que nous, avocats, avoués ou agréés, pouvons exercer la nôtre.

Je sais bien — et je crois que c'est l'argument qui vient à l'esprit de la plupart de mes collègues — que l'on voudrait ici respecter certains droits acquis au motif que la situation actuelle des effectifs en France ne permettrait pas de trouver suffisamment de syndics, ces fonctions étant donc souvent remplies par des avoués et des agréés. C'est possible. Mais la loi que vous nous invitez à voter cause déjà un certain nombre de préjudices redoutables que nous aurons ultérieurement l'occasion d'évoquer. Dès lors, je ne vois pas pourquoi les considérations évoquées tout à l'heure constitueraient un frein au raisonnement que je tiens.

Mon second propos est en réalité une demande d'explication pour le cas où serait admise la compatibilité. Dans bien des villes de province, les fonctions d'agréé et de syndic se confondent. Je voudrais que vous me confirmiez que, dans l'hypothèse où un agréé, en même temps syndic, désire ne rester que syndic, celui-ci ne se trouvera pas entraîné, par sa fonction d'agréé, dans la fonction unique.

Autrement dit, je voudrais avoir l'assurance que celui qui veut rester syndic et ne pas être autre chose ne se verra pas imposer, notamment à travers l'aide judiciaire, des désignations d'office soit devant les juridictions civiles, soit devant les cours d'assises pour lesquelles il n'est sûrement pas préparé.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. A M. Girault je répondrai qu'il existe déjà — il l'a d'ailleurs rappelé — de nombreux agréés qui sont en même temps syndics. Cela montre bien qu'il n'y a pas incompatibilité entre les deux professions. Comme agréés ils ont joui de toute la liberté qui leur était nécessaire pour défendre les intérêts de leurs clients ; comme syndics ils étaient soumis à un contrôle.

Il va de soi qu'un agréé qui cumule ses fonctions avec celles de syndic sera parfaitement libre, demain, de renoncer à devenir avocat et de se centrer sur ses seules occupations de syndic. Ma réponse est formelle.

M. le président Carous m'a posé d'autres questions et je vais lui répondre maintenant.

Les syndics constituent une profession réglementée. Pour en faire partie, il faut avoir rempli des conditions de stage, avoir passé un examen professionnel, être inscrit sur une liste établie par la cour d'appel et être accepté par le tribunal de commerce.

Il est évident que tout avocat qui remplira ces quatre conditions pourra, s'il le désire, être syndic.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Mes chers collègues, le rapporteur étant tributaire de la décision prise par la commis-

sion, il ne m'est pas possible, à l'heure actuelle, de la transgresser.

J'ai exprimé, tout à l'heure, mes sentiments et les paroles de mon ami M. Giraud ont trouvé un écho particulier dans mon cœur ; je me permets de le lui dire très sincèrement.

Quoi qu'il en soit, notre commission a décidé d'accepter l'amendement de M. Geoffroy, qu'elle a considéré comme un moindre mal parce qu'il institue une dérogation provisoire à l'interdiction, pour les avocats, d'être syndics de faillite. C'est là un compromis permettant d'infléchir la décision de la commission, qui avait prohibé la possibilité pour les avocats d'exercer ces activités.

Je suis donc obligé de maintenir, à cet égard, l'amendement qui a été accepté par la commission, c'est-à-dire la restriction proposée par M. Geoffroy.

Bien sûr, je reprends les arguments de M. le garde des sceaux en ce qui concerne l'excès des propositions de M. Caillavet, dont la commission, par conséquent, repousse l'amendement.

Quant à l'amendement du Gouvernement, il n'est évidemment pas compatible avec la décision de la commission, et c'est la raison pour laquelle elle l'a repoussé.

Le Sénat jugera entre les diverses thèses qui ont été exposées devant lui. Mais le rapporteur ne se croit pas autorisé à soutenir autre chose que ce qui a été accepté par la commission, sur la proposition de M. Geoffroy, après les incontestables réticences manifestées par elle ce qui concerne la possibilité pour les avocats d'accomplir les fonctions dont on a parlé.

Cela étant, monsieur le président, je voudrais vous rendre attentif à une question de procédure dont vous êtes juge. L'amendement de M. Geoffroy paraît être le plus éloigné du texte de l'Assemblée nationale sur lequel nous discutons. Il semblerait donc qu'il doive être discuté et voté en priorité.

M. le président. Monsieur le rapporteur, nous nous trouvons dans une situation très délicate du fait que la commission a fait réserver l'article 13 bis jusque après l'examen de l'article 14.

Par rapport à l'article 13 bis voté par l'Assemblée nationale, il est bien évident que l'amendement de M. Geoffroy est le plus éloigné. Mais, pour l'instant, j'ignore cet article, puisque vous en avez demandé la réserve, et nous en sommes à l'article 14. Or, avec ce dernier, nous entrons dans la voie des compléments et, parmi les trois qui nous sont proposés ici, il est hors de doute que c'est celui de M. Caillavet qui le plus loin, celui de M. le garde des sceaux venant ensuite, puis celui de M. Geoffroy — c'est d'ailleurs l'argumentation que vous avez développée.

Est-ce bien là le sentiment de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Monsieur le président, il ne m'appartient pas de vous donner des leçons de procédure parlementaire. Je m'incline bien volontiers devant votre interpellation.

M. le président. J'y suis très sensible et je vous en remercie.

M. Henri Caillavet. Je demande la parole.

M. le président. Je vais vous donner la parole, monsieur Caillavet.

Je ferai auparavant remarquer à l'Assemblée que la présidence fait preuve d'un grand libéralisme en donnant la parole sans songer à savoir très exactement à quel titre elle est demandée, car il faut bien que le débat prenne ici tout son sens.

Je voudrais toutefois rappeler l'alinéa 6 de l'article 49 du règlement du Sénat, que j'appliquerai bien entendu le plus libéralement possible, qui est ainsi libellé : « Sur chaque amendement ne peuvent être entendus que l'un des signataires, le Gouvernement, le président ou le rapporteur de la commission et un sénateur d'opinion contraire. » Cela en dehors des explications de vote.

Monsieur Caillavet, vous avez la parole, pour explication de vote.

M. Henri Caillavet. Il s'agit effectivement d'une explication de vote, monsieur le président.

M. le président. Vous pourriez également répondre au Gouvernement.

M. Henri Caillavet. Je ne veux pas alourdir le débat et je vais faire plaisir à M. le garde des sceaux en lui indiquant que je retirerai mon amendement.

M. le président. Il n'y a pas qu'à lui que vous ferez plaisir. (Sourires.)

M. Henri Caillavet. Disons que je ferai plaisir à l'ensemble de la commission et à la présidence.

En effet, monsieur le garde des sceaux, mon amendement était rédigé de telle façon qu'une ancienneté de sept années permettrait à un avocat de devenir, par exemple, syndic. Etant donné

que nos positions ne sont pas tellement éloignées et que je suis prêt à retirer mon amendement, accepteriez-vous d'inclure dans le vôtre la possibilité pour un avocat d'être arbitre rapporteur près les tribunaux de commerce ?

Si vous acceptiez, vous me combleriez et j'aurais la satisfaction morale et intellectuelle d'être à vos côtés.

M. le président. Le premier alinéa est-il modifié dans le sens souhaité par M. Caillavet ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Non, monsieur le président, je ne crois pas qu'il soit souhaitable de confier à un avocat la charge d'être arbitre rapporteur, car cela le placerait dans une situation de subordination par rapport au juge auquel il présenterait son rapport et vous savez qu'actuellement il n'existe pas d'exemple d'avoué qui soit arbitre rapporteur.

Par conséquent, je crois que le texte du Gouvernement, dont vous venez de reconnaître les mérites, a été soigneusement dosé et pesé. Aussi je crois vraiment pouvoir en recommander l'adoption au Sénat.

M. le président. L'amendement de M. Caillavet est-il maintenu ?

M. Henri Caillavet. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 182 est retiré.

Il reste donc en discussion l'amendement n° 114, présenté par le Gouvernement et repoussé par la commission, et l'amendement n° 162 rectifié, présenté par M. Geoffroy et accepté par la commission.

Je demanderai au Sénat de se prononcer d'abord sur l'amendement du Gouvernement.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, j'ai demandé tout à l'heure un vote par division, le Sénat se prononçant d'abord sur les quatre premiers alinéas, puis sur le dernier alinéa.

M. le président. C'est bien ainsi que nous procéderons, monsieur le garde des sceaux.

M. Pierre Carous. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Carous, pour explication de vote.

M. Pierre Carous. Tout à l'heure, j'avais demandé la parole pour répondre au Gouvernement. Maintenant, je la demande pour expliquer mon vote sur l'amendement qu'il présente.

Compte tenu des précisions qui m'ont été apportées par M. le garde des sceaux, je voterai — et je prie mes collègues de la commission de m'en excuser — cet amendement et je tiens à dire à M. Geoffroy qu'il aura satisfaction si l'amendement du Gouvernement est voté.

Je voudrais ajouter que nous sommes peut-être — M. Marcilhacy l'a rappelé tout à l'heure et c'est pourquoi je me permets d'insister — à un tournant de ce débat, car c'est ici que nous ouvrons largement la profession à ce que l'on appelle « l'homme nouveau ».

Si je me refuse tout à l'heure à faire un pas beaucoup plus grand en ce qui concerne cet « homme nouveau », j'en fais un dès maintenant dans l'esprit suivant : je considère, après avoir exercé la profession d'avocat pendant de nombreuses années, qu'elle n'est plus humainement supportable à notre époque, avec ce que celle-ci implique de possibilités de loisirs, de se cultiver, etc., si elle n'est pas exercée en équipe. Nous allons voir se créer ce que l'on appellera peut-être des cabinets de groupe, des associations où un avocat fera la procédure, un autre plaidera tandis qu'un troisième exercera, par exemple, les fonctions de syndic.

C'est dans cette voie que nous nous orientons et c'est dans cet esprit que je vais voter pour l'amendement du Gouvernement.

M. Pierre Marcilhacy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marcilhacy, pour explication de vote.

M. Pierre Marcilhacy. A l'occasion de cette explication de vote, je rappellerai ce que j'ai dit tout à l'heure, à savoir : qu'en demandant le vote par division le Gouvernement m'inquiète. Il semble tenir davantage à la première partie de son amendement, rejetant en quelque sorte l'autre.

Personnellement, je les aurais présentées dans l'ordre inverse, car je maintiens qu'il est moins anormal, pour un avocat, d'être administrateur de sociétés commerciales que de se trouver, quand on est syndic de faillite, sous la dépendance, légitime d'ailleurs, du Parquet.

M. Guy Petit. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Petit.

M. Guy Petit. Je pense qu'il n'est pas bon que les avocats, qui doivent rester ce qu'ils sont, se trouvent placés sous la dépendance du parquet.

D'autre part, la collaboration entre avocats peut s'exercer d'une manière très simple, sans qu'il soit nécessaire de passer un contrat d'association ; un acte écrit fixant les rapports des uns et des autres suffit. A cet égard, un maximum de souplesse est souhaitable pour permettre toutes les adaptations, notamment aux avocats de faire la postulation ou aux avoués de plaider.

Je vois que sur ce point nous devrions être tous d'accord et j'espère recevoir une réponse positive du Gouvernement.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je répondrai que poser la question c'est la résoudre, monsieur Guy Petit, et vous n'avez qu'à interroger vos collègues des trois départements que j'ai cités hier. Ils vous diront avec quelle souplesse, dans le cadre qui sera demain le nôtre, les avocats de ces départements ont pu s'organiser. Les uns continuent à travailler individuellement, les autres ont formé une association avec un confrère et le plus grand cabinet d'avocats de Strasbourg n'a jamais compté plus de cinq associés. Actuellement, il n'en compte d'ailleurs que quatre. Toutes les formules sont possibles.

M. Guy Petit. Je vous remercie, monsieur le garde des sceaux.

M. le président. Je résume la situation.

Je vais d'abord consulter par division sur l'amendement n° 114 du Gouvernement, repoussé par la commission. S'il est adopté, l'amendement n° 162 rectifié de M. Geoffroy tombera. Si, au contraire, il est repoussé, je consulterai le Sénat sur l'amendement de M. Geoffroy.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les quatre premiers alinéas de l'amendement n° 114, présenté par le Gouvernement et repoussé par la commission.

(Ces textes ne sont pas adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le dernier alinéa de l'amendement n° 114 présenté par le Gouvernement, repoussé par la commission.

(Ce texte n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets maintenant aux voix l'amendement n° 162 rectifié, accepté par la commission, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 14, ainsi complété.

(L'article 14 est adopté.)

Article 13 bis (suite).

M. le président. Nous revenons maintenant à l'article 13 bis, qui a été réservé, ainsi que l'amendement n° 18, à la demande de la commission.

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre son amendement.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Cet amendement est la conséquence du vote qui vient d'intervenir.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Bien entendu, le Gouvernement l'accepte.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 18.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'article 13 bis, ainsi modifié.
(L'article 13 bis est adopté.)

Article 15.

M. le président. « Art. 15. — L'avocat peut exercer sa profession, soit à titre individuel, soit en groupe dans le cadre d'associations ou au sein de sociétés civiles professionnelles, soit en qualité de collaborateur, salarié ou non, d'un autre avocat ou groupe d'avocats.

« Les sociétés civiles professionnelles d'avocats, d'agréés et d'avoués titulaires ou non d'office, constituées à la date d'entrée en vigueur de la présente loi disposent d'un délai d'un an à compter de la publication du décret relatif aux sociétés civiles professionnelles de la nouvelle profession d'avocat pour se transformer en société de la nouvelle profession ou se dissoudre.

« Cette transformation n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle. »

Par amendement n° 19, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, dans le premier alinéa, après les mots : « soit en qualité de collaborateur », de supprimer les mots : « salarié ou non ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Votre commission pense que la condition de salarié est incompatible avec la profession d'avocat en raison des sujétions qu'elle impose.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement demande à la commission de bien vouloir lui dire si elle envisage le cas des collaborateurs qui recevront de leur patron des honoraires garantis ? Est-ce que, dans ce cas là, ce seront des salariés ou des non-salariés ?

Il est tout de même un peu sommaire, lorsqu'il s'agit d'une profession comme celle d'avocat, de considérer que le collaborateur salarié est dans un état de subordination. Je suis tout de même obligé de rappeler au Sénat que les avantages de la position de salarié sont très importants, notamment sur le plan social et sur le plan fiscal.

Voulez-vous donc interdire à de jeunes avocats, qui sont des collaborateurs, de jouir du bénéfice social et fiscal que leur donne le statut de salarié ? Je sais bien qu'on peut imaginer un contrat de collaborateur qui n'aura pas l'air de recevoir un salaire tout en en recevant un. Mais je trouve que le législateur ferait mieux, dans cette situation comme dans beaucoup d'autres, de tenir compte franchement de ce qui est le fait.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Oui, monsieur le président. Je dois maintenant répondre à la question que vous m'avez posée, monsieur le garde des sceaux. Je ne pense pas que votre argumentation soit déterminante. Vous savez comment sont actuellement rémunérés les collaborateurs dans les cabinets d'avocats. Il s'agit d'une ristourne des honoraires versés par le client pour l'étude du dossier, pour la présence aux audiences et, éventuellement, pour remplacer le patron lorsqu'il ne peut pas plaider lui-même.

Cette méthode n'a jamais donné lieu à aucun inconvénient. Elle prépare les jeunes qui sont nos collaborateurs à la profession d'avocat. Cette manière de faire est tout à fait naturelle et bénéfique pour la profession et elle n'est pas contraire à sa modernisation.

Je ne considère pas du tout que le fait de toucher un salaire soit de nature à diminuer celui qui le reçoit. Le fait de toucher un salaire n'est certes pas, en soi, quelque chose qui porte atteinte à la dignité de celui qui le reçoit. Seulement, lorsqu'on touche un salaire, on est incontestablement placé sous l'autorité d'un patron. Il n'est donc pas possible à un avocat, s'il est salarié, de rester entièrement indépendant et de refuser de s'occuper du dossier que son patron lui imposera de plaider.

A partir du moment où vous créez le salariat dans la profession d'avocat, il est incontestable que vous allez à l'encontre d'une certaine liberté d'appréciation. Croyez-en, monsieur le garde des sceaux, une certaine expérience de la profession, le problème auquel je fais allusion existe plus souvent qu'on le croit. Il arrive en effet que certains collaborateurs, attachés à un cabinet, viennent vous dire un jour : « Je ne veux pas plaider cette affaire, plaidez-la vous-même. » C'est là, de leur part, une marque d'indépendance tout à fait légitime.

C'est la raison pour laquelle la commission demande au Sénat de bien vouloir accepter l'amendement.

M. René Pleven, garde des sceaux. Dans ces conditions, le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 19.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 20, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit le fin de deuxième alinéa :

« ... profession d'avocat pour mettre leurs statuts en harmonie avec les règles de la nouvelle profession ou se dissoudre. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Il s'agit, à proprement parler, d'un amendement rédactionnel. Les sociétés professionnelles doivent mettre leurs statuts en harmonie avec les nouvelles règles édictées par la loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 20.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 21, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit le 3° alinéa de cet article :

« Cette mise en harmonie n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Il s'agit là d'une conséquence du vote que le Sénat vient d'émettre.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 21.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 22, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de compléter cet article par un alinéa nouveau ainsi conçu :

« Aucune société civile professionnelle ne peut être constituée entre avocats appartenant à des barreaux différents, sauf en cas de regroupement de plusieurs barreaux. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Cette disposition nouvelle tend à interdire la constitution de sociétés civiles professionnelles d'avocats appartenant à des barreaux différents sous réserve, bien entendu, du cas des barreaux regroupés. Dans une conception saine de la nouvelle profession, il faut qu'une société civile ne comprenne que des avocats appartenant à un même barreau, ce qui permettra de maintenir la postulation près du tribunal. Cette disposition infirme une partie du règlement d'administration publique du 20 novembre 1969 pris en application de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 sur les sociétés civiles professionnelles qui admet la constitution de ces sociétés entre avocats appartenant à des barreaux différents du ressort de la même cour d'appel.

Bien entendu, la loi peut toujours revenir sur un règlement d'administration publique. C'est le but de notre amendement qui veut éviter que ces sociétés dépassent les limites du département.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement, mais il suggère de supprimer les mots : « sauf en cas de regroupement de plusieurs barreaux ». Cette précision est inutile.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission accepte cette suppression.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 22 ainsi rectifié.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'article 15, modifié.

(L'article 15 est adopté.)

M. Antoine Courrière. Je demande la parole, pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Courrière.

M. Antoine Courrière. Nous nous trouvons devant un texte difficile, touffu, confus.

M. Carous nous a parlé tout à l'heure de l'homme nouveau avec beaucoup de foi, sans doute parce que cela lui rappelait la société nouvelle. (Sourires.) En ce qui nous concerne, nous ne savons pas ce que sera l'homme nouveau. Si M. Carous sait où il va, il n'en est pas de même pour nous.

Pour notre part, nous ignorons ce que nous devons faire dans la suite du débat. C'est la raison pour laquelle je demande au Sénat — je m'en excuse auprès de mes collègues et auprès de vous-même, monsieur le président — d'accorder au groupe socialiste la possibilité de se réunir pour prendre certaines décisions lui permettant de poursuivre la discussion avec fruit.

M. le président. Monsieur Courrière, désirez-vous une suspension de séance immédiate ou voulez-vous seulement vous assurer que vous aurez le temps nécessaire, avant la séance de ce soir, pour vous réunir ? Je vous signale que, de toute manière, nous devons suspendre nos travaux à dix-neuf heures.

Si vous demandez une suspension immédiate, je suis certain que le Sénat voudra vous l'accorder.

M. Antoine Courrière. Je demande en effet une suspension immédiate.

M. le président. De quelle durée ?

M. Antoine Courrière. Il sera difficile à notre groupe de revenir en séance avant le dîner. (Protestations sur plusieurs travées au centre et à droite.)

Je vous prie, mes chers collègues, de m'excuser de cette demande qui vous paraît peut-être insolite, mais je souligne que

c'est la première fois depuis longtemps que je demande une suspension de séance ; il est regrettable qu'elle provoque de votre part de telles protestations.

Que l'on consulte donc le Sénat ! Nous tirerons les conclusions de son vote.

M. Guy Petit. Il y a suspension et suspension !

M. le président. Le Sénat a entendu la demande faite par M. Courrière, au nom de son groupe.

A quelle heure la séance pourrait-elle reprendre ?

M. Antoine Courrière. La séance pourrait reprendre ce soir à l'heure prévue.

M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission. Monsieur le président, je tiens à préciser — M. Courrière me le permettra sans doute — que la commission de la législation a travaillé sans désespérer, sans même s'accorder, hier soir, le temps du repas.

Nous avons à examiner 206 amendements. Nous l'avons fait, demeurant dans les délais fixés par la conférence des présidents. Moi-même, me rendant aux raisons de M. le président Dailly, j'ai insisté pour que nous en terminions cette nuit, puisque, demain, la commission doit se retrouver à dix heures pour examiner les amendements au texte concernant l'aide judiciaire et à quinze heures, en séance publique, mener cette discussion jusqu'à son terme.

La commission des finances pourra ainsi, comme prévu, vous présenter vendredi le budget de la nation.

J'ai dit que 206 amendements ont été déposés ; nous en avons examiné peut-être 30 ou 35.

M. le président. 30, exactement !

M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission. Je ne m'étais pas trompé de beaucoup !

Je veux simplement demander à M. Courrière, en raison des difficultés considérables que nous rencontrons si nous prenons trop de retard dans notre discussion, que la suspension de séance qu'il sollicite n'intervienne qu'à dix-huit heures quinze minutes.

Ainsi, nous pourrions concilier les exigences, que je comprends parfaitement, de son groupe et les obligations du Sénat.

M. le président. La conférence des présidents a affecté quatre séances à l'examen de ce texte. Nous en sommes à la troisième, la quatrième aura lieu après dîner. Demain, nous devons examiner le projet sur l'aide judiciaire, après-demain entamer la discussion du projet de la loi de finances et, quelles que soient les suspensions de séance qui pourraient intervenir, la présidence est tenue de conduire le présent débat à son terme en séance de nuit.

La parole est à M. Courrière.

M. Antoine Courrière. Monsieur le président, tout le monde sait que je suis l'homme des conciliations. (*Sourires.*) C'est la raison pour laquelle j'accepte la proposition de M. le président de la commission de législation.

Si, en effet, la commission de législation a siégé tard dans la nuit pour examiner les amendements, c'est là un argument supplémentaire à ma demande de suspension. Comment les groupes pourraient-ils se déterminer sans disposer du temps nécessaire ? C'est pourquoi notre groupe réclame une heure à une heure et demie de suspension de séance supplémentaire pour examiner les amendements et fixer sa position. Cela dit, j'accepte la proposition de M. le président de la commission de ne suspendre la séance qu'à dix-huit heures quinze minutes.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition à la demande de suspension formulée par M. Courrière et à laquelle la commission ne s'oppose pas ?...

La séance sera donc suspendue à dix-huit heures quinze.

Après l'article 15.

M. le président. Par amendement n° 163, M. Geoffroy propose, après l'article 15, d'insérer un article additionnel 15 bis ainsi rédigé :

« A titre transitoire les Clercs d'avoués, Clercs et Secrétaires d'agréés intégrés dans les conditions prévues à l'article 50 ci-après pourront, à titre viager et par dérogation aux articles 14 et 15, exercer leur profession sous la forme salariale. »

La parole est à M. Geoffroy.

M. Jean Geoffroy. Mes chers collègues, mon amendement va vous paraître insolite car vous pouvez avoir l'impression de

l'avoir rejeté en adoptant tout à l'heure l'amendement de la commission à l'article 15.

A vrai dire, en voyant, en commission, la situation hasardeuse que le projet de loi faisait aux Clercs et employés d'avoués, nous avons eu une certaine inquiétude. Il n'est pas douteux, en effet, que beaucoup d'entre eux ne trouveront pas le moyen de se reconverter dans la nouvelle profession.

Il est évident, par exemple, que beaucoup d'avocats qui devront s'occuper désormais de la procédure préféreront, pour des raisons faciles à comprendre, s'adresser à des jeunes avocats, même inexpérimentés parfois, plutôt qu'à des Clercs d'avoués expérimentés dans ce domaine. En effet, un Clerc d'avoué ne rend pas les mêmes services à l'avocat qu'un jeune avocat stagiaire : celui-ci peut se présenter devant une juridiction pour demander un renvoi, il suffit qu'il endosse sa robe, il peut aller en référé remplacer l'avocat lui-même, actes que le Clerc d'avoué ne peut pas faire.

Le texte adopté par l'Assemblée nationale menaçait considérablement la situation des Clercs et employés d'avoués et c'est pourquoi j'ai présenté cet amendement.

Cependant, je suis un peu troublé par le fait que, tout à l'heure, le Sénat s'est déjà prononcé en sens inverse en refusant à l'homme nouveau la possibilité de travailler en tant que salarié, état, je le reconnais, peu concevable pour un avocat.

J'ajoute que, depuis le dépôt de mon amendement, la commission de législation a adopté, cette nuit, quelques amendements très favorables aux Clercs et employés d'avoués et que le Gouvernement lui-même paraît avoir fait un effort sérieux dans ce sens par un amendement nouveau dont nous aurons à connaître tout à l'heure.

Pour ces diverses raisons, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 163 est donc retiré.

Article 16.

M. le président. « Art. 16. — L'avocat régulièrement commis d'office par le bâtonnier ou par le président de la Cour d'assises ne peut refuser son ministère sans faire approuver ses motifs d'excuse ou d'empêchement par le bâtonnier ou par le président. » — (*Adopté.*)

Article 17.

M. le président. « Art. 17. — La tarification de la postulation et des actes de procédure demeure régie par les dispositions sur la procédure civile. Les honoraires de consultation et de plaidoirie sont fixés d'accord entre l'avocat et son client.

« Toutefois, est interdite la fixation d'honoraires proportionnels à l'intérêt du litige ou au montant de la condamnation à intervenir. Toute convention contraire est réputée non écrite. »

Par amendement n° 133, MM. Namy, Eberhard et les membres du groupe communiste et apparenté proposent de compléter la deuxième phrase du premier alinéa de cet article par les mots suivants : « ... en considération du travail fourni et de l'importance du service rendu ».

La parole est à M. Namy.

M. Louis Namy. Mes chers collègues, cet amendement porte sur le premier alinéa, dont la commission ne demande pas la modification, de l'article 17.

Cet ajout, qui reprend la substance de l'article 29 du règlement intérieur du barreau de Paris, établi en application des décrets du 10 avril 1954 et du 30 novembre 1956, indique, d'une manière générale, les idées qui président à la fixation des honoraires, ce qui donne un appui plus solide au texte adopté par l'Assemblée nationale et repris par notre commission, qui proscribit les conventions de proportionnalité d'honoraires à n'importe quel stade des rapports de l'avocat et du client, avant comme après la solution du litige concerné.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission n'a pas accepté l'amendement de M. Namy, car l'article 17 n'a pas besoin de ce complément, qui, du reste, n'est pas particulièrement du domaine de la loi.

Il va de soi que les honoraires des avocats sont fixés « en considération du travail fourni et de l'importance du service rendu » et cette phrase figure d'ailleurs dans les règlements intérieurs des ordres.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement partage l'opinion de la commission.

Il n'appartient pas à la loi de fixer des critères de rémunération des honoraires de l'avocat, mais seulement de poser le principe de leur détermination par un accord entre l'avocat et le client.

Comme l'a très bien rappelé M. le rapporteur il y a un instant, en suivant M. Namy, on insérerait dans la loi une disposition qui figure dans le règlement intérieur du barreau de Paris. Il faut laisser aux barreaux le soin de déterminer leur règlement intérieur.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Louis Namy. Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 133, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 23, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit la première phrase du deuxième alinéa : « Toutefois, est interdite la fixation d'honoraires à l'avance, en fonction de l'intérêt pécuniaire du litige ou du montant du résultat à intervenir. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Cet amendement a pour objet d'interdire ce qu'on appelle communément le pacte de *quota litis*.

Le deuxième alinéa de l'article 17 tel qu'il a été voté par l'Assemblée nationale, était ainsi rédigé : « Toutefois, est interdite la fixation d'honoraires proportionnels à l'intérêt du litige ou au montant de la condamnation à intervenir. Toute convention contraire est réputée non écrite. »

La commission de législation a fait observer qu'il n'était pas interdit de fixer des honoraires en fonction de l'intérêt du litige, qui n'est d'ailleurs pas forcément pécuniaire. En effet, il peut y avoir des intérêts moraux en jeu et il est tout à fait naturel, dans cette hypothèse, que les honoraires soient proportionnels à l'importance de ceux-ci. Au surplus, il ne s'agit que d'interdire la fixation à l'avance d'honoraires en fonction de l'intérêt pécuniaire du litige ou du montant du résultat à intervenir.

Je pense à la concurrence, il y a quelques années, de certaines sociétés de contentieux qui, notamment en matière d'accidents de la circulation, faisaient signer à des victimes en état de moindre résistance, par exemple à la clinique ou à l'hôpital, un véritable pacte de *quota litis*, c'est-à-dire l'engagement de payer 15 à 20 p. 100 de l'indemnité obtenue, cela quand les responsabilités étaient absolument établies.

Les avocats se sont élevés avec véhémence contre cette pratique et, l'ayant reproché aux sociétés de contentieux, ils ne peuvent pas l'accepter dans le cadre de la profession.

C'est la raison pour laquelle la commission vous demande une légère modification du texte adopté par l'Assemblée nationale.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 23, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 17, ainsi modifié.

(L'article 17 est adopté.)

Article 18.

CHAPITRE II

De l'organisation et de l'administration de la profession.

M. le président. « Art. 18. — Nul ne peut accéder à la profession d'avocat s'il ne remplit les conditions suivantes :

« 1° Etre français, sous réserve des conventions internationales ;

« 2° Etre titulaire de la licence ou du doctorat en droit ;

« 3° Avoir reçu, sous réserve des dérogations réglementaires, la formation professionnelle prévue à l'article 19 ;

« 4° N'avoir pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs ;

« 5° N'avoir pas été l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation ;

« 6° N'avoir pas été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre II de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 ou, dans le régime antérieur, été déclaré en état de faillite ou de règlement judiciaire. »

Par amendement n° 24, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit l'alinéa 3° :

« 3° Etre titulaire, sous réserve des dérogations réglementaires, du certificat d'aptitude à la profession d'avocat. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Avec l'article 18 est abordé le chapitre concernant l'organisation et l'administration de la profession. Cet article, adopté sans modification par l'Assemblée nationale, énumère les conditions d'accès à la profession. Au 3°, votre commission vous propose un amendement qui tend simplement à éviter une difficulté d'interprétation.

Ce texte fait figurer au nombre des conditions d'accès à la nouvelle profession des dispositions relatives à la formation professionnelle, qui n'ont pas là leur place et qui feront l'objet d'autres articles du projet.

Il importe de bien préciser que la formation professionnelle est dispensée, non pas aux candidats à la profession d'avocat, mais à l'avocat stagiaire qui appartient déjà à la profession.

L'énumération proposée par cet article ne modifie pas les règles concernant l'accès actuel à la profession d'avocat et nous vous demandons, par conséquent, d'adopter notre amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 24, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 18, ainsi modifié.

(L'article 18 est adopté.)

Article 19.

M. le président. « Art. 19. — La formation professionnelle est assurée par un enseignement théorique et pratique sanctionné par un certificat d'aptitude et par un stage. »

Par amendement n° 25, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit cet article :

« Sous réserve des dérogations réglementaires, l'avocat reçoit une formation professionnelle assurée par un enseignement théorique et pratique dispensé au cours d'un stage. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement, n° 175, par lequel M. Schiélé et les membres du groupe de l'union centriste des démocrates de progrès proposent de compléter *in fine* le texte présenté par la commission de législation par les mots suivants :

« ...auquel l'intéressé ne peut être admis qu'après avoir satisfait aux épreuves du C. A. P. A. et prêté serment. La préparation au C. A. P. A. est assurée par des centres de formation professionnelle organisés dans le cadre universitaire. »

La parole est à M. le rapporteur pour défendre l'amendement de la commission.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. L'article 19 tel qu'il a été adopté par l'Assemblée nationale stipule que la formation professionnelle est assurée par un enseignement théorique et pratique sanctionné par un certificat d'aptitude et par un stage.

L'amendement proposé par la commission est la conséquence de la modification apportée au paragraphe 3° de l'article précédent.

M. le président. La parole est à M. Schiélé, pour défendre son sous-amendement.

M. Pierre Schiélé. Les articles 19 et 20 ont trait à la formation professionnelle et je reconnais que les explications de notre rapporteur sur l'article 18 et sur l'article 19 ont contribué à éclairer le débat, ce qui est aussi l'objet de mon sous-amendement.

Il s'agit de déterminer à quel moment, en fonction des dispositions de l'article 19, intervient le certificat d'aptitude professionnelle d'avocat, le fameux C. A. P. A. S'il intervient avant le stage et la prestation de serment, il importe qu'il se passe, non dans le cadre des centres de formation professionnelle, mais dans le cadre universitaire, c'est-à-dire selon une formule adoptée pour la formation des futurs médecins, des futurs pharmaciens, etc.

Si, en revanche, on devait envisager la formation professionnelle visée à ces articles 19 et 20 sous l'angle d'un perfectionnement après obtention du C. A. P. A. et après prestation du serment, mon amendement deviendrait sans objet. Il est donc important de savoir, et je souhaiterais que le Gouvernement précisât sa position à cet égard, si l'obtention du C. A. P. A. doit

intervenir avant la prestation de serment. Dans ce cas, la délivrance de certificat relèverait du cadre universitaire et devrait être à la charge de l'Etat, car la nation a un devoir fondamental, celui d'instruire et de former les citoyens.

Mais s'il s'agit d'une véritable formation professionnelle, elle entre alors très valablement dans le cadre de la loi du 20 juillet dernier qui a trait à la formation professionnelle continue.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 175 ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission a repoussé l'amendement de M. Schiélé pour plusieurs raisons. Il faut en effet clarifier la notion de formation professionnelle. A quel moment celle-ci doit-elle intervenir ? Généralement, la formation intervient lorsque l'intéressé est entré dans la profession. C'est à partir de ce moment-là qu'il reçoit la formation professionnelle nécessaire et celle-ci doit être permanente, aux termes mêmes de la loi dernièrement votée à cet égard.

Il faut donc entrer dans la profession et, pour ce faire, l'une des conditions exigées est de posséder le certificat d'aptitude.

Aussi avons-nous estimé que l'amendement de M. Schiélé — qu'il m'en excuse — était mal rédigé, à moins qu'il n'ait eu uniquement pour objet de lui permettre d'obtenir les précisions que j'essaie de formuler moi-même présentement.

Je saisis cette occasion pour dire à M. le garde des sceaux que notre commission n'a pas complètement été éclairée sur le problème de la formation professionnelle dans son ensemble et qu'elle souhaite entendre les explications qu'il voudra bien donner au Sénat.

Peut-être serait-ce le moment puisque M. Schiélé vient de soulever la question, sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure avec les articles suivants, de savoir comment sera assurée la formation professionnelle. Si elle doit être assurée après l'accès dans la profession, nous entrons dans le cadre de la formation professionnelle habituelle. Si, au contraire, il s'agit d'une préformation à l'entrée dans la profession — ce que je ne crois pas — alors elle relève uniquement du domaine de l'université.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 25 et le sous-amendement n° 175 ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement n° 25. Quant au sous-amendement n° 175, il pense que M. Schiélé l'avait déposé avant de connaître le vote intervenu il y a quelques instants à l'article 18 et qui répond tout à fait à sa préoccupation.

M. Schiélé voulait être sûr que le certificat d'aptitude professionnelle d'avocat serait exigé avant l'inscription au stage. Il a satisfaction, ce qui rend maintenant, je pense, son sous-amendement sans objet. Il acceptera sans doute de le retirer.

Quant à la question qui m'a été posée par M. le rapporteur, c'est très volontiers que je répète devant le Sénat ce que j'ai eu l'occasion d'expliquer devant la commission de législation : la formation professionnelle devra être assurée dans les centres régionaux, car je ne pense pas que les petits barreaux pourront supporter à eux seuls la charge de cette formation. Elle devra résulter d'une collaboration entre l'université et les barreaux. Elle devra être financée partiellement par l'Etat.

M. le président. Votre sous-amendement est-il maintenu, monsieur Schiélé ?

M. Pierre Schiélé. Je prends acte des déclarations conjointes de M. le rapporteur et de M. le garde des sceaux qui m'ont affirmé, si j'ai bien compris, que les dispositions actuellement en vigueur pour l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle d'avocat ne sont pas changées par ce texte, qu'il reste toujours dans le cadre de l'université comme maintenant ; que, par contre, la formation professionnelle, au sens strict du terme, est du domaine des centres de formation créés conformément à la loi du 16 juillet 1971, avec la participation financière de l'Etat telle qu'elle est prévue par ledit texte.

Dans ces conditions, j'ai satisfaction. Mon amendement tendait en effet à ne pas permettre qu'il y ait des confusions possibles en ce domaine. Le débat a apporté les éclaircissements nécessaires. Je retire donc mon sous-amendement, qui n'a plus d'objet.

M. le président. Le sous-amendement n° 175 de M. Schiélé étant retiré, je mets aux voix l'amendement n° 25 de la commission, qu'accepte le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 19 est ainsi rédigé.

Article 20.

M. le président. « Art. 20. — L'enseignement professionnel est assuré par des centres de formation professionnelle relevant du droit privé, dotés de la personnalité civile et de la capacité juridique des associations reconnues d'utilité publique.

« Leur fonctionnement est assuré par la collaboration de la profession, des magistrats et de l'Université. »

Par amendement n° 176, M. Schiélé et les membres du groupe de l'U. C. D. P. proposent de supprimer cet article.

M. Pierre Schiélé. Je retire l'amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Par amendement n° 134, MM. Namy, Eberhard et les membres du groupe communiste et apparenté proposent de rédiger comme suit le premier alinéa de l'article 20 :

« L'enseignement professionnel est assuré par des centres de formation professionnelle organisés par l'université avec la collaboration de la profession et des magistrats. »

Par amendement n° 26, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit le même alinéa :

« L'enseignement professionnel est assuré par des centres de formation professionnelle. »

Ces deux amendements peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

La parole est à M. le rapporteur pour soutenir l'amendement n° 26.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Comme je l'ai dit tout à l'heure, la commission de législation craint de ne pas avoir été suffisamment éclairée en ce qui concerne la formation professionnelle et nous attendons à cet égard les explications promises par M. le garde des sceaux.

Notre commission, à la lecture du texte qui avait été proposé par le Gouvernement et voté conforme par l'Assemblée nationale, s'était inquiétée de savoir d'abord ce que représentaient les « centres de formation professionnelle relevant du droit privé, dotés de la personnalité civile et de la capacité juridique des associations reconnues d'utilité publique ». Notre commission voulait avoir des précisions sur ces « centres de formation relevant du droit privé ».

C'est la raison pour laquelle, dans l'incertitude où nous nous trouvons et afin de provoquer les explications de M. le garde des sceaux, nous avons supprimé ce membre de phrase dans le texte proposé par le Gouvernement pour l'article 20. Nous verrons ce qu'il conviendra de décider pour notre amendement, une fois entendues les explications que M. Pleven voudra bien nous donner.

M. le président. La parole est à M. Namy, pour défendre l'amendement n° 134.

M. Louis Namy. Notre amendement complète celui qui est présenté par la commission puisqu'il dispose que « l'enseignement professionnel est assuré par des centres de formation professionnelle et organisé par l'Université avec la collaboration de la profession et des magistrats ».

La formation des avocats est actuellement organisée par l'Université. Nous ne demandons, par conséquent, aucun changement. En transférant aux barreaux la préparation de cet enseignement et les charges financières qui en découlent, le Gouvernement se dérobe aux responsabilités qui sont les siennes. Il abandonne un secteur important dans des conditions préjudiciables aux barreaux, aux futurs avocats et aux justiciables eux-mêmes.

Les barreaux seront appelés à financer le fonctionnement des centres par l'augmentation des cotisations de leurs membres et il s'ensuivra un renchérissement des frais de justice pour les particuliers. De nombreux barreaux seront dans l'impossibilité d'organiser des centres professionnels.

S'il est normal et nécessaire qu'à la formation professionnelle des futurs avocats participent les membres de la profession, des magistrats et des professeurs d'université, cet enseignement, qui est partie intégrante du service public de l'éducation nationale, doit rester sous la responsabilité de l'Etat.

M. le président. Monsieur le rapporteur, j'ai cru déduire de vos propos que vous souhaiteriez donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 134 seulement après avoir entendu le Gouvernement.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. J'allais vous le demander, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 26 et 134 ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, le Gouvernement n'est pas opposé à l'adoption de l'amendement n° 26 présenté par la commission. En effet, la nature juridique des centres de formation n'est pas une question qui lui paraît essentielle. Mais il veut indiquer que, s'il avait accepté préalablement la rédaction qui a suscité l'amendement de la commission, c'est qu'il avait voulu marquer que, dans son esprit, ces centres n'étaient pas des établissements publics, que ces centres

étaient créés à l'initiative et à l'instigation de la profession. C'est là où il se trouve en complet désaccord avec M. Namy.

On a reproché pendant longtemps au Gouvernement, au cours des travaux qui ont précédé l'élaboration de ce projet de loi, de vouloir mettre la main sur les barreaux. Je n'ai pas besoin de vous dire qu'il n'a jamais eu cette intention.

Précisément parce qu'il n'avait pas cette intention, il a estimé que la formation professionnelle était véritablement une des grandes attributions d'une profession qui veut rester indépendante et libre. Ce qu'il entend, c'est apporter à la profession toute son aide, à la fois par les magistrats, par les universités et par un concours financier, à la préparation des futurs avocats.

M. le rapporteur m'a demandé de donner plus d'explications encore sur la formation professionnelle. Je dois lui avouer que je ne peux pas en donner plus qu'il n'y en a dans l'article 20 *bis* nouveau, qui est extrêmement clair, sinon il faudrait entrer dans le détail des programmes de la formation professionnelle, lesquels, bien entendu, ne peuvent être établis qu'après consultation des barreaux.

Des idées fort intéressantes ont été d'ailleurs émises. Peut-être y aura-t-il quelque chose à en retenir. On a émis l'idée qu'il serait bon d'instituer un tronc commun dans la formation professionnelle des avocats et des magistrats. Ce sont des idées que nous n'excluons en aucune manière. Le champ est libre pour une collaboration entre la chancellerie et la profession d'avocat afin d'établir les meilleures normes pour la formation professionnelle.

Pour le moment, je le répète, je suis prêt à accepter l'amendement de la commission, mais je rejette l'amendement de M. Namy, qui me paraît véritablement à l'opposé de toutes les théories qu'il a lui-même exposées au cours de la discussion générale sur la liberté et l'indépendance dont doit jouir la profession.

M. Louis Namy. Ce n'est pas la liberté, ce sont les charges.

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur Namy, il n'y a pas de liberté sans charges.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Il l'est.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 134 ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Je ne voudrais donner mon sentiment définitif qu'après qu'une discussion commune aura eu lieu tant sur l'amendement de M. Namy, sur lequel je réserve ma position — mais il connaît bien celle prise par la commission — que sur l'amendement n° 120 rectifié, non encore appelé, présenté par le Gouvernement. Nous aurions fait ainsi le tour complet, dans la mesure des connaissances que nous en avons, des modalités de la formation professionnelle. Le Sénat ainsi éclairé pourrait alors se décider sur l'ensemble des amendements qui la concernent.

Je rejoins, je me permets de le dire, les préoccupations exprimées par M. Namy en ce qui concerne les charges financières considérables qui risquent de peser sur les barreaux pour la formation professionnelle. La plupart des petits barreaux et même les grands seraient dans l'impossibilité matérielle d'assurer le financement de la formation professionnelle, si ce n'est par la voie de cotisations exorbitantes qui viendraient s'ajouter aux charges nouvelles qui vont peser sur les avocats à l'occasion de la réforme.

Ces considérations générales étant exprimées, je pense que l'on peut, monsieur le président, sans méconnaître le règlement, différer la décision à prendre quant aux amendements qui ont déjà été appelés et examiner maintenant les deux autres amendements relatifs à l'article 20 en discussion : celui du Gouvernement et un autre de la commission.

M. le président. Je suis, en effet, saisi de deux autres amendements qu'à la demande de la commission je peux soumettre à discussion commune.

Par le premier, n° 120 rectifié, le Gouvernement propose de compléter *in fine* le second alinéa de l'article 20 par les dispositions suivantes :

« ... il peut faire l'objet de conventions conformément aux dispositions de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971. »

Par le second, n° 27, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de compléter cet article par un alinéa nouveau ainsi conçu :

« Le financement en sera assuré avec la participation de l'Etat, conformément à la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente. »

La parole est à M. le garde des sceaux pour soutenir l'amendement du Gouvernement.

M. René Pleven, garde des sceaux. La loi n° 71-575 du 16 juillet 1971, en ce qui concerne les travailleurs non salariés, laisse

aux membres de ces professions le soin de décider eux-mêmes de l'effort qu'ils entendent consentir pour leur propre formation et c'est dans le cadre de conventions qui sont passées avec les professions qu'intervient la participation de l'Etat et son concours au développement des actions de formation.

J'appelle l'attention du Sénat sur le fait que, en ce moment, nous considérons la formation qui intervient au cours de stages.

Il est donc essentiel que la profession soit véritablement le maître d'œuvre puisque ce sont des avocats — des avocats stagiaires, je le veux bien, mais déjà des avocats — dont il s'agit d'améliorer la formation professionnelle. Nous avons rédigé notre texte pour rester dans le cadre des dispositions de la loi du 16 juillet 1971.

M. le président. J'aimerais que M. le rapporteur fasse connaître au Sénat l'avis de la commission sur cet amendement n° 120 rectifié et défende son amendement n° 27.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. L'amendement n° 27 va soulever une autre question : celle du financement. Il est bien clair, à l'heure actuelle, que la formation antérieure à l'inscription au barreau qui mène au C. A. P. A. est assurée par l'Université.

Une fois l'inscription au barreau acquise, nous entrons dans le cadre de la formation professionnelle, par conséquent dans celui de la loi votée en 1971. Cette loi nécessite évidemment l'établissement de conventions entre la profession et l'Etat, qui ne doivent pas être draconiennes pour les barreaux. Vous avez reconnu vous-même, monsieur le garde des sceaux, lors de votre audition par la commission, que les barreaux rencontreraient vraisemblablement des difficultés pour assurer la formation professionnelle. Par conséquent, vous nous apportiez la promesse de l'aide de l'Etat dans une certaine mesure qui, hélas ! n'est pas déterminée.

M. René Pleven, garde des sceaux. Elle n'est pas déterminable pour l'instant.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Effectivement, elle n'est pas déterminable pour l'instant et je ne vous en fais pas grief, mais vous conviendrez que nous avons le droit d'être assez circonspects avant de prendre une décision qui peut être très lourde de conséquences pour la trésorerie de nos barreaux.

Notre amendement n° 27 complète ainsi l'article 20 : « Le financement en sera assuré avec la participation de l'Etat, conformément à la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente. »

Ainsi l'article 20, qui serait modifié par l'amendement n° 26 de la commission, puis complété par l'amendement du Gouvernement et par l'amendement n° 27 dont je viens de parler, formerait un tout homogène, mais il exclurait l'amendement de M. Namy qui a été repoussé par la commission.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Il me semble que l'amendement n° 27 de la commission ne répond pas tout à fait aux termes de la loi du 16 juillet 1971, car cette loi ne spécifie pas que la formation professionnelle est assurée par l'Etat. Elle précise que l'Etat « participe » à la formation professionnelle dans le cadre de conventions qu'il passe avec les professions.

A mon sens, la meilleure rédaction est celle de l'Assemblée nationale, complétée par l'amendement du Gouvernement que j'ai exposé à l'instant. L'article se lirait ainsi : « Leur fonctionnement est assuré par la collaboration de la profession, des magistrats et de l'Université ; il peut faire l'objet de conventions conformément aux dispositions de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 ». Il ne peut subsister aucun malentendu.

M. le président. Qu'en pense la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Le rapporteur et, je le suppose, la commission ne sont pas totalement convaincus, car notre amendement n° 27 ne va pas à l'encontre des principes que vous avez posés tout à l'heure, monsieur le garde des sceaux. En effet, il est certain que l'Etat doit participer, par application de la loi du 16 juillet 1971, à la formation professionnelle. Nous ne visons dans cet amendement que la participation de l'Etat. Même si, aujourd'hui, nous ne pouvons pas en connaître l'importance, nous tenons à ce que le principe figure dans la loi, même au prix d'une redite.

C'est la raison pour laquelle la commission vous propose, comme tout à l'heure, de voter l'ensemble de l'article 20 avec l'amendement du Gouvernement et celui de la commission.

M. le président. Il ressort du débat que la commission accepte l'amendement n° 120 rectifié, mais que le Gouvernement s'oppose à l'amendement n° 27 de la commission.

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, il serait exagéré de dire que le Gouvernement s'y oppose parce que je ne vois pas de différence, quant au fond, entre la commission et lui.

Je tiens simplement à faire observer à M. Le Bellegou que la rédaction qui résulterait de ses propositions serait assez lourde et mériterait d'être revue. Le texte se lirait ainsi : « Leur fonctionnement est assuré par la collaboration de la profession, des magistrats et de l'Université ; il peut faire l'objet de conventions conformément aux dispositions de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971.

« Le financement en sera assuré, avec la participation de l'Etat, conformément à la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle... ».

Une coordination semble s'imposer..

M. le président. Le Gouvernement et la commission peuvent-ils se mettre d'accord sur un texte ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Dans le troisième alinéa, on pourrait écrire : « conformément aux prescriptions de ladite loi. »

M. le président. Aux prescriptions ou aux dispositions ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement préférerait : « conformément aux dispositions de ladite loi. »

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Je n'y vois pas d'inconvénient.

M. le président. L'amendement n° 27 sera ainsi rectifié.

Je vais donc consulter le Sénat sur l'amendement n° 120 rectifié, puis sur l'amendement n° 27 rectifié, après quoi j'appellerai l'amendement n° 134 de M. Namy, repoussé par la commission et le Gouvernement, et enfin l'amendement n° 26 de la commission qui, si j'ai bien compris, est accepté par le Gouvernement.

M. René Pleven, garde des sceaux. Sous réserve d'une modification que nous aurons peut-être à mettre au point.

M. Louis Namy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Namy.

M. Louis Namy. Monsieur le président, si le Sénat adopte les dispositions qui viennent d'être présentées, mon amendement n'aura plus d'objet. Par conséquent, vous n'aurez pas à le mettre aux voix.

M. le président. Il est vrai qu'il tombera. Vous avez raison de l'indiquer. Est-ce bien le sentiment de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. C'est exact, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je vais consulter le Sénat sur l'amendement n° 120 rectifié, accepté par la commission.

M. Louis Namy. Le groupe communiste votera contre cet amendement.

M. le président. Nous lui en donnons acte.

Je mets aux voix l'amendement n° 120 rectifié.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets maintenant aux voix l'amendement n° 27 rectifié, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

M. Louis Namy. Le groupe communiste votera contre également.

M. le président. Nous lui en donnons de nouveau acte.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Les deuxième et troisième alinéas de l'article 20 sont donc ainsi complétés.

De ce fait, l'amendement n° 134, présenté par M. Namy, au nom du groupe communiste, n'a plus d'objet.

Reste seul en discussion l'amendement n° 26 qui porte sur le premier alinéa de l'article 20.

Le Gouvernement l'accepte-t-il ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement n'y fait plus d'objection.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 26, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 20, ainsi modifié.

(L'article 20 est adopté.)

Article 20 bis.

M. le président. « Art. 20 bis. — I. — Un centre de formation professionnelle est institué auprès de chaque cour d'appel. Plusieurs centres limitrophes de formation professionnelle d'avocat peuvent, par décision de leurs conseils, se grouper et organiser, par délibération conjointe, un centre régional de formation professionnelle.

« Un centre régional de formation professionnelle peut, pareillement, être institué par délibération unanime des conseils de l'ordre des barreaux intéressés.

« Des sections locales du centre de formation professionnelle peuvent être créées dans les villes pourvues d'unités d'études et de recherches juridiques.

« II. — Le centre de formation professionnelle est chargé :

« — de contrôler la préparation au certificat d'aptitude à la profession d'avocat ;

« — d'assurer l'enseignement et la formation professionnelle des avocats pendant la durée du stage ainsi que la formation permanente des avocats.

« III. — Le centre de formation professionnelle d'avocat est administré par un conseil d'administration dont la composition est fixée par le décret visé à l'article 53.

« Le conseil d'administration est chargé de la gestion et de l'administration du centre de formation professionnelle.

« Il établit le budget du centre professionnel de stage. Il dresse, pour le 1^{er} février de chaque année, le bilan des opérations pour l'année précédente qu'il communique à tous les barreaux de son ressort et au garde des sceaux, ministre de la justice.

« Il est habilité à percevoir des candidats au C. A. P. A. un droit d'inscription, un droit de travaux pratiques et de stage, un droit d'examen. »

Par amendement n° 177, M. Schiélé et les membres du groupe de l'U. C. D. P. proposent de supprimer cet article.

Je suppose que cet amendement n'a plus d'objet, mais je donne néanmoins la parole à M. Schiélé.

M. Pierre Schiélé. Nous avons déposé, en effet, un amendement qui tend à la suppression de l'article. Nous venons de nous expliquer sur les différentes prérogatives des centres de formation professionnelle et de l'Université en matière de formation professionnelle ou pré-professionnelle.

Je suis cependant un peu troublé par la rédaction de cet article 20 bis qui dispose, dans son paragraphe II : « Le centre de formation professionnelle est chargé de contrôler la préparation au certificat d'aptitude à la profession d'avocat ».

Dès lors, nous donnons compétence à ces centres de formation professionnelle pour intervenir avant l'obtention du C. A. P. A. et nous leur donnons des prérogatives qui, à mes yeux, si j'ai bien compris le débat qui vient de s'instaurer, ne devaient être que du ressort de l'Université.

La commission propose que les centres de formation professionnelle soient chargés de « participer » à la préparation au C. A. P. A. et non plus de la « contrôler ». Il appartiendra à notre rapporteur de s'en expliquer tout à l'heure, mais, pour moi, le problème reste le même.

Que les centres de formation professionnelle puissent intervenir avant la prestation du serment et avant l'obtention du titre d'avocat constitue une intrusion anormale de la profession dans le domaine universitaire, qui est à la charge de l'Etat. C'est la raison pour laquelle il importe que nous nous expliquions sur ce premier alinéa du paragraphe II.

Je suis très frappé également par le dernier alinéa de l'article, selon lequel le centre est « habilité à percevoir des candidats au C. A. P. A. un droit d'inscription, un droit de travaux pratiques et de stage, un droit d'examen ». Si je reconnais volontiers que le droit de stage relève de la compétence des centres de formation professionnelle, il ne m'apparaît pas fondé que ceux-ci, qui doivent justement prendre en charge les jeunes avocats à la sortie de l'Université, après l'obtention du C. A. P. A. et la prestation du serment, puissent intervenir dans la perception de droits afférents à la préparation de cet examen qui doit rester universitaire.

Je vois entre les déclarations précédentes et les dispositions de cet article une sorte de hiatus que je voudrais voir combler.

En ce qui me concerne, je ne pense pas qu'il soit possible de maintenir ces dispositions, qui sont contradictoires avec ce que nous avons déclaré tout à l'heure.

M. le président. Monsieur Schiélé, votre amendement est donc maintenu en l'état actuel du débat ?

M. Pierre Schiélé. Provisoirement, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. A mon sens, l'amendement de M. Schiélé devrait faire l'objet d'une discussion commune avec celui de la commission, qui répond dans une certaine mesure aux préoccupations de notre collègue.

M. le président. Je suis, en effet, saisi d'un amendement n° 28, présenté par MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, et tendant, au début du deuxième alinéa du paragraphe II, à remplacer les mots : « de contrôler la préparation », par les mots : « de participer à la préparation ».

Monsieur le rapporteur, je vous donne bien volontiers la parole sur cet amendement.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Notre préoccupation a été la suivante : à l'heure actuelle, il est clair que le certificat d'aptitude à la profession d'avocat est du domaine de l'Université et que la formation professionnelle est du ressort des centres de formation professionnelle. Il n'est évidemment pas possible de faire contrôler la préparation au C. A. P. A. par la profession, mais on ne peut empêcher que la profession y participe.

M. Pierre Schiélé. Au contraire.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. C'est la raison pour laquelle nous avons, par cet amendement, proposé de remplacer les mots : « de contrôler la préparation », par les mots : « de participer à la préparation ». Je ne pense pas qu'une telle modification puisse soulever la moindre difficulté.

M. le président. Par conséquent, monsieur le rapporteur, vous vous opposez à l'amendement de M. Schiélé ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Je le juge sans intérêt, en raison de la rédaction de l'amendement n° 28 que je viens de défendre.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement de la commission. Je pense d'ailleurs que ce texte apporte à M. Schiélé une satisfaction qui lui permettra de retirer, sans regret, son amendement.

En effet, cet article 20 bis ne figurait pas dans le projet initial du Gouvernement, car il estimait que les dispositions qu'il renferme étaient du domaine réglementaire. Mais s'agissant de la profession d'avocat, toutes les intentions du Gouvernement sont enveloppées d'une telle méfiance que les représentants très nombreux de cette profession au Parlement ont tenu à introduire dans la loi des dispositions qui relèvent incontestablement du règlement.

Je dois dire que M. Schiélé a bien décelé le défaut de rédaction du texte adopté par l'Assemblée nationale. Il faut, en effet, supprimer le dernier alinéa de cet article. C'est ce que le Gouvernement vous propose par voie d'amendement. M. Schiélé pourra dans ces conditions retirer son amendement et comme j'accepte le texte de la commission, je pense qu'un accord pourra s'établir entre les trois parties en présence.

M. le président. Par amendement, le Gouvernement propose de supprimer le dernier alinéa de l'article 20 bis.

Dans ces conditions, maintenez-vous votre amendement, monsieur Schiélé ?

M. Pierre Schiélé. Permettez-moi de vous remercier, monsieur le garde des sceaux, de bien vouloir partager mes préoccupations, ainsi que celles de la commission. Je me réjouis que ce débat nous ait permis de modifier et d'améliorer le texte, compte tenu des observations que nous avons exprimées sur la participation de ceux dont mention est explicitement faite à l'article 20.

Il n'en demeure pas moins que le deuxième alinéa du paragraphe II contient une redite. Mais la navette permettra de régler ce problème et sous le bénéfice de ces observations, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 177 est donc retiré.

Quel est l'avis de la commission sur l'amendement du Gouvernement ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission l'accepte.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 28 de la commission, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement du Gouvernement, accepté par la commission et qui tend, je le rappelle, à la suppression du dernier alinéa de l'article 20 bis.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 20 bis, modifié par le vote des deux amendements précédents.

(L'article 20 bis est adopté.)

M. le président. Il est dix-huit heures vingt. C'est l'heure que, sur proposition du groupe socialiste, le Sénat a fixée pour la suspension de séance.

Je lui indique qu'il reste 158 amendements à examiner, ce qui, à raison de trois minutes par amendement, représente sept heures trente à huit heures de débat. Il faut aussi prévoir une suspension de séance aux environs d'une heure du matin.

Compte tenu du temps que prendront les explications de vote et une éventuelle deuxième délibération pour coordination, à quelle heure la commission propose-t-elle de reprendre la séance ?

M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission. Il me semble indispensable que le Sénat reprenne ses travaux dès vingt et une heures.

M. le président. Le Sénat voudra sans doute se rallier à la proposition de la commission et reprendre la séance à vingt et une heures. (Assentiment.)

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-huit heures vingt minutes, est reprise à vingt et une heures dix minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

— 3 —

CANDIDATURES A DES COMMISSIONS

M. le président. J'informe le Sénat que le groupe des républicains indépendants et le groupe de l'union des démocrates pour la République ont fait connaître à la présidence le nom des candidats qu'ils proposent pour siéger à diverses commissions.

Ces candidatures vont être affichées et la nomination aura lieu conformément à l'article 8 du règlement.

— 4 —

UNIFICATION DE CERTAINES PROFESSIONS JUDICIAIRES

Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi.

M. le président. Nous poursuivons la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'unification de certaines professions judiciaires (n° 10 et 23, 1971-1972).

Nous en sommes arrivés à l'examen de l'article 21.

Article 21.

M. le président. « Art. 21. — Les avocats font partie de barreaux qui sont établis auprès des tribunaux de grande instance, suivant les règles fixées par les décrets prévus à l'article 53. Ces décrets donnent aux barreaux la faculté de se regrouper.

« Chaque barreau est administré par un conseil de l'ordre élu pour trois ans, au scrutin secret, par tous les avocats inscrits au tableau de ce barreau et renouvelable par tiers chaque année. Le conseil de l'ordre est présidé par un bâtonnier, élu pour deux ans dans les mêmes conditions.

« Les élections peuvent être déferées à la cour d'appel par les avocats inscrits et par le procureur général. »

Par amendement n° 135, MM. Namy, Eberhard et les membres du groupe communiste et apparenté proposent, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots : « de ce barreau », d'insérer les mots : « ainsi que par les avocats stagiaires admis au stage depuis un an au moins ».

La parole est à M. Namy.

M. Louis Namy. Mes chers collègues, cet amendement tend à faire en sorte que les avocats stagiaires admis au stage depuis un an au moins puissent participer à l'élection du conseil de l'ordre. C'est une reprise de celui qui avait été proposé à l'Assemblée nationale par des députés de différents groupes au cours de la discussion de cet article.

Nous estimons qu'il n'y a aucune raison de refuser aux stagiaires participant directement à l'exercice de la profession d'avocat le droit d'élire le conseil de l'ordre.

Je me suis expliqué largement sur ce point dans la discussion générale et je demande au Sénat de bien vouloir adopter notre amendement qui répond d'ailleurs au souhait des jeunes avocats.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. La commission a émis un avis défavorable à l'amendement de M. Namy motif pris que, pendant les premières années du stage et de l'inscription au tableau, la plupart des avocats ne font que passer. Nombreux

sont ceux qui se destinent à la magistrature. Ils ne restent pas au barreau et ne sont pas encore en état de prendre des responsabilités suffisantes pour participer à l'élection des conseils de l'ordre.

C'est pour ces raisons que la commission de législation a repoussé l'amendement présenté par M. Namy.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux, ministre de la justice. A l'Assemblée nationale, le Gouvernement ne s'était pas opposé à un amendement ayant le même objectif que celui présenté par M. Namy. Logique avec cette position, il laisse l'Assemblée libre de décider.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 135, repoussé par la commission et pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 21.

(L'article 21 est adopté.)

Article 22.

M. le président. « Art. 22. — Dans les barreaux où le nombre des avocats inscrits au tableau est inférieur à dix, les fonctions du conseil de l'ordre sont remplies par le tribunal de grande instance. »

Par amendement n° 136, MM. Namy, Eberhard et les membres du groupe communiste et apparenté proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. Namy.

M. Louis Namy. Nous ne voyons pas pourquoi le faible nombre des avocats inscrits au tableau ferait obstacle à l'existence d'un conseil de l'ordre. Celui-ci assure l'indépendance et veille à la protection de ses droits.

Il est d'une bonne administration de la justice que l'avocat ne soit pas amené à plaider, pour une affaire particulière, devant un juge qui peut en même temps appliquer des sanctions disciplinaires contre lui.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission ne s'est pas montrée favorable à l'amendement de M. Namy...

M. Louis Namy. Je le regrette !

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. ... et voici très rapidement pourquoi.

Le régime antérieur prévoyait l'impossibilité de constituer un conseil de l'ordre dans les barreaux comprenant moins de six avocats. La chose était en effet difficile. Mais étant donné l'apport que les avoués vont fournir dans certains tribunaux, l'Assemblée nationale a élevé à dix le nombre des avocats, chiffre au-dessus duquel un conseil de l'ordre pourrait être institué. Allant un peu dans le sens de M. Namy, nous avons réduit ce chiffre à huit. Il paraît difficile de faire plus et d'admettre que l'on puisse constituer un conseil de l'ordre dans les barreaux réunissant moins de huit membres.

J'ajoute que le décret de 1954, qui régit les barreaux, n'a jamais donné lieu à cet égard à aucune espèce de difficulté.

La commission de législation semble donc avoir eu raison de repousser l'amendement de M. Namy.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement partage l'opinion de la commission de législation.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 136, repoussé par le Gouvernement et par la commission.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 29, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de remplacer le mot : « dix », par le mot : « huit ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Je confirme ce que je viens de dire. Prenant une mesure favorable d'une manière générale à l'indépendance des avocats, nous avons réduit à huit le nombre retenu par l'Assemblée nationale.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement avait accepté, à l'Assemblée nationale, un compromis sur la base de dix et je considérerais que c'était là un nombre raisonnable. Mais si la commission préfère huit, je me rallierai volontiers à sa proposition.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission le maintient, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 29, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'article 22, ainsi modifié.

(L'article 22 est adopté.)

Article 23.

M. le président. « Art. 23. — Le Conseil de l'Ordre a pour attribution de traiter toutes questions intéressant l'exercice de la profession et de veiller à l'observation des devoirs des avocats ainsi qu'à la protection de leurs droits. Il a pour tâches notamment :

« 1° D'arrêter et, s'il y a lieu, de modifier les dispositions du règlement intérieur, de statuer sur l'inscription au tableau des avocats, sur l'omission dudit tableau décidée d'office ou à la demande du procureur général, sur l'admission au stage des licenciés ou docteurs en droit qui ont prêté serment devant les cours d'appel, sur l'inscription au tableau des avocats stagiaires après l'accomplissement de leur stage, ainsi que sur l'inscription et sur le rang des avocats qui, ayant déjà été inscrits au tableau et ayant abandonné l'exercice de la profession, se présentent de nouveau pour la reprendre ;

« 2° D'exercer la discipline dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 de la présente loi et par les décrets visés à l'article 53 ;

« 3° De maintenir les principes de probité, de désintéressement, de modération et de confraternité sur lesquels repose la profession et d'exercer la surveillance que l'honneur et l'intérêt de ses membres rendent nécessaires ;

« 4° De veiller à ce que les avocats soient exacts aux audiences et se comportent en loyaux auxiliaires de la justice ;

« 5° De traiter toute question intéressant l'exercice de la profession, la défense des droits des avocats et la stricte observation de leurs devoirs ;

« 6° De gérer les biens de l'Ordre, de préparer le budget, d'administrer et d'utiliser ses ressources pour assurer les secours, allocations ou avantages quelconques attribués à ses membres ou anciens membres, à leurs conjoints survivants ou à leurs enfants, dans le cadre de la législation existante, de répartir les charges entre ses membres et d'en poursuivre le recouvrement ;

« 7° D'autoriser le bâtonnier à ester en justice, à accepter tous dons et legs fait à l'Ordre, à transiger ou à compromettre, à consentir toutes aliénations ou hypothèques et à contracter tous emprunts ;

« 8° D'organiser les services généraux de recherche et de documentation nécessaires à l'exercice de la profession ;

« 9° De vérifier la tenue de la comptabilité des avocats, personnes physiques ou morales, et la constitution des garanties imposées par les articles 31 et 32 et par les décrets visés à l'article 53 ;

« 10° Il peut s'opposer, dans des conditions fixées par décret, aux contrats de collaboration souscrits par les avocats. »

Par amendement n° 30, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, à l'alinéa 4°, de remplacer le mot : « auxiliaires » par le mot : « collaborateurs ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Cet amendement est la conséquence d'un vote déjà émis par le Sénat. Ce n'est pas donc la peine d'y insister longuement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 30, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 31, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation proposent de rédiger comme suit l'alinéa 6° :

« 6° de gérer les biens de l'ordre, de préparer le budget, de fixer le montant des cotisations, d'administrer et d'utiliser ses ressources pour assurer les secours, allocations ou avantages quelconques attribués à ses membres ou anciens membres, à leurs conjoints survivants ou à leurs enfants, de répartir les charges entre ses membres et d'en poursuivre le recouvrement. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Notre amendement propose une nouvelle rédaction de l'alinéa 6° de l'article 23 pour

préciser les fonctions du conseil de l'ordre. Le conseil aura le droit « de gérer les biens de l'ordre, de préparer le budget, de fixer le montant des cotisations » — c'est surtout sur ce point que nous insistons, car il s'agit d'une prérogative des ordres — « d'administrer et d'utiliser ses ressources pour assurer les secours, allocations ou avantages quelconques attribués à ses membres ou anciens membres, à leurs conjoints survivants ou à leurs enfants, de répartir les charges entre ses membres et d'en poursuivre le recouvrement. »

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement fait une distinction entre les deux parties de cet amendement. S'il accepte que les conseils de l'ordre fixent le montant des cotisations, il demande le maintien des mots « dans le cadre de la législation existante » car les attributions du conseil de l'ordre doivent être contenues dans les limites des lois en vigueur en ce qui concerne les allocations ou avantages sociaux consentis aux membres du barreau ou à leurs ayants-droits.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est M. le rapporteur, pour répondre à M. le garde des sceaux.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission maintient son amendement car je m'attendais à l'observation qui vient d'être formulée par M. le garde des sceaux.

Certains barreaux ont cru devoir — je crois qu'ils en avaient le droit — améliorer les avantages sociaux consentis à leurs confrères grâce à la perception de cotisations complémentaires. Il est évident que cela les amenait au-delà de la législation existante, mais je ne vois pas pourquoi on empêcherait les barreaux de continuer dans cette voie, ce qui me paraît constituer une manifestation de leur autonomie.

M. le président. L'amendement est donc maintenu.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 31, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'article 23, modifié.

(L'article 23 est adopté.)

Article 23 bis.

M. le président. « Art. 23 bis. — Les ordres des avocats mettent en œuvre, par délibération conjointe et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires, les moyens appropriés pour régler les problèmes d'intérêt commun tels l'informatique, les conventions collectives relatives au personnel employé, la formation professionnelle, la représentation de la profession, le régime de la garantie. »

Par amendement n° 32, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer les mots : « les conventions collectives relatives au personnel employé ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Nous estimons que ce n'est pas au conseil de l'ordre qu'il appartient d'élaborer, avec le personnel employé, les conventions collectives ; c'est là le rôle des organismes les plus représentatifs de la profession, comme cela est prévu, d'une manière générale, dans la législation du travail. Il y a, d'une part, des organisations assez représentatives des avocats et, d'autre part, les représentants des syndicats du personnel ; ce sont ces organisations et ces représentants qui doivent discuter les conventions collectives.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. Louis Namy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Namy, contre l'amendement.

M. Louis Namy. Cet amendement tend, en réalité, à supprimer, dans cet article 23 bis, introduit à l'Assemblée nationale par M. le rapporteur Zimmermann, la possibilité pour les ordres d'avocats de régler un certain nombre de problèmes dans le cadre des conventions collectives relatives au personnel employé.

Je note qu'à l'Assemblée nationale le Gouvernement était d'accord avec cet amendement. Notre commission demande la suppression de cette disposition seulement en ce qui concerne les conventions collectives relatives à ce personnel. Ce matin, la commission de législation a rejeté un amendement que nous avons déposé à l'article 46 tendant à ce que la caisse nationale des barreaux français soit habilitée à discuter, élaborer

et conclure avec les organisations professionnelles toutes conventions collectives et plus généralement toutes mesures d'ordre social.

Alors, je ne comprends pas, car en réalité il va en résulter un vide. Avec quel organisme, demain, prendront contact les organisations du personnel pour redéfinir les responsabilités découlant des conventions collectives existantes ou, éventuellement, les modifications à y apporter, compte tenu des conditions nouvelles ?

C'est un problème fort important qui mérite réflexion et sans doute des explications de la part de M. le garde des sceaux.

On nous parle des organisations d'avocats mais, en réalité, celles-ci ne représentent qu'une petite minorité de l'ensemble des avocats de France.

Je voudrais avoir des explications sur ces dispositions, de façon que le personnel, qui est inquiet, sache quel interlocuteur il pourra avoir demain.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Je me permets de répéter à l'intention de M. Namy ce que je lui ai déjà répondu en commission, à savoir que dans la profession nouvelle, les diverses organisations représentatives des avocats auront à jouer un rôle plus important que par le passé.

Il existe plusieurs organisations représentatives, vous le savez, qui sont assez importantes : l'union nationale des avocats, la fédération des jeunes avocats, l'association nationale des avocats, la conférence des bâtonniers, etc. Elles pourront être, dans l'avenir, qualifiées pour discuter, avec les syndicats du personnel, les conventions collectives.

D'autre part, vous avez dit tout à l'heure que ces organisations n'étaient peut-être pas suffisamment représentatives de la profession, mais c'est le cas de beaucoup d'organismes professionnels ; ils ne sont pas forcément représentatifs de la totalité de la profession.

Par conséquent, il faut prendre des précautions pour ne pas saisir les conseils de l'ordre de problèmes quelque peu étrangers à leurs fonctions. Ces conseils et les bâtonniers devront, avec cette réforme — si elle est adoptée — assumer beaucoup de charges. Si vous voulez y ajouter la discussion des conventions collectives, je crains que vous n'aboutissiez à des difficultés inextricables.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement se rallie à l'argumentation que vient de développer M. le rapporteur. Il lui est apparu en effet, à la réflexion, que ce n'était pas tellement les conseils de l'ordre qui devaient être la contrepartie dans les négociations avec les syndicats de personnel, mais plutôt d'autres associations à caractère national qui existent déjà, au moins de façon embryonnaire.

Nous souhaitons qu'elles se développent et puissent assurer la représentation de la profession en vue de la passation des contrats des cadres avec les syndicats de personnel.

M. Louis Namy. C'est un vœu !

M. René Pleven, garde des sceaux. Oui, mais un vœu très sincère, car si ces associations existaient, la concertation serait beaucoup plus facile.

M. Louis Namy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Namy, pour répondre au Gouvernement.

M. Louis Namy. Les explications qui m'ont été données tant par M. le rapporteur que par M. le garde des sceaux ne me donnent absolument pas satisfaction. Un vide indiscutable résulterait de la suppression de cette disposition votée par l'Assemblée nationale. Aussi je souhaite que cette dernière reprenne le texte qu'elle a voté en première lecture.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 32, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 23 bis, ainsi modifié.

(L'article 23 bis est adopté.)

Article 24.

M. le président. « Art. 24. — Toute délibération ou décision du conseil de l'ordre étrangère aux attributions de ce conseil ou contraire aux dispositions législatives ou réglementaires est annulée par la cour d'appel, sur les réquisitions du procureur général. »

« Peuvent également être déférées à la cour d'appel, à la requête de l'intéressé, les délibérations ou décisions du conseil de l'ordre de nature à léser les intérêts professionnels d'un avocat. »

Par amendement n° 137, MM. Namy, Eberhard et les membres du groupe communiste et apparenté proposent : I. — De supprimer le premier alinéa de cet article ; II. — En conséquence, au début du second alinéa, de supprimer le mot : « également ». La parole est à M. Namy.

M. Louis Namy. En effet, monsieur le président, par cet amendement nous demandons la suppression du premier alinéa de l'article 24, et la deuxième disposition est simplement de coordination.

Nous estimons en effet que l'article 24 place en fait les délibérations du conseil de l'ordre sous le contrôle permanent du procureur de la République.

Son adoption constituerait une atteinte grave portée à l'indépendance des avocats. Nous estimons, au contraire, que le conseil de l'ordre, en traitant toute question intéressant l'exercice de la profession, apporte les meilleures garanties à l'indépendance de l'avocat. Rien ne doit permettre au parquet d'avoir un moyen de pression sur les membres du barreau.

C'est d'ailleurs une preuve d'une suspicion sans fondement que de vouloir imposer une tutelle sur les conseils de l'ordre qui existent depuis longtemps et qui ont toujours fait preuve, notamment dans l'application des règles de déontologie et des libertés républicaines dans la défense d'un grand souci de la légalité.

On nous dira que cette disposition procède d'un décret et qu'en conséquence il n'y a pas à y revenir ; mais alors pourquoi vouloir insérer cet article, sinon pour légaliser le décret ? Nous y sommes opposés. Telle est la raison de cet amendement.

M. le président. Je pense qu'il sera difficile à la commission de donner son avis sur cet amendement n° 137, sans, en même temps, soutenir l'amendement n° 33 qu'elle a présenté. J'en donne donc lecture :

Par amendement n° 33, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, au premier alinéa, de remplacer les mots : « est annulée », par les mots : « peut être annulée ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La logique de la discussion veut que nous abordions d'abord l'amendement n° 33. Celui-ci modifie légèrement le texte voté par l'Assemblée nationale qui dispose que « toute délibération ou décision des conseils de l'ordre étrangère aux attributions de ce conseil est annulée par la cour d'appel ».

Il y a là un contentieux dont on ne peut pas préjuger à l'avance. C'est pourquoi nous avons préféré la formule : « peut être annulée par la cour d'appel ».

A M. Namy, je répondrai que pratiquement le contentieux des conseils de l'ordre, tel qu'il est organisé par le décret de 1954, n'a jamais donné lieu à de sérieuses difficultés.

M. Louis Namy. Cela peut venir.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Mais ce n'est pas encore venu, et à cet égard, nous nous sommes expliqués au cours de la réunion de la commission de législation où a été examiné votre amendement.

Nous préférons un contentieux judiciaire plutôt qu'un contentieux administratif. Il est tout à fait normal que les avocats qui exercent la majeure partie de leurs activités devant des tribunaux de l'ordre judiciaire, qui sont connus des procureurs et des magistrats des cours d'appel, soient, comme leurs conseils de l'ordre, justiciables des procureurs et des cours d'appel en ce qui concerne les décisions des conseils de l'ordre. Ils y trouvent, du reste, généralement plus de garanties que d'inconvénients.

Et puis il y a de nombreuses décisions du conseil de l'ordre qui concernent les intérêts généraux de la profession. On a assisté à beaucoup de délibérations du conseil de l'ordre, ces temps derniers. Je pense que vous devez en avoir un plein classeur, monsieur le garde des sceaux ? Toutes ces délibérations, dont certaines étaient particulièrement acides — notamment celles qui proposaient des grèves d'avocats, des défilés en robe rue de Rivoli — n'ont fait l'objet de la part des procureurs généraux d'aucune protestation, d'aucune poursuite. Je crois donc qu'on peut s'en tenir à ce qui existe et qui ne soulève aucune difficulté.

Je rends hommage à M. Namy de vouloir protéger plus que nous encore l'indépendance des avocats. Mais je ne crois pas qu'il y soit porté atteinte par le rejet de son amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, le Gouvernement ne peut être qu'opposé à l'amendement de M. Namy et ceci pour des raisons encore plus péremptoires que celles qui viennent d'être exposées par M. le rapporteur.

En France, personne n'est au-dessus de la loi, même le conseil de l'ordre des avocats.

Quelle serait la conséquence de l'adoption de l'amendement de M. Namy ? Cela ne placerait pas le barreau au-dessus des lois, mais cela voudrait dire que, conformément à tous les principes du droit français, une délibération qui serait illégale parce qu'elle dépasserait la compétence du conseil de l'ordre ou parce qu'elle irait contre une disposition de la loi pourrait faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat.

Ainsi, vous qui êtes pour l'indépendance maximale des barreaux, vous les renverriez devant la juridiction administrative ! Tel serait l'effet de votre amendement.

Il faut maintenir ce qui est et qui n'a jamais causé la moindre difficulté. Il faut maintenir la compétence de la cour d'appel qui vit au contact des avocats, qui connaît leur esprit frondeur, qui connaît leur goût pour certaines manifestations un peu véhémentes et qui sait agir comme il faut.

D'autre part, puisque j'ai la parole, je voudrais donner mon avis sur l'amendement déposé par la commission. Très sincèrement, je ne trouve pas que cet amendement soit très juridique. Dans le langage juridique, il est toujours préférable — c'est ce qui a été fait par les rédacteurs du code civil — d'employer la formule qui est celle du texte que nous vous proposons. Car nous donnons à la cour d'appel la faculté d'examiner si une décision d'un conseil de l'ordre a été étrangère aux attributions de ce conseil ou a été contraire aux dispositions législatives ou réglementaires. C'est cela le pouvoir d'appréciation de la cour d'appel. C'est là où elle est absolument libre et indépendante de juger. Mais à partir du moment où elle constate qu'une décision est étrangère aux attributions du conseil ou contraire à la loi, elle n'a pas l'option de ne pas appliquer la loi. Elle est obligée d'annuler la décision.

Voilà pourquoi je préfère la rédaction du texte actuel et je demande à la commission de bien vouloir retirer son amendement.

M. le président. La parole est à M. Namy, pour répondre au Gouvernement.

M. Louis Namy. Je n'ai pas l'intention d'engager un débat à cette heure ; M. le garde des sceaux nous dit que les avocats ne doivent pas être au-dessus des lois, nous sommes bien d'accord, mais, en l'occurrence, c'est nous qui faisons les lois. On nous demande d'entériner, de légaliser un décret. C'est à ce moment-là que je dis non. Je ne comprends donc pas l'objection de M. le garde des sceaux et je maintiens mon amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 137, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. L'amendement n° 33 est-il maintenu ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Il est retiré, car l'argumentation de M. le garde des sceaux nous a convaincus, grammaticalement et juridiquement. (Sourires.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 24.

(L'article 24 est adopté.)

Articles 25 à 29.

M. le président. « Art. 25. — Les décisions du conseil de l'ordre relatives à l'inscription au tableau ou sur la liste du stage et à l'omission du tableau ou au refus d'omission peuvent être déférées à la Cour d'appel par M. le procureur général ou par l'intéressé. » — (Adopté.)

« Art. 26. — Chaque barreau est doté de la personnalité civile.

« Le bâtonnier représente le barreau dans tous les actes de la vie civile. Il prévient ou concilie les différends d'ordre professionnel entre les membres du barreau et instruit toute réclamation formée par les tiers. » — (Adopté.)

CHAPITRE III

De la discipline.

« Art. 27. — Le conseil de l'ordre siégeant comme conseil de discipline poursuit et réprime les infractions et les fautes commises par les avocats inscrits au tableau ou sur la liste du stage.

« Il agit, soit d'office, soit à la demande du procureur général, soit à l'initiative du bâtonnier.

« Il statue par décision motivée après une instruction contradictoire. » — (Adopté.)

« Art. 28. — Le conseil de l'ordre peut, soit d'office, soit sur les réquisitions du procureur général, interdire provisoirement l'exercice de ses fonctions à l'avocat qui fait l'objet d'une poursuite pénale ou disciplinaire.

« Il peut, dans les mêmes conditions, ou à la requête de l'intéressé, mettre fin à cette interdiction.

« L'interdiction provisoire d'exercice cesse de plein droit dès que les actions pénale et disciplinaire sont éteintes. » — (Adopté.)

« Art. 29. — La décision du conseil de l'ordre en matière disciplinaire peut être déférée à la cour d'appel par l'avocat intéressé ou par le procureur général. » — (Adopté.)

Article 30.

M. le président. « Art. 30. — Toute faute, tout manquement aux obligations que lui impose son serment, commis à l'audience par un avocat, peut être réprimé immédiatement par la juridiction saisie de l'affaire, sur les conclusions du ministère public, s'il en existe, et après avoir entendu le bâtonnier ou son représentant.

« En cas de manquement aux obligations ou de contravention aux règles découlant des dispositions sur la procédure, les avocats encourent les sanctions édictées par lesdites dispositions. »

Par amendement n° 138, MM. Namy, Eberhard et les membres du groupe communiste et apparenté proposent de rédiger ainsi cet article :

« Les dispositions des articles 41 du décret n° 54-406 du 10 avril 1954, 9 de l'ordonnance n° 60-1067 du 6 octobre 1960 et 34 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Tout manquement commis à l'audience par un avocat aux obligations que lui impose son serment peut être réprimé conformément aux dispositions du titre IV — de la discipline — du décret n° 54-406 du 10 avril 1954.

« Dans ce cas, des réquisitions sont prises à l'audience par le ministère public et transmises sur le champ au conseil de l'ordre dont dépend l'avocat. Le conseil de l'ordre ainsi saisi, siégeant comme conseil de discipline, doit statuer dans les quarante-huit heures de la réception desdites réquisitions, après avoir entendu l'avocat poursuivi et, éventuellement, son conseil. Appel de la décision peut être interjeté dans les quarante-huit heures au plus tard de son prononcé, soit par l'avocat sanctionné, soit par le ministère public. L'appel est jugé dans les trois jours par la cour d'appel compétente statuant en assemblée générale et dans la chambre du conseil. Le recours en cassation est recevable dans les quarante-huit heures du prononcé de l'arrêt rendu par la cour d'appel. »

La parole est à M. Namy.

M. Louis Namy. L'article 30 concerne la répression des manquements à la discipline qui peuvent être commis à l'audience. Il prévoit que, dans certains cas, un avocat peut être, à l'audience, frappé immédiatement de sanctions, à savoir être suspendu pendant un certain temps ou radié par les magistrats devant lesquels il plaide et ce, sur les seules conclusions du ministère public, c'est-à-dire du représentant du Gouvernement.

On retrouve là des dispositions d'exception prises en 1960 dans la loi qui a institué la cour de sûreté de l'Etat. Avec cet article, on nous demande d'institutionnaliser ces dispositions de circonstance dont les avocats réclament d'une façon quasi unanime l'abrogation.

Nous nous refusons à entériner en les généralisant ces dispositions, estimant qu'il convient de rétablir dans la plénitude l'indépendance disciplinaire des barreaux. Tel est l'objet de notre amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission a été très sensible au souci de protéger l'indépendance des avocats que manifeste M. Namy depuis un bon moment, avec beaucoup d'éloquence du reste, mais elle n'a pas accepté l'amendement.

M. Louis Namy. Elle a eu tort !

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Ce n'est pas notre opinion. Le Sénat, en tout cas, nous départagera.

La question est de savoir, pour ceux qui ont une certaine pratique de la vie judiciaire, comment peuvent se régler les incidents qui se déroulent devant les tribunaux. La plupart du temps, ils se résolvent par l'intervention du bâtonnier. Si l'avocat est allé trop loin dans ses propos, des excuses sont présentées. Il arrive parfois que c'est le président qui va trop loin dans ses propos et c'est lui-même qui revient à l'audience pour les retirer, avec plus ou moins de bonne volonté, d'ailleurs.

L'intervention du bâtonnier, généralement déterminante, n'a jamais donné lieu à difficultés. Il se peut que, dans certains cas particuliers, les sanctions aient été excessives. Dans ce cas, l'avocat a toujours la possibilité de faire un recours devant la cour d'appel.

Je voudrais rendre attentif M. Namy à la procédure qu'il veut instaurer par son amendement. Supposons que nous soyons devant une cour d'assises de province ou même devant la Cour

de Paris. Un avocat commet un délit d'audience, ou ce que le président considère comme tel. La procédure instaurée par M. Namy serait très lourde. Il faudrait d'abord saisir le conseil de l'ordre qui devrait statuer dans les quarante-huit heures. Puis, suivant la décision prise, l'avocat aurait le droit de faire appel. Il faudrait que, dans un délai très court — et je ne sais pas s'il pourrait être respecté devant les cours d'appel, car un certain nombre de décisions du conseil de l'ordre restent en instance pendant près de six mois, n'est-ce pas, monsieur le garde des sceaux — la cour d'appel statue sur l'appel de l'avocat. Et pendant ce temps, les jurés de la cour d'assises attendraient !

Il me paraît vraiment difficile d'accepter une telle procédure, alors que les stipulations du décret de 1954 n'ont donné lieu à aucune difficulté. C'est la raison pour laquelle la commission a décidé de rejeter l'amendement de M. Namy tout en rendant hommage à son désir constant d'assurer, par les amendements qu'il dépose, une plus grande indépendance à l'ordre des avocats.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement est contre l'amendement de M. Namy, d'abord parce que c'est une vieille connaissance ; nous l'avons déjà rencontré à l'Assemblée nationale, qui l'a rejeté à une très forte majorité.

Je voudrais plus relever dans les propos de M. Namy ce qui m'a paru une inexactitude. Tout à l'heure, il a dit : « Tous les avocats demandent la suppression de cette disposition. »

M. Louis Namy. J'ai dit, dans leur quasi unanimité ; ce n'est pas la même chose.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je peux dire à M. Namy que, comme l'a rappelé tout à l'heure M. Le Bellegou, depuis deux ans j'ai reçu une quantité considérable de résolutions adoptées par les barreaux. Quelques-unes d'ailleurs mettaient mon calme à l'épreuve. Heureusement, vous le savez, il est considérable. (Sourires.) Cependant, je n'ai jamais vu dans ces résolutions la revendication dont vous parlez car les barreaux sont composés d'hommes expérimentés. Ils savent qu'un incident peut se produire à l'audience, mais ils ne dramatisent pas car, pour eux, l'intervention du bâtonnier est, après tout, la solution la meilleure.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Louis Namy. Bien sûr !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 138, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 178, M. Sauvage et les membres du groupe de l'union centriste des démocrates de progrès proposent de supprimer le dernier alinéa de ce même article 30.

La parole est à M. Schiélé pour soutenir l'amendement.

M. Pierre Schiélé. Le deuxième alinéa de cet article prévoit un certain nombre de sanctions en cas de manquement aux règles déontologiques, mais l'article 27 que nous avons voté envisageait déjà des dispositions de cet ordre et, si nous adoptions le deuxième alinéa de l'article 30, elles ne pourraient pas être appliquées. Je désirerais donc obtenir quelques explications à ce sujet.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission est au regret de ne pas accepter l'amendement de M. Schiélé.

Les avoués peuvent être frappés de certaines amendes lorsqu'ils ne respectent pas les règles de la procédure, notamment dans les procédures compliquées. L'application de ces amendes est d'ailleurs assez rare car, d'une part, les avoués sont diligents et, d'autre part, ils essaient de les éviter. (Sourires.) Seuls les avoués négligents se laissent prendre et sont quelquefois condamnés.

Ces dispositions sont inhérentes à la profession d'avoué et les avocats, qui vont être appelés à postuler, seront obligés de subir la rigueur du code de procédure.

C'est le tribunal et non le parquet qui assure ce contrôle. S'il constate qu'un délai n'a pas été respecté ou qu'une procédure n'a pas été faite dans les délais, cela au risque de compromettre sérieusement les intérêts d'un justiciable, il prononce une amende, généralement faible.

L'adoption de l'amendement de M. Schiélé n'offre donc pas d'intérêt et, mieux informé maintenant, je lui demande de le retirer.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement se joint à M. Le Bellegou pour demander à M. Schiélé de bien vouloir retirer son amendement.

Il ne s'agit pas de tout d'une amende pénale, mais d'une amende civile et ces dispositions sont la conséquence logique du fait que la postulation sera exercée par le même homme.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Pierre Schiélé. Je le retire, monsieur le président.

M. Pierre de Félice. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Félice.

M. Pierre de Félice. Devant la Cour de sûreté de l'Etat, il n'y a pas d'appel possible et, lorsqu'un avocat est sanctionné à l'audience, a-t-il lui-même un recours ou bien reste-t-il subordonné à la décision que prend le magistrat ?

Telle est la question que je me permets de poser à M. le garde des sceaux.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Plevin, garde des sceaux. La situation de l'avocat devant la cour de sûreté est la même que devant la Cour de cassation : il n'a d'autre recours, dans le cas d'illégalité, que le recours en cassation.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...
Je mets aux voix l'article 30.

(L'article 30 est adopté.)

Article 31 A.

CHAPITRE IV

De la responsabilité et de la garantie professionnelles.

M. le président. « Art. 31 A. — Les instances en responsabilité civile contre les avocats suivent les règles ordinaires de procédure. » — (Adopté.)

Article 31.

M. le président. « Art. 31. — Il doit être justifié, soit par le barreau, soit collectivement ou personnellement par les avocats, soit à la fois par le barreau et par les avocats, d'une assurance garantissant la responsabilité civile professionnelle de chaque avocat membre du barreau, en raison des négligences et fautes commises dans l'exercice de leurs fonctions.

« Il doit également être justifié d'une assurance au profit de qui il appartiendra, contractés par le barreau ou d'une garantie affectée au remboursement des fonds, effets ou valeurs reçus.

« Le bâtonnier informe le procureur général des garanties constituées. »

Je suis saisi de deux amendements qui me semblent identiques et qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par le premier, n° 183, M. Caillavet propose de compléter cet article *in fine* par un alinéa nouveau ainsi conçu :

« Les responsabilités inhérentes aux activités visées à l'article 14, alinéa 3 et suivants, sont supportées exclusivement par les avocats qui les exercent ; elles doivent faire l'objet d'assurances spéciales, qui sont contractées à titre individuel ou collectif. »

Par le second, n° 164 rectifié, M. Geoffroy propose de compléter cet article par un alinéa nouveau ainsi conçu :

« Les responsabilités inhérentes aux activités visées à l'article 14, alinéa 3, sont supportées exclusivement par les avocats qui les exercent ; elles doivent faire l'objet d'assurances spéciales qui sont contractées à titre individuel ou collectif. »

La parole est à M. Geoffroy, pour soutenir son amendement.

M. Jean Geoffroy. Cet après-midi, à mon initiative, le Sénat a complété l'article 14 par un alinéa ainsi rédigé : « ... sont compatibles avec l'exercice de cette profession les fonctions de syndic, d'administrateur judiciaire, de liquidateur, d'arbitre près les tribunaux de commerce, pour les avocats qui ont déjà rempli ces fonctions, à titre accessoire, dans leur ancienne profession. »

La discussion, vous vous en souvenez, a été un peu laborieuse, mais l'on a fait remarquer que, pour ces activités n'ayant absolument aucun rapport avec les activités proprement dites de l'avocat, il serait injuste que les barreaux encourent une quelconque responsabilité.

C'est pour répondre à cet argument que j'ai déposé un amendement à l'article 31 et je demande au Sénat de bien vouloir l'adopter.

M. le président. La parole est à M. Caillavet, pour soutenir son amendement n° 183.

M. Henri Caillavet. Je n'ai rien à ajouter aux explications de M. Geoffroy.

M. le président. Monsieur Caillavet, votre amendement se réfère aux alinéas 3 et suivants de l'article 14. Or, le texte adopté par le Sénat ne comporte que trois alinéas et sans doute pourriez-vous vous rallier à l'amendement de M. Geoffroy.

M. Henri Caillavet. Monsieur le président, exceptionnellement, j'avais suivi le Gouvernement dans sa proposition de compléter l'article 14 par des dispositions détaillées en cinq alinéas. Le Sénat ayant adopté l'amendement n° 162 rectifié de M. Geoffroy à l'article 14, et non l'amendement n° 114 du Gouvernement, je ne peux que me rallier à l'amendement n° 164 rectifié présenté par M. Geoffroy à l'article 31 et retirer le mien.

M. le président. M. Caillavet retire donc l'amendement n° 183 et se rallie à l'amendement n° 164 rectifié.

Quel est l'avis de la commission sur celui-ci ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Cet amendement est la suite logique des votes émis par le Sénat sur l'article 14, qui ont rétabli le droit, pour les avocats, d'être syndic de faillite ou administrateur de société.

Il personnalise la responsabilité de ceux qui exerceront de telles fonctions, qui devront s'assurer pour se garantir contre des fautes qu'ils pourraient commettre dans cet exercice.

Monsieur Geoffroy, si la discussion de cet après-midi a paru laborieuse, c'est parce que nous sommes soumis à un labeur intensif et que nous sommes peut-être quelquefois ou peu clairs ou trop fatigués.

M. le président. Ne vous excusez pas, monsieur le rapporteur, le Sénat rend hommage à votre compétence et à votre dévouement.

M. le garde des sceaux a déjà indiqué à plusieurs reprises au cours de la discussion qu'il acceptait par l'avance l'amendement n° 164 rectifié.

M. René Plevin, garde des sceaux. C'est exact, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° 164 rectifié, accepté par le Gouvernement et par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. Pierre Marcilhacy. Je demande la parole.

M. le président. Sur l'article 31, la parole est à M. Marcilhacy.

M. Pierre Marcilhacy. Une réflexion me vient sur ce problème, qui est très important. Si j'ai bien compris, il est fait obligation aux avocats qui exerceront une activité qui n'est pas du ressort de leur métier de dispenser les caisses des barreaux de toute responsabilité à cet égard. Mais, pour ce faire, la terminologie « doivent faire l'objet d'assurances spéciales » est-elle suffisante ? Sans doute est-il trop tard pour modifier le texte, mais les décrets d'application devront obliger d'une manière absolue ceux qui exerceront ces fonctions hors du métier d'avocat à s'assurer personnellement. Il faudra exiger qu'ils apportent toutes garanties avant de leur donner le « feu vert ».

L'expression « doivent être assurés » me paraît un peu insuffisante.

M. René Plevin, garde des sceaux. Monsieur Marcilhacy, je vous donne volontiers l'assurance que les décrets d'application donneront toutes les garanties à cet égard.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'article 31, ainsi complété.

(L'article 31 est adopté.)

Article 32.

M. le président. « Art. 32. — Dans les limites de l'article 31, les décrets prévus à l'article 53 en fixent les conditions d'application. Ils déterminent, notamment, les conditions des garanties, les modalités de contrôle ainsi que les conditions des règlements pécuniaires qui devront être effectués par l'intermédiaire d'une caisse, seule habilitée à recevoir les fonds disponibles. »

Par amendement n° 34, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Cet article 32 renvoie à un décret pour la détermination des conditions d'application de cette garantie. L'Assemblée nationale l'a complété en prévoyant que serait confié à une caisse unique habilitée à cette fin le soin d'assurer les règlements pécuniaires des avocats. Cette caisse professionnelle rassemblera tous les fonds déposés par les avocats pour le compte de leurs clients, afin de permettre un meilleur contrôle de la régularité des mouvements de fonds effectués pour le compte de ces clients.

Votre commission ne propose aucune modification de fond à cet article ; elle pense préférable, dans un souci de bonne technique législative, de transférer cette référence à un décret dans l'énumération globale de ceux-ci que contient l'article 53.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'amendement n° 34, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 32 est supprimé. Nous en arrivons au chapitre V relatif à l'indemnisation.

M. Jacques Piot, rapporteur. Sur ce chapitre, je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, j'ai renoncé à prendre la parole hier afin de ne pas allonger la discussion générale, laissant à mon corapporteur et ami M. Le Bellegoux le soin d'exposer l'économie de l'ensemble du projet et me réservant la possibilité d'expliquer brièvement, mais peut-être plus complètement, le point de vue de la commission de législation sur le délicat problème de l'indemnisation.

La substitution de la nouvelle profession d'avocat aux anciennes professions d'avocat, d'avoué et d'agréé entraînera certainement, au détriment des membres de ces anciennes professions, un préjudice qu'il importe de réparer. A cet effet, il est créé un fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat alimenté par une taxe parafiscale frappant les actes de procédure et certaines formalités d'enregistrement ou de publicité. Le produit de cette taxe est destiné pour l'essentiel à l'indemnisation des avoués près les tribunaux de grande instance.

En effet, le droit de présenter un successeur à l'agrément du garde des sceaux, qui est reconnu aux avoués par la loi du 2 avril 1816, leur confère en fait — même si, comme il a pu être allégué, telle n'a pas été initialement l'intention du législateur de l'époque — des prérogatives à caractère patrimonial constituant un véritable droit de propriété, d'ailleurs expressément accepté par le ministre de la justice, dont les services fixent, lors de chaque cession, la valeur de l'office au prix dit « de chancellerie ». Il ne serait donc pas concevable que les avoués ne soient pas indemnisés de la suppression de leurs offices. Or, si les modalités de calcul de l'indemnité due aux avoués paraissent équitables, puisqu'elles font référence au prix de chancellerie, il n'en est pas de même du délai prévu pour le paiement de cette indemnité, délai qui est de quinze ans en général.

Votre commission ne peut approuver de telles dispositions, qui non seulement lésent gravement les avoués, mais encore constituent une atteinte au droit de propriété en général. C'est pourquoi elle vous proposera à l'article 37 de réduire à six ans le délai de paiement de l'indemnité due aux avoués.

Il lui est toutefois apparu nécessaire pour parvenir à ce résultat d'augmenter notablement les ressources du fonds d'indemnisation. En effet, d'après vos indications, monsieur le garde des sceaux, le rendement annuel de cette taxe pourrait se situer aux environs de 55 millions, ce qui, en quinze ans, durée prévue pour l'indemnisation, représenterait une somme globale de 825 millions.

Or, toujours d'après vos indications, l'indemnisation des avoués représenterait 430 millions environ, celles versées aux avocats et agréés pouvant justifier d'un préjudice seraient de l'ordre de 50 millions et les indemnités de licenciement versées aux clercs et autres employés n'excéderaient pas 20 millions, soit au total 500 millions, chiffre très inférieur aux recettes totales du fonds.

L'imperfection du système est donc évidente. Les recettes annuelles du fonds étant insuffisantes pour assurer une indemnisation rapide des avoués, le Gouvernement propose d'étaler cette indemnisation sur quinze ans ; mais, de ce fait, le fonds, trop pauvre les premières années, deviendra progressivement trop riche, à tel point que le texte adopté par l'Assemblée nationale à l'article 37, septième alinéa, prévoit la possibilité pour le conseil d'administration du fonds d'accélérer le règlement des sommes dues à partir de la dixième année.

La solution élégante serait, sans nul doute, que le fonds puisse recourir à des emprunts à long terme : mais cette possibilité semble avoir été écartée par le ministre des finances.

Sur la suggestion de notre excellent collègue M. Marcilhacy, votre commission s'est donc arrêtée à une autre solution, ten-

dant à élargir l'assiette de la taxe parafiscale à tous les actes authentiques et sous seing privé.

En outre, les recettes annuelles du fonds seraient ainsi portées à un montant de l'ordre de 80 à 90 millions par an, permettant une indemnisation totale des avoués et des autres intéressés en six ans.

Il convient de rappeler qu'aux termes de l'article 35, la taxe parafiscale cessera d'être exigée dès que le fonds aura achevé de payer les indemnités dues. Il en résulte clairement que l'élargissement de l'assiette de la taxe préconisée par votre commission n'aura donc pas pour effet d'alourdir la charge ainsi infligée aux contribuables, mais simplement de la répartir sur un plus petit nombre d'années.

M. le président. Nous abordons l'examen des articles figurant au chapitre V : « Indemnisation ». J'en donne lecture :

Article 33.

M. le président. « Art. 33. — A compter de la publication de la présente loi, il est institué un fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat, placé sous le contrôle du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'économie et des finances. Ce fonds est doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

« Il est chargé du paiement des indemnités allouées en application des articles 11, 42 et 42 bis. »

Cet article est assorti d'un amendement n° 35 émanant de la commission, mais je dois faire observer que celle-ci en demande la réserve jusqu'après l'examen de l'article 42 bis. Or un autre amendement, n° 184, est présenté par M. Caillavet à ce même article 33. Aussi bien me paraît-il préférable de réserver l'ensemble de l'article 33 plutôt que d'examiner maintenant un premier amendement et d'abandonner ensuite la discussion de l'article.

M. Henri Caillavet. Monsieur le président, votre proposition me paraît raisonnable. Je ne manifeste pas une impatience particulière, persuadé de convaincre M. le garde des sceaux. (Sourires.)

M. le président. L'article 33, ainsi que les amendements qui s'y rattachent, sont donc réservés jusqu'après l'examen de l'article 42 bis.

Article 33 bis.

M. le président. « Art. 33 bis. — L'indemnité prévue par l'article 11, alinéa 2, de la présente loi est égale à la moyenne des produits demi-nets de l'office des cinq dernières années précédant soit le 1^{er} janvier 1972, soit l'année au cours de laquelle l'office s'est trouvé dépourvu de titulaire, multiplié par un coefficient compris entre 4 et 5,5. Il peut exceptionnellement être appliqué un coefficient supérieur ou inférieur.

« Le produit demi-net est obtenu en déduisant des produits bruts de l'office, retenus pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques au titre des bénéfices non commerciaux, le loyer des locaux professionnels, la taxe complémentaire sur les revenus professionnels de l'année précédente, la patente, les salaires du personnel, employés et clercs, les charges sociales, la contribution de 1 p. 100 sur les salaires pour participation à l'effort de construction quand elle est versée à fonds perdus, ainsi que, s'il y a lieu, les honoraires de plaidoirie perçus par l'avoué plaçant et les émoluments perçus en qualité de suppléant d'un autre avoué désigné en vertu du décret du 20 mai 1955, ou d'administrateur d'un office dont le titulaire a été frappé d'interdiction temporaire, de suspension ou de destitution. »

Par amendement n° 185, M. Caillavet propose de compléter cet article par un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Cette indemnité ne pourra, pour les anciens avoués ayant cinq années et moins d'exercice ainsi que pour ceux justifiant de la qualité de rapatrié d'outre-mer, être inférieure au montant total de la dernière finance de l'office augmentée des intérêts et charges financières afférentes aux emprunts qu'ils ont pu contracter. En aucun cas le coefficient applicable ne pourra être inférieur à celui retenu lors de leur acquisition. »

La parole est à M. Caillavet.

M. Henri Caillavet. Vous pouvez constater, mesdames, messieurs, que mon amendement vise les avoués récemment installés, ayant cinq années ou moins d'exercice et aussi ceux qui ont été — et ils m'intéressent fort — rapatriés de la France d'outre-mer. Je demande que l'ancienneté à laquelle ils peuvent prétendre ne soit jamais inférieure à la dernière finance de l'office, mais celle-ci augmentée des intérêts et charges financières des emprunts qu'ils ont contractés pour devenir acquéreur en France de cet office.

Me tournant vers M. le garde des sceaux, je lui rappelle que puisque la chancellerie, il y a moins de cinq années, a accepté

l'application d'un coefficient, il paraît naturel, dans ces conditions, de le maintenir aujourd'hui.

C'est au bénéfice de ces simples observations que je demande le vote de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission n'a pas cru devoir donner un avis favorable à cet amendement. En effet, le sens lui en paraît contraire à la notion même de profession libérale. Si un office a périéclité depuis son acquisition par son nouveau titulaire, celui-ci ne peut s'en prendre qu'à lui-même et la puissance publique ne saurait être tenue pour responsable de la perte de valeur. De plus, il faut une règle d'ordre général et la commission s'est ralliée à la règle édictée par l'article 33.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement partage entièrement l'avis qui vient d'être exposé par le rapporteur de la commission de législation. Je me permets de dire à M. Caillavet que « le mieux est parfois l'ennemi du bien ». L'Assemblée nationale a adopté, en ce qui concerne l'indemnisation des avoués rapatriés, des dispositions particulières qui leur permettent d'être remboursés dans des conditions exceptionnellement rapides. Le Gouvernement a accepté la décision de l'Assemblée nationale, mais il ne pourrait en aucune manière admettre que l'on règle par la loi une question qui est évidemment de la compétence de la commission qui, chargée de fixer le montant des indemnités, doit examiner, étude par étude, sa valeur exacte.

Comme l'a dit le rapporteur de la commission, il s'agit d'une profession libérale ; par conséquent l'office a pu prospérer ou décliner selon la qualité de celui qui était titulaire de la charge et il faut laisser aux administrateurs du fonds le soin de fixer le montant de l'indemnité.

M. Henri Caillavet. Je demande la parole pour répondre à M. le garde des sceaux.

M. le président. La parole est à M. Caillavet.

M. Henri Caillavet. Monsieur le garde des sceaux, je veux bien admettre que, selon la personnalité d'un officier ministériel, un office puisse périécliter, encore qu'il soit assez malséant de reconnaître que, lorsqu'il s'agit de ces gens venant de l'outre-mer et subissant une perte naturelle de clientèle, en cas de changement de titulaire ils doivent être responsables de cette perte en quelque sorte mécanique, inévitable en pareille circonstance.

Par conséquent, si je retiens votre argumentation, conviendrez-vous avec moi publiquement qu'en aucun cas, alors que vous avez envisagé tantôt d'augmenter l'application du coefficient, tantôt de la diminuer, vous ne toucherez sa constance ? Voudrez-vous reconnaître que le coefficient qui a servi pour apprécier l'importance de la valeur vénale de l'office sera maintenu ?

Lorsque la chancellerie, il y a moins de cinq ans, a déclaré que devait s'appliquer à cet office un coefficient cinq, il me paraît sinon aberrant, du moins surprenant qu'elle n'envisage pas de le maintenir.

Aussi je vous demande simplement d'accepter le maintien de ce coefficient.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je crois que M. Caillavet se méprend sur le caractère de l'intervention de la chancellerie. Celle-ci est saisie d'un contrat de droit privé qui fixe les conditions de cession de l'office et elle examine si ce contrat lui paraît correct. Dans l'hypothèse que soulève M. Caillavet, il est bien évident que si dans un délai inférieur à cinq années un certain coefficient a été fixé, la commission qui sera chargée de déterminer l'indemnisation aura sans doute à tenir compte de ce qui est un fait, mais nous ne pouvons pas la lier par une disposition légale car il faut que la situation de chaque étude soit examinée selon ses mérites.

M. Henri Caillavet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Caillavet.

M. Henri Caillavet. Monsieur le garde des sceaux, je vais vous rejoindre. Prenez-vous l'engagement que, lorsqu'à la Chancellerie il sera discuté de l'application du coefficient, on voudra bien, dans toute la mesure du possible, c'est-à-dire avec probité, maintenir le coefficient qui avait été retenu lors du rachat de la charge ?

M. le président. Monsieur Caillavet, maintenez-vous votre amendement ?

M. Henri Caillavet. Je le maintiendrai dans l'hypothèse où M. le garde des sceaux ne voudra pas répondre à la question que je lui ai posée.

M. le président. La parole est donc à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur Caillavet, ce n'est pas la Chancellerie qui fixera le montant de l'indemnisation. Une des garanties essentielles que ce texte de loi donne aux avoués, c'est qu'il appartiendra à la commission régionale d'indemnisation dans laquelle les avoués seront présents pour moitié de déterminer la valeur de l'indemnisation. C'est donc à cette commission qu'il faudra faire valoir les arguments que vous venez d'exposer.

M. André Armengaud. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Armengaud.

M. André Armengaud. Monsieur le garde des sceaux, je suis très sensible à l'argument de M. Caillavet. Tous nos collègues se souviennent de la discussion qui s'est instaurée dans cette assemblée lorsque a été votée la loi du 26 décembre 1961 sur les rapatriés. Mon collègue et ami Longchambon était intervenu très vigoureusement pour insérer dans la loi un article 4 qui prévoyait en leur faveur une indemnisation correcte.

Un problème humain et moral se pose donc en la circonstance.

L'avoué victime une première fois de la perte de son bien dans les territoires d'ancienne obédience française, qui se voit aujourd'hui obligé de cesser son activité professionnelle et de renoncer à sa charge, peut se trouver dans une situation difficile. Il faut donc que la commission régionale du fonds tienne compte le plus largement possible des conditions dans lesquelles le rapatrié s'est réinstallé et de celles dans lesquelles il est obligé de renoncer à sa charge. (*Applaudissements sur diverses travées.*)

M. le président. En définitive, monsieur Caillavet, votre amendement est-il maintenu ?

M. Henri Caillavet. Monsieur le président, M. le garde des sceaux a relevé une erreur que j'avais commise et je le prie de m'en excuser. En effet, ce sont les commissions régionales qui déterminent la valeur de l'indemnisation ; mais, comme les magistrats y participent, j'avais pensé qu'ils auraient plus de poids, plus d'autorité que les avoués qui siègeront au sein de cette commission.

Je demande à M. le garde des sceaux de me répondre très précisément, qu'il s'agisse non plus de la Chancellerie, mais des commissions régionales : des instructions seront-elles données aux magistrats qui participent à la vie de ces organismes pour que, dans toute la mesure du possible — et Dieu sait si je suis prudent, mesuré, précautionneux, monsieur le garde des sceaux — ils veuillent bien s'inspirer de cette règle d'or : si un coefficient cinq a été affecté à l'achat d'un office, voilà moins de trois ans, ce coefficient ne doit pas pouvoir être contesté quand il s'agira de déterminer la valeur d'indemnisation ?

Il ne faudrait pas, une deuxième fois et indirectement, spolier des gens bien malheureux par ailleurs !

M. René Pleven, garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, je déclare à M. Caillavet que, tant que j'aurai l'honneur d'être garde des sceaux, on ne me verra pas donner des instructions à un magistrat, qui doit juger en toute liberté, en toute indépendance, dans le cadre des lois. N'attendez donc pas de moi que je donne de telles instructions !

M. Robert Schwint. C'est normal.

M. René Pleven, garde des sceaux. Les magistrats, comme les autres membres de la commission, devront se référer aux termes de la loi. Ils pourront même se référer à ses travaux préparatoires.

En outre, le fait que c'est une commission mixte qui, au niveau régional, va fixer les indemnisations et que c'est une commission centrale qui va assurer l'unification de la jurisprudence est, à mon avis, une des garanties essentielles données aux avoués par ce projet de loi.

Tout à l'heure, lorsque l'un d'entre vous demandera, par voie d'amendement, que, pour évaluer l'indemnisation due à un avoué rapatrié, siège dans la commission un avoué rapatrié, je ne m'y opposerai pas.

Je ne peux donc aller plus loin. C'est aux commissions de régler le problème que vous avez voulu résoudre par un amendement.

M. le président. Monsieur Caillavet, votre amendement est-il maintenu ?

M. Henri Caillavet. Il est retiré, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 185 est donc retiré.

Avant de consulter le Sénat, je tiens à relever une déclaration de M. le garde des sceaux. Les magistrats « pourront », nous a-t-il dit, se référer aux travaux préparatoires. Permettez au

président de séance d'espérer qu'ils « devront » s'en inspirer ; sinon, beaucoup de paroles ici prononcées perdraient de leur utilité.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 33 bis.

(L'article 33 bis est adopté.)

M. le président. Si j'ai bien compris, monsieur le rapporteur — je vous demanderai de bien vouloir me le confirmer — la commission de législation demande que les articles 34 et 35 soient réservés jusqu'à ce que le Sénat ait examiné l'article 42 bis.

M. Jacques Piot, rapporteur. C'est cela même, monsieur le président.

M. le président. Les articles 34 et 35 sont donc réservés.

Article 36.

M. le président. « Art. 36. — L'indemnité exprimant la valeur du droit de présentation sera payée dans l'année de la publication de la présente loi aux ayants droit des offices dépourvus de titulaire à cette date.

« En ce qui concerne les offices dont les titulaires auront, avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, déclaré renoncer à devenir d'office membres de la profession d'avocat, l'indemnité sera payée en trois annuités égales dont la première sera versée dans les douze mois à partir de la même date.

« Les avoués visés au second alinéa du présent article ne pourront être admis à un barreau situé dans le ressort de la cour d'appel du siège de leur office ou d'une cour d'appel limitrophe ni exercer les activités de conseil juridique dans ces ressorts. »

Par amendement n° 39, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, au deuxième alinéa, de supprimer les mots « d'office ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Il s'agit d'un amendement de forme, monsieur le président. La commission a estimé que les mots « d'office » n'ajoutaient rien au texte.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 39, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 99, M. Jean-Marie Girault propose, à la fin du deuxième alinéa, de remplacer les mots : « dans les douze mois à partir de la même date », par les mots : « dans les douze mois de la déclaration de renonciation ».

La parole est à M. Girault.

M. Jean-Marie Girault. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, cet amendement a été rédigé pour répondre par avance à certaines objections qui pourraient être faites à un autre amendement, que j'ai déposé à l'article 77 concernant le point de départ de l'unification des professions d'avocat, d'avoué et d'agréé.

J'aurai, le moment venu, l'occasion d'expliquer pourquoi je souhaite que le point de départ de l'unification des professions, et non le point de départ de l'entrée en vigueur de toutes les dispositions de la loi, soit reporté au 17 septembre 1973 ; mais il ne faut pas que cette disposition, si elle était adoptée, puisse porter préjudice à ceux des avoués qui décideraient avant l'unification des professions judiciaires de renoncer à l'exercice de la nouvelle profession.

C'est pourquoi, considérant leur cas, je suggère que le texte prévoit que, lorsqu'un avoué aura, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, décidé de ne pas participer à la nouvelle profession, la première annuité qui lui sera versée le sera dans l'année qui suivra la déclaration par laquelle il aura dit renoncer à l'exercice de la nouvelle profession.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet amendement a été rejeté par la commission pour des raisons essentiellement techniques. Il va de soi que, si l'on prévoit le paiement d'une indemnité dans les douze mois de la déclaration de renonciation, cette déclaration pouvant intervenir à n'importe quel moment avant l'entrée en vigueur de la loi, il en résultera que le délai de douze mois expirera à une date différente pour chaque intéressé, ce qui conduira à des complications inextricables et à des inégalités injustifiables.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement est très fermement opposé à l'amendement n° 99, d'abord pour les raisons techniques qui ont été indiquées à l'instant par M. le rapporteur, mais aussi — je m'adresse spécialement à M. Girault — parce qu'il n'est pas raisonnable de demander que l'indemnisation des avoués qui renoncent à entrer dans la nouvelle profession puisse leur être payée alors qu'ils continueront à exercer cette profession. En effet, même s'ils déclarent, avant l'entrée en vigueur de la loi, qu'ils n'ont pas l'intention de continuer dans la profession nouvelle, ils resteront avoués aussi longtemps que ne sera pas atteinte la date où la loi entrera en vigueur.

Je demande donc à M. Girault de bien vouloir retirer son amendement. Sinon, je m'opposerai à son adoption.

M. Jean-Marie Girault. Je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 99 est retiré.

Je suis maintenant saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 107 rectifié, présenté par M. Garet, tend à compléter *in fine* le deuxième alinéa par les dispositions suivantes :

« Toutefois elle sera payée intégralement dans l'année de la mise en vigueur de la présente loi lorsque le renonçant sera âgé de plus de soixante-cinq ans à la date d'entrée en vigueur de celle-ci. »

Le second, n° 40, déposé par MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, a pour objet de compléter *in fine* le deuxième alinéa par les dispositions suivantes :

« Toutefois, elle sera payée en deux annuités égales dont la première sera versée dans les douze mois à partir de la même date lorsque le renonçant sera âgé de plus de soixante-cinq ans à la date d'entrée en vigueur de la présente loi. »

Je précise dès maintenant que ce dernier amendement est assorti de deux sous-amendements.

Le premier, n° 115, présenté par le Gouvernement, tend à remplacer : « soixante-cinq ans », par : « soixante-dix ans ».

Le deuxième, n° 171, présenté par MM. Monichon, de Lachomette, Lemaire et Ribeyre, a pour objet de compléter *in fine* ce même texte par la phrase suivante :

« Lorsque le renonçant atteindra, à la date d'entrée en vigueur de la loi, l'âge de soixante-dix ans, l'indemnité qui lui sera due lui sera versée dans l'année. »

La parole est à M. Garet.

M. Pierre Garet. Mes chers collègues, il n'est pas douteux qu'une réforme comme celle-ci, que M. le garde des sceaux a défendue avec chaleur hier soir et dont j'approuve personnellement le principe, ne peut pas ne pas engendrer certains préjudices. Nous devons en être conscients, le Gouvernement comme nous-mêmes, et envisager le moyen d'y remédier.

Pour ce qui est des avoués âgés, soixante-cinq ans ou davantage, ils ont dû abandonner depuis plus de trois ans, depuis que l'on a parlé de la réforme pour la première fois, toute idée de trouver un successeur. Je ne vise pas, monsieur le garde des sceaux, ceux de ces avoués qui décideront de s'intégrer dans la nouvelle profession ; je parle des autres, de ceux qui préféreront cesser toute activité.

Tout le monde est d'accord pour leur venir en aide en leur accordant rapidement une indemnité : en trois ans, a prévu le Gouvernement, en deux ans a souhaité la commission, lors de son premier examen. Si je ne m'abuse, vous avez dit hier soir, monsieur le garde des sceaux, que vous acceptiez cet amendement réduisant le délai de trois à deux ans.

J'estime, pour ma part, qu'il est encore trop long. Il faut considérer que certains avoués, la plupart d'entre eux, attendent au moins depuis trois ans ; en ajoutant deux années, on aboutirait à un délai de cinq ans. On me répondra que le fonds d'organisation de la profession doit se mettre en place et avoir dans ses caisses de quoi payer. Mais il appartient au Gouvernement non seulement de vouloir les réformes qu'il envisage, mais aussi de prévoir les moyens de les réaliser. (*Très bien ! très bien ! sur les travées socialistes.*)

C'est la raison pour laquelle j'ai demandé que soient payés intégralement dans l'année de la mise en vigueur de la loi, ce qui peut représenter un délai d'un an, les avoués de plus de soixante-cinq ans, renonçant, je le répète, à entrer dans la nouvelle profession et prenant purement et simplement la décision de fermer leurs portes.

Monsieur le garde des sceaux, la commission a bien voulu me suivre, ainsi que vous le dira sans doute dans un instant M. Piot. Je vous demande de ne pas vous opposer à cet amendement et au Sénat de bien vouloir l'adopter.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. Pour les raisons si brillamment exposées par notre ami Garet, la commission de législation avait proposé un amendement tendant à réduire à deux ans le délai de trois ans imparti pour l'indemnisation des avoués.

La solution retenue par l'amendement de notre collègue Garey étant plus favorable, la commission de législation s'y rallie.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 107 rectifié ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Je comprends parfaitement les raisons qui ont amené M. Garey à s'intéresser particulièrement au cas des avoués les plus âgés. Mais je lui dirai que ce n'est pas la loi qui va causer un préjudice aux avoués puisqu'elle organise leur indemnisation sans aucune spoliation. Les préjudices subis par les avoués ont été causés par la longue maturation qui a précédé le vote de la loi.

M. Pierre Garey. Ce n'est pas leur fait !

M. René Pleven, garde des sceaux. Je ne dis pas que c'est leur fait. Je n'ai interrompu personne et je vous serais reconnaissant de me laisser m'expliquer.

Le fonds dont nous allons disposer, quels que soient le nom et le caractère des ressources qui lui seront attribuées, va avoir, du fait de la pyramide des âges des avoués, du fait qu'un certain nombre d'offices sont déjà vacants, du fait qu'il faut désintéresser immédiatement les veuves des avoués décédés, du fait que nous acceptons la disposition votée par l'Assemblée nationale aux termes de laquelle les avoués rapatriés devront être indemnisés en un an, va devoir supporter au départ des charges très lourdes qui ne pourront être couvertes que par des appels à des opérations de trésorerie.

Nous devons nous efforcer de concilier, compte tenu des réalités, les souhaits exprimés par M. Garey et les difficultés financières. A cet égard, je demande au Sénat de bien vouloir examiner l'amendement que j'ai déposé au nom du Gouvernement. Celui-ci, n'ayant connaissance à ce moment-là que de l'amendement qui avait obtenu l'accord de la commission de législation, a accepté que les avoués les plus âgés soient indemnisés en deux ans. Hier, lors de la discussion générale, j'ai indiqué que cette indemnisation, comparée à la valeur réelle de leurs offices, présentait certainement un avantage. Je ne peux pas accepter un délai inférieur à deux ans.

D'autre part, je demande à M. Garey de bien vouloir accepter l'âge de soixante-dix ans que propose le Gouvernement. Pourquoi soixante-dix ans ? Je vais vous en donner les raisons, car ce n'est pas arbitrairement que nous avons retenu cet âge.

Au 1^{er} janvier 1973, 143 avoués auront plus de soixante-dix ans. Voilà donc une tranche considérable, compte tenu de l'effectif de ces professions, qui bénéficiera de la disposition que vous aurez amené le Sénat à voter. Si nous nous suivions en acceptant l'âge de soixante-cinq ans, 327 avoués seraient concernés. Or, nous ne souhaitons pas, pour le succès de la réforme, inciter à des départs massifs, et vous-même, qui êtes partisan de la réforme, je ne crois pas que vous puissiez souhaiter des départs massifs.

Enfin, vous permettrez bien à un homme de mon âge de dire que l'âge de soixante-cinq ans lui paraît un peu jeune. (Sourires). Nous avons choisi soixante-dix ans parce que c'est la limite d'âge des conseillers à la Cour de cassation. C'est une assimilation qui ne peut qu'être agréable aux avoués.

Je vous demande, par conséquent, de bien vouloir vous rallier à l'amendement du Gouvernement.

M. le président. Monsieur le garde des sceaux, si j'ai bien compris, vous n'acceptez en aucun cas l'amendement n° 107 rectifié de M. Garey, même s'il ne visait que les avoués âgés de plus de soixante-dix ans. Vous n'acceptez que l'amendement de la commission, que vous proposez de modifier en remplaçant l'âge de soixante-cinq ans par celui de soixante-dix ans.

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, je ne peux pas laisser parler mon cœur, je suis obligé de défendre l'équilibre du fonds.

M. Jean Geoffroy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Geoffroy.

M. Jean Geoffroy. Mes chers collègues, le groupe socialiste votera l'amendement de M. Garey.

Je veux rendre le Sénat attentif au fait que nous sommes ici au cœur du débat. Je sais bien, comme l'a indiqué tout à l'heure M. le garde des sceaux, que si des avoués âgés se trouvent placés aujourd'hui dans une situation difficile, c'est à la suite de la longue gestation de ce texte. Mais les avoués ne sont pas responsables de cette longue gestation. Si ce projet est resté longtemps dans les cartons du Gouvernement, pour ce qui concerne le Sénat le délai de discussion aura été particulièrement bref puisque nous avons été saisis de ce texte seulement depuis quelques jours et que nous sommes obligés de le voter en quarante-huit heures exactement.

Je veux rendre aussi attentif le Gouvernement au fait que pour nous les articles que nous abordons maintenant sont essentiels. Monsieur le garde des sceaux, ce sont les amendements que vous

accepterez qui détermineront finalement le vote du groupe socialiste, et peut-être celui de cette assemblée. Je tenais à le préciser en cette minute solennelle.

M. le président. Je voudrais demander au Gouvernement, auteur du sous-amendement n° 115, et à M. Monichon, auteur du sous-amendement n° 171 à l'amendement n° 40 de la commission si, en cas d'adoption de l'amendement n° 107 rectifié de M. Garey, leurs sous-amendements s'appliqueraient à ce texte.

S'il en était ainsi, je devrais d'abord consulter le Sénat sur la prise en considération de l'amendement de M. Garey.

M. René Pleven, garde des sceaux. Le sous-amendement du Gouvernement pourrait s'appliquer à l'amendement de M. Garey.

M. Max Monichon. Il en est de même pour le sous-amendement que j'ai déposé, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je consulte le Sénat sur la prise en considération de l'amendement n° 107 rectifié de M. Garey. Je rappelle que cet amendement est repoussé par le Gouvernement, mais que la commission s'y est ralliée.

(L'amendement est pris en considération.)

M. le président. Sur le sous-amendement n° 115 que M. le garde des sceaux a défendu précédemment, quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission de législation est hostile à ce sous-amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 115 du Gouvernement, repoussé par la commission.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je donne maintenant la parole à M. Monichon, pour défendre son sous-amendement n° 171.

M. Max Monichon. Monsieur le président, l'amendement n° 107 rectifié apporte une solution plus favorable que celle que nous avons proposée. Il est bien évident que, si cet amendement était adopté, mon sous-amendement n'aurait plus d'objet.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 107 rectifié.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le sous-amendement n° 171 de M. Monichon et l'amendement n° 40 de la commission n'ont plus d'objet.

Par amendement n° 186, M. Caillavet, propose de compléter *in fine* le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « ... ces sommes porteront intérêt au taux de 5 p. 100. »

La parole est à M. Caillavet.

M. Henri Caillavet. Mes chers collègues, pour les avoués qui renoncent à exercer la profession d'avocat et qui seront indemnisés en deux annuités...

M. le président. Monsieur Caillavet, le Sénat vient de décider que l'indemnité sera versée dans l'année de la mise en vigueur de la présente loi aux ayants droit de plus de soixante-cinq ans.

M. Henri Caillavet. Puisque le paiement doit s'effectuer en une année, je ne peux pas demander que la créance soit portée d'intérêts. Je renonce donc à mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 186 est donc retiré.

Je suis maintenant saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 116, présenté par le Gouvernement, tend à rédiger comme suit le dernier alinéa de l'article 36 :

« Les avoués visés au second alinéa du présent article ne pourront être admis à un barreau situé dans le département du siège de leur office ou dans un rayon de 100 kilomètres de ce siège, ni exercer les activités de conseil juridique à l'intérieur de ces limites. »

Le second, n° 41, présenté par MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, a pour objet, dans le dernier alinéa de ce même article :

1° De supprimer les mots : « ... ou d'une cour d'appel limitrophe » ;

2° De remplacer les mots : « ... dans ces ressorts », par les mots : « ... dans ce ressort. »

La parole est à M. le garde des sceaux pour soutenir l'amendement n° 116.

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, l'amendement déposé par le Gouvernement tient compte de certaines observations qui lui ont été présentées après le vote du projet de loi par l'Assemblée nationale.

Il nous est apparu, en effet, que, les ressorts des diverses cours d'appel étant d'une superficie très variable, on risquait de créer des inégalités entre les avoués si on leur interdisait

de se fixer, non seulement dans le ressort de la cour d'appel où ils exerçaient, mais aussi dans les ressorts des cours d'appel limitrophes.

L'essentiel est qu'un avoué qui a renoncé à rester dans la profession n'aille pas se fixer tout près de l'endroit où il a exercé préalablement son activité. Le Gouvernement, dans un esprit libéral, propose donc de limiter l'interdiction au département dans lequel se trouvait l'office supprimé ou dans un rayon de 100 kilomètres du siège de cet office. Il s'agit donc, je le répète, d'un amendement très libéral.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission avait limité l'interdiction au ressort de la cour d'appel mais, compte tenu des explications que vient de donner M. le garde des sceaux, elle se rallie à l'amendement du Gouvernement et retire le sien.

M. René Pleven, garde des sceaux. Il est plus large que celui de la commission.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Il est plus généreux !

M. le président. L'amendement n° 41 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 116, auquel s'est ralliée la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 36, modifié.

(L'article 36 est adopté.)

Article 37.

M. le président. « Art. 37. — Les avoués qui deviendront membres de la profession d'avocat percevront l'indemnité selon les modalités suivantes :

« — 50 p. 100 de la valeur du droit de présentation versés en cinq annuités égales à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi ;

« — le solde revalorisé sera payé par annuités égales au cours des dix années suivantes.

« Cette revalorisation interviendra lors du règlement du solde en fonction de la moyenne des taux de variation entre le 31 décembre de la cinquième année et la date de cessation des fonctions d'avocat ou du décès, d'une part, de la valeur du point servant à déterminer l'échelle des salaires du personnel, telle qu'elle résulte de la convention collective de travail applicable à la nouvelle profession d'avocat aux dates précitées et, d'autre part, du montant du droit alloué à l'avocat pour l'accomplissement des actes de procédure, sans que la somme obtenue puisse être inférieure au montant de la fraction non revalorisée majorée de 4 p. 100 par année, à compter du 1^{er} janvier de la sixième année jusqu'à la date de la cessation des fonctions d'avocat ou du décès.

« En cas de démission d'un avoué devenu avocat après l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, le solde de l'indemnité est perçu par l'avocat dans l'année de la cessation de fonction. Les dispositions de l'article 36, alinéa 3, sont applicables dans ce cas.

« En cas de décès d'un avoué devenu avocat après l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, le solde de l'indemnité est perçu sans délai par ses ayants droit.

« A l'expiration de la période de cinq ans prévue au second alinéa du présent article, le conseil d'administration du fonds d'organisation de la nouvelle profession peut être autorisé, par décision conjointe du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'économie et des finances, à accélérer le règlement des sommes dues aux avoués visés au premier alinéa du présent article.

« Toute somme perçue par l'avocat ancien avoué au titre d'une présentation de successeur sera exceptionnellement déduite du solde de l'indemnité si cette présentation intervient, sauf cas de force majeure, dans un délai de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi. »

Sur cet article, je suis tout d'abord saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 187, présenté par M. Caillavet, tend :

I. — Au deuxième alinéa, à remplacer par les mots : « cinq annuités », par les mots : « deux annuités » ;

II. — A compléter le deuxième alinéa par les dispositions suivantes : « ces sommes portent intérêt au taux de 5 p. 100 ».

Le second, n° 42, présenté par MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, a pour objet, dans le deuxième alinéa, de remplacer les mots : « cinq annuités » par les mots : « trois annuités ».

La parole est à M. Caillavet.

M. Henri Caillavet. Mon amendement faisait référence au texte de l'Assemblée nationale qui prévoyait, pour l'indemnisation, cinq annuités alors que la commission en propose seulement trois. Je vous suggère d'abréger encore ce délai en le ramenant à deux annuités et vous demande donc de bien vouloir adopter mon amendement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour donner son avis sur l'amendement n° 187 de M. Caillavet et soutenir l'amendement n° 42 présenté par la commission.

M. Jacques Piot, rapporteur. Tout en partageant les sentiments exprimés par M. Caillavet, la commission n'a pas cru devoir accepter son amendement et ce en raison d'impératifs financiers.

En effet, il ne lui semble pas possible, avec les seules ressources définies à l'article 34, même si celles-ci étaient majorées, d'assurer une indemnisation en moins de six ans.

L'article 37 est relatif à l'indemnisation des avoués qui deviennent membres de la nouvelle profession.

Ceux-ci reçoivent 50 p. 100 de l'indemnité due en cinq annuités égales et le solde par annuités égales au cours des dix années suivantes.

L'Assemblée nationale a stipulé que cette deuxième moitié de l'indemnité serait revalorisée en fonction, d'une part, de l'augmentation des salaires du personnel de la nouvelle profession d'avocat et, d'autre part, de l'augmentation du droit alloué à l'avocat pour l'accomplissement des actes de procédure.

Votre commission vous propose de substituer deux périodes de trois ans aux périodes de cinq et dix ans prévues par le présent projet de loi. Elle ne peut, en effet, admettre le délai d'indemnisation retenu par l'Assemblée nationale.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 187 et 42 ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, le Gouvernement est opposé à l'adoption de l'amendement de M. Caillavet et il est obligé d'adopter la même attitude en ce qui concerne l'amendement déposé par la commission de législation.

Je dois faire appel au sens des responsabilités du Sénat. Il lui est en effet facile de bouleverser le texte adopté par l'Assemblée nationale. Il peut donner toute latitude à sa générosité sans tenir compte des nécessités d'équilibre financier du fonds.

L'adoption de la proposition de la commission de législation nous obligerait, dans les premières années de fonctionnement du fonds, à emprunter environ 120 millions de francs et, par conséquent, à payer des intérêts sur cet emprunt. J'ajoute qu'il ne s'agirait pas d'un emprunt à court terme puisqu'il ne pourrait être remboursé qu'assez tard dans la vie du fonds, les premières années étant celles où le fonds aura de lourdes échéances à respecter.

Vous pouvez évidemment prendre cette décision, mais je vous préviens à l'avance que le Gouvernement ne pourra s'y rallier.

J'étais tout à fait disposé à proposer à la commission une transaction car les ressources que nous avons prévues pour le fonds permettraient, conformément à ce que vous souhaitez, d'accélérer le rythme des versements. Nous avons été extrêmement prudents et je crois que nous avons raison. Mais il semble n'y avoir aucune chance d'arriver à un accord sur les bases définies actuellement. C'est pourquoi le Gouvernement ne pourra se rallier aux textes qui sont actuellement présentés.

M. Henri Caillavet. Je demande la parole.

M. le président. Avant de vous donner la parole, monsieur Caillavet, je dois rappeler que votre amendement comporte deux parties. Je consulterai le Sénat d'abord sur la première partie. Si elle est repoussée, je mettrai alors aux voix l'amendement de la commission. Ensuite, nous reviendrons à la seconde partie de votre amendement qui tend à compléter le deuxième alinéa de l'article 37.

Cela étant précisé, je vous donne la parole.

M. Henri Caillavet. Monsieur le président, j'ai bien compris les observations présentées par la commission et bien davantage encore celles formulées par M. le garde des sceaux. Puisque ce fonds est déjà stérilisé alors que nous le pensions, au contraire, enrichi, je ne vais pas gêner le Gouvernement et la commission en proposant une réduction de la durée de l'indemnisation. Je retire donc la première partie de mon amendement, me réservant de défendre dans un instant la seconde partie.

M. le président. La première partie de l'amendement n° 187 est retirée.

M. Jacques Piot, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Je voudrais préciser à M. le garde des sceaux que la commission tient énormément à la

position qu'elle a prise. Par un amendement à l'article 34, elle s'est souciée de procurer au fonds les ressources nécessaires pour l'indemnisation dans les six années. C'est une question de principe sur laquelle la commission ne saurait transiger.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 42, repoussé par le Gouvernement et auquel se rallie M. Caillavet.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. La parole est à M. Caillavet pour défendre la seconde partie de son amendement n° 187.

M. Henri Caillavet. Au cours de la séance de cet après-midi j'ai écouté avec attention, comme je le fais toujours d'ailleurs, M. le garde des sceaux. J'ai apprécié à la fois sa lucidité et sa mesure. Mais lorsqu'il a déclaré que l'indemnisation qui serait accordée aux avoués — je ne suis pas avoué — n'était pas en réalité une spoliation, au sens habituel du terme, une expropriation — on refusait à un avoué le droit de présenter un successeur — je me suis étonné de son raisonnement.

M. le ministre a fait une comparaison. Si je me trompe, je lui demande de bien vouloir rectifier mon propos. Il a dit : lorsque vous avez un immeuble et que cet immeuble est exproprié, on vous verse une indemnité ; mais l'immeuble n'existe plus. Or, je vous fais observer, monsieur le garde des sceaux, qu'avec cette indemnité on peut acheter un autre immeuble. Votre argumentation est donc assez fallacieuse. Mais je ne veux pas davantage « chicaner », pour reprendre le langage du Palais.

Voici donc des avoués qui sont créanciers. Il est je crois de règle qu'une créance soit porteuse d'intérêts. Nous sommes dans une société bloquée, nous dit-on de toutes parts, mais en voie d'évolution, affirme-t-on par ailleurs. La contradiction n'est d'ailleurs pas pour me déplaire. Mais ce que je sais, c'est qu'une société juste et équitable, alors que toute indemnité doit être préalablement versée à l'expropriation — c'est la Constitution qui vous en fait obligation — et alors qu'avec désinvolture nous oublions les us et coutumes et même les règles constitutionnelles, doit au moins accepter le principe d'un versement d'un intérêt de 5 p. 100 pour les créanciers de ce fonds. Si je propose 5 p. 100, c'est en réalité pour éviter une spoliation indirecte car nous savons tous que l'érosion monétaire atteint sensiblement 5 ou 5,5 p. 100 l'an. Dès lors, ce faisant, j'entends simplement protéger contre la dévaluation de la monnaie, contre l'érosion monétaire, ces créanciers.

Je ne suis pas d'ailleurs généreux à leur endroit parce que — si je me réfère à ce que j'enseigne à mes clients lorsque je me comporte en fiscaliste — j'aurais dû proposer non pas 5 p. 100, mais l'indexation de la créance, car celle-là n'est pas taxable, ce qui n'est pas le cas de l'intérêt. Je ne suis donc pas généreux envers les avoués comme on voudrait le prétendre ; je suis à peine équitable.

C'est pourquoi je fais appel à votre compréhension.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur la deuxième partie de l'amendement n° 187 ?

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission s'en remet à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Il existe, en effet, une profonde divergence d'appréciation entre M. Caillavet et le Gouvernement sur la nature de l'opération que la réforme nous impose, à savoir l'indemnisation des avoués.

En fait, il n'y a pas de divergence entre nous lorsqu'il s'agit d'évaluer ce qui leur est dû. Il n'y en a pas non plus quant aux conditions de rapidité dans lesquelles doivent être versées les indemnités lorsque les avoués se retirent. La divergence apparaît dans le fait que vous ne voulez pas reconnaître — ce n'est pas un reproche, mais une constatation — que la situation des avoués qui vont continuer à exercer dans la profession nouvelle ne peut absolument pas être comparée à celle des avoués qui vont cesser leur activité.

Je vous assure que le Gouvernement après avoir, je peux dire pendant des années, étudié ce que pensaient les diverses professions, avait tenu compte, en proposant les conditions de règlement qu'il a suggérées et qu'il était encore prêt à améliorer, de cette situation et cherché à établir un équilibre raisonnable entre les deux catégories.

Nous admettons très bien qu'il existe un risque d'érosion monétaire. C'est précisément pour couvrir les avoués contre ce risque que nous avons suggéré — et vous la retrouvez dans le texte voté par l'Assemblée nationale — une formule en quelque sorte d'indexation, en tout cas de revalorisation.

Vous suggérez, si je comprends bien, de remplacer la revalorisation par un intérêt. Je me demande si, ce faisant, vous servez véritablement les avoués.

Je corrigerai sur ce point une légère erreur faite par M. Piot. Nous ne proposons pas un plafond de 4 p. 100 pour la revalorisation, mais un plancher. Nous admettons fort bien que celle-ci pourra être supérieure à 4 p. 100 si les indices le commandent.

Mais elle garantissait les avoués contre le danger de dépréciation monétaire tandis que votre système d'intérêt va les exposer à un prélèvement fiscal. Aussi votre solution apparaît-elle moins bonne que celle du Gouvernement.

Si nous avions pu tenter de parvenir à une transaction, tout cela aurait pu s'éclaircir ; mais une telle distance sépare vos positions de celles du Gouvernement que, sans doute, nous ferions perdre son temps au Sénat.

Je tiens à marquer où se situent les différences et à affirmer que notre texte, sur le plan de l'intérêt est plus favorable aux avoués que le vôtre.

M. Henri Caillavet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Caillavet, pour répondre à M. le ministre.

M. Henri Caillavet. Monsieur le garde des sceaux, vous êtes d'une habileté que je qualifierai de diabolique.

Votre texte prévoit une sorte d'indexation, de revalorisation. Mais à partir de quelle année ? Très exactement à partir de la sixième, en sorte que pendant cinq ans pleins vous ne pourrez pas pratiquer la revalorisation. Ainsi il interviendra une dépréciation du quart de la somme que vous vous êtes engagé à payer à l'ensemble des avoués.

Si vous préférez une revalorisation de 5 p. 100 l'an pour tenir compte de l'érosion monétaire annuelle, je vous donne volontiers acte de mon acceptation et, dans ces conditions, je vous demande en retour de bien vouloir soutenir mon amendement. (Sourires.)

M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Je demande la parole.

M. le président. Avant de donner la parole à M. le président de la commission, je ferai remarquer à M. Caillavet que, compte tenu des votes intervenus, l'indexation dont il parlait ne part pas de la sixième, mais de la quatrième année.

M. Henri Caillavet. Cela ne change rien !

M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission. Monsieur le président, je voudrais clarifier le débat.

Tout à l'heure, vous avez bien voulu, monsieur le garde des sceaux, préciser que certaines erreurs d'interprétation avaient été commises. Or je me demande si vous n'en avez pas commis une voilà quelques minutes. Aussi, je voudrais bien préciser dans quelles conditions le débat se situe en cet endroit.

Le texte tel qu'il nous vient de l'Assemblée nationale comporte deux parties distinctes. Tout d'abord, il est question d'une première fraction de 50 p. 100 de la valeur du droit de présentation et ce point fait l'objet du deuxième alinéa que notre excellent collègue, M. Caillavet, propose au Sénat d'amender en précisant que cette somme porte intérêt au taux de 5 p. 100.

Dans le texte gouvernemental, la revalorisation ne s'applique qu'à l'autre fraction de 50 p. 100 attribuée en dix ans, qui commence à courir à partir de la sixième année, et il m'apparaît que le texte du Gouvernement ne prévoit rien d'autre qu'une indemnité de revalorisation pour la période commençant après la sixième année. Si bien que pour la première période, qui était de cinq ans et qui se trouve ramenée à trois ans en vertu du vote que vous venez d'émettre, mes chers collègues, aucune revalorisation ni aucun intérêt n'est prévu par le Gouvernement.

Monsieur le garde des sceaux, vous disiez que pour cette première partie vous étiez plus libéral — je suis toujours ravi de vous trouver tel — et que pour la deuxième partie, nous pourrions, si nous en avions le temps, envisager une rédaction transactionnelle permettant d'aboutir à une revalorisation qui ne serait pas soumise à l'impôt sur le revenu — M. Caillavet, avocat fiscaliste, l'a parfaitement souligné. Encore faudrait-il que cette revalorisation — j'anticipe ici sur un autre amendement et je prie M. le rapporteur de m'en excuser — ne soit pas, comme l'a fait l'Assemblée nationale, basée pour moitié sur les salaires du personnel et pour l'autre moitié sur le tarif, car ce dernier est de la discrétion du Gouvernement. (Marques d'approbation sur de nombreuses travées.)

M. Antoine Courrière. Très bien !

M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission. Les avoués que je connais bien et dont j'admire l'action et le dévouement, ont pendant de nombreuses années insisté très vivement auprès de la Chancellerie — bien avant que vous soyez à sa tête, monsieur le garde des sceaux — pour faire obtenir une revalorisation de ce tarif. Et quand il s'agissait, par une simple décision

réglementaire, d'augmenter ce qu'on appelle le droit de correspondance, on renvoyait toujours à plus tard, ce qui équivalait à une fin de non-recevoir.

C'est pourquoi la revalorisation de la deuxième partie de l'indemnisation nous apparaît comme un élément sérieux à première vue, mais qui nous cause des craintes. J'ai certes confiance dans votre libéralisme et dans votre volonté de trouver une solution équitable. Je suis persuadé que si vous aviez accepté une revalorisation basée uniquement sur les salaires du personnel, notre position aurait été tout autre.

Il m'a semblé indispensable qu'à cet endroit du débat le président de votre commission fasse cette mise au point. (*Applaudissements.*)

M. René Pleven, garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je tiens à remercier le président de la commission de son intervention qui a, en effet, apporté beaucoup de clarté dans le débat. J'avais sans doute été obscur et cela nécessitait la mise au point à laquelle il a procédé.

J'avais voulu dire à M. Caillavet qu'il m'aurait été possible d'envisager, dans un effort de transaction en vue d'une solution de conciliation, de remplacer l'intérêt qu'il nous propose par une revalorisation identique à celle qui est prévue pour la deuxième partie des versements par l'article 37, tel qu'il a été adopté par l'Assemblée nationale.

Cela étant, si nous avions pu nous entendre sur un échelonnement plus rapide des versements dus aux avoués, j'aurais été disposé à avancer le point de départ de la revalorisation.

Mais, je le répète, nous sommes si distants les uns des autres que je ne crois pas que nous puissions, dans le moment présent, espérer parvenir à trouver une solution.

M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission. Monsieur le garde des sceaux, vous n'êtes jamais obscur ou, s'il se produit quelque erreur sur un point, c'est tellement exceptionnel qu'on la cherche. Mais je voudrais répondre à votre propos.

Tout à l'heure, en effet, nous avons bien marqué que la revalorisation ne concernait que la seconde partie de l'indemnisation. Vous nous dites qu'il existe actuellement une difficulté dans les échelonnements des paiements. C'est vrai, nous le constatons. Vous avez là un drame de conscience et nous en avons un également.

Si j'avais à m'expliquer sur certains aspects du problème, je le ferais de tout mon cœur et ce serait dans le sens de la justice, car je connais la situation des officiers ministériels.

Mais, monsieur le garde des sceaux — et je vous adresse un appel — ne pourrions-nous cependant dès ce soir, sur un point au moins, essayer de nous rapprocher, par exemple sur la question des délais ?

Je ne veux pas dire par là que nous ayons l'avenir devant nous puisqu'il s'est borné, dans le présent débat, à quarante-huit heures. Et vous savez ce que les Latins évoquaient avec le participe en *urus* : « sur le point de ». (*Rires.*)

Alors ne pourrions-nous dès ce soir, monsieur le garde des sceaux, nous mettre d'accord ? D'abord sur le principe de la revalorisation au lieu de l'intérêt. Ensuite, ne pourrions-nous pas nous mettre d'accord en appliquant cette revalorisation à la première et à la seconde partie ? Ne pourriez-vous pas accepter la modification que je vous ai demandée tout à l'heure, car si on prévoit une indexation dont 50 p. 100 du chiffre de base dépendra du bon vouloir de votre chancellerie, elle n'aura pas beaucoup de chances d'aboutir. Ce n'est guère encourageant pour ceux qui auront à toucher l'indemnité de se dire qu'en réalité celle-ci sera ou non revalorisée s'il plait au Gouvernement de décider une modification du tarif. Nous l'avons vu pour les droits de correspondance.

Voulez-vous accepter, monsieur le garde des sceaux, que la revalorisation soit uniquement fonction des salaires du personnel ? Je vous le propose dans un esprit de compréhension. Croyez-vous en effet que certains avoués de France soient beaucoup plus riches que certains salariés de grandes villes ? Croyez-vous qu'ils soient dans une situation plus prospère ? Ne croyez-vous pas que ce serait une mesure de justice pour ceux qui vont se lancer dans une profession nouvelle à laquelle ils ne sont pas habitués.

Je vous fais cet appel ; je pense que vous en comprenez l'esprit. Combien je serais heureux que, sur ces principes tout au moins, nous puissions dès ce soir nous mettre d'accord !

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je peux dire à M. le président Jozeau-Marigné que, pour le règlement du problème qui nous sépare ce soir, il est parfaitement possible de réexaminer la formule de revalorisation. Je risquerais cependant d'aller au-delà de ce qui est possible en disant que nous pourrions nous référer exclusivement à la majoration des salaires du personnel, car, vous le savez bien, en raison de la politique sociale que suit avec persévérance le Gouvernement... (*Sourires à gauche.*)

Mais, mesdames, messieurs, on ne peut pas jouer avec certains chiffres !

Nous cherchons à ce que les majorations de salaires comportent chaque année une augmentation du pouvoir d'achat des salariés. Or, il s'agit de préserver la créance des avoués sur le fonds contre l'érosion monétaire. Si nous, nous la rattachions exclusivement à l'index des salaires, nous irions au-delà de cette érosion.

Je n'ai pas dit pour autant qu'il est impossible de modifier cette proportion de 50 p. 100 relative à l'indexation des salaires et 50 p. 100 à celle des tarifs. Permettez-moi cependant de vous rappeler qu'une transaction de ce genre, c'est en quelque sorte un *package-deal*. Pour arriver à un accord, chacun doit mettre du sien. Ce soir, je ne vois pas comment je peux aller plus loin que la déclaration que je viens de vous faire et dont, croyez-le bien, je saurai me souvenir.

M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission. Votre réponse, monsieur le garde des sceaux, aboutit à ceci : en vertu de l'esprit qui l'anime, votre commission va soutenir l'amendement de M. Caillavet. Dans ces conditions, vous ne serez pas surpris que nous défendions ce point de vue tout au cours du débat concernant cet article.

Vous avez vu quelle était notre pensée : la recherche d'une solution de justice. J'enregistre, je crois, sans avoir compris tout à fait le mot étranger que vous avez employé...

M. René Pleven, garde des sceaux. Vous l'avez certainement très bien compris !

M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission. Alors, disons que si je vous ai écouté, je ne vous ai peut-être pas toujours entendu !

Quoi qu'il en soit, je retiens que vous recherchez comme nous les bases d'un accord. Il faut en effet que les Assemblées et le Gouvernement arrivent à une solution telle qu'au lendemain du vote nous n'ayons pas des aigris qui ne puissent que subir une réforme qui ne leur paraîtrait pas équitable pour tous.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la seconde partie de l'amendement n° 187. (*Ce texte est adopté.*)

M. le président. Sur ce même article 37, deux amendements peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 188, présenté par M. Caillavet, tend à rédiger comme suit le troisième alinéa :

« — le solde revalorisé sera payé par annuités égales au cours des deux années suivantes, ce solde portant également intérêt au taux de 5 p. 100. »

Le second, n° 43, présenté par MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, tend à rédiger comme suit ce même troisième alinéa :

« — le solde sera payé par annuités égales au cours des trois années suivantes, ce solde portant intérêt au taux de 5 p. 100. »

La parole est à M. Caillavet.

M. Henri Caillavet. J'ai déjà présenté mes explications sur cet amendement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission n'est pas favorable à l'amendement n° 188, puisque il y aurait cumul de la revalorisation et des intérêts. La commission préfère son propre texte.

M. le président. Maintenez-vous votre amendement, monsieur Caillavet ?

M. Henri Caillavet. Je le retire, monsieur le président, et je me rallie à l'amendement présenté par la commission.

M. le président. L'amendement n° 188 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 43 ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, le Gouvernement se félicite que la commission ait fait le partage entre le texte que proposait tout à l'heure M. Caillavet et le sien. Je crois que nous ne faciliterions pas la transaction que tout le monde souhaite si nous cherchions à cumuler la revalorisation et l'intérêt.

Cela dit, le Gouvernement n'est pas favorable à l'amendement de la commission, mais il la remercie d'avoir réservé la possibilité d'une transaction future.

M. Henri Caillavet. J'aurais aimé recevoir les mêmes compliments de la part de M. le garde des sceaux, puisque j'ai retiré mon amendement. *(Rires.)*

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?
Je mets aux voix l'amendement n° 43, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 44, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer le quatrième alinéa de cet article 37.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet amendement est la conséquence du vote qui vient d'intervenir.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Cela me paraît la suite logique de ce qui précède.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement n° 44, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 172, MM. Monichon, de Lachomette, Lemaire et Ribeyre, proposent après le quatrième alinéa, d'insérer un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois et par dérogation aux dispositions qui précèdent, les avoués atteignant l'âge de soixante-dix ans recevront dans l'année qui suit la totalité de l'indemnité allouée ou le solde qui leur restera dû sur celle-ci. »

La parole est à M. Monichon.

M. Max Monichon. Les auteurs de cet amendement ont voulu s'intéresser au cas des avoués les plus âgés. Ce souci, j'en suis convaincu, est partagé par le Sénat tout entier.

La discussion qui vient de s'instaurer nous a fourni une deuxième motivation de cet amendement, motivation à laquelle M. le garde des sceaux pourrait être sensible.

En effet, lors de la discussion de l'amendement n° 107, présenté par notre collègue M. Garet et voté par le Sénat, M. le garde des sceaux a exprimé la crainte que cet amendement n'incite à des départs massifs. Notre amendement est justement une contre incitation à ces départs massifs.

Telles sont les raisons pour lesquelles les auteurs de l'amendement souhaiteraient que le Sénat veuille bien l'adopter.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission n'a pas retenu cet amendement. S'agissant d'avoués qui accèdent à la nouvelle profession d'avocat et, de ce fait, continuent leurs activités, il n'y a pas de raison de leur assurer des conditions particulières d'indemnisation en raison de leur âge.

Si leur état de santé les contraint à se retirer, ils seront en tout état de cause indemnisés rapidement en application du cinquième alinéa de cet article.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement partage l'avis de la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 172 repoussé par le Gouvernement et par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 45, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, au cinquième alinéa, de remplacer les mots : « cinq ans », par les mots : « trois ans ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. C'est la suite logique de notre vote de tout à l'heure. Il s'agit d'un amendement de coordination.

M. René Pleven, garde des sceaux. Et le Gouvernement l'accepte.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 45 accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 46, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, au cinquième alinéa, de remplacer les mots : « à compter de l'entrée en vigueur », par les mots : « à compter de la mise en vigueur ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Il s'agit encore d'un amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement ne voit pas très bien la différence entre « l'entrée en vigueur » et « la mise en vigueur » d'une loi.

M. le président. La commission maintient-elle cet amendement ?

M. Jacques Piot, rapporteur. Non, monsieur le président, elle ne se battra pas sur ce point.

M. le président. L'amendement n° 46 est retiré.

Par amendement n° 47, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, après la première phrase du cinquième alinéa, d'insérer la phrase suivante :

« Les avoués devenus avocats qui cesseront d'exercer cette profession avant l'expiration de ce délai percevront le solde de l'indemnité dans la quatrième année suivant la mise en vigueur de la présente loi. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement, n° 131 rectifié, par lequel M. Jacques Pelletier propose de compléter le texte présenté par la phrase suivante :

« Toutefois, s'ils sont âgés de plus de soixante-cinq ans, ils percevront la totalité de l'indemnité dans l'année suivant la cessation de fonction. »

La parole est M. le rapporteur pour soutenir l'amendement de la commission.

M. Jacques Piot, rapporteur. Monsieur le président, le cinquième et le sixième alinéas de l'article 37 voté par l'Assemblée nationale concernent le cas des avoués qui décèdent ou démissionnent après avoir accédé à la nouvelle profession d'avocat.

Votre commission vous propose de préciser qu'en cas de cessation d'activité avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi, l'indemnité est versée dans la quatrième année suivant cette entrée en vigueur et, si la cessation d'activité intervient plus de trois ans après cette mise en vigueur, dans l'année suivant cette cessation d'activité.

J'ajoute que la commission accepte le sous-amendement présenté par M. Pelletier.

M. le président. La parole est à M. Caillavet, pour défendre le sous-amendement n° 131 rectifié.

M. Henri Caillavet. Monsieur le président, par ce sous-amendement, mon collègue et ami M. Jacques Pelletier propose un aménagement très libéral en faveur des avocats âgés — que M. le garde des sceaux m'en excuse, je voulais dire « moins jeunes » ! *(Sourires.)*

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement et sur le sous-amendement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement est fidèle à sa position et il met en garde le Sénat contre le vote de tous ces amendements qui distribuent libéralement des fonds qui n'existent pas. *(Murmures.)*

M. Jean Geoffroy. Il faut donc en inscrire !

M. René Pleven, garde des sceaux. Ce n'est pas en votant de tels amendements que l'on facilitera la transaction que tout le monde souhaite et je m'oppose donc à l'amendement présenté par la commission et au sous-amendement présenté par M. Pelletier.

M. le président. Je fais remarquer à la commission que son amendement n° 47 comporte l'expression « la mise en vigueur », à laquelle elle vient de renoncer, en retirant l'amendement n° 46, au profit de l'expression « l'entrée en vigueur ».

M. Jacques Piot, rapporteur. Monsieur le président, la commission vous demande de rectifier l'amendement n° 47 dans ce sens.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 47 modifié, les mots « l'entrée en vigueur » étant substitués aux mots « la mise en vigueur », amendement auquel le Gouvernement s'oppose.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 131 rectifié, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 48, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, dans le sixième alinéa, de supprimer les mots suivants : « après l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet amendement a simplement pour objet de stipuler qu'en cas de décès d'un ancien avoué devenu avocat l'indemnité est versée sans délai aux ayants droit quelle que soit la date de décès.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement reconnaît que cet amendement est dans la logique des textes précédemment adoptés par le Sénat; néanmoins, il ne peut que s'y opposer.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 48, présenté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Les deux amendements suivants peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par le premier, n° 189, M. Caillavet propose, au septième alinéa, de remplacer les mots: « cinq ans », par les mots: « deux ans ».

Par le second, n° 49, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent dans le même texte, de remplacer les mots: « cinq ans », par les mots: « trois ans ».

Le Sénat a précédemment statué sur cette question dans le sens de l'amendement de la commission.

M. Henri Caillavet. En effet, monsieur le président, et je retire mon amendement.

M. Jacques Piot, rapporteur. Notre amendement est dans la suite logique des votes que vient d'émettre le Sénat.

M. le président. L'amendement n° 189 est donc retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 49, présenté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 50, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer le dernier alinéa de l'article 37.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet amendement pose une importante question de principe à laquelle votre commission est très attachée. Il tend à supprimer le huitième alinéa de l'article 37 aux termes duquel les sommes perçues par un ancien avoué devenu avocat au titre d'une présentation de successeur seront déduites du solde de l'indemnité due. Cette disposition paraît à votre commission injustifiable dans son principe, inapplicable en pratique et, surtout, très dangereuse dans ses conséquences.

En premier lieu, il ne saurait y avoir d'assimilation entre le prix d'une cession de clientèle et l'indemnité due aux avoués, cette indemnité correspondant seulement à la suppression du monopole de la postulation qui leur était antérieurement reconnu.

D'autre part, la cession de clientèle a un caractère occulte, ce qui fait qu'aucun contrôle sérieux ne peut être exercé sur le fait même d'une telle cession ni, *a fortiori*, sur son montant exact. Le total des ressources qui en résulteraient au profit du fonds sera donc négligeable, sinon inexistant.

En revanche, les conséquences qui résulteront dans l'avenir de la reconnaissance de la valeur vénale des cabinets d'avocat peuvent se révéler considérables. Tel le phénix, oiseau fabuleux, la patrimonialité des offices d'avoués risque ainsi de renaître de ses cendres au sein de la nouvelle profession d'avocat.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement reconnaît la faible importance financière de cette disposition, mais il doit appeler l'attention du Sénat sur sa valeur morale.

L'Assemblée nationale a estimé qu'il n'était pas justifié que l'avoué devenu avocat reçoive par deux fois un paiement au même titre et c'est une règle morale qu'elle a voulu poser beaucoup plus qu'une règle financière.

L'amendement que vient de défendre M. le rapporteur se justifie très difficilement sur le plan moral.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission maintient son amendement parce qu'elle ne voit pas, monsieur le garde des sceaux, la règle morale que vous évoquez.

Le prix de cession d'une clientèle et l'indemnité due aux avoués sont deux choses distinctes, je le répète.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

M. Louis Namy. Le groupe communiste votera contre cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 50, présenté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 37, modifié.

(L'article 37 est adopté.)

Article 38.

M. le président. « Art. 38. — Les avoués devenus avocats auront la faculté, s'ils en font la demande avant l'entrée en vigueur de la présente loi, de percevoir, à titre forfaitaire, au lieu et place de l'indemnité fixée à l'article 37, une indemnité égale à 75 p. 100 de la valeur du droit de présentation. Cette indemnité est payée en sept annuités égales à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi. »

Par amendement n° 51, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. La suppression de cet article est dans la logique des votes émis par le Sénat sur l'article 37.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. La commission est logique avec elle-même.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 51.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 38 est supprimé.

Article 38 bis nouveau.

M. le président. Par amendement n° 52, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, après l'article 38, un article additionnel 38 bis ainsi rédigé :

« Les indemnités dues aux sociétés civiles professionnelles titulaires d'un office d'avoué seront réglées à chacun de ses membres en proportion de ses parts sociales et suivant les modalités concernant les différentes catégories déterminées par la présente loi. Cette indemnisation entraînera de plein droit une réduction corrélative du capital social.

« Les dispositions de l'article 36, troisième alinéa, seront applicables aux membres de sociétés civiles professionnelles titulaires d'un office d'avoué lorsque ces membres ont fait la déclaration prévue au deuxième alinéa dudit article. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Par un article 38 bis nouveau qu'elle vous propose, votre commission s'est efforcée de résoudre les problèmes posés par l'indemnisation des sociétés civiles d'avoués.

Sans doute aurait-on pu envisager que ces sociétés peuvent soit se transformer en société professionnelle d'avocats, en touchant l'indemnité prévue à l'article 37, soit se dissoudre et toucher l'indemnité prévue à l'article 34, deuxième alinéa. Mais c'était oublier que derrière la personne morale, qui n'est qu'une fiction juridique, se profilent des hommes dont les choix et par là même les modalités d'indemnisation peuvent être différentes. Par exemple, une société civile professionnelle peut comprendre deux avoués qui deviennent avocats, dont un rapatrié et un avoué qui se retire.

Lorsqu'une majorité d'associés désire accéder à la nouvelle profession, va-t-on contraindre les minoritaires à n'être indemnisés que comme s'ils en faisaient autant, même si, en fait, l'âge ou la maladie les conduisent à choisir la retraite ?

Va-t-on, réciproquement, obliger à abandonner leur activité les associés minoritaires d'une société dont la majorité des membres souhaite se retirer ? Ou au contraire si la société en tant que telle se dissout, va-t-on autoriser chacun de ses membres à se réinstaller librement, tout en touchant l'indemnité dans le délai réduit prévu pour ceux qui n'entrent pas dans la nouvelle profession ? Et comment indemniser-t-on une société civile professionnelle dont l'un des membres est un rapatrié ?

Tous ces problèmes ne peuvent être résolus que par une technique familière aux spécialistes du droit fiscal: celle dite de la « transparence ». Ainsi, chaque associé d'une société civile professionnelle sera-t-il directement indemnisé proportionnellement à ses parts sociales et selon les modalités propres à la catégorie dont il fait partie: dans l'année, s'il s'agit d'un rapatrié, dans les deux ans, s'il se retire et est âgé de plus de soixante-cinq ans, dans les trois ans, s'il se retire et est âgé de moins de soixante-cinq ans, dans les six ans dans les autres cas.

Il va de soi que cette indemnisation entraînera une réduction corrélative du capital social.

Enfin, lorsqu'un membre d'une société civile professionnelle d'avoués a déclaré renoncer à accéder à la nouvelle profession d'avocat et a été indemnisé en conséquence, il semble logique de lui interdire de se réinstaller comme avocat dans le ressort de la cour d'appel, dans un rayon de cent kilomètres, puisque nous avons adopté l'amendement du Gouvernement, au même titre que s'il avait été lui-même titulaire de l'office.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement ne s'oppose pas à l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'amendement n° 52, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence un article 38 bis nouveau est inséré dans le projet de loi.

Articles 39 et 39 bis.

M. le président. « Art. 39. — Par dérogation à l'article 37, l'indemnité sera payée aux anciens avoués ayant la qualité de rapatrié d'outre-mer dans les douze mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi. » — (Adopté.)

« Art. 39 bis. — Le délai de cinq ans prévu à l'article 200 du code général des impôts n'est pas requis pour l'application de ce texte aux plus-values provenant des indemnités allouées en application des articles 11, 36 et 37 de la présente loi.

« Pour l'établissement de l'impôt, la plus-value imposable est répartie sur les années du paiement des indemnités, proportionnellement aux sommes reçues au cours de chacune de ces années. » — (Adopté.)

Article 40.

M. le président. « Art. 40. — Les indemnités de licenciement dues en conséquence directe de l'entrée en vigueur de la présente loi par application de la convention collective réglant les rapports entre les avoués et leur personnel, les indemnités de licenciement dues par les avocats et les agréés pour les mêmes causes, sont réglées directement aux bénéficiaires, par le fonds d'organisation de la nouvelle profession, lorsque le licenciement intervient dans le délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

« Toutefois, le fonds d'organisation de la nouvelle profession recouvre sur l'avocat, l'avoué ou l'agréé intéressé la moitié du montant des indemnités visées à l'alinéa précédent. Ce recouvrement est opéré en trois fractions égales pour les avoués visés à l'alinéa 2 de l'article 36 et en cinq fractions égales pour les avoués visés à l'alinéa premier de l'article 37. Ce recouvrement s'opère par déduction des indemnités servies aux avoués dans les conditions fixées par les articles 36 et 37 précités.

« Les sommes versées par le fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat, au titre du premier alinéa, sont répétées lorsqu'un nouveau contrat de travail est conclu aux mêmes conditions ou dans une intention frauduleuse dans les trois années du licenciement, entre les salariés licenciés et l'ancien employeur, son successeur ou la société civile professionnelle d'avocat dont ces derniers sont membres.

« Les dispositions du premier alinéa du présent article ne sont pas applicables aux clercs d'avoués, aux secrétaires d'avocats ou d'agréés qui accèdent dans le même délai à la profession d'avocat en application de la présente loi, sauf en cas de licenciement préalable. »

Par amendement n° 53, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer le deuxième alinéa.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Le premier alinéa de l'article 40 met à la charge du fonds le versement des indemnités de licenciement dues aux employés licenciés en raison de la réforme. Toutefois, le fonds peut récupérer, par déduction sur le montant des indemnités servies aux avoués, agréés et avocats, la moitié des sommes ainsi versées. Il peut en outre en répéter le montant lorsqu'un nouveau contrat de travail est conclu entre le salarié licencié et l'ancien employeur. Enfin, sauf en cas de licenciement préalable, aucune indemnité n'est allouée aux employés qui accèdent à la nouvelle profession d'avocat.

L'amendement n° 53 tend à supprimer le deuxième alinéa qui prévoit la récupération par le fonds de la moitié des sommes versées au titre des indemnités de licenciement. En effet, s'il est légitime que ces indemnités soient payées par l'employeur qui prend l'initiative de cesser son activité, il ne saurait en être de même lorsque c'est la puissance publique qui l'y contraint.

M. le président. Avant de prier M. le garde des sceaux de faire connaître son avis sur l'amendement qui vient d'être défendu, j'indique que je suis saisi par le Gouvernement d'un amendement n° 117 tendant à rédiger comme suit les deux premières phrases du deuxième alinéa :

« Toutefois, le fonds d'organisation de la nouvelle profession recouvre sur l'avocat, l'avoué ou l'agréé intéressé la moitié du montant des indemnités de licenciement visées à l'alinéa précédent, sans que les sommes ainsi recouvrées puissent excéder le cinquième du montant de l'indemnité due à l'intéressé en application des articles 11 ou 12 de la présente loi. Ce recouvrement est opéré en deux fractions égales pour les avoués visés à l'article 36, 2° alinéa, âgés de plus de soixante-dix ans à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ; en trois fractions égales pour les avoués visés à l'alinéa 2 de l'article 36 âgés de moins de soixante-dix ans à la même date ; en cinq fractions égales pour les avoués visés au premier alinéa de l'article 37. »

Les amendements n° 53 et 117, s'appliquant au même alinéa, peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, le Gouvernement n'est pas favorable à l'amendement présenté par la commission de législation qui tend à supprimer toute possibilité de récupération d'une fraction des indemnités de licenciement. Il estime en effet que s'il est naturel que le fonds garde à sa charge une partie importante de ces indemnités de licenciement, il faut tout de même tenir compte de ce qu'elles font partie de contrats qui ont été librement conclus par la profession des avoués avec son personnel et que chaque avoué a une certaine responsabilité au regard desdites indemnités.

Toutefois, dans un esprit de conciliation, le Gouvernement a voulu tenir compte de certaines objections qui lui ont été présentées, notamment en ce qui concerne certaines études qui, du fait de leur importance, pourraient se trouver devoir au fonds des sommes qui constitueraient une fraction substantielle du montant de l'indemnité qui leur est due.

C'est pourquoi nous avons accepté de « plafonner » le recouvrement des indemnités de licenciement sur l'avoué, l'avocat ou l'agréé en limitant la récupération au cinquième de l'indemnité versée. C'est, je le répète, une proposition de conciliation. Nous n'allons pas aussi loin que la commission, mais nous allons dans la direction de la commission. J'espère que celle-ci approuvera le geste du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement du Gouvernement ?

M. Jacques Piot, rapporteur. J'apprécie la déclaration de M. le garde des sceaux et j'en prends acte. Cependant la commission n'est pas favorable à l'amendement proposé par le Gouvernement parce qu'elle rejette le principe de recouvrement sur les avoués d'une partie, si minime soit-elle, des indemnités de licenciement puisque ce licenciement n'est pas le fait de l'avoué mais de la puissance publique.

M. le président. Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'amendement n° 53, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Dans ces conditions, monsieur le garde des sceaux, votre amendement n° 117 n'a plus d'objet.

M. René Pleven, garde des sceaux. C'est évident.

M. le président. Par amendement n° 54, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, à la fin du dernier alinéa, de supprimer les mots suivants : « sauf en cas de licenciement préalable ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission estime opportun de supprimer ces mots : « sauf en cas de licenciement préalable », qui risquent de favoriser certaines collusions entre employés et employeurs, ces derniers pouvant ne procéder au licenciement que pour permettre à leurs anciens collaborateurs accédant à la nouvelle profession de toucher quand même l'indemnité.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. Louis Namy. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Namy.

M. Louis Namy. Nous sommes opposés à l'amendement de la commission qui tend à supprimer une disposition qui avait été adoptée par l'Assemblée nationale *in fine* de l'article 40.

Il serait illogique de ne pas maintenir cette disposition, faute de laquelle l'octroi de l'indemnité de licenciement au clerc privé de son emploi serait sans fondement, même si par la suite il était intégré à la nouvelle profession.

En effet, en cas de licenciement, la convention collective doit recevoir application. Le fait d'être intégré postérieurement à ce licenciement lui causerait un préjudice, en l'obligeant à chercher un nouvel emploi ou des locaux et d'attendre la clientèle. Nous considérons que cet article est déjà assorti de suffisamment de restrictions pour qu'on estime inutile d'en ajouter une nouvelle qui, au reste, est sans fondement. Telle est la raison de notre opposition à l'amendement de la commission.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 54, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 40, modifié par les amendements n° 53 et 54.

(L'article 40 est adopté.)

M. le président. La commission demande que les amendements n° 141 et 179 tendant à l'insertion d'un article additionnel 40 bis soient réservés.

Il en est ainsi décidé.

Article 41.

M. le président. « Art. 41. — A compter de la publication de la présente loi, le fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat institué à l'article 33 se substitue aux avoués ou aux sociétés civiles professionnelles titulaires d'un office d'avoué, débiteurs d'indemnités de suppression pour le paiement des dites indemnités ou des engagements qu'ils ont contractés en vue de leur paiement. Le montant en capital des dettes prises en charge sera déduit du montant global de l'indemnité due aux avoués bénéficiaires de ces dispositions ou à leurs ayants droit.

« Le fonds d'organisation se substituera, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, dans leurs charges et obligations, aux avoués bénéficiaires de prêts consentis en vue de l'acquisition de leur office ou de prêts consentis en vue de l'acquisition de parts dans une société civile professionnelle. Le montant en capital des dettes prises en charge sera déduit du montant global de l'indemnité due aux avoués bénéficiaires de ces dispositions ou à leurs ayants droit.

« Les dispositions des alinéas précédents ne sont pas applicables aux anciens avoués rapatriés d'outre-mer ayant contracté des prêts de quelque nature que ce soit en vue de leur réinstallation, notamment en application de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961.

« Les prêts définis à l'article 2 de la loi n° 69-992 du 6 novembre 1969 resteront régis par les dispositions de l'article 57 de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970. » — (Adopté.)

Article 42.

M. le président. « Art 42. — Les avocats âgés de plus de quarante ans et justifiant d'au moins dix ans d'exercice effectif de leur profession à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, qui, dans le délai de trois ans à compter de cette date justifieront avoir subi un préjudice découlant directement de l'institution de la nouvelle profession et compromettant gravement leurs revenus professionnels ou auront été contraints de mettre fin à leur activité, pourront demander une indemnité en capital n'excédant pas le montant des revenus imposables des cinq années précédant la date fixée à l'article 77. »

Par amendement n° 55, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission des législations, proposent de rédiger comme suit cet article :

« Les avocats et les agrées âgés de plus de quarante ans et justifiant d'au moins dix ans d'exercice effectif de leur profession à la date de mise en vigueur de la présente loi, qui, dans le délai de trois ans à compter de cette date, justifieront avoir subi un préjudice découlant directement de l'institution de la nouvelle profession et compromettant leurs revenus professionnels, ou auront été contraints de mettre fin à leur activité, pourront demander une indemnité en capital n'excédant pas le montant des revenus imposables des cinq années précédant la mise en vigueur de la loi. »

Par sous-amendement n° 118, le Gouvernement propose après les mots : « et compromettant » d'ajouter le mot : « gravement ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Monsieur Jozeau-Marigné, vous avez parlé des avoués. Je vais parler des avocats.

L'article 42 qui a été voté par l'Assemblée nationale prévoit que des avocats qui ne pourront pas s'adapter à la nouvelle profession et qui justifieront avoir subi un préjudice découlant directement de l'institution de la nouvelle profession compromettant gravement les revenus professionnels, et qui auront été

contraints de mettre fin à leur activité, pourront demander une indemnité globale n'excédant pas le montant du revenu imposable des cinq années précédant la date fixée à l'article 77.

Votre commission de législation a proposé la suppression de l'adverbe « gravement », car ce mot n'instaure pas un critère juridique en ce qui concerne le préjudice. Un préjudice est toujours grave pour celui qui le subit. Ce qui est important, c'est de proportionner l'indemnité à l'importance du préjudice. L'indemnité sera modulée, mais je ne vois pas pourquoi il faudrait que le préjudice fût « grave », puisque, encore une fois, cette notion n'a pas vraiment de portée juridique. Le Gouvernement souhaite, je ne sais pourquoi, le maintien de ce mot que nous avons proposé de supprimer. Je vous demande, au nom de la commission de législation, de bien vouloir maintenir cette suppression dans le texte de l'article 42.

M. le président. Avant de faire statuer sur l'amendement n° 55 de la commission, j'appelle un autre amendement, n° 152, lui aussi applicable au premier alinéa et par lequel M. Rosselli propose, au début de l'article, de supprimer les mots suivants : « âgés de plus de quarante ans et justifiant d'au moins dix ans d'exercice effectif de leur profession à la date d'entrée en vigueur de la présente loi. »

La parole est à M. Rosselli.

M. Jacques Rosselli. Monsieur le président, c'est dans l'esprit d'équité qui préside à la réforme et qui tend à réparer le préjudice subi par quiconque que j'ai pensé qu'il ne fallait pas limiter d'une façon arbitraire la réparation du préjudice subi par les seuls avocats âgés de plus de quarante ans et justifiant d'au moins dix ans d'exercice. Selon moi, cela représente une mesure empirique et dès lors il convient d'examiner chaque cas d'espèce.

Ainsi, un avocat âgé de trente-neuf ans, qui n'aurait exercé sa profession que pendant neuf ans, et qui peut avoir subi un préjudice certain du fait de la nouvelle réforme — parce qu'il ne serait plus en mesure de rester dans la nouvelle profession — cet avocat, de toute évidence, mériterait la considération de tous et devrait avoir droit à l'indemnité prévue par l'article 42.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 152 ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission y a donné un avis défavorable.

M. le président. M. le garde des sceaux a la parole pour faire connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 et sur l'amendement n° 152, ainsi que pour défendre son propre amendement n° 118.

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, je voudrais appeler l'attention du Sénat sur le fait que cet article 42, dû entièrement à l'initiative du Gouvernement, est véritablement d'une inspiration très généreuse. Lorsque cette réforme a été envisagée, on parlait beaucoup de la nécessité d'indemniser les avoués, mais je dois dire que bien peu envisageaient qu'il serait peut-être désirable de prévoir dans certains cas une indemnisation en faveur de certains avocats. Les dispositions que nous avons proposées sont donc généreuses dans leur principe ; elles le sont aussi dans leurs modalités car, en acceptant la limite d'âge de quarante ans, nous sommes allés très loin, étant donné qu'on peut attendre d'un homme jeune plus de facilités d'adaptation que d'un homme déjà relativement âgé.

En demandant que le préjudice soit grave, nous avons voulu donner une orientation à la commission qui sera chargée d'administrer les fonds.

Il ne faut pas que, parce que, dans les deux ou trois années qui suivront la réforme, pour des raisons qui n'auront peut-être rien à voir avec elle, le revenu professionnel aura été légèrement modifié, on puisse demander une indemnité en capital correspondant à cinq fois les revenus déclarés.

Le Gouvernement insiste donc très vivement auprès de la commission pour qu'elle veuille bien renoncer à son amendement. Il fait de même auprès de M. Rosselli, car il n'est pas justifié, à son sens, d'aller plus loin qu'il ne l'a proposé.

M. le président. Le Gouvernement s'oppose donc à l'amendement n° 152 de M. Rosselli, mais j'ai cru comprendre qu'il acceptait l'amendement n° 55 de la commission, à condition que soit rétabli le mot « gravement ».

M. René Pleven, garde des sceaux. Exactement, monsieur le président.

M. le président. Je propose au Sénat de se prononcer par division sur l'amendement n° 55 présenté par la commission. (Assentiment.)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les mots « Les avocats et les agrées... »

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je mets maintenant aux voix les mots : « ...âgés de plus de quarante ans et justifiant d'au moins dix ans d'exercice effectif de leur profession la date de mise en vigueur de la présente loi... », que l'amendement de M. Rosselli tend à supprimer.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je mets ensuite aux voix le membre de phrase : « ... qui, dans le délai de trois ans à compter de cette date, justifieront avoir subi un préjudice découlant directement de l'institution de la nouvelle profession et compromettant... ».

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Ici se place le sous-amendement n° 118 du Gouvernement qui tend à ajouter le mot « gravement » après le mot « compromettant », sous-amendement combattu par la commission.

Je le mets aux voix.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Enfin, je mets aux voix la fin de l'amendement n° 55 de la commission.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble de l'amendement n° 55.

(L'ensemble de l'amendement est adopté.)

M. le président. Ce texte constitue l'article 42 du projet de loi.

Article additionnel.

M. le président. Par amendement n° 153, M. Rosselli propose, après l'article 42, d'insérer un article additionnel ainsi rédigé : « Pendant un délai de cinq ans, les dispositions de l'article 340 du code de l'urbanisme ne seront pas applicables aux avocats qui se groupent pour satisfaire aux vœux de la loi.

« Les autorisations de transformation de locaux à usage d'habitation en locaux à usage professionnel qui ont été accordées à titre précaire au cours des cinq dernières années à des membres des anciennes professions d'avocats, avoués de première instance ou agréés près les tribunaux de commerce, deviennent définitives. »

La parole est à M. Rosselli.

M. Jacques Rosselli. Mes chers collègues, si j'ai déposé cet amendement, c'est toujours dans le souci de protéger les avocats et plus particulièrement les jeunes — j'y reviens — qui, par suite de la réforme, ne trouveront pas la possibilité de s'intégrer dans une association, ni dans une société civile professionnelle et qui, pour arriver néanmoins à se conformer à la nouvelle organisation de la profession, se verront souvent obligés, non pas de changer de locaux parce qu'ils n'en auront pas les moyens, mais de s'organiser et de se grouper à l'intérieur de ceux qu'ils occupent actuellement.

Dans bien des cas, il s'agira de locaux à usage résidentiel et l'administration pourra prendre prétexte de l'utilisation des locaux en locaux professionnels, pour demander l'application de l'article 340 du code de l'urbanisme prévoyant l'imposition d'une taxe onéreuse à laquelle ils ne pourront pas faire face. Il convient donc de les protéger contre la précarité d'une telle situation, tout au moins pendant cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi.

Afin d'apporter une garantie à ces avocats, qui vont se trouver bien souvent devant des difficultés inextricables, je demande qu'un tel sursis leur soit accordé pendant cinq ans et que l'administration ne leur réclame pas, alors qu'ils occupent un local résidentiel, la taxe à laquelle je viens de faire allusion.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission a émis un avis favorable à l'amendement de M. Rosselli.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement ne méconnaît pas l'intérêt de la disposition proposée par M. Rosselli, mais il fait observer que l'on peut difficilement estimer qu'il a sa place dans un projet concernant la réforme des professions judiciaires.

Aussi s'en remettra-t-il à la sagesse du Sénat.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 153 pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Un article additionnel est donc inséré dans le projet de loi après l'article 42.

Article 42 bis.

M. le président. « Art. 42 bis. — Les agrées qui, pour des motifs découlant directement de l'institution de la nouvelle profession, justifieront, dans les trois années suivant la mise en application de la présente loi, d'un préjudice résultant d'une réduction de la valeur patrimoniale de leur cabinet, pourront demander une indemnité en capital qui ne pourra excéder le montant des revenus imposables des trois années précédant la date d'entrée en vigueur de la présente loi. »

Par amendement n° 56, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. C'est un amendement de coordination, conséquence du vote qui vient d'intervenir.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 56.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 42 bis est donc supprimé.

Nous reprenons les articles 33 et 34, qui avaient été précédemment réservés à la demande de la commission.

CHAPITRE V

Indemnisation.

Article 33.

M. le président. « Art. 33. — A compter de la publication de la présente loi, il est institué un fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat, placé sous le contrôle de la garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'économie et des finances. Ce fonds est doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

« Il est chargé du paiement des indemnités allouées en application des articles 11, 42 et 42 bis. »

Par amendement n° 184, M. Caillavet propose de rédiger comme suit la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article :

« ..., placé sous le contrôle de la Cour des comptes. »

La parole est à M. Caillavet.

M. Henri Caillavet. Monsieur le président, dans le texte qui nous est soumis, le fonds est placé sous le contrôle de M. le garde des sceaux et de M. le ministre des finances. Nous savons en outre que ce fonds est doté de la personnalité civile, qu'il bénéficie de l'autonomie financière et qu'il sera chargé du paiement des indemnités aux avoués.

Or, il existe en France, parmi les nombreux magistrats, des hommes particulièrement qualifiés, ce sont les magistrats de la Cour des comptes, qui peuvent apprécier la régularité des contrôles administratifs et financiers. Il me paraît de plus sage mesure de confier un tel contrôle à ces magistrats hautement compétents et dont la mission essentielle est précisément de contrôler la régularité du fonctionnement du fonds.

Ce n'est pas que je ne fasse pas confiance aux magistrats désignés par M. le garde des sceaux et le ministre des finances ; n'y voyez pas une mesure de défiance à l'égard du choix des ministres. Mais, encore une fois, puisque nous avons la bonne fortune, dans ce pays, de posséder des magistrats spécialisés, ceux de la Cour des comptes, je pense qu'il serait plus raisonnable de placer sous le contrôle de cet organisme l'organisation et la gestion du fonds.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission a donné un avis défavorable à l'amendement de M. Caillavet. La Cour des comptes exerce un contrôle *a posteriori*. Or, il s'agit, en l'espèce, de la surveillance et de la gestion du fonds.

Cette remarque nous permet cependant de faire une observation. Si, par hasard, le fonds pouvait recevoir des crédits publics émanant du budget de l'Etat...

M. Henri Caillavet. C'est ce que nous souhaitons !

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. ... ultérieurement s'exercerait sur la gestion des fonds le contrôle de la Cour des comptes. (*Sourires et marques d'approbation.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. L'avis du Gouvernement, c'est que cet amendement est inspiré par une méconnaissance certaine du rôle de la Cour des comptes dans ce pays. Elle est appelée à juger les comptes des collectivités. C'est un principe fondamental de l'organisation de notre comptabilité publique. Mais ce contrôle a lieu *a posteriori*. Je considère qu'il appartiendra au ministre des finances qui aura des représentants au

sein du conseil d'administration de désigner en toute liberté les fonctionnaires qui le représenteront. Il pourra arriver que, parmi ces fonctionnaires, il y ait un membre de la Cour des comptes, un membre de l'inspection des finances, un administrateur civil du ministère, même un trésorier général ou un receveur des finances, mais je mets en garde le Sénat contre l'idée de placer sous le contrôle de la Cour des comptes ce conseil d'administration dont le caractère est d'être une formation mixte.

Quant à ceux qui sont le mieux à même d'apprécier l'indemnisation consentie aux avoués, ce sont d'une part les avoués eux-mêmes et d'autre part les magistrats qui, de par leurs fonctions, sont appelés à donner leur avis sur les cessions d'offices.

Je me permets donc d'insister auprès de M. Caillavet pour qu'il retire son amendement qui alourdirait tout à fait inutilement la gestion de ces commissions.

M. le président. Monsieur Caillavet, maintenez-vous votre amendement ?

M. Henri Caillavet. M. le garde des sceaux a dit tout à l'heure que rarement nos chemins se rencontraient. Bien qu'il ne m'ait pas convaincu, je veux bien, ce soir, lui apporter un témoignage de sympathie et d'amitié et je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 184 est retiré.

Par amendement n° 35, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de l'article 33 :

« ... des articles 11 et 42 ».

Cet amendement est la conséquence logique du vote de l'amendement n° 55.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 35.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole sur l'article 33 modifié ?

Je le mets aux voix.

(L'article 33 est adopté.)

Article 34.

M. le président. L'article 34 a été précédemment réservé.

J'en donne lecture.

« Art. 34. — Les ressources du fonds sont constituées par :

« 1° Le produit d'une taxe parafiscale exigible à compter du 1^{er} janvier 1972 :

« a) Sur la représentation et l'assistance en matière civile, pénale et administrative devant toutes les juridictions, sauf en matière prud'homale et de sécurité sociale ;

« b) Sur certaines formalités d'enregistrement, de dépôt, de déclaration ou de publicité.

« Les sommes dues au titre du a du présent article constituent des frais de procédure.

« Les parties bénéficiaires de l'aide judiciaire ou assistées d'un avocat commis d'office sont dispensées de la taxe parafiscale.

« Le paiement des sommes dues au titre du b est requis à peine de refus de la formalité.

« La nomenclature des actes ainsi que le montant de la taxe fixé en fonction de la nature de ces actes et les pénalités de retard sont déterminés par décret en Conseil d'Etat.

« 2° Le produit d'emprunts ou d'avances pouvant bénéficier de la garantie de l'Etat.

« 3° Les dons et legs qui pourraient lui être faits. »

Par amendement n° 106, M. Marcel Martin, au nom de la commission des finances, propose de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Marcel Martin, rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, nous sommes vraiment au cœur de la discussion puisqu'il s'agit maintenant de déterminer les modalités de financement du fonds auquel est réservée la charge de payer cette dette de l'Etat qui résulte du rachat des charges d'avoué. Pour la clarté du débat, vous me permettez de rappeler la position de la commission des finances dans cette affaire.

Premier point, la commission s'est ralliée intégralement aux propositions faites par la commission de législation en ce qui concerne l'indemnisation elle-même, ses modalités, et, si l'on peut dire, le crédit que l'Etat s'est réservé pour payer sa dette et la durée de celui-ci.

Deuxième point — c'est l'objet essentiel du présent amendement — la commission des finances a estimé qu'il n'était pas de bonne technique financière de recourir pour ce financement à une taxe parafiscale parce qu'il lui apparaît qu'il n'est pas dans la nature d'une telle taxe de régler les dépenses de réorganisation d'un service public national.

Troisième point, en admettant que le recours à la parafiscalité se justifie, la commission des finances a fait observer que, dans cette hypothèse, il était nécessaire de respecter les termes de la loi organique qui, découlant directement de la Constitution, fixe les règles applicables en matière de fiscalité et de parafiscalité.

Je voudrais expliquer les raisons qui ont amené la commission des finances à déposer cet amendement, qui tend à la suppression de l'article 34. Je me hâte de préciser que cette suppression est indicative et qu'elle a seulement pour but de permettre au Gouvernement et au Parlement de réfléchir sur le problème crucial qui est posé : la parafiscalité est-elle la formule à retenir en cette affaire ou, au contraire, ne s'agit-il pas en fait d'une fiscalité déguisée ?

A cet égard, monsieur le garde des sceaux, avec un humour que j'ai apprécié et un machiavélisme certain, vous avez tenté de m'opposer à moi-même. Ceci est extrêmement flatteur puisque, à la vérité, vous faites appel de l'opinion du rapporteur de la commission des finances à l'opinion du conseiller d'Etat. Mais ces compliments avaient quelque chose d'« empoisonné » et, reprenant une formule latine, je dirai : *Timeo Danaos et dona ferentes* ; ce que j'exprimerais volontiers par cette traduction libre : « Je crains les ministres, même et surtout quand ils vous couvrent de fleurs. » (*Sourires.*)

Monsieur le ministre, vous avez affirmé que dans un article antérieur — très antérieur d'ailleurs puisqu'il date de 1960 — j'avais soutenu une position diamétralement opposée à celle que je défends aujourd'hui au nom de la commission des finances.

Me permettrai-je de vous faire remarquer tout d'abord que le rapporteur de la commission des finances a d'abord pour tâche primordiale d'exposer la position prise par la commission des finances, quels que soient ses écrits antérieurs ? Cela étant, j'ai le sentiment que ces écrits antérieurs n'ont pas été lus à fond par vos services, ou, plus exactement, ont été interprétés de façon plus ou moins extensive, sinon erronée. J'ai pris la précaution de me relire, croyez-le bien, et il me paraît tout à fait impossible de conclure d'un article paru dans *Etudes et documents* — et non pas de « conclusions » devant le Conseil d'Etat, comme vous le disiez — que j'estimais que la parafiscalité était de nature à régler toutes les dépenses des services publics et à se substituer en quelque sorte, purement et simplement, à l'impôt.

Permettez-moi simplement de reprendre une formule de l'auteur que vous avez bien voulu citer en ma personne : « La parafiscalité navigue en quelque sorte entre deux eaux. Ses raisons d'être ne peuvent pas être, et ne seront jamais, l'intérêt privé de telle ou telle personne, de telle ou telle firme. Sa justification ne sera pas non plus un intérêt public, général et universel permettant de dire qu'il s'agit d'un véritable mode de financement des services publics. » C'est exactement ce que j'ai soutenu à la tribune. Pardonnez-moi cette parenthèse qui était nécessaire.

En deuxième lieu, pour défendre la parafiscalité, vous êtes en quelque sorte couvert de l'autorité du Conseil d'Etat. J'admire, monsieur le ministre, qu'en cette matière le Gouvernement ait d'inégales balances pour apprécier les avis du Conseil d'Etat. (*Sourires.*) Lorsque les avis de celui-ci lui sont favorables, il en fait état avec « brio ». C'est ce que vous avez fait. Lorsqu'ils sont contraires, il se garde bien de les faire connaître.

En l'occurrence, votre argumentation ne me paraît pas excellente. En réalité, de quoi s'agit-il ? Il s'agit tout simplement de savoir si, dans les circonstances présentes, la dette qu'il y a lieu de régler pour mener à bonne fin l'opération en préparation peut l'être par la voie de la parafiscalité ou si, au contraire, elle doit l'être par l'impôt.

En réalité, la commission des finances fait observer que l'importance et la nature de la réforme que vous proposez, son influence sur la structure de ce quatrième pouvoir qu'est la justice font qu'elle ne peut être considérée comme étant simplement d'un intérêt « semi-public ». A la vérité, il s'agit d'une réforme d'« intérêt public », de la réforme d'un « service public », je dirais plus, de la réforme d'un « pouvoir public ».

Une telle réforme, je l'ai dit au début, regarde l'Etat et non pas un quelconque fonds intermédiaire qui viendrait s'interposer de façon parfaitement artificielle entre l'Etat, véritable débiteur, et les créanciers de l'Etat.

M. Henri Caillavet. Très bien !

M. Marcel Martin, rapporteur pour avis. C'est là le véritable problème et je pense que si nous n'y prenions garde, les conséquences d'une décision conforme à ce qui nous est proposé pourraient s'avérer graves dans l'avenir.

Par boutade, je vous disais dans la discussion générale qu'en passant un peu le raisonnement, on pourrait admettre, suivant la théorie qui est développée aujourd'hui, que la réforme de

l'armée soit financée par une taxe parafiscale sur les fournisseurs de l'armée. C'était une boutade, bien entendu, mais elle correspond très exactement à la réalité des choses.

La justice est plus qu'un service public, c'est un pouvoir public. La réforme judiciaire qui est proposée tend à modifier le régime, non plus des auxiliaires de la justice, comme on l'a dit tout à l'heure, mais des collaborateurs de la justice, de ceux qui travaillent intimement avec elle, de ceux sans lesquels elle ne saurait fonctionner. Cette réforme, c'est véritablement celle du pouvoir public de la justice et il appartient à l'Etat, et à l'Etat seul, d'en régler les conséquences.

En outre, au fond, de quoi s'agit-il, mes chers collègues ? Il s'agit du rachat d'offices, de charges. Mais qui donc a créé la vénalité des charges ? Qui en a profité, sinon l'Etat ? Vous me direz, monsieur le garde des sceaux, que la responsabilité en incombe à un Etat antérieur. Je vous répondrai en vous rappelant le principe fondamental de la continuité de l'Etat. C'est l'Etat qui a bénéficié de cette vénalité des charges. Aujourd'hui, pour l'amélioration des structures et un meilleur exercice de sa justice, il estime devoir supprimer cette vénalité et racheter les charges qu'il a précédemment vendues et dont il a encaissé le prix. Il est normal, dans ces conditions, que ce soit l'Etat qui paie pour leur rachat.

Les débats qui ont eu lieu aujourd'hui dans cette assemblée vont d'ailleurs dans le sens des conclusions que je présente. La commission de législation, suivie par cette assemblée, a accepté de renforcer les droits des avoués expropriés, notamment en réduisant la durée du crédit que l'Etat s'était octroyé. Mais parallèlement, il est évident qu'il faudra trouver des ressources supplémentaires. Ces ressources supplémentaires, on les trouvera dans un élargissement considérable de l'assiette, de ce que vous appelez une taxe parafiscale et qui est en réalité un impôt. Si vous élargissez l'assiette de cette prétendue taxe vous instituez en vérité un droit d'enregistrement qui sera sans aucun lien avec l'opération elle-même, puisque tous les actes juridiques qui intéressent de près ou de loin, voire pas du tout, les professions nouvelles, seront frappés de cette taxe, ce qui nous ramène tout naturellement — et pourrait-on dire, par la bande — à la définition même de l'impôt.

C'est parce que je pense, c'est parce que la commission des finances pense également que nous devons revenir à ce principe de l'impôt pour financer une réforme d'intérêt national et parce que je suis un partisan de la parafiscalité qui, pour survivre, doit conserver sa spécialité, qu'au nom de votre commission des finances, je vous demande de réfléchir sur cette affaire et pour ce faire d'amorcer la navette parlementaire en disjoignant cet article 34. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission saisie au fond sur cet amendement ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission attend, pour prendre parti, d'avoir entendu la réponse de M. le garde des sceaux.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement.

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, mesdames, messieurs, j'ai dit hier, au cours de la discussion générale, que je me réjouissais d'avoir l'occasion ce soir de rompre amicalement quelques lances avec M. Marcel Martin au sujet de l'amendement qu'en tant que rapporteur pour avis de la commission des finances il vient de défendre si brillamment.

L'argumentation de M. Martin comporte deux propositions. La première, c'est en vérité une interrogation : la parafiscalité est-elle adaptée à la nature des mesures à financer ? Sur ce point, notre réponse est affirmative.

Pour démontrer le bien-fondé de cette réponse, j'emprunterai mes arguments, comme je l'en avais prévenu, à M. Martin lui-même. Le distingué rapporteur de la commission des finances — je le disais hier — est un des rares spécialistes du droit fiscal qui se soit attaché à définir les critères de la parafiscalité. Ce n'est pas sans mérite car aucun texte législatif n'en a jusqu'ici donné de définition.

Dans le recueil *Etudes et documents* du Conseil d'Etat de 1960, M. Marcel Martin précisait que « les recettes parafiscales devaient être affectées à la réalisation de buts économiques, professionnels ou sociaux. La justification d'une taxe parafiscale doit être de répondre à un besoin collectif, mais non universel, et elle se traduit, pour les utilisateurs, par une amélioration de la qualité des services rendus ». Je crois citer textuellement la très intéressante note publiée dans le recueil du Conseil d'Etat.

Or, c'est exactement ce que se propose de faire la réforme. Il ne s'agit pas de financer une réforme de la justice, mais une réforme portant sur certaines professions judiciaires et juridiques, et sur certaines seulement. Si j'avais besoin de le démon-

trer, je n'aurais qu'à me référer au titre que la commission de législation proposera de donner à ce projet de loi.

Il est évident que la réforme conduira à une amélioration des services rendus aux clients de ces professions judiciaires et juridiques et non à d'autres.

L'argument de M. Martin, suivant lequel il s'agit d'un groupe indéfini, ne me paraît pas déterminant.

Le fonds de garantie au profit des victimes d'accidents d'automobiles est alimenté par une taxe parafiscale qui est perçue, par les entreprises d'assurances, sur les assurés. Je pourrais trouver d'autres exemples, tel celui de la taxe qui est perçue sur les passagers des navires au profit de l'établissement national des invalides de la marine. Je crois donc que nous n'avons nullement détourné la parafiscalité de son but en ayant recours à une taxe parafiscale pour financer la réforme.

La deuxième proposition sur laquelle repose l'amendement de la commission des finances est que, s'il s'agit d'une taxe parafiscale, celle-ci n'a pas sa place dans la loi. En effet, aux termes de l'article 4 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, les taxes parafiscales sont établies par décret en Conseil d'Etat pris sur le rapport du ministre des finances et du ministre intéressé. J'observerai à cet égard que le Gouvernement, pour répondre au désir qui a été exprimé tant par votre commission de législation que par la commission des lois de l'Assemblée nationale, a accepté que nombre de dispositions — de nature réglementaire pourtant — soient insérées dans le projet qui vous est soumis.

Il avait d'ailleurs pensé, je ne le cache pas, à utiliser la procédure réglementaire prévue par l'ordonnance du 2 janvier 1959. Toutefois, il lui est apparu difficile de dissocier, dans le cadre d'une réforme de cette importance, les dispositions relatives aux modalités de l'indemnisation, et notamment aux délais de règlement, de celles qui les conditionnent et en délimitent la portée, à savoir les propositions de recettes.

Le Gouvernement a estimé, pour sa part, à la demande expresse des professionnels d'ailleurs, que le Parlement devait être saisi de l'ensemble du problème, de telle sorte qu'il puisse prendre ses responsabilités en parfaite connaissance de cause.

Je fais observer que le Gouvernement n'a posé, dans le texte de loi, que le principe même du financement par le canal de la parafiscalité. Il a réservé au décret, se conformant en cela à l'article 4 de l'ordonnance de 1959, le soin de fixer la nomenclature des actes et le taux de la taxe.

Je limiterai là, pour le moment, mes observations, car il me semble nécessaire de distinguer, et je suppose que M. Martin sera de mon avis, l'amendement de la commission des finances, qui tend à supprimer l'article 34, de celui proposé par la commission de législation qui a pour objet de modifier ou de compléter le mode de financement du fonds.

M. Marcel Martin, rapporteur pour avis. Je demande la parole pour répondre à M. le garde des sceaux.

M. le président. La parole est à M. Martin.

M. Marcel Martin, rapporteur pour avis. Toute la question, dans cette affaire, et elle est fondamentale, vous l'avez reconnu vous-même, est de savoir si l'ensemble des professions que nous avons à réorganiser peut être considéré comme dissociable du service de la justice, dissociable de ce « pouvoir » qu'est la justice. Pour ma part, je ne le pense pas car je vois mal le pouvoir judiciaire, les services de justice, fonctionner sans ceux qui étaient jusqu'à présent considérés, selon une expression qui heureusement a été modifiée, comme les auxiliaires de la justice. Ces auxiliaires ont toujours travaillé au service des justiciables — et ce de temps immémoriaux — avec une telle ardeur et une telle compétence qu'ils ont été, sont et seront toujours absolument nécessaires, voire indispensables, au fonctionnement du service public de la justice.

C'est faire injure à ces professions, qui sont liées à un « pouvoir public » au point d'en faire partie intégrante, que de les comparer, par exemple, à un simple comité des vins d'appellation contrôlée, domaine d'élection de la taxe parafiscale. La novation que vous proposez, en détournant la taxe parafiscale de sa finalité, monsieur le garde des sceaux, est extrêmement lourde de conséquences en ce qui concerne la structure constitutionnelle et financière même de notre système français.

Voilà ce que je voulais dire.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. Le débat est très intéressant et je voudrais opposer à la dernière argumentation de M. Marcel Martin un autre argument.

Il ne s'agit pas, monsieur Martin, de minimiser le rôle que jouaient ou que jouent, dans le service de la justice, les

avoués et les avocats. Mais je n'ai jamais entendu dire que ces professions étaient autre chose que des professions libérales. La profession d'avoué était même particulièrement réglementée et soumise au contrôle du parquet. Lorsque les avocats entendaient exalter leur rôle, ce que je comprends parfaitement, je n'ai trouvé nulle part, ni dans la doctrine, ni dans aucun discours, l'affirmation qu'ils se confondaient avec le pouvoir judiciaire.

Il y a le pouvoir judiciaire et, à côté, des professions libérales qui participent au service de la justice. Lorsqu'on les réorganise, on peut donc faire appel à une taxe parafiscale.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 106 ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Le Sénat comprendra parfaitement que je n'aie ni l'intention ni l'audace de paraphraser les propos qu'a tenus M. Marcel Martin. La compétence dont il fait preuve en ce domaine s'impose indiscutablement à nous. La commission de législation, par la voix de son rapporteur, ne peut donc que présenter quelques remarques très rapides et vous laisser le soin, dans votre sagesse, d'approuver ou de rejeter les propositions de M. Marcel Martin.

Monsieur le garde des sceaux, l'un des arguments qui a été le plus souvent invoqué à l'encontre de votre projet, c'est que la taxe parafiscale répartie uniquement sur les futurs justiciables est incontestablement de nature à alourdir le poids des frais de justice. Il n'est pas douteux que, répartie sur l'ensemble de la nation, cette charge serait évidemment beaucoup plus supportable pour les justiciables.

Je ne veux pas discuter sur le point de savoir si l'ordre des avocats fait partie du service public de la justice. Je rappellerai simplement les paroles d'un chancelier, qui fut un grand magistrat. Il disait que l'ordre des avocats est aussi vieux que la justice, mais aussi nécessaire qu'elle. Le rôle des avocats est donc intimement lié au rôle même de la justice.

Cela étant dit, la commission de législation laisse le Sénat statuer librement sur les propositions de M. Marcel Martin.

M. Pierre Marcilhacy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Pierre Marcilhacy.

M. Pierre Marcilhacy. Monsieur le président, mes chers collègues, je suis évidemment moins expert que M. Marcel Martin. J'ai été très attentif à la manière dont il a posé et défendu le problème et aussi, monsieur le garde des sceaux, aux arguments que vous avez émis. Je ne vous cache pas qu'auparavant j'hésitais, et pourtant la question est de première importance car nous devons faire très attention à ne pas étendre le domaine de la parafiscalité. Sur ce point, M. le garde des sceaux et M. Marcel Martin sont, je crois, parfaitement d'accord.

Sur quelles bases vais-je me décider ? Je suivrai un raisonnement assez simple.

A ma connaissance, aucun avoué, aucun de ceux dont vous allez racheter la charge, n'a demandé à disparaître. C'est tout de même le pouvoir, le premier des pouvoirs, monsieur Marcel Martin, qui, dans sa sagesse, a jugé bon de procéder à une réorganisation d'un autre pouvoir : le pouvoir judiciaire. Je tiens beaucoup au terme « pouvoir judiciaire », je l'emploie quand il s'agit de défendre la haute et noble situation des magistrats. Accessoirement, nous avons le droit, nous les auxiliaires de justice, d'en réclamer quelque peu le bénéfice.

Il s'agit donc de réorganiser le pouvoir judiciaire. Dans ces conditions, je ne vois pas que vous puissiez séparer et isoler de l'ensemble du pouvoir judiciaire un règlement financier à l'intérieur d'une corporation qui n'a rien demandé et qu'en tant que pouvoir vous avez jugé bon de réorganiser. Vous me direz que c'est une querelle d'école ; or, elle est beaucoup moins d'école qu'il ne le semble.

M. Marcel Martin a évoqué des exemples quelque peu humoristiques ; mais je pourrais en prendre de beaucoup plus graves. Je pense qu'il est de très mauvaise gestion, simplement pour découvrir des modes de financement difficiles à réaliser sur le plan national, de vouloir en quelque sorte cloisonner les opérations. Je le dis très nettement et je n'irai pas plus loin.

Je me rallie donc à la position de la commission des finances et je souhaite, comme M. Marcel Martin, qu'elle permette d'ouvrir un débat qui va, à mon sens, au-delà du texte dont nous sommes en train de discuter.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?.

Je vais mettre aux voix l'amendement n° 106 de la commission des finances, repoussé par le Gouvernement et pour lequel la commission de législation s'en remet à la sagesse du Sénat. J'indique au Sénat que je suis saisi d'une demande de scrutin public présentée par le groupe socialiste.

M. Guy Petit. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Petit.

M. Guy Petit. Etant donné l'importance de cette question et la demande de scrutin public déposée par le groupe socialiste, une suspension de séance me paraît souhaitable pour permettre à mon groupe de se réunir. (*Exclamations.*)

Je fais observer qu'une suspension de séance a été demandée par le groupe socialiste dans l'après-midi et qu'elle a été accordée.

S'agissant d'une question fort importante, il faut que nous sachions dans quelle direction nous allons aller.

Un sénateur socialiste. Le scrutin est ouvert !

M. le président. Le scrutin n'est pas ouvert car vous imaginez bien que, s'il l'avait été, je n'aurais pas donné la parole à quelque sénateur que ce soit.

J'interroge M. Courroy, président du groupe des républicains indépendants, pour savoir s'il maintient la demande de suspension présentée par M. Guy Petit.

M. Louis Courroy. Je sollicite une suspension de séance d'environ dix minutes, monsieur le président.

M. le président. Je vais vous proposer tout autre chose, à savoir la suspension technique qu'imposent l'état de notre personnel et aussi le nôtre, car nous délibérons depuis vingt et une heures quinze sans désemparer, soit trois heures trente. Nous pourrions donc faire d'une pierre deux coups et le groupe des indépendants pourrait se réunir pendant cette suspension technique.

Cela dit, monsieur le garde des sceaux, il est de mon devoir, assumant la présidence de cette séance, de vous rendre attentif au fait qu'en sept heures de débat, depuis le début de l'après-midi, nous avons examiné 98 amendements. Certes, si l'amendement n° 106 est adopté — je ne préjuge pas le résultat du scrutin — les trois amendements suivants tomberont. Dans cette hypothèse, nous aurons alors étudié 101 amendements. Il en reste 104. Etant donné qu'il nous a fallu sept heures de débat pour en examiner 101, on peut supposer qu'il nous faudra autant de temps pour étudier les 104 qui restent.

Il est minuit quarante-cinq ; la suspension technique doit durer vingt minutes ; nous ne pourrions donc reprendre nos travaux qu'à une heure cinq minutes. Une heure cinq minutes plus sept heures de débat, cela nous mène à huit heures du matin. Et rien n'est prévu pour les explications de vote, suspensions de séance et scrutins publics qui pourraient intervenir.

Alors, monsieur le garde des sceaux, je pense qu'il est de mon devoir, au nom du Sénat, de vous poser la question de savoir si vous jugez vraiment raisonnable que nous continuions à délibérer dans ces conditions et si vous ne pensez pas que nous devrions retirer de l'ordre du jour de la prochaine séance le projet de loi sur l'aide judiciaire.

Plusieurs sénateurs. Très bien !

M. le président. Ainsi, nous pourrions poursuivre la discussion du présent projet de loi au cours de la séance de cet après-midi, puis en terminer dans la soirée, car l'après-midi ne suffirait pas.

Si je vous interroge, monsieur le garde des sceaux, c'est parce que vous seul détenez la clé du problème.

Je rappelle, en effet, que l'alinéa 5 de l'article 29 du règlement dispose que : « L'ordre du jour réglé par le Sénat ne peut être ultérieurement modifié que par décision du Gouvernement, en ce qui concerne l'inscription prioritaire décidée en application de l'article 48 de la Constitution ».

Le projet de loi sur l'aide judiciaire ayant été inscrit à la demande du Gouvernement en vertu de l'article 48 de la Constitution, vous pouvez seul répondre à cette question.

Si je vous la pose en cet instant, c'est parce que j'imagine qu'il va vous falloir prendre certains contacts et, par conséquent, différer votre réponse jusqu'à la reprise de la séance.

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, je ne prendrai aucun contact et j'engagerai le Gouvernement comme c'est ma responsabilité.

La commission de législation sait que nous nous sommes efforcés d'aménager l'ordre du jour du Sénat et de chercher une autre date pour l'examen du projet de loi sur l'aide judiciaire. Mais, étant donné que la discussion du budget doit commencer après-demain, et compte tenu de l'ensemble des textes que le Gouvernement doit faire examiner par le Sénat d'ici à la fin de la session, cela n'a pas été possible.

Dans ces conditions, sachant d'ailleurs que les amendements les plus difficiles ont maintenant été examinés, je suis convaincu que nous pouvons régler le sort de ceux qui restent dans un délai inférieur à celui que vous avez envisagé.

En tout cas, en ce qui me concerne, je me refuse à toute modification de l'ordre du jour.

M. le président. Monsieur le garde des sceaux, la question se trouve donc tranchée.

Il peut se poser d'autres problèmes, en particulier celui de savoir jusqu'à quel point il ne faudra pas, un jour, envisager

de modifier la Constitution pour prévoir une session d'un mois au début de l'année. Cela n'a rien à voir avec notre débat de cette nuit, mais il est permis d'y penser lorsqu'on se trouve dans une situation comme celle-ci.

Le débat sera donc poursuivi jusqu'à son terme.

En attendant, la séance est suspendue pour vingt minutes.

(La séance, suspendue le jeudi 18 novembre, à zéro heure quarante-cinq minutes, est reprise à une heure dix minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

Je vais mettre aux voix l'amendement n° 106, repoussé par le Gouvernement et pour lequel la commission de législation s'en remet à la sagesse du Sénat.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe socialiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 6 :

Nombre des votants	278
Nombre des suffrages exprimés.....	264
Majorité absolue des suffrages exprimés..	133
Pour l'adoption	168
Contre	96

Le Sénat a adopté.

En conséquence, l'article 34 est supprimé et les amendements n° 139, 36 et 37 n'ont plus d'objet.

Article 35.

M. le président. « Art. 35. — La taxe prévue au 1° de l'article 34 cessera d'être exigée à une date fixée par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'économie et des finances dès que le fonds aura achevé de payer les indemnités dues en application des dispositions des articles 11, alinéa 2, 42 et 42 bis, assuré le remboursement des prêts visés à l'article 41, alinéa 2, et remboursé les avances et emprunts qui lui auront été consentis. »

Cet article se réfère à l'article 34, qui vient d'être supprimé, et il semble donc ne plus avoir d'objet.

M. Jacques Piot, rapporteur. C'est exact, monsieur le président.

M. le président. L'article 35 est donc supprimé et l'amendement n° 38 devient sans objet.

Article 43.

M. le président. « Art. 43. — Les indemnités visées aux articles 11, alinéa 2, 42 et 42 bis sont fixées à compter de la publication de la présente loi à la demande des intéressés, par décision de commissions régionales dont chacune a compétence pour un ou plusieurs ressorts de cour d'appel.

« En cas de contestation de la part, soit de l'intéressé, soit du garde des sceaux, ministre de la justice, ou du ministre de l'économie et des finances, l'indemnité est fixée par une commission centrale.

« Les indemnités allouées par les commissions régionales ou la commission centrale sont payables par provision, à concurrence des trois quarts, nonobstant toute voie de recours.

« Les commissions régionales et la commission centrale sont présidées par un magistrat désigné par le garde des sceaux, ministre de la justice. Elles comprennent, en nombre égal, d'une part des représentants des avocats, avoués ou agréés selon que le demandeur en indemnité appartenait à l'une ou l'autre de ces professions, d'autre part des fonctionnaires désignés par le ministre de l'économie et des finances.

« Les recours contre les décisions de la commission centrale sont portés devant le Conseil d'Etat. »

Par amendement n° 57, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, dans le premier alinéa, de remplacer les références : « 42 et 42 bis », par : « et 42 ».

Il s'agit d'un amendement de coordination rendu nécessaire par l'adoption de l'amendement n° 55.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. C'est exact, monsieur le président.

M. René Plevin, garde des sceaux. C'est effectivement un amendement de coordination.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 57.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 190 rectifié bis, M. Caillavet propose de rédiger comme suit la fin de la première phrase du quatrième alinéa de l'article 43 : « ... un magistrat désigné par le Conseil supérieur de la magistrature. »

M. Henri Caillavet. Je retire cet amendement, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 190 rectifié bis est retiré.

Je suis saisi de trois amendements identiques, le premier, n° 1, présenté par M. Pierre Brun, le second, n° 180, présenté par M. Schiélé et les membres du groupe de l'U.C.D.P., le troisième, n° 191, présenté par M. Caillavet, qui tendent, avant le dernier alinéa, à insérer un nouvel alinéa ainsi conçu :

« Les commissions régionales et la commission centrale, lorsqu'elles auront à statuer sur l'indemnité de suppression d'un office appartenant à un avoué justifiant de la qualité de rapatrié d'outre-mer, devront obligatoirement comprendre, dans leur composition, un avoué justifiant de cette qualité. »

La parole est à M. Carous, pour défendre l'amendement n° 1.

M. Pierre Carous. Cet amendement se justifie par sa rédaction même.

M. Pierre Schiélé. Je n'ai rien à ajouter, monsieur le président.

M. Henri Caillavet. Je ferai la même observation que M. Carous.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission accepte ces amendements.

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement les accepte également.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques n° 1, 180 et 191, acceptés par le Gouvernement et par la commission.

(Les amendements sont adoptés.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 43, ainsi modifié.

(L'article 43 est adopté.)

Articles 44 à 45 ter.

CHAPITRE VI

Dispositions transitoires et diverses.

M. le président. « Art. 44. — Les membres de la nouvelle profession d'avocat sont affiliés d'office à la caisse nationale des barreaux français instituée par la loi n° 48-50 du 12 janvier 1948. » — (Adopté.)

« Art. 45. — Les obligations de la caisse d'allocation vieillesse des officiers ministériels, des officiers publics et des compagnies judiciaires au titre du régime de base du régime complémentaire sont prises en charge par la caisse nationale des barreaux français, dans des conditions fixées par décret, en ce qui concerne les personnes exerçant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ou ayant exercé avant cette date la profession d'avoué près les tribunaux de grande instance ou la profession d'agréé près les tribunaux de commerce, ainsi que leurs ayants droit. » — (Adopté.)

« Art. 45 bis. — La caisse nationale des barreaux français est substituée aux chambres départementales et régionales d'avoués de grande instance et aux chambres régionales d'agréés ayant souscrit auprès des sociétés d'assurances des conventions instituant des régimes supplémentaires de retraite ; elle est habilitée à souscrire toutes conventions ayant pour objet l'organisation de tels régimes pour l'ensemble de la nouvelle profession. » — (Adopté.)

« Art. 45 ter. — A titre subsidiaire, le fonds garantit le paiement des sommes nécessaires au maintien des droits acquis à la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Si la mise en application de celle-ci a pour conséquence une réduction du nombre de cotisants au régime visé à l'article précédent entraînant la diminution de ces droits, cette garantie s'exerce soit par la prise en charge d'un complément de cotisation, soit par le rachat d'unités de rentes, soit par la constitution de rentes viagères. » — (Adopté.)

Article 46.

M. le président. « Art. 46. — A titre transitoire, jusqu'à la conclusion d'une convention collective de travail propre à la nouvelle profession d'avocat, la convention collective nationale de travail réglant les rapports entre les avoués et leur personnel ainsi que les avenants à cette convention sont applicables à l'ensemble du personnel salarié de cette nouvelle profession.

« La classification du personnel est faite, à défaut d'accords particuliers, par référence aux classifications définies dans la convention collective visée à l'alinéa précédent.

« Le personnel demeuré au service des avoués devenus membres de la nouvelle profession d'avocat continuera à bénéficier, dans ses relations avec son employeur, de droits au moins équivalents à ceux dont il bénéficiait en vertu de la convention collective réglant les rapports entre les avoués et leur personnel.

« Le personnel qui viendrait à être licencié du fait de l'application de la présente loi bénéficiera des dispositions prises pour l'aide aux travailleurs privés d'emploi par la loi du 18 décembre 1963 instituant le fonds national de l'emploi et les décrets subséquents. »

Par amendement n° 140, MM. Namy, Eberhard et les membres du groupe communiste et apparenté proposent, après le troisième alinéa, d'insérer un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« La caisse nationale des barreaux français représentant l'ensemble des employeurs de la profession est spécialement et seule habilitée à discuter, élaborer et conclure avec les organisations syndicales représentant le personnel toute convention collective et plus généralement toutes mesures d'ordre social. »

La parole est à M. Namy.

M. Louis Namy. L'amendement présenté par le groupe communiste est le corollaire de la suppression, à l'article 23 bis, des mots « les conventions collectives relatives au personnel employé » et je demande au Sénat de vouloir bien l'adopter.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission a repoussé l'amendement, car elle estime que la caisse nationale des barreaux français n'a pas qualité pour discuter des conventions collectives avec les syndicats de personnel. Elle a jugé, tout à l'heure, que les conseils de l'ordre n'avaient pas cette qualité et *a fortiori* cette caisse nationale, qui aura déjà suffisamment à faire pour coordonner les différentes caisses de retraite.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Il est évident que la caisse nationale des barreaux français n'est nullement compétente pour discuter des conventions collectives. Il s'agit d'un organisme de prévoyance chargé du paiement des retraites des avocats et de l'allocation de certains secours et, je le répète à l'intention de M. Namy, c'est aux organisations professionnelles représentatives qu'il appartiendra de négocier avec les syndicats de salariés.

M. le président. Maintenez-vous votre amendement, monsieur Namy ?

M. Louis Namy. Je le maintiens, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 140, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 46.

(L'article 46 est adopté.)

Article 47.

M. le président. « Art. 47. — Dans les instances en cours le 16 septembre 1972, l'avoué antérieurement constitué, s'il est devenu avocat, conservera en tant que tel, dans la suite de la procédure et jusqu'au jugement sur le fond, les attributions qui lui étaient initialement dévolues. De même, l'avocat choisi par la partie aura seul le droit de plaider.

« Le tout sous réserve de démission, décès ou radiation de l'un, ou bien d'accord entre eux, ou de décision contraire de la partie intéressée. » — (Adopté.)

Article 48.

M. le président. « Art. 48. — L'interdiction temporaire d'exercice prononcée contre un avoué ou un agréé près un tribunal de commerce ainsi que les peines disciplinaires prononcées au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi à l'encontre d'un avocat, d'un avoué ou d'un agréé, continuent à produire leurs effets.

« Les pouvoirs des juridictions disciplinaires du premier degré supprimées par la présente loi sont prorogés à l'effet de statuer sur les procédures pendantes devant elles au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

« La cour d'appel et la Cour de cassation demeurent saisies des procédures disciplinaires pendantes devant elles. »

Par amendement n° 58, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de compléter *in fine* le

deuxième alinéa par les mots suivants : « ... ainsi que sur tous faits professionnels antérieurs à cette dernière date. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Le second alinéa de cet article proroge les pouvoirs des juridictions disciplinaires du premier degré à l'effet de statuer sur les procédures pendantes devant elles au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Votre commission vous propose d'étendre cette prorogation de compétence aux faits professionnels antérieurs à la mise en vigueur de la présente loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 58, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 48, ainsi modifié.

(L'article 48 est adopté.)

Article 49.

M. le président. « Art. 49. — Les membres des anciennes professions d'avocat, d'avoué et d'agréé près les tribunaux de commerce pourront accéder aux fonctions d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, d'avoué à la cour, de notaire, de commissaire-priseur, de greffier de tribunal de commerce, d'huissier de justice, de syndic, d'administrateur judiciaire dans les conditions qui seront fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Par amendement n° 59, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, à la fin de cet article, de supprimer les mots suivants :

« ... dans les conditions qui seront fixées par décret en Conseil d'Etat. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Votre commission vous propose de renvoyer à l'article final du titre II la référence à un décret en Conseil d'Etat qui fixerait les conditions d'application de cet article. Je crois que c'est de bonne méthode législative.

Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 59, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 49, ainsi modifié.

(L'article 49 est adopté.)

Article 50.

M. le président. « Art. 50. — Par dérogation aux dispositions de l'article 18, 2° et 3°, les conseils juridiques, les clercs d'avoué, les clercs et secrétaires d'agréé, titulaires de la licence ou du doctorat en droit et justifiant à la date de la publication de la présente loi d'au moins cinq années de pratique professionnelle, peuvent accéder à la nouvelle profession d'avocat.

« La dérogation visée à l'alinéa précédent s'applique également aux clercs d'avoué, clercs et secrétaires d'agréé justifiant de l'examen professionnel d'avoué ou d'agréé ou titulaire de la capacité en droit, du baccalauréat en droit ou du diplôme d'études juridiques générales justifiant d'au moins huit années de pratique professionnelle, ainsi qu'aux principaux et sous-principaux clercs d'avoués justifiant de dix ans d'exercice en cette qualification.

« Cette dérogation s'applique aux juristes d'entreprises, licenciés ou docteurs en droit, justifiant d'au moins huit années de pratique professionnelle. »

Par amendement n° 60, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit cet article :

« A la condition d'être titulaire de la licence ou du doctorat en droit et de justifier à la date de la mise en vigueur de la présente loi d'au moins cinq années de pratique professionnelle, les clercs et employés d'avoué, d'agréé et d'avocat, les conseils juridiques et les juristes d'entreprises peuvent demander à être admis à la profession d'avocat sans remplir les conditions de formation professionnelle exigées par les articles 18, 3°, et 19.

« Peuvent, en outre, demander à être admises à cette profession sans être tenues de remplir les conditions énoncées à l'article 18, 2° et 3°, ainsi qu'à l'article 19, les personnes justifiant de l'examen professionnel d'avoué ou d'agrée à la date de la mise en vigueur de la présente loi.

« Pour l'application du présent article, les personnes dont le temps d'exercice professionnel est insuffisant à la date de la mise en vigueur de la présente loi peuvent demander à accéder à la profession d'avocat à l'expiration du délai nécessaire à l'accomplissement du temps d'exercice requis. »

Cet amendement est affecté de deux sous-amendements présentés par M. Geoffroy.

Le premier, n° 165, tend :

I. — Au premier alinéa du texte proposé par la commission, à remplacer les mots : « peuvent demander à être admis », par les mots : « peuvent accéder ».

II. — Au deuxième alinéa, à remplacer les mots : « demander à être admises », par le mot : « accéder ».

Le second, n° 97, tend, entre le deuxième et le troisième alinéa du même texte, à insérer un alinéa ainsi rédigé :

« Les Clercs d'avoués, Clercs et secrétaires d'agrée, titulaires de la capacité en droit, du baccalauréat en droit ou du diplôme d'études juridiques générales bénéficient de cette dernière dérogation, lorsqu'ils justifient d'au moins huit années de pratique professionnelle. »

En outre, je suis saisi par le Gouvernement d'un amendement n° 119, qui propose pour l'article 50 la rédaction suivante :

« I. — Les avocats inscrits sur la liste du stage à la date d'entrée en vigueur de la présente loi reçoivent la formation professionnelle prévue à l'article 19 pendant une durée égale à la période de stage qu'il leur restait à accomplir en vue de leur inscription au tableau.

« Les titulaires à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, du certificat d'aptitude à la profession d'avocat, sont dispensés, par dérogation à l'article 18, 3°, du certificat d'aptitude à la nouvelle profession d'avocat.

« II. — Par dérogation aux dispositions de l'article 18, 2° et 3°, les Clercs d'avoué près les tribunaux de grande instance, Clercs et secrétaires d'agrée, justifiant, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, de l'examen professionnel d'avoué près les tribunaux de grande instance ou d'agrée, peuvent accéder à la nouvelle profession d'avocat.

« Les Clercs d'avoué près les tribunaux de grande instance, Clercs et secrétaires d'agrée visés à l'alinéa précédent sont dispensés du stage prévu à l'article 19 s'ils ont accompli le stage prévu pour l'accès à la profession d'avoué ou d'agrée. Dans le cas contraire, ils accomplissent ce stage pendant une durée égale à la période de stage qu'il leur restait à accomplir pour accéder à la profession d'avoué ou d'agrée.

« III. — Les Clercs d'avoué près les tribunaux de grande instance, les Clercs et secrétaires d'agrée et les secrétaires d'avocat titulaires de la licence ou du doctorat en droit et justifiant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi de cinq années de pratique professionnelle, sont, par dérogation aux articles 18, 3°, et 19, dispensés du certificat d'aptitude à la nouvelle profession d'avocat et du stage.

« Bénéficient des dérogation et dispense visées à l'alinéa précédent :

« — les conseils juridiques titulaires de la licence ou du doctorat en droit et justifiant de cinq années de pratique professionnelle ;

« — les juristes d'entreprise titulaires de la licence ou du doctorat en droit et justifiant de huit années de pratique professionnelle.

« IV. — Les Clercs d'avoué près les tribunaux de grande instance, Clercs et secrétaires d'agrée et les secrétaires d'avocat, titulaires de la capacité en droit, du baccalauréat en droit ou du diplôme d'études juridiques générales, justifiant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi de huit années de pratique professionnelle, peuvent, par dérogation à l'article 18, 2°, accéder à la nouvelle profession d'avocat. Ils sont dispensés, par dérogation aux articles 18, 3°, et 19, du certificat d'aptitude à la nouvelle profession d'avocat et du stage.

« Pour l'application des dispositions des paragraphes III et IV du présent article, les personnes dont le temps d'exercice professionnel est insuffisant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi peuvent accéder à la profession d'avocat à l'expiration du délai nécessaire à l'accomplissement de temps d'exercice requis ; les Clercs d'avoué près les tribunaux de grande instance, Clercs et secrétaires d'agrée et les secrétaires d'avocat peuvent parfaire ce temps d'exercice en qualité de secrétaire d'avocat de la nouvelle profession. »

Cet amendement est, lui aussi, assorti de deux sous-amendements.

Par le premier, n° 130 rectifié, M. Piot propose au début du troisième alinéa du paragraphe III du texte de l'amendement gouvernemental, avant les mots : « les conseils juridiques... » d'insérer les mots : « les notaires et... ».

Le second, n° 192, présenté par M. Caillavet, tend à compléter le même texte par un paragraphe V ainsi conçu :

« V. — Les principaux et sous-principaux Clercs d'avoués justifiant de dix ans d'exercice en cette qualification ou ayant rempli en l'absence d'un Clerc ayant rang qualifié de principal ou de sous-principal Clerc par dérogation à l'article 18 (2° et 6°) peuvent accéder à la nouvelle profession d'avocat après avoir subi avec succès les épreuves du certificat d'aptitude de la profession d'avocat. »

Tous ces amendements et sous-amendements peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

La parole est à M. Le Bellegou pour défendre l'amendement n° 60.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Monsieur le président, il me semble, sans contester l'opportunité d'une discussion commune, au contraire, qu'il conviendrait d'examiner d'abord l'amendement n° 119 présenté par le Gouvernement, car, si cet amendement était voté, les autres amendements n'auraient plus d'objet.

M. le président. Votre proposition, monsieur le rapporteur, est logique et m'invite à donner d'abord la parole à M. le garde des sceaux pour soutenir l'amendement n° 119.

M. René Plevin, garde des sceaux. L'amendement qu'a déposé le Gouvernement est essentiellement rédactionnel. Il s'agit de réunir dans un même texte, aussi clair que possible, les différentes situations susceptibles d'entraîner le bénéfice des mesures transitoires pour l'accès à la profession d'avocat. Il reprend certaines dispositions déjà votées par l'Assemblée nationale, notamment en ce qui concerne les personnes visées au paragraphe IV.

Aussi ne devrait-il plus y avoir entre la commission et le Gouvernement de difficultés de principe à ce sujet.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 119 ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Je souscris à la déclaration de M. le garde des sceaux. Nous sommes d'accord pour approuver l'amendement présenté par le Gouvernement, qui étend le bénéfice des dérogations à des catégories particulières et notamment améliore considérablement la situation des Clercs d'avoués auprès des tribunaux de grande instance, des Clercs et secrétaires d'avoués, secrétaires d'avocats titulaires de la capacité en droit.

Nous demandons donc au Sénat, pour des motifs de caractère social, d'adopter le texte du Gouvernement. Ce texte rendra d'ailleurs probablement inutiles les autres amendements et sous-amendements, sauf celui présenté par M. Piot, lequel tend à étendre le bénéfice des dérogations prévues aux notaires.

M. le président. Il est bien évident que si l'amendement n° 119 du Gouvernement était adopté, les sous-amendements n° 165 et 97 de M. Geoffroy et l'amendement n° 60 de la commission deviendraient inutiles, car leur teneur figure dans le texte gouvernemental.

M. Jean Geoffroy. J'en suis d'accord, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. Piot pour défendre le sous-amendement n° 130 rectifié.

M. Jacques Piot, rapporteur. M. Le Bellegou a très bien exposé les motifs qui m'ont conduit à déposer cet amendement. Nous pensons, en effet, qu'il est opportun de prévoir au profit des notaires licenciés ou docteurs en droit une possibilité déjà offerte aux conseils juridiques pour l'intégration dans la nouvelle profession.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission accepte le sous-amendement n° 130 rectifié.

M. le président. Monsieur Caillavet, maintenez-vous votre sous-amendement n° 192 ?

M. Henri Caillavet. Certainement. En effet, monsieur le président, mon texte est plus libéral que ceux déposés par la commission, d'une part, et par M. Piot, d'autre part.

M. le président. Monsieur Caillavet, vous avez la parole pour le soutenir.

M. Henri Caillavet. Les Clercs d'avocats, d'avoués, d'agrées et maintenant, si le Sénat adopte le texte de M. Piot, ceux des notaires qui sont ou licenciés ou docteurs en droit, après cinq ans de pratique, seront de plein droit membre de notre nouvelle profession. Dans les mêmes conditions, les personnes qui justifieront avoir passé avec succès un examen professionnel d'avoué

ou d'agre deviendront, elles aussi, avocats dans la nouvelle profession.

Or, il existe d'autres professionnels du droit qui mritent notre attention et je le dis avec d'autant plus d'indpendance que je suis avocat. Je prends le cas des clercs d'avous principaux ou des clercs et sous-clercs principaux d'avous qui ont cette qualification de fait dans des tudes. Ils sont rompus aux disciplines juridiques qui sont les ntres. Ils sont trs souvent les meilleurs collaborateurs des avous et des agres. Ds lors, n'auraient-ils mme pas le baccalaurat, n'auraient-ils mme pas la capacit en droit, il me semble que, s'ils justifient de plus de dix ans d'exercice dans la profession en cette qualification, que si, par ailleurs, ils subissent avec succs les preuves du C. A. P. A. — c'est--dire un examen de culture juridique gnrale qui permet d'apprcier la connaissance du droit priv — rien ne s'opposerait ce que de tels auxiliaires de justice puissent devenir de plein droit nos confrres dans la nouvelle profession.

Mon texte est donc libral. Je sais que peut-tre je heurterai la conscience de certains de mes confrres du barreau — et mme du barreau de Paris — mais, dans cette affaire, nous sommes indpendants et je le dis avec d'autant plus de probit intellectuelle que je suis persuad, pour les avoir pratiqus, que de tels auxiliaires de justice mritent notre comprhension.

M. le prsident. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission n'est pas alle aussi loin que M. Caillavet, encore qu'elle ne soit pas moins librale que lui. Cependant, elle a estim qu'il ne fallait pas ouvrir trop grand l'ventail des drogations. L'tendue de ces drogations, telles que prvues dans l'amendement du Gouvernement, lui parat suffisante.

M. Guy Petit. Je demande la parole.

M. le prsident. La parole est M. Guy Petit pour explication de vote.

M. Guy Petit. Pas pour explication de vote, mais pour soutenir un amendement n 166 que j'ai dpos avec M. Mignot et qui, me semble-t-il, n'a pas t appel.

M. le prsident. J'allais y venir.

En effet, je suis saisi par MM. Guy Petit et Mignot d'un amendement n 166, qui tend : prmirement, au deuxime alina de l'article 50, remplacer : « huit annes », par : « douze annes » ; deuximement, rdiger comme suit la fin de cet alina :

« ... et sous-principaux clercs d'avou justifiant de cinq ans d'exercice en cette qualification sur un total de douze annes de pratique professionnelle. »

Cet amendement viendrait se greffer sur le paragraphe IV du texte propos par le Gouvernement.

La parole est M. Guy Petit.

M. Guy Petit. Monsieur le prsident, mes chers collgues, cet amendement tendait, dans une premire partie, remplacer huit annes par douze annes pour les clercs d'avous, d'agres, etc., titulaires de certains diplmes tels que le baccalaurat en droit ou la capacit, que l'amendement du Gouvernement propose dj intgrer dans la profession d'avocat. Comme le texte du Gouvernement est plus favorable, je retire cette partie de mon amendement.

Reste la seconde qui rejoint de trs prs les propositions de notre collgue M. Caillavet. En effet, je demandais que puissent tre intgrs les principaux et sous-principaux clercs d'avou justifiant de cinq ans d'exercice en cette qualification sur un total de douze annes de pratique professionnelle.

La commission de lgislation n'a pas t favorable cet amendement et notre distingu rapporteur, M. Le Bellegou, vient de dire pourquoi : il s'agit de gens qui n'ont pas de diplmes, diplmes relatifs, en tout cas, la connaissance du droit. Ils ont une connaissance de fait, une pratique professionnelle certaine, ils sont principaux clercs d'avou. Leur qualification n'est pas fantaisiste puisque la convention collective nationale prcise les conditions exiges pour obtenir cette qualification. Ils ont sous leurs ordres un certain nombre de clercs d'avous qui, titulaires du baccalaurat ou de la capacit en droit, vont tre intgrs dans la profession alors qu'on leur refuse cette intgration pour une raison de diplmes. Je crois que l'on commet une erreur. Nous savons tous et tous les praticiens du droit savent que les principaux clercs d'avou jouent un rle trs important au service de la justice, ainsi que l'a dit l'un de nos collgues, M. Geoffroy ou M. Caillavet.

Il arrive bien souvent que les principaux clercs d'avous, dans certaines circonstances, remplacent pendant trs longtemps les avous leur dcs. En fait, ce sont eux qui dirigent l'tude. Leur valeur professionnelle n'est pas discutable, mais, parce qu'ils n'ont pas de diplmes, on leur dit qu'ils ne pourront pas devenir avocat, moins de les acqurir. Il est bien certain qu'tant donn le long exercice de la profession qui est exig, il leur est difficile de prparer et de passer des examens. Il n'empche qu'ils ont tous la connaissance pratique ncessaire.

Mais, si l'on est tellement cheval sur les diplmes pourquoi admet-on que de simples capacitaires ou bacheliers en droit puissent devenir avocats ? Jusqu' prsent, seul le licenci ou docteur en droit pouvait devenir avocat. Or, la faveur de cette rforme, on admet qu'on puisse devenir avocat sans tre licenci ou docteur en droit.

Pourquoi donc tre si svres l'gard des clercs d'avou ? Loin de nuire l'exercice de la profession du nouvel avocat, ils seraient particulirement utiles comme collaborateurs, notamment pour tous les avocats qui, n'ayant pas l'habitude, ni le got de la postulation, trouveraient leur ct des gens capables de remplir cette partie de leur nouvelle fonction.

C'est pourquoi j'insiste. Il me semble que, malgr la vaste gnrosit dont ont fait preuve jusqu' maintenant l'Assemble nationale, le Gouvernement et le Snat pour ouvrir toutes grandes les portes de la profession d'avocat, seuls ceux-l vont tre laisss de ct.

M. le prsident. M. Guy Petit, que devient la premire partie de votre amendement ?

M. Guy Petit. Je la retire parce que le texte du Gouvernement me donne trs largement satisfaction.

M. le prsident. Il apparait la prsidence que la deuxime partie de votre amendement n 166 s'applique au paragraphe V qui fait l'objet de l'amendement n 192 prsent par M. Caillavet. Est-ce votre avis ?

M. Guy Petit. Pour moi, elle constitue plutt un sous-amendement qui s'applique au paragraphe IV de l'amendement n 119 du Gouvernement. Aprs les mots : « huit annes de pratique professionnelle », je propose en effet d'ajouter : « ... et les principaux clercs et sous-principaux clercs d'avou justifiant de cinq ans d'exercice en cette qualification sur un total de douze annes de pratique professionnelle ».

M. le prsident. Monsieur Guy Petit, je vous signale que l'amendement du Gouvernement est dj assorti d'un sous-amendement n 192, prsent par M. Caillavet, qui vise galement les principaux et sous-principaux clercs d'avou.

Votre amendement ne porterait-il pas sur ce mme paragraphe ?

M. Guy Petit. Non, monsieur le prsident, car M. Caillavet exige l'obtention du certificat d'aptitude la profession d'avocat. Par consquent, mon amendement va plus loin que le sien.

M. le prsident. Je pensais que votre amendement tendait modifier l'amendement de M. Caillavet. Mais peu importe ! Les clercs et les sous-principaux clercs seront viss dans deux paragraphes diffrents, si les deux amendements sont adopts.

Personne ne demande plus la parole ?..

Si vous le voulez bien, nous allons procder par division.

Je mets d'abord aux voix le paragraphe I de l'amendement n 119 du Gouvernement, accept par la commission.

(Ce texte est adopt.)

M. le prsident. Quelqu'un demande-t-il la parole sur le paragraphe II du mme amendement ?...

M. Pierre Schil. Je la demande, monsieur le prsident.

M. le prsident. La parole est M. Schil.

M. Pierre Schil. J'aurais dsir poser une question au rapporteur. Il est question, dans le paragraphe II de l'amendement du Gouvernement, de l'examen professionnel d'avou. Que devient l'avou supplant qui est nanti d'un examen professionnel, mais dont la valeur n'est que temporaire, et qui, peut-tre, selon les circonstances, pourrait voir son diplme dnu de valeur ?

M. le prsident. La parole est M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission n'a pas examin le cas particulier soulev par M. Schil, mais il s'agit trs probablement d'avous qui ont t chargs de grer une tude la place de son titulaire. Je pense qu'ils auront t choisis avec des qualits suffisantes pour pouvoir tre couverts par le texte que nous avons vot.

M. Pierre Schil. Je vous remercie.

M. le prsident. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe II de l'amendement n 119, accept par la commission.

(Ce texte est adopt.)

M. le prsident. Au paragraphe III se place le sous-amendement n 130 rectifi de M. Piot.

Quel est l'avis du Gouvernement sur ce sous-amendement ?

M. Ren Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte le sous-amendement prsent par M. Piot.

M. le prsident. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 130 rectifié, accepté par le Gouvernement.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je vais mettre aux voix le paragraphe III de l'amendement n° 119, présenté par le Gouvernement et complété par le sous-amendement que vous venez d'adopter.

M. Félix Ciccolini. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Ciccolini.

M. Félix Ciccolini. J'approuve ce qui est envisagé au profit des clercs d'avoués, des employés des avoués, puisque les avoués vont recevoir une indemnisation. En revanche, je ne suis pas partisan d'appliquer le même principe au bénéfice des secrétaires d'avocats, alors que les avocats qui vont continuer d'exercer leur profession ne percevront aucune indemnisation. Il peut se poser là un problème de distraction de clientèle de la part de ces secrétaires d'avocat au détriment de ceux chez qui ils ont travaillé en tant que salariés. C'est un problème de moralité salariale.

C'est pourquoi, personnellement, je ne suis pas partisan d'inclure les secrétaires d'avocats parmi les futurs bénéficiaires de ces largesses.

M. le président. Monsieur Ciccolini, sur le paragraphe III, je n'ai été saisi que d'un amendement n° 130 rectifié. Vous ne pouvez plus déposer d'amendement; seule la commission peut le faire.

M. Félix Ciccolini. Mon intervention portait sur le paragraphe III de l'amendement n° 119 présenté par le Gouvernement, où il est fait mention des secrétaires d'avocats qui vont pouvoir devenir avocats.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Notre collègue M. Ciccolini n'a pas déposé d'amendement. Par conséquent, je ne crois pas que sa proposition soit recevable. Pour apaiser son inquiétude, je peux lui faire remarquer que le raisonnement qu'il vient de tenir pour les secrétaires d'avocat peut s'appliquer à tous ceux qui vont bénéficier d'une dérogation, puisque nous avons accordé le même bénéfice aux clercs d'avoué qui peuvent demain s'installer comme avocats et faire concurrence à leur ancien patron devenu avocat. C'est vrai pour toutes les catégories bénéficiaires de la dérogation.

On est généreux ou on ne l'est pas. Il faut l'être à l'égard de tout le monde. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'accepter l'amendement du Gouvernement sans aller jusqu'à approuver celui de M. Caillavet.

M. Henri Caillavet. Encore moins celui de M. Guy Petit !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe III de l'amendement n° 119, modifié par le sous-amendement n° 130 rectifié.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Au paragraphe IV se place l'amendement n° 166 de M. Guy Petit. Je rappelle qu'il tend, après les mots « huit années de pratique professionnelle », à ajouter les mots « les principaux et sous-principaux clercs d'avoué justifiant de cinq ans d'exercice en cette qualification sur un total de douze années de pratique professionnelle ».

C'est bien là que se situe votre amendement, monsieur Guy Petit ?

M. Guy Petit. Oui, monsieur le président, mais je l'avais fait porter sur le texte de l'Assemblée nationale.

M. le président. Là encore, nous allons voter par division. D'abord, sur la première partie du paragraphe IV jusqu'aux mots : « huit années de pratique professionnelle », quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission accepte ce texte.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets ce texte aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Ensuite, se place la deuxième partie de l'amendement n° 166 de M. Guy Petit.

Qu'en pense la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission a repoussé l'amendement déposé par MM. Guy Petit et Mignot. Elle a estimé que l'éventail des dérogations avait été déjà largement ouvert par l'amendement du Gouvernement. Elle estime qu'il faut un minimum sinon de diplômes, du moins de culture générale pour pouvoir entrer dans la profession. Sans quoi, il n'y a qu'à l'ouvrir désormais à tout le monde.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. L'avis du Gouvernement est identique à celui de la commission. Le Gouvernement demande à M. Guy Petit de renoncer à son amendement, car véritablement il ne suffit pas de pouvoir justifier de quelques années d'exercice professionnel pour entrer de plain-pied dans la profession d'avocat. Vous allez trop loin, monsieur Guy Petit.

M. le président. Monsieur Guy Petit, maintenez-vous la deuxième partie rectifiée de votre amendement n° 166 ?

M. Guy Petit. Je maintiens mon texte, monsieur le président, car, comme je l'ai fait observer précédemment, on va intégrer des clercs titulaires d'un diplôme dont il ne faut pas exagérer l'importance, mais qui sont sous les ordres des principaux clercs d'avoués. J'y vois un certain illogisme. Alors qu'on s'est montré très large, on ferme la porte à cette catégorie de praticiens du droit que sont les principaux clercs dont tous ceux qui les ont fréquentés connaissent la valeur. J'ajoute d'ailleurs qu'ils sont peu nombreux ceux qui demanderont à être intégrés comme avocats dès l'instant que les dispositions qui interdisent à l'avocat d'être le salarié d'un autre avocat ont été votées. Par conséquent, ceux qui choisiront cette voie prendront la plénitude des risques d'une profession libérale.

M. le président. La deuxième partie du sous-amendement n° 166, à laquelle s'opposent la commission et le Gouvernement, est donc maintenue.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ce texte aux voix.

(Ce texte n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets donc maintenant aux voix la deuxième partie du premier alinéa du paragraphe IV, à partir des mots « peuvent, par dérogation... »

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Le deuxième alinéa du paragraphe IV de l'amendement n° 119 ne me semble pas contesté.

Je le mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Sur le sous-amendement n° 192 de M. Caillavet, la commission a émis un avis défavorable.

Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement est également opposé à l'amendement de M. Caillavet. Il tient à signaler que le C. A. P. A. n'est pas, comme il l'a indiqué, un examen de culture générale, mais un examen qui vient compléter la licence. Il ne peut être considéré comme un test de culture générale.

M. le président. Le sous-amendement est-il maintenu ?

M. Henri Caillavet. Je le maintiens, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le sous-amendement n° 192, repoussé par le Gouvernement et par la commission ?...

Je le mets aux voix.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, le Sénat, par assis et levé, adopte le sous-amendement.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 119, modifié par les votes précédemment intervenus.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. L'article 50 se trouve donc ainsi rédigé et les amendements n° 60, 165 et 97 n'ont plus d'objet.

Article 51.

M. le président. « Art. 51. — Les clercs et employés d'avoué, d'agréé et d'avocat, salariés à plein temps, qui ont exercé leurs fonctions sans discontinuité, au moins du 1^{er} janvier 1971 à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, pourront, dans la limite des emplois vacants dans les services judiciaires et dans des conditions qui seront fixées par décret en Conseil d'Etat, s'ils sont privés de leur emploi dans un délai maximum de trois ans à compter de ladite date d'entrée en vigueur et s'ils remplissent les conditions générales d'accès à la fonction publique, être recrutés soit dans les corps de fonctionnaires des services judiciaires, soit comme agents contractuels ou à titre d'auxiliaire relevant du ministère de la justice. »

Je suis d'abord saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 142, MM. Namy, Eberhard et les membres du groupe communiste et apparenté et par amendement n° 197, MM. Sauvage, Schiélé et les membres du groupe de l'union centriste des démocrates de progrès proposent de rédiger comme suit cet article :

« Les clercs et employés d'avoué, d'agréé et d'avocat qui étaient en fonctions à la date du 1^{er} janvier 1971 peuvent être,

dans les conditions qui seront fixées par décret en Conseil d'Etat, s'ils remplissent les conditions générales d'accès à la fonction publique, soit intégrés dans les corps des fonctionnaires des services judiciaires, soit recrutés comme agents contractuels ou à titre d'auxiliaires, dans le corps des fonctionnaires des services judiciaires ou autres administrations ou entreprises publiques ou semi-publiques.

« Ces intégration ou recrutement se feront par priorité en fonction de la qualification professionnelle des intéressés, sans concours ni examen, sans limitation d'âge et à égalité d'échelon. »

Par amendement n° 109 rectifié. M. Garet propose de rédiger ainsi cet article :

« Les clercs et employés d'avoué, d'agréé et d'avocat qui étaient en fonctions à la date du 1^{er} janvier 1971 peuvent être, dans les conditions qui seront fixées par décret en Conseil d'Etat, s'ils remplissent les conditions générales d'accès à la fonction publique, soit intégrés dans les corps des fonctionnaires des administrations publiques, soit recrutés comme agents contractuels ou à titre d'auxiliaires relevant de ces administrations. »

La parole est à M. Namy.

M. Louis Namy. Notre amendement a pour but d'étendre le bénéfice de l'intégration à l'ensemble de la fonction publique ou semi-publique et de ne pas la limiter uniquement au ministère de la justice. Les autres dispositions de notre amendement tendent également à élargir la portée de cette intégration.

M. le président. La parole est à M. Sauvage.

M. Jean Sauvage. Les explications que je pourrais donner ne feraient que reprendre les propos de M. Namy. Je n'insiste pas, étant donné l'heure.

M. le président. La parole est à M. Garet.

M. Pierre Garet. Comme on l'a dit, parmi les préjudices qu'entraînera incontestablement l'adoption du projet de loi relatif à l'unification des professions judiciaires, il y a celui que subiront les clercs et les employés des études d'avoués et d'agréés. En dépit des mesures bienveillantes que nous avons prises, il est certain que peu d'entre eux se reclasseront dans la nouvelle profession.

Alors, monsieur le garde des sceaux, vous qui voulez faire une réforme et qui n'avez aucun moyen financier à votre disposition pour la faire — je ne vous le reproche pas mais je le constate — ...

M. René Pleven, garde des sceaux. Surtout après les votes du Sénat !

M. Pierre Garet. ...vous avez envisagé de reclasser ces personnels parmi les corps des fonctionnaires des services judiciaires ou de les recruter comme agents contractuels ou comme auxiliaires au ministère de la justice. Vous avez raison, mais je rejoins MM. Namy et Sauvage pour dire : pourquoi ne pas ouvrir plus largement les portes des administrations publiques ?

Ce personnel de qualité pourrait être recruté non seulement par le ministère de la justice mais également par les autres ministères.

Mon amendement reprend, purement et simplement, le texte de l'article 51 du projet initial, en supprimant les mots « des services judiciaires » et « du ministère de la justice », et en les remplaçant par les mots « des administrations publiques ».

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission a examiné ces trois amendements. Elle a exprimé un avis favorable à l'amendement de M. Garet et un avis défavorable aux deux autres amendements.

La commission n'entend pas se montrer moins libérale que les auteurs de ces deux amendements, qui prévoient que l'intégration ou le recrutement se feront par priorité en fonction de la qualification professionnelle des intéressés, sans concours ni examen, sans limitation d'âge et à égalité d'échelon. Je pense qu'ils ont subodoré les conflits qui pourraient naître avec d'autres syndicats d'employés, qui vont par cette intégration voir leurs droits brimés dans une certaine mesure.

C'est la raison pour laquelle nous n'avons retenu que l'amendement de M. Garet, puisque nous approuvons le principe de l'intégration dans la fonction publique, comme contractuels ou comme titulaires, de ceux qui pourront s'y reclasser.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement est dans la fâcheuse position de n'être favorable à aucun de ces amendements, car il ne veut pas faire naître une illusion.

Je vous le dis très franchement, monsieur Garet, j'ai eu beaucoup de peine à obtenir la possibilité de recruter ces clercs et employés d'avoués, d'agréés ou d'avocats dans les services dépen-

dant du ministère de la justice. Pourtant, c'est dans ces services qu'étant donné leur formation, ils pourront trouver un emploi.

En votant votre texte, nous allons donner l'impression aux personnes concernées que tout l'éventail de la fonction publique leur est ouvert. Je sais par expérience qu'il sera pratiquement impossible d'obtenir un décret en Conseil d'Etat pour permettre leur intégration dans n'importe quel corps de fonctionnaires auquel leur préparation ne les a en aucune manière destinés.

C'est par souci de loyauté que je ne peux me rallier à votre amendement.

M. Pierre Schiélé. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Schiélé.

M. Pierre Schiélé. J'ai pour ma part beaucoup moins de scrupules à défendre cet amendement que M. le garde des sceaux.

Il est dit dans le texte qu'il s'agit de personnes qui « remplissent les conditions générales d'accès à la fonction publique ». C'est déjà restreindre les conditions dans lesquelles elles pourront être intégrées.

En fait, nous sommes en présence de deux hypothèses : ou il y aura peu d'intéressés susceptibles de bénéficier des dispositions de cet article et le ministère de la justice, compte tenu du peu de postes qui lui sont dévolus d'une manière générale dans les budgets successifs que nous examinons, pourra les intégrer et les recruter ; ou il s'agit d'un grand nombre de personnes et pour la même raison que j'ai indiquée tout à l'heure, il ne sera pas possible à ce ministère de les recevoir toutes.

Je ne me rappelle pas que l'on ait soulevé autant de difficultés pour l'intégration dans tous les corps de l'Etat des militaires de carrière que l'on a reclassés indifféremment dans différentes administrations, notamment à l'éducation nationale. Il y a là un précédent fameux et j'aimerais que l'on se le rappelle.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets d'abord aux voix les amendements identiques n° 142 et 197, qui s'éloignent le plus du texte. Ces deux amendements sont repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Ces textes ne sont pas adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 109 rectifié, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, les amendements n° 193, 194 et 195 présentés par M. Caillaud, l'amendement n° 61 présenté par M. Plot, au nom de la commission de législation, n'ont plus d'objet et l'article 51 se trouve rédigé dans le texte que le Sénat vient d'adopter.

Article 52.

M. le président. « Art. 52. — Il sera organisé une coordination entre les régimes de retraite dont relevaient les clercs, secrétaires et employés visés à l'article précédent et les régimes dont ils relèvent du fait de leur nouvel emploi. »

Sur cet article, je suis tout d'abord saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 143, présenté par MM. Namy, Eberhard et les membres du groupe communiste et apparenté, tend à rédiger comme suit cet article :

« Il sera organisé une coordination entre les régimes de retraite dont relevaient les clercs, secrétaires et employés d'avoué, d'agréé ou d'avocat et les régimes dont ils relèvent ou pourront relever du fait de leur nouvelle profession ou de leur nouvel emploi. »

« Le fonds d'organisation de la nouvelle profession garantit le paiement des sommes nécessaires au maintien des droits acquis ou en cours d'acquisition, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, en ce qui concerne les régimes des retraites complémentaires ou supplémentaires. »

« Des mesures seront prises pour la sauvegarde des droits acquis par le personnel des professions intéressées en ce qui concerne le régime général des retraites de manière que ledit personnel n'ait à subir aucun préjudice de ce chef du fait de la présente réforme. »

« Le fonds devra assurer le paiement de toutes sommes qui pourraient être imposées à ce titre. »

Le deuxième, n° 168, présenté par M. Geoffroy, a pour objet de rédiger comme suit le premier alinéa de l'article 52 :

« Il sera organisé une coordination entre les régimes de retraite dont relevaient les clercs, secrétaires et employés d'avoué, d'agréé et d'avocat et les régimes dont ils relèvent ou pourront relever du fait de leur nouvelle profession ou de leur nouvel emploi. »

Le troisième, n° 126, présenté par le Gouvernement, propose de supprimer les mots : « visés à l'article précédent ».

La parole est à M. Namy.

M. Louis Namy. L'article 52 vise la coordination entre les régimes de retraites. Le premier alinéa de notre amendement est identique à l'amendement déposé par notre collègue M. Geoffroy.

Le deuxième alinéa du texte que nous vous proposons va un peu plus loin. Il prévoit que le fonds devra également garantir les droits acquis ou en cours d'acquisition à la date d'entrée en vigueur de la présente loi à tout le personnel concerné par la réforme relativement au régime des retraites complémentaires et supplémentaires.

Quant au troisième alinéa, il tend à faire en sorte que le personnel qui travaille dans les études depuis quinze, vingt, vingt-cinq, voire trente ans et plus, ne perde aucun droit au régime général des retraites.

Telle est l'explication que je puis donner sur cet amendement.

M. le président. La parole est à M. Geoffroy.

M. Jean Geoffroy. Au début de cette discussion, cet après-midi, je vous ai dit quelle était mon inquiétude en ce qui concerne la situation des clercs et employés d'avoué et d'agrégé. J'avais l'impression — et les membres de la commission des finances étaient aussi de cet avis — que le texte qui nous venait de l'Assemblée nationale était, sur ce point, quelque peu sommaire.

Le deuxième alinéa de l'article 46, que nous avons voté tout à l'heure sans discussion, m'inquiétait particulièrement. J'en rappelle le texte :

« Le personnel qui viendrait à être licencié du fait de l'application de la présente loi bénéficiera des dispositions prises pour l'aide aux travailleurs privés d'emploi par la loi du 18 décembre 1963 instituant le fonds national de l'emploi et les décrets subséquents. »

En somme, on renvoyait les clercs employés de notaire, privés d'emploi, au fonds de chômage. Je vous avoue que cela m'avait quelque peu inquiété.

Mais je constate — je m'en réjouis et m'en félicite — qu'au cours du débat un certain effort a été fait en faveur des clercs et employés d'avoué et d'agrégé. En effet, nous avons, par divers amendements — le Gouvernement nous y a aidés pour une partie — adopté des textes vraiment remarquables au sujet de l'accès de ces personnels à la fonction d'avocat. Nous venons maintenant d'adopter un texte bien meilleur en ce qui concerne l'accès de ces employés à la fonction publique. C'est parfait.

Nous abordons maintenant, avec les amendements présentés, le système des retraites. Ce problème est très délicat. Nous venons d'intégrer les principaux, les clercs ayant un rang particulièrement élevé dans la profession d'avocat. Ce sont eux qui ont versé à la caisse de retraite des clercs les meilleures et les plus fortes cotisations. Si nous ne prenions pas certaines précautions en matière de coordination du régime nouveau, que se passerait-il ? Il n'y aurait plus que le menu fretin, les employés subalternes qui cotiseraient à la caisse des clercs et la situation de cette caisse serait alors très délicate. C'est la raison pour laquelle il faut arriver à une coordination acceptable.

Par cet amendement, que M. Namy a repris en l'élargissant à d'autres considérations, nous avons, je pense, contribué à assurer la situation des clercs et employés d'avoué et d'agrégé.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements de M. Namy et de M. Geoffroy ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Sur le fond, la commission n'est pas en désaccord avec M. Namy ; mais, au texte de son amendement, elle a préféré le texte proposé par M. Geoffroy, qu'elle a accepté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les deux amendements ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement n'est pas favorable à l'amendement n° 143 déposé par M. Namy, notamment parce qu'il vise, dans son deuxième alinéa, les retraites supplémentaires qui, je le rappelle, sont facultatives et résultent de l'initiative individuelle.

D'autre part, il ne lui semble pas adéquat, dans un tel texte, d'évoquer la sauvegarde des droits acquis en ce qui concerne le régime général des retraites. Il est évident que personne ne peut retirer à ce personnel le bénéfice du régime général des retraites.

En revanche, le Gouvernement est tout à fait favorable à l'amendement n° 168 de M. Geoffroy qui rejoint d'ailleurs la position prise par le Gouvernement.

M. le président. Monsieur Namy, maintenez-vous votre amendement ?

M. Louis Namy. Je le maintiens, monsieur le président.

Je rappelle que ce personnel cotise depuis des années sur des sommes plafonnées. Du fait de la réforme, ce personnel risque de ne plus trouver un emploi analogue. Il serait anormal de ne prendre en considération que les dix dernières

années de leur emploi précédant leur retraite, où leur salaire risque d'être moindre, alors qu'ils ont cotisé le maximum pendant de très nombreuses années.

Pour d'autres, quelques années de cotisation vont risquer de leur manquer.

Il faut donc prévoir de réparer ces préjudices en permettant soit un calcul différent de celui des dix dernières années, et cela dans un but d'équité, soit tout rachat, et à la charge dudit fonds.

Ce n'est pas la première fois que le législateur aurait pris de telles mesures.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 143, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets maintenant aux voix l'amendement n° 168, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Après le vote qui vient d'intervenir, l'amendement n° 126 n'a plus d'intérêt.

M. René Plevin, garde des sceaux. Effectivement, monsieur le président.

M. le président. Par amendement n° 62, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de compléter cet article *in fine* par la phrase suivante :

« Le fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat garantit le paiement des sommes nécessaires au maintien des droits acquis ou en cours d'acquisition à la date d'entrée en vigueur de la présente loi. »

Cet amendement est affecté d'un sous-amendement, n° 169, présenté par M. Geoffroy, qui tend à compléter *in fine* le texte proposé par la commission de législation pour compléter l'article 52 par les mots suivants :

« Y compris en ce qui concerne les régimes de retraite complémentaires et supplémentaires. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. L'amendement de la commission n'appelle pas de commentaire particulier et je demande au Sénat de bien vouloir l'adopter.

J'ajoute que la commission s'est déclarée favorable au sous-amendement n° 169 présenté par M. Geoffroy.

M. le président. La parole est à M. Geoffroy.

M. Jean Geoffroy. Mon sous-amendement se suffit à lui-même. Je n'insiste donc pas.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement n° 62. En revanche, il n'accepte pas le sous-amendement n° 169, motif pris que l'article 52 vise les régimes de retraite complémentaire et non les régimes supplémentaires, ainsi que je l'ai dit tout à l'heure à l'occasion de la discussion d'un amendement de M. Namy. Les régimes supplémentaires sont d'ordre purement contractuel et individuel. C'est le cas, notamment, pour certains secrétaires d'avocats.

M. le président. Dois-je comprendre, monsieur le garde des sceaux, que vous approuveriez le sous-amendement n° 169 si M. Geoffroy acceptait de supprimer les mots : « et supplémentaires » ?

M. René Plevin, garde des sceaux. C'est bien cela, monsieur le président.

M. Jean Geoffroy. Pour faciliter le vote, j'accepte de retirer les mots « et supplémentaires ».

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 169, modifié, accepté par le Gouvernement et par la commission.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets maintenant aux voix l'amendement n° 62.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 52, modifié.

(L'article 52 est adopté.)

Article 52 bis nouveau.

M. le président. Je suis saisi de trois amendements qui tendent à insérer dans le projet de loi, après l'article 52, un article additionnel 52 bis nouveau. Ils peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 111, présenté par M. Garet, est ainsi rédigé : « Le fonds d'organisation professionnelle consentira, dans les conditions fixées par les décrets prévus à l'article 53 ci-après,

des avances et des prêts en vue de leur reclassement aux personnels employés au 1^{er} janvier 1971 au service des anciennes professions d'avocat, d'avoué ou d'agréé.

« Les personnels visés à l'alinéa précédent pourront, en cas de justification d'un préjudice exceptionnel et distinct de ceux qui sont prévus par les conventions collectives professionnelles en vigueur à la date de la présente loi, obtenir du fonds d'organisation professionnelle une indemnisation spéciale dans les conditions fixées par les décrets prévus à l'article 53 ci-après.

« Les salariés des professions concernées par la présente loi, qui viendraient à être licenciés par suite de fusions, concentrations ou disparitions de cabinets ou d'études et, d'une manière générale du fait de la loi, percevront une indemnité spéciale de perte d'emploi, indépendante des indemnités pouvant résulter de la législation du travail en vigueur, ou, pour le personnel des études d'avoués, de la convention collective du 22 septembre 1959, égale à trois mois de salaire, pour une ancienneté de 3 ans, 6 mois de salaire, pour une ancienneté de 3 à 6 ans, 12 mois de salaire, pour une ancienneté de 6 à 9 ans, 18 mois de salaire, pour une ancienneté de 9 à 12 ans, 24 mois de salaire, pour une ancienneté de 12 à 15 ans, 36 mois de salaire, pour une ancienneté de 15 ans et davantage. Ces indemnités seront réglées par le fonds d'organisation professionnelle institué à l'article 33 de la présente loi. »

Le deuxième, n° 144, présenté par MM. Louis Namy, Jacques Eberhard et les membres du groupe communiste et apparenté, est ainsi conçu :

« Le fonds d'organisation professionnelle consentira dans les conditions fixées par les décrets prévus à l'article 53 des avances et des prêts en vue de leur reclassement aux personnels employés au 1^{er} janvier 1971 au service des anciennes professions d'avocat, d'avoué et d'agréé.

« Les personnels visés à l'alinéa précédent pourront en cas de justification d'un préjudice exceptionnel et distinct de ceux qui sont prévus par les conventions collectives professionnelles en vigueur à la date de la présente loi, obtenir du fonds d'organisation professionnelle une indemnisation spéciale dans les conditions fixées par les décrets prévus à l'article 53.

« Les salariés des professions concernées par la présente loi qui viendraient à être licenciés par suite de fusions, concentrations ou disparitions de cabinets ou d'études et, d'une manière générale, du fait de la présente loi.

« Percevront une indemnité spéciale de perte d'emploi indépendante des indemnités pouvant résulter de la législation du travail en vigueur ou, pour le personnel des études d'avoués, de la convention collective du 22 septembre 1959, égale à :

- « 3 mois de salaire pour une ancienneté de 3 ans ;
- « 6 mois de salaire pour une ancienneté de 3 à 6 ans ;
- « 12 mois de salaire pour une ancienneté de 6 à 9 ans ;
- « 18 mois de salaire pour une ancienneté de 9 à 12 ans ;
- « 24 mois de salaire pour une ancienneté de 12 à 15 ans ;
- « 36 mois de salaire pour une ancienneté de 15 ans et plus.

« Ces indemnités seront réglées par le fonds d'organisation de la profession institué à l'article 33 de la présente loi. »

Le troisième, n° 196, présenté par M. Caillavet, est ainsi libellé :

« Les salariés des professions concernées par la présente loi qui viendraient à être licenciés par suite de fusions, concentrations ou disparitions de cabinets ou d'études, et, d'une manière générale, du fait de la présente loi, percevront une indemnité spéciale de perte d'emploi indépendante des indemnités pouvant résulter de la législation du travail en vigueur ou, pour le personnel des études d'avoués, de la convention collective du 22 septembre 1959, égale à : 3 mois de salaire pour une ancienneté de 3 ans ; 6 mois de salaire pour une ancienneté de 3 à 6 ans ; 12 mois de salaire pour une ancienneté de 6 à 9 ans ; 18 mois de salaire pour une ancienneté de 9 à 12 ans ; 24 mois de salaire pour une ancienneté de 12 à 15 ans ; 36 mois de salaire pour une ancienneté de 15 ans et plus.

« Ces indemnités seront réglées par le fonds d'organisation de la profession institué à l'article 33 de la présente loi.

« Ces salariés bénéficieront des dispositions prises pour l'aide aux travailleurs privés d'emploi par la loi du 18 décembre 1963 instituant le fonds national de l'emploi et les décrets subséquents. »

La parole est à M. Garet.

M. Pierre Garet. Mes chers collègues, il s'agit là encore du préjudice subi par les Clercs et employés des études d'avocats et d'agréés.

Indépendamment de ceux qui pourront être reclassés dans la nouvelle profession, de ceux qui pourront rester au service des nouveaux avocats, de ceux qui pourront être intégrés ou recrutés dans la fonction publique, il peut y avoir d'autres membres de ces personnels pour qui rien ne sera fait, à qui rien ne sera offert. C'est la raison pour laquelle j'ai déposé mon amendement.

Je précise tout de suite que si le fonds d'organisation professionnelle n'est pas présentement alimenté, je n'y suis pour rien. J'espère cependant qu'il le sera.

M. le président. Je me permets de vous rappeler, monsieur Garet, que l'article 33 qui crée la taxe parafiscale a été voté. C'est l'assiette de cette taxe qui ne l'a pas été.

M. Pierre Garet. Il y a donc un début d'alimentation. Je vous demande de noter, monsieur le président, que je limite mon amendement aux deux premiers alinéas, la commission ayant émis à leur sujet une décision favorable, et que je retire le troisième alinéa.

M. le président. Nous sommes donc en présence d'un amendement n° 111 rectifié qui ne comporte pas de quatrième alinéa.

La parole est à M. Namy, pour défendre son amendement n° 144.

M. Louis Namy. Notre amendement va évidemment plus loin que celui de M. Garet puisque le dernier alinéa en a été retiré.

Notre demande se justifie du fait que le personnel des professions intéressées risque de subir des préjudices complémentaires en raison de la disparition des études d'avoué et d'agréé.

Antérieurement à la réforme, ce personnel pouvait toujours nourrir l'espoir de se reclasser dans une autre étude. Or cette faculté va évidemment disparaître. Bien entendu, seule l'indemnité de licenciement prévue à la convention collective est insuffisante aujourd'hui.

C'est pourquoi nous conservons le dispositif de notre amendement.

J'ajoute que les avoués, les avocats et agréés obtiendront, pour compenser le préjudice qu'ils vont subir, des indemnités spéciales en application des articles 42 et 43. C'est bien, mais alors nous posons la question : pourquoi pas le personnel des études qui subira également un préjudice supplémentaire ? Je pense que ne pas en tenir compte serait tout à fait inéquitable.

M. le président. Je voudrais faire observer, pour être bien d'accord avec la commission, que l'amendement n° 111 rectifié de M. Garet est identique aux deux premiers alinéas de l'amendement n° 144 de M. Namy et que l'amendement n° 196 de M. Caillavet est identique aux trois derniers alinéas de l'amendement de M. Namy. En somme, M. Caillavet commence là où M. Garet termine. Nous pourrions donc voter par division.

La parole est à M. Caillavet, pour défendre l'amendement n° 196.

M. Henri Caillavet. Monsieur le président, pour faciliter le vote du Sénat, je retire mon amendement, rejoignant les préoccupations exprimées par M. Garet que je fais miennes.

Mais permettez-moi, à cette heure tardive, de vous poser une question.

M. le président. Elle est avancée !

M. Henri Caillavet. Elle est tardive par rapport à l'aurore et avancée par rapport à minuit.

Pourriez-vous préciser votre observation de tout à l'heure ? En effet, vous avez dit qu'à l'occasion du vote sur l'amendement le Sénat avait accepté le principe...

M. le président. J'aurais mieux fait de ne pas le dire et je vous remercie de me le faire remarquer. A l'article 33, le fonds est créé, mais la taxe n'est pas votée.

Je m'efforce d'éclairer le débat, mais en l'occurrence, je l'obscurcissais.

L'amendement n° 196 est donc retiré.

Quel est l'avis de la commission sur les amendements n° 111 rectifié et 144 ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission a émis un avis favorable à l'amendement de M. Garet qui prévoit la possibilité d'accorder des avances ainsi qu'une indemnisation spéciale pour préjudice exceptionnel.

Je me permets de faire observer à M. Namy que si la commission n'a pas accepté la dernière partie de son amendement, c'est parce qu'elle a estimé que le deuxième alinéa, qui prévoit la réparation du préjudice au moyen de l'indemnisation librement fixée, répond à sa préoccupation. Par conséquent, la commission, en acceptant l'amendement de M. Garet, a donné la possibilité de satisfaire tous ceux qui demanderont, pour réparer un préjudice exceptionnel, une indemnisation spéciale.

Pour la même raison, du reste, la commission a repoussé l'amendement de M. Caillavet, mais notre collègue vient de le retirer.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les deux amendements ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Je pense que personne ne sera surpris si je déclare que je suis tout à fait opposé à ces amendements qui ont d'ailleurs déjà été soumis à l'Assemblée nationale, laquelle les a repoussés.

Le fonds d'organisation professionnelle est en train de devenir un véritable tonneau des Danaïdes. Chacun s'ingénie à lui assigner de nouvelles charges et, comme vous le savez, il n'a plus à sa disposition aucune recette. De plus, le premier alinéa de tous ces amendements tend à ajouter à toutes les obligations du fonds celle de remplir le rôle de banque chargée de faire les avances au personnel des études. De plus, le deuxième alinéa lui impose de prévoir des indemnités spéciales, cela dans des conditions qui ne sont d'ailleurs pas précisées.

En vérité, j'ai entendu, au cours de la discussion de cet après-midi, des avis qui me paraissent beaucoup plus pertinents que ceux qui ont été émis récemment. Tout le monde a estimé que la réforme provoquerait une grande demande de personnel qualifié et que les clercs d'avoués seraient recherchés par la nouvelle profession. Si l'on se réfère à la publicité qui paraît dans les journaux professionnels la demande est, en effet, considérable.

A mon avis, ces hypothèses n'ont aucune chance d'être confirmées par la réalité. Donc je ne soutiendrai certainement pas ces textes devant l'Assemblée nationale.

M. le président. Voici donc deux amendements n° 111 rectifié et 144, qui ont un tronc commun de deux alinéas acceptés par la commission et repoussés par le Gouvernement.

Je dois vous faire observer, monsieur Garet, que les deux premiers alinéas de votre amendement diffèrent des deux premiers alinéas de l'amendement de M. Namy par le seul fait que, *in fine*, vous avez ajouté les mots : « ci-après ». Si vous acceptiez de les supprimer, les deux rédactions seraient identiques.

Pouvons-nous considérer ces mots comme supprimés ?

M. Pierre Garet. Je n'y vois pas d'inconvénient, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 111 est à nouveau rectifié en conséquence.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les deux premiers alinéas, devenus identiques, des amendements n° 111 rectifié et 144, qui sont acceptés par la commission et repoussés par le Gouvernement.

(Ces textes sont adoptés.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?

Je mets aux voix les trois derniers alinéas de l'amendement n° 144, alinéas repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Ces textes ne sont pas adoptés.)

M. le président. L'article 52 bis nouveau est donc constitué par les deux premiers alinéas, devenus identiques, des amendements n° 111 rectifié et 144.

Article 53.

M. le président. « Art. 53. — Dans le respect de l'indépendance de l'avocat, de l'autonomie des conseils de l'ordre et du caractère libéral de la profession, des décrets en Conseil d'Etat, pris après consultation des professions intéressées, fixent les conditions d'application du présent titre.

« Ils précisent notamment :

« 1° Les conditions d'accès à la profession d'avocat ainsi que les incompatibilités, les conditions d'inscription et d'omission du tableau et les conditions d'exercice de la profession dans les cas prévus à l'article 15 ;

« 2° Les règles de déontologie ainsi que la procédure et les sanctions disciplinaires ;

« 3° Les règles d'organisation professionnelle ;

« 4° La procédure de règlement des contestations concernant le paiement des frais et honoraires des avocats ;

« 4° bis (nouveau). Les conditions d'accès à la profession d'avoué près les cours d'appel ;

« 4° ter (nouveau). Les conditions d'accès des membres des anciennes professions d'avocat, d'avoué et d'agréé près les tribunaux de commerce aux fonctions visées à l'article 49 ;

« 5° L'organisation de la formation professionnelle et le financement de cette formation ;

« 6° Les modalités de la garantie professionnelle ;

« 7° La composition du conseil d'administration du fonds institué à l'article 33 ainsi que le régime de contrôle auquel il est soumis ;

« 8° Les modalités de la compensation, dans le respect des droits acquis, entre la caisse nationale des barreaux français et l'organisation autonome d'allocation vieillesse des professions libérales instituée par l'article 645, 3°, du code de la sécurité sociale. »

Par amendement n° 127, le Gouvernement propose de rédiger comme suit le premier alinéa de cet article :

« Des décrets pris en Conseil d'Etat fixent les conditions d'application du présent titre. »

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, l'objet de notre amendement est de revenir à la rédaction traditionnelle en la matière.

On décèle, en effet, une sorte de méfiance à l'égard du Gouvernement lorsqu'on lit que « dans le respect de l'indépendance de l'avocat » — que le Gouvernement n'a jamais contestée — « de l'autonomie des conseils de l'Ordre » — qu'il s'est efforcé de renforcer dans le texte de la loi — « et du caractère libéral de la profession, des décrets en Conseil d'Etat, pris après consultation des professions intéressées... »

C'est ce que nous ferons, mais nous n'avons pas besoin de le mentionner dans le texte du projet de loi ; cela nous paraît tout à fait superfétatoire.

C'est pourquoi nous souhaitons que l'on en revienne à la rédaction traditionnelle et qu'on veuille bien nous faire un peu confiance.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur cet amendement ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Il s'agit d'un texte particulièrement important auquel, d'une manière générale, toute la profession est très attachée.

M. le garde des sceaux me fera l'honneur de penser que nous ne lui faisons pas, à lui personnellement, un procès d'intention, mais les textes ne sont pas élaborés uniquement pour la durée d'un gouvernement et il est tout de même bon de prendre, pour l'avenir, un certain nombre de précautions.

Or, à l'Assemblée nationale, ce texte a été adopté précisément en vertu des mêmes considérations de protection. Au cas où des décrets seraient pris, ils devraient être conformes au « respect de l'indépendance de l'avocat, de l'autonomie des conseils de l'ordre et du caractère libéral de la profession. » Dans l'hypothèse où un Gouvernement ne voudrait pas respecter ces dispositions, nous pensons qu'il se heurterait tout de même à une barrière constituée par le Conseil d'Etat qui serait tenu de lui rappeler les obligations stipulées dans la loi.

Il s'agit, par conséquent, non pas d'une méfiance particulière à votre égard, monsieur le garde des sceaux, ou à celui du Gouvernement, mais d'une mesure de précaution générale prise afin que la liberté et l'indépendance des avocats soient respectées lorsque les décrets relatifs à l'organisation de la profession seront pris.

J'insiste tout particulièrement auprès du Sénat pour que l'amendement du Gouvernement soit repoussé. Je pense, en effet, que cet alinéa doit être maintenu dans le texte exact voté par l'Assemblée nationale.

Votre commission de législation a été unanime à ce sujet.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 127 du Gouvernement, repoussé par la commission.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. En conséquence, le premier alinéa demeure dans le texte de l'Assemblée nationale.

Par amendement n° 63, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, après l'alinéa 3°, d'insérer un alinéa 3 bis ainsi conçu :

« 3° bis. Les conditions dans lesquelles l'autorisation prévue au quatrième alinéa de l'article 13 sera donnée ; »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Il s'agit de permettre la mise en œuvre de la mesure votée à l'article 13, permettant aux avocats d'aller exercer dans le ressort d'un autre tribunal de la même cour d'appel s'il est insuffisamment pourvu.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 63, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Un alinéa 3° bis est donc inséré dans l'article 53.

Par amendement n° 64, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer l'alinéa 4° bis.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission n'a pas compris pourquoi l'Assemblée nationale avait introduit cet alinéa qui précise les conditions d'accès à la profession d'avoué près les cours d'appel.

Je demande à M. le garde des sceaux de vouloir bien nous éclairer à ce sujet.

M. René Pleven, garde des sceaux. L'Assemblée nationale est souveraine. C'est tout ce que je puis dire !

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. J'en conclus, monsieur le garde des sceaux, que vous n'avez pas mieux compris que moi, car les avoués près les cours d'appel ne sont pas concernés.

M. René Pleven, garde des sceaux. En tout cas, le Gouvernement accepte l'amendement de la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement n° 64.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 65, présenté par MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, tend à rédiger comme suit le 5° :

« 5° L'organisation de la formation professionnelle et, en ce qui concerne le financement, les modalités d'application de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente, à la profession d'avocat ; »

L'amendement n° 121, présenté par le Gouvernement, a pour objet de rédiger comme suit le 5° :

« 5° L'organisation de la formation professionnelle et les conditions dans lesquelles la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente, pourra être appliquée à la profession d'avocat ; »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission a finalement adopté le texte du Gouvernement. Par conséquent, nous retirons l'amendement n° 65.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je remercie la commission.

M. le président. L'amendement n° 65 est donc retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 121, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements pouvant faire l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° 66, présenté par MM. Le Bellegou et Piot au nom de la commission de législation, tend à rédiger comme suit le 6° :

« 6° Les conditions d'application de l'article 31 et, notamment, les conditions des garanties, les modalités de contrôle ainsi que les conditions des règlements pécuniaires qui devront être effectués par l'intermédiaire d'une caisse, seule habilitée à recevoir les fonds disponibles. »

L'amendement n° 122 déposé par le Gouvernement a pour objet de rédiger comme suit le 6° :

« 6° Les conditions d'application de l'article 31 et, notamment, les conditions des garanties, les modalités de contrôle, les conditions dans lesquelles les avocats peuvent recevoir les fonds, effets ou valeurs destinés à effectuer les règlements directement liés à leur activité professionnelle, ainsi que les modalités et délais du dépôt de ces fonds, effets ou valeurs auprès d'un établissement habilité à cet effet. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Le texte de l'amendement de la commission se justifie par lui-même.

En revanche, nous ne sommes pas favorables à l'amendement n° 122, déposé par le Gouvernement, qui reprend en partie la rédaction de notre amendement, mais en ajoutant à la fin : « Ainsi que les modalités et délais du dépôt de ces fonds, effets ou valeurs, auprès d'un établissement habilité à cet effet. »

A la vérité, il a été institué dans les barreaux les plus importants des caisses par lesquelles passent tous les règlements et toutes les opérations des avocats, ce qui facilite le contrôle du bâtonnier. Dans la mesure où nous entendons que le contrôle des opérations des avocats soit fait par l'Ordre, il est certain que cela facilite la besogne du bâtonnier qui va être alourdie du fait de certaines dispositions prévues par la réforme.

Il est évident que ces caisses sont souvent purement et simplement des filiales d'un établissement bancaire et il est évident aussi que les autres établissements bancaires voudraient bien se partager cette tâche.

Même si, à l'heure actuelle, certains avoués ou certains agréés déposent leurs fonds dans d'autres établissements bancaires, il y aura intérêt, dans l'avenir, à ce que ce soit une caisse unique qui s'occupe de la réception de ces fonds pour faciliter le contrôle.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. En réalité, il n'y a ni différence d'objectifs ni différence de principes entre la com-

mission et le Gouvernement sur ce point. L'amendement que j'ai le devoir de défendre m'a été suggéré par mon collègue le ministre des finances et n'a pas du tout comme conséquence de troubler le fonctionnement de la C. A. R. P. A. ou des caisses analogues qui existent dans les barreaux de province.

Mais le ministre des finances m'a fait observer que dans la rédaction qui a été adoptée par la commission de législation du Sénat, et qui était assez proche de celle adoptée aussi par l'Assemblée nationale, le fait de parler d'une caisse chargée d'assurer les règlements pécuniaires des avocats contrevenait, dans la rédaction adoptée, aux dispositions relatives à la réglementation bancaire qui exclut notamment la faculté pour tout organisme autre que bancaire de recevoir du public des dépôts à vue ou à moins de deux ans.

Comme l'a très bien rappelé M. Le Bellegou, il n'y a pas, en réalité, de caisses qui reçoivent les fonds des avocats ; il y a, dans un établissement bancaire, un compte établi au nom de la caisse et c'est pour épouser la réalité que nous avons déposé l'amendement que je suis chargé de défendre. Je crois que vous pourriez vous y rallier, car cela ne peut en aucune manière troubler ce que nous voulons, comme vous, organiser ou conserver, c'est-à-dire le contrôle du bâtonnier sur ces versements et ces opérations.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Je ne suis pas tout à fait convaincu, car je crains que le vote de l'amendement présenté par le Gouvernement apporte un certain trouble dans le fonctionnement des caisses qui existent actuellement et qui fonctionnent très bien.

Evidemment, ce qui me préoccupe essentiellement, ce qui a préoccupé la commission, c'est de faciliter le contrôle du conseil de l'ordre et du bâtonnier. Pour que ce contrôle soit plus facile, il est indiscutable qu'il faut un établissement unique. Allons-nous être dans l'obligation de modifier le statut de nos caisses ?

Je pose la question. Dans l'hypothèse où vous affirmeriez qu'il n'en sera rien et qu'un établissement unique sera chargé de recevoir les fonds manipulés par les avocats, facilitant ainsi le contrôle du bâtonnier, je serais prêt à me rallier à votre amendement.

M. Jean-Marie Girault. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Girault.

M. Jean-Marie Girault. Je désire avoir un éclaircissement. Cet après-midi nous avons décidé que dans certains cas les avocats pourraient exercer la profession de syndic. Je crois savoir que les syndics sont tenus de déposer les fonds qu'ils détiennent dans les caisses publiques, et notamment auprès de la caisse des dépôts. Je voudrais savoir dans quelle mesure les dispositions que nous allons prendre règlent la question sans équivoque.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. A M. Girault, je dirai qu'à mon avis le problème ne soulève pas de difficultés. L'avocat qui sera syndic aura son compte à la C. A. R. P. A. pour toutes ses opérations en tant qu'avocat et son compte à la caisse des dépôts en tant que syndic.

D'autre part, en ce qui concerne la question posée par M. Le Bellegou, j'indique que le Gouvernement n'imposera en aucune manière au barreau le choix de l'établissement bancaire. Nous cherchons simplement à épouser la réalité et à la faire rentrer dans la législation existante, mais ce que vous avez dit correspond bien à ce que souhaite le Gouvernement. Il n'y aura pas plusieurs établissements, il y aura celui que vous aurez choisi.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission retire l'amendement n° 66 et se rallie à l'amendement n° 122 présenté par le Gouvernement.

M. le président. L'amendement n° 66 est donc retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 122.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 67, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, après le 7°, d'insérer un 7° bis ainsi rédigé :

« 7° bis Le taux de la taxe instituée par l'article 34, 1°, ses modalités de perception et de recouvrement, ainsi que les pénalités de retard, ledit taux étant fixé en fonction de la nature des actes. »

Cet amendement semble devenu sans objet.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. En effet, monsieur le président, après le vote intervenu sur l'article 34.

M. le président. Par amendement n° 123, le Gouvernement propose de rédiger comme suit le 8° :

« 8° Les modalités de compensation entre la caisse nationale des barreaux français et l'organisation autonome d'allocation vieillesse des professions libérales, instituée par l'article 645, 3°, du code de la sécurité sociale. »

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. C'est un amendement rédactionnel.

Il apparaît inutile de faire mention de droits acquis, la compensation prévue ayant précisément pour objet de garantir les droits à la retraite des membres tant de la caisse des barreaux que de la caisse autonome d'allocation vieillesse des professions libérales.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 123, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 68, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de compléter *in fine* cet article par un 9° ainsi rédigé :

« 9° Les conditions d'application de l'article 50 et, en particulier, les conditions dans lesquelles les personnes dont le temps d'exercice professionnel est insuffisant pour accéder à la profession d'avocat pourront parfaire ce temps. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Cet amendement prévoyait dans le cadre de l'article 53 un décret pour l'application de l'article 50 qui a prévu l'accession à la nouvelle profession de diverses catégories de personnes dont les employés, Clercs d'avoués et agréés.

En raison du vote intervenu à l'article 50, nous demandons que l'amendement soit rédigé ainsi : « 9° Les conditions d'application de l'article 50 ».

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur cet amendement n° 68 rectifié ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 68 rectifié.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° 170, présenté par M. Geoffroy, tend à compléter cet article *in fine* par un 10° ainsi rédigé :

« 10° Les conditions d'application de l'article 52, en particulier les obligations de chacun des régimes de retraites à l'égard tant des autres régimes que des personnels intéressés, et notamment les conditions dans lesquelles seront garantis par le fonds d'organisation les droits acquis de ces personnels en activité ou déjà en retraite. »

L'amendement n° 128 présenté par le Gouvernement tend à compléter *in fine* cet article par un 10° ainsi rédigé :

« 10° Les modalités de la coordination et les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie du fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat, prévues à l'article 52. »

La parole est à M. Geoffroy.

M. Jean Geoffroy. Cet amendement tend à introduire un paragraphe nouveau qui est la conséquence de ce que nous avons voté tout à l'heure à l'article 52 au sujet du régime des retraites des Clercs.

Un décret semble se révéler nécessaire pour l'application de l'article 52, qui prévoit une coordination entre les divers régimes de retraite concernés par la réforme.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux pour défendre l'amendement n° 128 et donner son avis sur l'amendement n° 170.

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, ces deux amendements ont pratiquement le même objet, mais le nôtre a l'avantage d'être plus concis, tout en disant l'essentiel. Je préfère la rédaction proposée par le Gouvernement, mais le fond est identique.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission avait adopté l'amendement de M. Geoffroy, mais, s'il est convaincu par la réponse de M. le garde des sceaux, nous pourrions accepter l'amendement du Gouvernement.

M. le président. Maintenez-vous votre amendement, monsieur Geoffroy ?

M. Jean Geoffroy. Malgré les difficultés que l'on peut éprouver à fixer son attention à une heure si tardive, je me rallie au texte du Gouvernement.

M. le président. L'amendement n° 170 est donc retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 128, présenté par le Gouvernement et accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Les trois amendements suivants peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par le premier, n° 145, MM. Louis Namy, Jacques Eberhard et les membres du groupe communiste et apparenté proposent de compléter cet article par les alinéas suivants :

« 11° Les conditions d'intégration dans la fonction publique des Clercs et employés d'avoué, d'agréé et d'avocat visées à l'article 51 ;

« 12° L'organisation d'un bureau de l'emploi fonctionnant auprès de chaque barreau sous contrôle paritaire qui recevra les candidatures et auquel les employeurs de la nouvelle profession devront obligatoirement faire appel pour recruter leur personnel. »

Par le second, n° 167, M. Garet propose de compléter *in fine* cet article par un alinéa ainsi rédigé :

« 11° Les conditions d'intégration dans la fonction publique des Clercs et employés d'avoué, d'agréé et d'avocat, en application de l'article 51. »

Par le troisième, n° 198, M. Schiélé et les membres du groupe de l'union centriste des démocrates de progrès proposent de compléter cet article par un alinéa ainsi conçu :

« 11° Les conditions d'intégration dans la fonction publique des Clercs et employés d'avoué, d'agréé et d'avocat visées à l'article 51. »

La parole est à M. Namy, pour défendre l'amendement n° 145.

M. Louis Namy. Un décret en Conseil d'Etat étant prévu pour l'intégration dans la fonction publique, il semble logique de prévoir, à l'article 53, un paragraphe 11° à cet effet.

Il semble également équitable de prévoir, à l'article 53, l'organisation d'un bureau de l'emploi dont l'objet sera de recruter du personnel.

M. le président. La parole est à M. Garet, pour défendre l'amendement n° 167.

M. Pierre Garet. Le Sénat a adopté tout à l'heure mon amendement n° 109 tendant à une nouvelle rédaction de l'article 51 et cet amendement est la conséquence du vote précédent.

Il est nécessaire de prévoir un décret d'application pour préciser les modalités selon lesquelles les Clercs et employés d'avoué, d'avoué et d'agréé pourront être intégrés dans la fonction publique.

M. le président. Monsieur Schiélé, votre amendement est à peu près identique à celui de M. Garet et identique au premier alinéa de l'amendement de M. Namy.

M. Pierre Schiélé. Aussi n'ai-je rien à ajouter au propos de M. Garet, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission accepte l'alinéa 11° tel qu'il est proposé dans chacun de ces amendements, mais s'oppose à l'alinéa 12° proposé dans la deuxième partie de l'amendement de M. Namy.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte les amendements de M. Garet et de M. Schiélé et la première partie de l'amendement de M. Namy.

Cependant, il suggère de rédiger ainsi le texte proposé :

« 11° Les conditions d'intégration dans la fonction publique ou de recrutement à titre contractuel des Clercs et employés d'avoué, d'agréé et d'avocat. » Car, certains de ces personnels ne rempliront pas les conditions exigées pour une intégration dans la fonction publique.

En revanche, de même que la commission, le Gouvernement est opposé à la deuxième partie de l'amendement de M. Namy car la création dans chaque barreau, quelle que soit sa dimension, d'un bureau travaillant sous contrôle paritaire est tout à fait chimérique.

M. le président. Les trois auteurs d'amendement acceptent-ils, à la demande du Gouvernement, de compléter l'alinéa 11° par les mots : « ou de recrutement à titre contractuel » ?

M. Pierre Schiélé. Je l'accepte.

M. Pierre Garet. Je l'accepte également.

M. Louis Namy. Moi de même.

M. le président. Les amendements n° 145, 167 et 198 sont donc ainsi rectifiés.

M. Garet, acceptez-vous, par ailleurs, de remplacer les mots : « en application de », qui figurent dans votre amendement, par les mots : « visées à », qui figurent dans les amendements respectifs de MM. Namy et Schiélé ?

M. Pierre Garet. Monsieur le président, pourquoi n'inversez-vous pas votre question en la posant aux deux autres auteurs d'amendement ? (Sourires.)

M. le président. Je pose donc la question à M. Namy et à M. Schiélé.

M. Louis Namy. J'accepte de modifier ainsi mon amendement.

M. Pierre Schiélé. Je l'accepte également.

M. le président. L'alinéa 11°, commun aux trois amendements, serait donc ainsi rédigé : « Les conditions d'intégration dans la fonction publique ou de recrutement à titre contractuel des clercs et employés d'avoué, d'agréé et d'avocat en application de l'article 51. »

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix ce texte, accepté par le Gouvernement et par la commission.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la seconde partie de l'amendement n° 145 de M. Namy, repoussée par le Gouvernement et par la commission.

(Ce texte n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 205, M. Garet propose, à la fin de cet article, d'insérer un nouvel alinéa ainsi rédigé : « 12° Les conditions d'application de l'article 52 bis. »

La parole est à M. Garet.

M. Pierre Garet. Cet amendement est la conséquence de l'amendement n° 111 introduisant un article additionnel 52 bis.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?...

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement n'était pas favorable à l'article 52 bis, mais il a été voté et l'amendement de M. Garet est donc justifié.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 205, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 53, modifié.

(L'article 53 est adopté.)

Après l'article 40.

M. le président. Je rappelle que la commission m'avait demandé de réserver jusqu'après l'examen de l'article 53 les amendements n° 141 et n° 179.

Ces deux amendements, le premier présenté par MM. Namy, Eberhard et les membres du groupe communiste et apparenté, le second présenté par M. Sauvage et les membres du groupe de l'U. C. D. P., sont identiques et tendent à insérer, après l'article 40, un article additionnel 40 bis nouveau, ainsi rédigé :

« Un règlement d'administration publique déterminera les obligations de chacun des régimes de retraites complémentaires à l'égard tant des autres régimes que des personnels intéressés et notamment les conditions dans lesquelles seront garantis par les fonds d'organisation professionnel les droits acquis de ces personnels en activité ou déjà en retraite, au cas où un de ces régimes ne serait pas en mesure de remplir les obligations qui lui incomberont en raison du présent texte de loi. »

La parole est à M. Namy.

M. Louis Namy. Cet amendement a pour objet de garantir les droits à la retraite des salariés.

M. Louis Sauvage. Il se justifie de lui-même, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. En adoptant les articles 52 et 53, nous avons réglé la question des retraites et la commission s'oppose donc à ces amendements, qui n'ont plus d'intérêt.

M. René Plevin, garde des sceaux. En effet, ces amendements n'ont plus d'objet.

M. le président. Sont-ils maintenus ?

M. Louis Namy. Je retire l'amendement n° 141, monsieur le président.

M. Jean Sauvage. De même, je retire l'amendement n° 179.

M. le président. Les deux amendements sont retirés.

Le titre III a été supprimé par l'Assemblée nationale, mais votre commission de législation en demande la reprise par la voie des amendements n° 69 à 86.

M. Jacques Piot, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Monsieur le ministre, mes chers collègues, au moment d'aborder l'examen du titre III, je voudrais ajouter quelques précisions à l'exposé si remarquable de mon collègue Le Bellegou lors de la discussion générale.

Dans l'esprit des membres de votre commission et de vos rapporteurs, le rétablissement du titre III répond à l'intérêt de tous ceux qui sont concernés par cette réforme, aussi bien des usagers que des professionnels.

Cette réglementation est, en premier lieu, conforme à l'intérêt de l'usager du droit ou, selon une expression plus élégante, à l'intérêt général. Il n'est plus possible, en effet, de s'en tenir à la situation actuelle, où d'innombrables conseils juridiques, de qualification et de moralité les plus inégales, exercent, sous les appellations et dans les conditions les plus diverses, sans aucun contrôle de leurs rémunérations et de l'utilisation des fonds reçus, sans que leur responsabilité soit obligatoirement garantie par une assurance, sans que l'usage du démarchage ou de la publicité soit, si peu que ce soit, réglementé. L'intérêt public exige donc que nous établissions un minimum de réglementation, de déontologie susceptible de donner aux usagers du droit les garanties indispensables.

Mais, en second lieu, cette réglementation est, aussi, conforme à l'intérêt des professions concernées et elle est souhaitable par les meilleurs des conseils juridiques, dont l'intérêt bien compris ne réside pas dans un exercice anarchique de leur profession qui jette le discrédit sur celle-ci, mais au contraire dans une déontologie qui sauvegarde l'indépendance, l'honnêteté, la compétence et, partant, le renom de tous ceux qui usent de ce titre de conseil juridique.

Elle est aussi dans l'intérêt des avocats qui, soumis aux règles strictes de leurs barreaux, souffrent actuellement de la concurrence déloyale d'une profession à laquelle rien n'est interdit. Je sais que certains avocats craignent précisément la concurrence qui pourra résulter d'une profession organisée ayant en quelque sorte, elle aussi, ses titres de noblesse ; mais je suis convaincu que la situation actuelle est bien plus défavorable encore aux avocats et ce n'est pas en défendant coûte que coûte le *statu quo* que l'on reviendra sur une évolution vieille de plusieurs dizaines d'années, qui a confiné les avocats dans la défense contentieuse.

Au contraire, la réglementation que nous vous proposons, loin d'organiser définitivement la concurrence d'une profession parallèle, prépare dès aujourd'hui l'unification des professions de conseil juridique et d'avocat. Ayant pu d'ici là se préparer à l'unification, ces derniers se verront ainsi ouvrir l'accès à de nouveaux domaines d'activité qu'un nombre croissant d'avocats, notamment les jeunes avocats, revendiquent avec de plus en plus d'impatience. Les propositions de votre commission veulent répondre à cette impatience.

Les solutions proposées apparaîtront mieux à l'examen des articles. Disons cependant tout de suite que, pour une raison exposée dans notre rapport, la commission n'a pas voulu rétablir le monopole des consultations et de rédaction d'actes en matière juridique. La solution retenue est libérale puisqu'elle permet à toute personne qui le désire de rédiger des actes et de donner des consultations à titre professionnel. La seule condition est de satisfaire aux règles de moralité exigées des avocats. Le contrôle du respect de cette condition sera possible grâce à une déclaration préalable. Seul l'usage du titre de conseil juridique est soumis à des conditions de diplôme et de pratique professionnelle.

Tel est l'esprit de la réglementation contenue dans ce titre III, que l'amendement de votre commission vous propose de rétablir.

M. René Plevin, garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Plevin, garde des sceaux. Mesdames, messieurs, comme je l'ai déjà indiqué lors de la discussion générale, le Gouvernement se félicite que votre commission des lois ait proposé le rétablissement du titre III relatif aux conseils juridiques, en lui substituant une rédaction nouvelle qui réalise une synthèse heureuse entre le texte du projet gouvernemental et les dispositions votées par l'Assemblée nationale.

La formule retenue par la commission paraît répondre aux objectifs essentiels que nous cherchons réciproquement : assainir le secteur de la consultation juridique et de la rédaction

d'actes, clarifier à l'égard du public la situation des professionnels qui exercent ces activités juridiques.

Sur le premier point, le texte de votre commission a le mérite de renforcer l'efficacité des dispositions de moralisation votées par l'Assemblée nationale. En effet, il institue, par le moyen d'une déclaration préalable au parquet, un contrôle préventif de la moralité des personnes qui, n'appartenant pas aux professions judiciaires et juridiques réglementées, désirent pratiquer à titre professionnel la rédaction d'actes ou la consultation.

Sur le second point, le texte réserve le titre de conseil juridique aux professionnels qui justifient, outre les conditions de moralité exigées de ceux qui exercent des activités juridiques, d'une formation et d'une pratique professionnelles qui les qualifient tout spécialement pour porter ce titre. Je rappelle en effet qu'actuellement, en l'absence de toute réglementation, rien ne permet au public, lorsqu'il s'adresse à une personne qui s'intitule « conseil juridique », de discerner si l'intéressé possède des titres ou une expérience personnelle suffisante. Toutefois, la réglementation du titre de conseil juridique n'institue nullement au profit d'un professionnel ou de quiconque un monopole de la consultation ou de la rédaction d'actes. Ainsi, ceux qui ne voudront pas se prévaloir de ce titre ou qui ne rempliront pas les conditions pour le porter pourront librement, s'ils n'ont pas été condamnés, continuer à exercer leur activité comme par le passé.

En conclusion, je tiens à vous dire de nouveau que le Gouvernement se rallie sans réserve au texte élaboré par votre commission de législation, car il répond à l'intérêt général, à l'intérêt bien compris des professionnels eux-mêmes ainsi qu'à l'objectif d'unification en terme des professions d'avocat et de conseil juridique que nous continuons à considérer comme l'aboutissement nécessaire de la réforme qui vous est proposée aujourd'hui.

M. le président. J'appelle maintenant les amendements.

Par amendement n° 69, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, avant l'article 54, de rétablir la rubrique suivante :

TITRE III

Réglementation de l'usage du titre de conseil juridique.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet amendement se justifie par sa teneur même.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 69, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

Article 54.

M. le président. Par amendement n° 70, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rétablir l'article 54 dans la rédaction suivante :

« Les personnes qui n'appartiennent pas à une profession judiciaire ou juridique réglementée peuvent, à titre professionnel, donner des consultations ou rédiger des actes pour autrui en matière juridique, à condition d'en faire déclaration préalablement à l'exercice de cette activité et de satisfaire aux conditions de moralité exigées des avocats. »

« Les dirigeants de droit ou de fait d'une personne morale au nom de laquelle ils exercent à titre professionnel les activités visées ci-dessus sont tenus aux mêmes conditions. »

Cet amendement est affecté de plusieurs sous-amendement.

Par sous-amendement n° 200, M. Caillavet propose de rédiger comme suit le début du texte présenté par la commission :

« A l'exclusion des conseillers fiscaux membres de l'ordre des conseillers fiscaux de France, les personnes... »

Par sous-amendement n° 102, M. Armengaud propose, au début du premier alinéa du même texte, après les mots : « profession judiciaire ou juridique réglementée », d'insérer les mots suivants : « dans son exercice ou pour l'usage du titre ».

Par sous-amendement n° 146, MM. Louis Namy, Jacques Eberhard et les membres du groupe communiste et apparenté proposent, dans le premier alinéa dudit texte, après les mots : « à titre professionnel », d'ajouter les mots : « et viager ».

Par sous-amendement n° 147, MM. Louis Namy, Jacques Eberhard et les membres du groupe communiste et apparenté proposent de compléter le texte de la commission par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle aux droits acquis des organisations syndicales régies par le livre III du

code du travail, de leur représentants et de leurs membres, d'organiser et d'exercer librement leurs activités en matière d'information, de renseignement, de conseil et de consultation juridiques ou de rédaction d'actes.

« La disposition qui précède implique en outre que l'ensemble des dispositions du présent titre n'est pas applicable aux organisations syndicales visées à l'alinéa ci-dessus. »

La parole est à M. Piot, pour défendre l'amendement n° 69.

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet article, que votre commission vous propose de rétablir dans une nouvelle rédaction, permet à toute personne de donner des consultations juridiques ou de rédiger des actes pour autrui à condition : premièrement, de satisfaire aux conditions de moralité exigées des avocats ; deuxièmement, d'en faire une déclaration préalable. Ainsi pourront être contrôlées, *a priori*, les conditions de moralité.

Afin d'éviter que, sous couvert d'une personne morale, il soit possible d'é luder le respect de ces conditions, les dirigeants de droit ou de fait d'une telle personne morale ont été expressément soumis au respect de celles-ci.

Je voudrais souligner que ces dispositions, comme les suivantes, ne s'appliquent qu'aux personnes exerçant ces activités à titre professionnel. Dans notre esprit, elles ne s'appliquent donc pas, notamment, aux juristes d'entreprises ni à ceux qui donnent des consultations juridiques dans le cadre d'un syndicat professionnel.

Ainsi, sans instituer aucun monopole, cet article permet d'exercer un contrôle minimum de moralité sur les personnes qui exercent les activités mentionnées, alors même qu'elles ne font pas usage du titre de conseil juridique.

M. le président. Si la commission et nos collègues en sont d'accord, je vais d'abord consulter le Sénat sur la prise en considération de l'amendement ; après quoi nous examinerons les sous-amendements. Enfin je ferai statuer sur l'ensemble de l'amendement, éventuellement modifié. (Assentiment.)

Monsieur le garde des sceaux, quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 70 ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement confirme l'interprétation donnée par M. le rapporteur.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je consulte le Sénat sur la prise en considération de l'amendement de la commission, que le Gouvernement accepte.

M. Félix Ciccolini. Je vote contre.

(La prise en considération est prononcée.)

M. le président. La parole est à M. Caillavet pour défendre son sous-amendement n° 200.

M. Henri Caillavet. Mes chers collègues, en réalité la rédaction que je propose pour l'article 54 a pour ambition de protéger une catégorie particulièrement importante et qualifiée de praticiens du droit, à savoir les conseillers fiscaux. Ils participent sinon à un ordre, tout au moins à une association nationale. Ils sont plus de 600 et sont tous nécessairement licenciés en droit. J'en connais qui sont membres de mon association et qui sont docteurs ès sciences économiques. S'ils ne sont pas docteurs ès sciences économiques, docteurs en droit ou licenciés en droit, ils appartiennent au cadre A de l'administration financière, c'est-à-dire qu'ils sont d'anciens inspecteurs principaux des impôts, ayant subi le concours avec succès et ayant passé deux années à l'école nationale des impôts de Lyon.

Lorsque les grosses sociétés — et il appartient aux avocats de se spécialiser dans le droit financier — font appel à des techniciens, elles n'ont à leur disposition la plupart du temps que ces conseillers fiscaux qui, je le rappelle, ont tous subi des examens d'un niveau certain. Ces conseillers représentent, pour l'essentiel, leurs clients devant les administrations financières et à la vérité nous sommes bien obligés de reconnaître que, dans la plupart des cas, ils se révèlent d'une très haute compétence. Anciens fonctionnaires, ils connaissent admirablement les arcanes fiscaux et débusquent — j'emploie ce mot à dessein — les anomalies qui sont parfois imposées par la haute administration. Ils protègent donc les contribuables sous toutes les formes.

Si vous ne les excluez pas de la loi que nous votons aujourd'hui, que va-t-il se passer ? Demain ils ne pourront plus représenter et ils ne pourront pas assister leurs clients devant les administrations publiques et plus singulièrement devant les commissions du ministère des finances.

Dans ces conditions, eu égard à leur passé et à leur qualification, je demande par cette rédaction qu'il soit permis aux conseillers fiscaux membres de l'association des conseils fiscaux de France de représenter leurs clients devant les administrations, de développer oralement des conclusions spécifiques et difficiles et de leur éviter d'être assujettis indirectement à la déclaration.

Tout à l'heure, dans un sentiment de libéralisme, nous avons permis à des clercs qui n'étaient ni bacheliers ni capacitaires

en droit, mais qui avaient dix années d'exercice, de venir à la profession d'avocat. *A fortiori* nous devons permettre à ceux qui ne veulent pas être avocats, mais qui sont des hommes hautement qualifiés, de participer à la défense des contribuables devant des administrations très souvent rigoureuses dans leur appréciation et, ce faisant, de contribuer à la défense même de l'économie moderne à laquelle nous sommes attachés.

Tel est le sens de l'amendement que j'ai eu l'honneur de déposer.

M. le président. Monsieur Caillavet, je me permets de vous faire observer que vous avez, dans votre exposé, évoqué l'« association des conseils fiscaux », alors que le texte de votre amendement parle de conseillers fiscaux « membres de l'ordre des conseils fiscaux de France ».

M. Henri Caillavet. C'est vrai. En réalité j'aurais dû écrire : « membres de l'association des conseils fiscaux », car l'ordre n'a pas été reconnu.

A ce propos, je fais appel à M. le garde des sceaux et à ses collaborateurs pour qu'il le soit. Ces anciens fonctionnaires, licenciés, docteurs en droit ou ès sciences économiques dont je parlais tout à l'heure sont intervenus pour que leur ordre soit officiellement consacré. Dans l'attente, ils ont créé une association.

M. le président. Le sous-amendement devrait donc se lire ainsi : « A l'exclusion des conseillers fiscaux membres de l'association des conseils fiscaux de France, les personnes... »

Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement de M. Caillavet, ainsi rectifié ?

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission n'a pas donné un avis favorable à cet amendement. En effet, elle a estimé qu'il n'y avait pas de raison d'exclure les conseils fiscaux du champ d'application de l'article 54. Ceux-ci ne sont pas réglementés. Ils tombent donc sous le coup de l'application de l'article 54 et leur qualification ne les dispense pas de la déclaration. A vrai dire, cette déclaration n'est pas terrible ; elle n'entraîne qu'un contrôle de l'absence de casier judiciaire au procureur. Les conseils fiscaux peuvent donc se soumettre facilement à cette formalité. J'ajouterai que l'article 71, que nous examinerons ultérieurement, précise les conditions de l'usage d'une telle mention des spécialisations.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, je regrette de dire à M. Caillavet que le Gouvernement n'est pas favorable à son amendement. En effet, l'association intitulée « Ordre des conseils fiscaux » est, comme il vient de le reconnaître, une association régie par la loi de 1901 qui groupe une partie des conseils juridiques spécialisés en droit fiscal. Je reconnais que c'est une partie fort éminente et respectable, mais je lui signale que bien d'autres conseils fiscaux sont groupés dans d'autres associations également honorables et exigeant, elles aussi, des critères de compétence très sérieux.

Aucune de ces associations, en l'absence de réglementation, n'est contrôlée actuellement par les pouvoirs publics. C'est la nécessité de ce recensement et de ce contrôle qui justifie précisément la reprise du titre III par la commission.

Je ne vois aucune raison sérieuse de dispenser les membres de l'association que vous avez mentionnée dans votre amendement, bien qu'ils soient, je le répète, très estimables, des obligations prévues par l'article 54, en ce qui concerne notamment la déclaration.

Vous avez posé d'autres questions auxquelles je dois aussi répondre. Je peux vous donner l'assurance que l'article 54 et les dispositions subséquentes n'instituent en aucune manière un monopole de l'exercice du droit et, comme il a été indiqué à propos de l'article 12 bis sur la représentation et l'assistance, le présent projet de loi ne modifie en rien la situation actuelle.

Les conseils juridiques et fiscaux, notamment ceux qui vous intéressent, ainsi d'ailleurs que tous les autres mandataires, pourront continuer à assister et à représenter leurs clients, comme ils le font aujourd'hui.

Dans ces conditions, monsieur Caillavet, il conviendrait de retirer votre sous-amendement.

M. le président. Monsieur Caillavet, votre sous-amendement est-il maintenu ?

M. Henri Caillavet. Je remercie M. le garde des sceaux d'avoir bien voulu me donner cette précision, à savoir qu'actuellement les conseillers fiscaux que je qualifierai de traditionnels et que je fréquente personnellement, car ils sont également mes concurrents sur le plan professionnel, qui sont des hommes d'une très grande qualité intellectuelle, et surtout d'une très grande technicité dans un domaine où, croyez-moi, il faut beaucoup de

sagesse, pourront donc représenter comme par le passé devant les administrations leurs clients, personnes privées, physiques ou morales.

J'en profite dès lors, monsieur le garde des sceaux, avant de retirer mon amendement, fort du renseignement que vous avez bien voulu me livrer, pour vous demander de bien vouloir prendre toutes dispositions propres à favoriser le plus tôt possible la création d'un ordre capable précisément de faire régner la discipline dans une profession qui mérite notre sollicitude parce qu'elle réagit avec efficacité à l'ensemble des difficultés que nous rencontrons.

Sous le bénéfice de ces observations, je peux retirer mon sous-amendement.

M. le président. Le sous-amendement n° 200 rectifié est donc retiré.

La parole est à M. Armengaud, pour défendre son sous-amendement n° 102.

M. André Armengaud. Monsieur le ministre, mes chers collègues, dans la mesure où les conseils en brevets d'invention seraient assimilés aux conseils juridiques, il serait nécessaire de préciser ce que l'on entend par la réglementation des professions visées à l'article. En effet, cette réglementation peut porter soit sur l'exercice de la profession elle-même, soit sur le titre.

Or, les conseils en brevets d'invention sont inscrits sur une liste établie par l'institut national de la propriété industrielle dans les conditions du décret du 29 octobre 1965. Celui-ci définit les qualifications professionnelles des intéressés, les examens auxquels ils ont dû satisfaire, les stages qu'ils ont dû effectuer, leurs responsabilités vis-à-vis des inventeurs, leur rôle de représentation et d'assistance de ces derniers devant l'institut national de la propriété industrielle et pour l'obtention tant des brevets français que des brevets étrangers, les conditions de radiation de cette liste sur rapport d'une commission dans laquelle est représenté M. le garde des sceaux ; c'est l'article 4 du décret du 29 octobre 1965.

Telles sont les raisons pour lesquelles il me paraît nécessaire d'admettre que la réglementation se fait aussi bien dans l'exercice de la profession que par le titre imposé à celle-ci.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission est favorable à l'amendement, persuadée que les explications données à son auteur seront de nature à le rassurer.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement. Il n'y a pas lieu, en effet, de demander dans ce cas une déclaration puisque les conseils en brevets d'invention sont déjà soumis à la réglementation du décret du 29 octobre 1965.

M. le président. Monsieur Armengaud, maintenez-vous votre sous-amendement ?

M. André Armengaud. Monsieur le président, à partir du moment où le Gouvernement l'accepte, je n'ai aucune raison de la retirer.

M. le président. Je n'y vois pas d'inconvénient, mais je tenais à le savoir.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 102, accepté par le Gouvernement et par la commission.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. La parole est à M. Namy, auteur du sous-amendement n° 146.

M. Louis Namy. Dans la discussion générale, monsieur le président, je me suis largement expliqué et j'ai indiqué notre position sur cet important problème. Par conséquent, je n'y reviendrai pas à cette heure matinale. Je me résumerai seulement en indiquant que la solution des problèmes que pose aujourd'hui la profession de conseil juridique ne réside pas, à notre avis, dans l'instauration d'un statut qui en pérenniserait l'existence en permettant l'intrusion de puissantes sociétés professionnelles.

La profession de conseil juridique, distincte de la profession judiciaire, doit être réglementée — nous en sommes d'accord — mais nous considérons que seuls pourront l'exercer ceux qui le font depuis un certain temps. Aucune autorisation d'établissement nouveau ne devrait être accordée. C'est pourquoi nous proposons qu'il soit précisé, dans cet article, que ce sont les conseils juridiques à titre viager qui pourront donner des consultations et rédiger des actes sous seing privé.

Tel est l'objet de notre amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. Dans sa grande majorité, la commission de législation a repoussé cet amendement. En effet, le caractère viager instaure le monopole de la consultation au profit des professionnels qui sont actuellement en fonction. De ce fait, se posent des problèmes de dérogation à ce monopole ; je pense aux professeurs de droit, aux officiers ministériels, etc. Ce problème des dérogations n'est nullement réglé par l'auteur de cet amendement.

En outre, le caractère viager préjuge les résultats de la commission prévue à l'article 76 qui doit déposer dans les cinq ans un rapport sur la fusion des professions d'avocat et de conseil juridique.

Enfin, le caractère viager risque de créer, au sein de la profession de conseil juridique, un climat d'incertitude comparable à celui que connaissent actuellement les avoués.

Pour toutes ces raisons, la commission de législation vous demande de repousser cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement partage l'avis de la commission. En effet, le sens et la portée de l'amendement de M. Namy, même accompagnés du commentaire qu'il vient de donner, me paraissent extrêmement ambigus.

Si, en effet, l'amendement signifie que le droit de donner des consultations et de rédiger des actes est réservé à titre viager aux conseils juridiques qui exercent actuellement la profession, c'est, sous une autre forme d'ailleurs plus absolue, faire renaître en fait le monopole et le cadre viager qu'instituait le titre I du projet gouvernemental. Or, vous le savez, ce titre I a été disjoint par l'Assemblée nationale et par la commission de législation du Sénat, avec notre accord.

Si votre amendement, monsieur Namy, signifie simplement que le droit au titre de conseil juridique est réservé à ceux d'entre eux qui exercent actuellement cette profession, l'amendement n'a pas sa place dans l'article 54, qui se contente de prévoir le recensement de tous ceux qui exercent des activités de consultation ou de rédaction d'actes.

Dans ce domaine, je me propose de répondre d'une manière plus large au moment où nous examinerons un amendement n° 201 déposé par M. Caillavet, qui a un objet similaire et qui viendra en discussion à l'article 55.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 146, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. La parole est à M. Namy, sur le sous-amendement n° 147.

M. Louis Namy. Monsieur le président, cet amendement a pour but de donner des garanties aux organisations syndicales.

Les organisations syndicales, bien que reconnaissant que le titre III ne crée pas le monopole du conseil juridique, sous diverses formes et à divers niveaux — militant d'entreprise, délégué du personnel, délégué syndical, conseil juridique de syndicat, d'union de syndicats, d'union locale, d'union départementale, de fédération, de confédération, conseiller juridique de bourse du travail, etc. — se sentent menacées en raison de l'imprécision du titre III.

En conséquence, il est souhaitable de les prémunir contre toute interprétation pouvant naître de la combinaison de l'ensemble des articles de ce même titre, qui mettrait en cause leurs prérogatives actuelles en la matière.

J'ajouterai que, dans la discussion générale, j'avais posé à M. le garde des sceaux, des questions auxquelles il n'a pas répondu, ce qui ne peut qu'accroître l'inquiétude que j'avais manifestée à la tribune. Je pense que vous pourriez peut-être nous répondre maintenant.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. Il s'agit du même problème d'interprétation des mots « à titre professionnel » qu'en ce qui concerne des experts et des professions à caractère parajuridique.

La commission approuve cet amendement, ne serait-ce que pour préciser ce point, en ce qui concerne les syndicats.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement considère que cet amendement est en réalité sans objet et j'espère qu'après les explications très précises que je vais donner à M. Namy, il lui sera possible de le retirer.

En effet, je précise d'abord que l'article 54, dans la rédaction proposée par la commission de législation, n'institue aucun monopole au profit de quiconque en matière de consultation et de rédaction d'actes. Il est donc inutile de réserver expressément à cet égard les droits des organisations syndicales.

Répondant à la question que vous m'aviez posée hier, monsieur Namy, lors de la discussion générale et que vous venez de réitérer, je vous confirme que les syndicats ne font pas profession de donner des consultations ou de rédiger des actes. S'ils sont appelés à le faire, c'est dans le cadre général de leur objet, c'est-à-dire la défense des intérêts matériels et moraux de leurs membres. Ils ne sont donc pas astreints, non plus que leurs dirigeants ou leurs représentants, aux obligations prévues par l'article 54. Ils ne sont pas obligés notamment de faire des déclarations. Par conséquent, les droits qu'ils exercent actuellement sont absolument préservés.

M. Louis Namy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Namy pour répondre à M. le garde des sceaux.

M. Louis Namy. Monsieur le garde des sceaux, vous m'avez répondu en ce qui concerne les syndicats, mais il y a, vous le savez, d'autres organisations, comme les associations de locataires, les mutilés du travail, etc. Peut-on penser qu'il en sera de même pour ces organisations ?

M. René Pleven, garde des sceaux. L'interprétation que j'ai donnée pour les syndicats s'applique intégralement à des associations et autres organismes tels que ceux que vous venez de mentionner.

En fait, ce sous-amendement est sans objet. Il peut au contraire créer une équivoque parce qu'il ne vise que les organisations syndicales. Il y a bien d'autres associations qui donnent des consultations et je crois qu'il vaut beaucoup mieux écarter ce sous-amendement.

M. le président. Compte tenu de ces précisions, maintenez-vous votre sous-amendement, monsieur Namy ?

M. Louis Namy. Je le maintiens.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 147 repoussé par le Gouvernement et accepté par la commission.

(Ce texte n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 70, modifié.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Ce texte constitue l'article 54 du projet de loi.

Article 54 bis nouveau.

M. le président. Par amendement n° 71, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de la législation, proposent, après l'article 54, d'insérer un article additionnel 54 bis, ainsi rédigé :

« La déclaration faite par les étrangers qui ne sont pas ressortissants des Etats membres des Communautés européennes ou d'un Etat qui accorde sans restriction aux Français la faculté d'exercer l'activité professionnelle qu'ils se proposent eux-mêmes d'exercer en France ne peut avoir pour objet principal que l'application des droits étrangers et du droit international. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Ce nouvel article que votre commission vous propose d'adopter permet aux étrangers d'exercer les activités mentionnées à l'article précédent, à la condition qu'elles aient pour objet principal l'application des droits étrangers et du droit international.

A la différence du texte adopté par l'Assemblée nationale pour l'article 72 D, il est fait mention ici des droits étrangers et non du droit national, formule que votre commission a trouvée trop restrictive.

Cette limitation ne s'applique pas aux ressortissants des Etats membres des Communautés européennes ou d'un Etat accordant sans restriction la réciprocité.

Conformes aux obligations résultant du Traité de Rome et du droit international, ces dispositions doivent sauvegarder les intérêts légitimes de nos ressortissants tout en permettant à Paris de rester ou de devenir plus encore une grande place juridique internationale.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 71, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article 54 bis nouveau est inséré dans le projet de loi.

Avant l'article 55.

M. le président. Par amendement n° 72, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, avant l'article 55, de rétablir la rubrique suivante :

CHAPITRE I^{er}

Conditions d'inscription sur la liste des conseils juridiques.
La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Il s'agit d'un amendement de forme.

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement l'accepte.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 72 de la commission, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

Article 55.

M. le président. Par amendement n° 73, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rétablir cet article dans la rédaction suivante :

« Les personnes exerçant les activités mentionnées aux articles 54 et 54 bis ne sont autorisées à faire usage du titre de conseil juridique, assorti ou non d'une mention de spécialisation, qu'après leur inscription sur une liste établie par le procureur de la République, et sous réserve des conditions suivantes :

« 1° Etre titulaire, soit de la licence ou du doctorat en droit, soit de titres ou de diplômes reconnus comme équivalents pour l'exercice de l'activité considérée ;

« 2° Justifier d'une pratique professionnelle. »

Cet amendement est affecté de deux sous-amendements.

Par sous-amendement n° 201, M. Caillavet propose de compléter *in fine* le texte présenté par la commission de législation pour l'article 55 par un 3° ainsi rédigé :

« 3° Avoir exercé ces activités antérieurement au 1^{er} janvier 1971. »

Par sous-amendement n° 103, M. Armengaud propose de compléter *in fine* le texte présenté par la commission de législation pour l'article 55 par un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux conseils en brevets d'invention dont la liste nationale est définie par le décret n° 65-921 du 29 octobre 1965. »

La parole est à M. Piot, pour défendre l'amendement n° 73.

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet article, que vous proposez de rétablir votre commission, soumet les personnes qui donnent des consultations juridiques et rédigent des actes pour autrui sous le titre de conseil juridique à des conditions supplémentaires.

Seule, en effet, donne droit à l'usage du titre de conseil juridique l'inscription sur la liste établie par le procureur général, qui n'est ouverte qu'aux titulaires soit de la licence ou d'un doctorat en droit soit de diplômes équivalents et justifiant d'une pratique professionnelle. Cette dernière condition est, dans une certaine mesure, inspirée du stage imposé aux jeunes avocats.

Ainsi, le titre de conseil juridique sera pour les usagers du droit une garantie de compétence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 73.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. La parole est à M. Caillavet, pour défendre son sous-amendement n° 201.

M. Henri Caillavet. Monsieur le président, aux deux conditions fixées par l'article 55, j'ajoute celle d'avoir assuré ces activités antérieurement au 1^{er} janvier 1971.

Je ne méconnaiss pas le caractère irritant de cet amendement puisqu'il ouvre à nouveau la discussion, sur un point déjà largement évoqué, mais je souhaite que les conseils juridiques n'aient qu'un droit viager.

Il est d'excellents conseils juridiques et loin de mon esprit de jeter l'anathème sur eux. Il en est même qui sont meilleurs que la plupart d'entre nous...

M. le président. Vous parlez des avocats ou des sénateurs ? (Sourires.)

M. Henri Caillavet. Les sénateurs sont tous excellents, monsieur le président ; leur vigilance matinale le prouve.

Je disais que les conseils juridiques sont souvent de très bons juristes. Mais je sais que notre garde des sceaux voulait attacher son nom à une très grande réforme. Et dans cette grande réforme, l'homme juridique nouveau était précisément l'avocat ; il n'y avait plus de conseils juridiques.

Je reconnais cependant que ces derniers ont quelques droits à faire valoir et un patrimoine à défendre. Nous ne pouvons, les spolier indirectement. Il faut donc reconnaître leurs droits acquis. Dès lors, ceux qui exerçaient avant le 1^{er} janvier 1971 continueront à exercer. Mais à partir de cette date, et puisque vous tendez à l'unification des professions, il est bien naturel que désormais, ceux qui voudront exercer une profession juridique devront s'intégrer dans le cadre nouveau, c'est-à-dire dans la profession d'avocat, nouvelle formule. S'ils ne le veulent pas, ils seront les salariés de ces avocats ou les salariés de sociétés juridiques.

Si vous adoptiez mon amendement, je crois que la réforme serait plus complète. En effet, il était prévu, tant dans le texte initial du Gouvernement que dans les propositions de la commission, que dans un délai de cinq ans, une commission spéciale devrait faire un rapport tendant à l'unification de la profession de conseil juridique et de celle d'avocat nouveau. Ce que vous voulez faire dans cinq ans, pourquoi ne pas avoir le courage de le faire maintenant ? Rien n'est pire que de laisser traîner ainsi indéfiniment des conclusions qui, en définitive, devront s'imposer à tous.

C'est cet acte de courage que je demande au Gouvernement d'accomplir. Je suis prêt à voter une réforme pour laquelle j'ai peu d'inclination mais à condition que cet amendement soit accepté par le Gouvernement, pour que soit réalisée effectivement la grande réforme à laquelle nous sommes attachés et facilitée l'apparition de l'homme nouveau dont on nous a tant entretenus.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. Monsieur le président, l'avis de la commission ne peut être que la traduction logique du vote de notre assemblée à propos de l'article 54. La commission de législation donne un avis défavorable à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, je suis désolé de n'avoir pu, au cours de cette nuit, me rallier plus souvent à des amendements défendus par M. Caillavet, mais je suis obligé de lui faire observer que l'effet de son amendement serait de réserver le titre de conseil juridique aux seules personnes qui exerçaient cette profession antérieurement au 1^{er} janvier 1971 et, par conséquent, de créer à leur profit un cadre viager.

Cet amendement est sans portée pratique si, en même temps, un monopole de l'exercice du droit n'est pas institué au profit des avocats et des autres professions réglementées.

Or, j'ai indiqué tout à l'heure, en expliquant la position du Gouvernement sur un amendement présenté par MM. Namy et Eberhard, pourquoi le principe du monopole avait dû être abandonné.

A quoi servirait, dans ces conditions — je réponds par là également à l'amendement de MM. Namy et Eberhard — d'interdire le port du titre de conseil juridique aux personnes qualifiées qui désireraient, dans l'avenir, pratiquer la consultation et la rédaction d'actes, puisqu'elles continueraient à pouvoir exercer ces activités librement ?

Un cadre viager des conseils juridiques serait concevable dans l'hypothèse d'une unification très prochaine des professions d'avocat et de conseil juridique, comme cela avait été précisément envisagé par le Gouvernement dans le premier avant-projet auquel vous avez fait allusion et dont je vous ai indiqué hier pourquoi il avait dû être, à mon regret, abandonné.

Dans le projet actuel, l'institution d'un cadre viager aurait pour seul effet de frapper de précarité les cabinets de conseils juridiques existants en rendant plus difficile leur cession.

Enfin, je me permets d'appeler l'attention du Sénat et de M. Caillavet sur le fait que le sous-amendement qu'il a proposé semble pénaliser les personnes physiques au profit des sociétés fiduciaires puisque, comme M. Caillavet la lui-même indiqué, celles-ci pourront continuer à se créer et à recruter librement et sans condition des partenaires ou des collaborateurs. Le titre III perdrait ainsi toute portée pratique.

Pour ces diverses raisons, je pense que le Sénat devrait rejeter ce sous-amendement.

M. le président. Le sous-amendement est-il maintenu, monsieur Caillavet ?

M. Henri Caillavet. Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 201, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

M. le président. La parole est à M. Armengaud pour défendre son sous-amendement n° 103.

M. André Armengaud. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, cet amendement est la manifestation d'un scrupule et d'une question que je me suis posée.

En effet, selon l'article 55, les conseils juridiques doivent figurer sur une liste établie par le procureur de la République. Or, nous avons vu tout à l'heure que les conseils en brevets d'invention figurent sur une liste établie par l'institut national de la propriété industrielle. Il convient donc, *a priori*, dans un souci évident de coordination, de préciser que les conseils en brevets d'invention sont inscrits sur une liste qui est bien celle définie par le décret du 29 octobre 1965 et n'ont pas à être soumis à l'obligation d'une inscription sur la liste prévue à l'article 55 et établie par le procureur de la République.

J'aimerais avoir sur ce point une réponse précise de M. le garde des sceaux.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. J'espère qu'après les explications que je vais lui donner, M. Armengaud pourra retirer son amendement.

Je lui confirme que ne sont astreintes à l'obligation d'inscription au parquet que les seules personnes qui désirent utiliser le titre de conseil juridique.

Or, nous l'avons dit déjà à plusieurs reprises au cours de ces débats, les conseils en brevets d'invention, dont l'activité est spécifique et qui portent un titre particulier, sont déjà protégés par le décret du 29 octobre 1965. Ils ne sont donc aucunement concernés par les dispositions de l'article 55 dont nous discutons présentement.

Je me permets d'ajouter, et je suis sûr que M. Armengaud sera sensible à cet argument, que s'il maintenait son amendement et que celui-ci fût adopté, il en résulterait sans doute des inconvénients pour ceux des conseils en brevets qui voudraient également exercer des activités de conseil juridique.

Il le sait mieux que moi : certains de ces conseils sont à la fois diplômés de grandes écoles, licenciés ou docteurs en droit. Ils peuvent donc parfaitement figurer sur la liste des conseils en brevets d'invention et, d'un autre côté, sur la liste des conseils juridiques.

M. le président. Le sous-amendement est-il maintenu ?

M. André Armengaud. M. le garde des sceaux a répondu à la question que j'avais posée et il a levé les scrupules qui m'avaient amené à intervenir. Dans ces conditions, je retire mon sous-amendement.

M. le président. Le sous-amendement n° 103 est retiré.

L'article 55 est donc rétabli dans le texte de l'amendement n° 73 qui a été précédemment adopté.

L'article 56 a été supprimé par l'Assemblée nationale.

Article 57.

M. le président. Par amendement n° 74, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rétablir l'article 57 dans la rédaction suivante :

« La profession de conseil juridique est incompatible avec toutes activités de nature à porter atteinte au caractère libéral de cette profession et à l'indépendance de celui qui l'exerce.

« Il est, en particulier, interdit à un conseil juridique de faire des actes de commerce. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet amendement n'appelle aucun commentaire.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 74, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 57 est rétabli dans le texte qui vient d'être adopté.

Article 58.

M. le président. Par amendement n° 75, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rétablir l'article 58 dans la rédaction suivante :

« La déclaration est adressée au procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel l'intéressé désire établir son domicile professionnel.

« Le procureur de la République se prononce, au vu des justifications produites, sur l'existence des conditions requises.

« Il établit la liste des personnes qui remplissent les conditions prévues pour figurer sur une liste de conseils juridiques et tient celle-ci à jour.

« Ses décisions peuvent être déférées devant le tribunal. Il peut être fait appel des décisions de celui-ci devant la cour d'appel. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet amendement se suffit par son texte lui-même.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 75, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 58 est rétabli dans le texte qui vient d'être adopté.

Les articles 59 et 60 ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

Avant l'article 61.

M. le président. Par amendement n° 76, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, avant l'article 61, de rétablir la rubrique suivante :

CHAPITRE II

Conditions d'exercice de la profession de conseil juridique.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet amendement n'appelle pas de commentaire.

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement l'accepte.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 76, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, la rubrique précédant l'article 61 est rétablie dans le texte qui vient d'être adopté.

Article 61.

M. le président. Par amendement n° 77, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rétablir l'article 61 dans la rédaction suivante :

« La profession de conseil juridique ne peut être exercée que par une personne physique, ou par une société civile professionnelle. Dans ce dernier cas, l'inscription sur la liste établie par le procureur de la République est faite au nom de la société.

« Le conseil juridique exerce sa profession soit à titre individuel ou en groupe, soit en qualité de collaborateur d'un autre conseil juridique personne physique ou morale. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Je n'ai aucun commentaire à formuler.

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 77, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 61 est rétabli dans le texte qui vient d'être adopté.

Article 62.

M. le président. Par amendement n° 78, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rétablir l'article 62 dans la rédaction suivante :

« Chaque conseil juridique doit justifier d'une assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle, ainsi que d'une garantie spécialement affectée au remboursement des fonds, effets ou valeurs reçus. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Même situation que précédemment.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement n° 78, accepté par le Gouvernement.
(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, l'article 62 est rétabli dans le texte qui vient d'être adopté.
L'article 63 a été supprimé par l'Assemblée nationale.

Article 64.

M. le président. Par amendement n° 79, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rétablir l'article 64 dans la rédaction suivante :

« L'exercice des activités de consultation et de rédaction d'actes pour autrui en matière juridique peut être interdit aux personnes qui ont encouru l'une des condamnations ou sanctions qui auraient motivé le refus de la déclaration prévue à l'article 54.

« L'interdiction est prononcée par le tribunal de grande instance à la requête du ministère public.

« Lorsque le dirigeant de droit ou de fait d'une personne morale a fait l'objet d'une condamnation ou d'une sanction visée à l'alinéa premier, cette personne morale peut être frappée de l'interdiction prévue audit alinéa. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Je n'ai pas de commentaire à formuler.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement n° 79, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, l'article 64 est rétabli dans le texte qui vient d'être adopté.

Article 65.

M. le président. Par amendement n° 80, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rétablir l'article 65 dans la rédaction suivante :

« Lorsqu'un conseil juridique se rend coupable, soit de faits contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs, soit d'une infraction aux règles du présent titre ou des textes pris pour son application, le procureur de la République peut le faire citer devant le tribunal de grande instance aux fins de radiation temporaire ou définitive de la liste.

« Appel des décisions du tribunal peut être interjeté devant la cour d'appel.

« Lorsque les faits sont imputables à un dirigeant ou à un membre d'une société, elle-même conseil juridique, la société peut être frappée des mêmes sanctions. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet amendement se suffit à lui-même.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement n° 80, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, l'article 65 est rétabli dans le texte qui vient d'être adopté.

L'article 66 a été supprimé par l'Assemblée nationale.

Avant l'article 67.

M. le président. Par amendement n° 81, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent, avant l'article 67, de rétablir la rubrique suivante :

CHAPITRE III

Dispositions transitoires et diverses.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Je n'ai pas de commentaire à faire.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement n° 81, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, la rubrique précédant l'article 67 est rétablie.

Article 67.

M. le président. Par amendement n° 82, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rétablir l'article 67 dans la rédaction suivante :

« Les personnes qui exerçaient avant le 1^{er} juillet 1971 les activités prévues à l'article 54 pourront demander leur inscription sur la liste prévue à l'article 55 sans avoir à remplir les conditions prévues audit article lorsqu'elles justifient :

« — soit de la possession de la licence ou du doctorat en droit, ou de l'un des titres ou diplômes reconnus comme équivalents ;

« — soit de la capacité ou du baccalauréat en droit ou d'un diplôme reconnu équivalent et de l'exercice, pendant trois ans au moins, des activités mentionnées à l'article 54, soit à titre individuel, soit en qualité de membre d'une personne morale ayant pour objet l'exercice de ces activités, soit en qualité de cadre salarié ;

« — soit de l'exercice pendant cinq années, au moins, des mêmes activités.

« Lorsque le temps d'exercice professionnel est insuffisant lors du dépôt de la déclaration, il est sursis à statuer sur cette déclaration jusqu'à l'expiration du délai nécessaire à l'accomplissement du temps d'exercice requis. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Je n'ai aucun commentaire à formuler.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement n° 82, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, l'article 67 est rétabli dans le texte qui vient d'être adopté.

Article 68.

M. le président. Par amendement n° 83, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rétablir l'article 68 dans la rédaction suivante :

« Par dérogation à l'article 61, les personnes morales autres que les sociétés civiles professionnelles qui exerçaient avant le 1^{er} juillet 1971 les activités prévues à l'article 54 pourront demander leur inscription sur la liste prévue à l'article 55, à la condition de se conformer, avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la mise en vigueur de la présente loi, aux règles ci-après :

« 1° Les actions des sociétés par actions doivent revêtir la forme nominative ;

« 2° Plus de la moitié du capital social doit être détenue par des personnes inscrites sur la liste prévue à l'article 55 ;

« 3° Le président du conseil d'administration, les directeurs généraux, les membres du directoire ou le directeur général unique et les gérants, ainsi que la majorité des membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance, doivent être inscrits sur la liste susvisée ;

« 4° L'adhésion d'un nouvel associé doit être subordonnée à l'agrément préalable, selon le cas du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou des porteurs de parts. »

Cet amendement est affecté de deux sous-amendements présentés par M. Guy Petit.

Le premier, n° 148, tend à rédiger comme suit le début du texte présenté par l'amendement n° 83 :

« Par dérogation à l'article 61, les personnes morales autres que les sociétés civiles professionnelles qui exercent les activités prévues à l'article 54... »

M. Guy Petit. Je retire ce sous-amendement.

M. le président. Le sous-amendement n° 148 est donc retiré.

Le second sous-amendement, n° 149, a pour objet de compléter *in fine* le texte présenté par l'amendement n° 83 par un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions des articles 93 (alinéas 1 et 2), 107 et 142 de la loi du 24 juillet 1966 ne sont applicables respectivement ni aux membres du conseil d'administration, ni aux membres du conseil de surveillance. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. En vertu de l'article 61 du présent projet, les seules personnes morales habilitées à exercer la profession de conseil juridique sont les sociétés civiles professionnelles.

Il a cependant paru nécessaire de préserver les droits acquis des autres personnes morales, notamment les sociétés dites « fiduciaires » exerçant avant le 1^{er} juillet 1971. Celles-ci pourront être inscrites sur la liste donnant droit à l'usage du titre de conseil juridique à condition de se conformer, avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la mise en vigueur de la présente loi, aux règles suivantes : que les actions soient nominatives ; que plus de la moitié du capital soit détenu par des personnes inscrites sur les listes prévues à l'article 55 ; que les dirigeants soient inscrits sur cette même liste ; que l'adhésion d'un nouvel associé soit subordonné à l'agrément préalable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement ne peut qu'accepter cet amendement qui reprend son projet initial.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 83, accepté par le Gouvernement.

M. Louis Namy. Le groupe communiste vote contre.

M. le président. Je vous en donne acte.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. La parole est à M. Guy Petit pour défendre son sous-amendement n° 149.

M. Guy Petit. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, il est nécessaire de préciser que les dispositions de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales limitant le nombre d'administrateurs salariés au sein du conseil d'administration et interdisant aux membres du conseil de surveillance de recevoir aucune rémunération permanente ne sont pas applicables aux sociétés de conseils juridiques ayant adopté une des formes de sociétés visées par la loi du 24 juillet 1966, le texte exigeant que la majorité des membres de ces conseils soient inscrits sur une liste de conseils juridiques et exercent par conséquent la profession.

Il y a évidemment le plus grand intérêt à ce que, dans ce genre de sociétés, appelées plus couramment sociétés fiduciaires, les professionnels puissent occuper les sièges de membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance tout en étant salariés de la société. La société fiduciaire perdrait son caractère de société de conseils juridiques professionnels si elle était obligée de laisser la majorité dans les conseils d'administration et l'intégralité des postes dans les conseils de surveillance à des non-professionnels, ce qui risquerait de provoquer une sorte d'accaparement par des aportheurs de capitaux de sociétés qui doivent conserver intégralement leur caractère professionnel, et cela dans l'intérêt de l'application de la loi et dans celui des professionnels qui sont salariés au sein de ces sociétés.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission approuve cet amendement, qui va faciliter grandement l'application de l'article 68, mais elle se demande si la méthode qui consiste à déroger purement et simplement à la loi de 1966 sur les sociétés commerciales n'est pas la meilleure.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement de M. Guy Petit, se réservant peut-être, en cours de navette, d'apporter quelques améliorations de rédaction.

M. Guy Petit. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Guy Petit, pour répondre au Gouvernement.

M. Guy Petit. Peut-être trouvera-t-on, au cours de la navette, une autre rédaction, mais celle qui consiste à dire que les dispositions de la loi de 1966, qui sont très particulières, ne sont pas applicables à ce genre de sociétés permet de résoudre le problème.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte le sous-amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 149, accepté par le Gouvernement et par la commission.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article 68 par l'amendement n° 83 de la commission est ainsi complété.

Article 68 bis nouveau.

M. le président. Par amendement n° 150, M. Guy Petit propose, après l'article 68, d'insérer un article 68 bis nouveau ainsi rédigé :

« Si un nouveau type de sociétés civiles professionnelles soumises, ainsi que leurs associés, aux règles d'imposition applicables en matière de sociétés régies par la loi du 24 juillet 1966, n'est pas intervenu avant le 1^{er} janvier 1977, les sociétés de conseils juridiques pourront se constituer dans les conditions prévues à l'article 68. »

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 150, accepté par le Gouvernement et par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Un article 68 bis est donc inséré dans le projet de loi.

Article 69.

M. le président. L'Assemblée nationale a supprimé l'article 69, mais, par amendement n° 84, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de le rétablir dans la rédaction suivante :

« Les dispositions de l'article 54 bis ne sont pas applicables aux ressortissants des Etats étrangers qui exerçaient leurs activités en France avant le 1^{er} juillet 1971.

« Celles des articles 54 bis et 61 ne le sont pas aux groupements constitués sous l'empire d'une législation étrangère et exerçant en France avant la même date, non plus que celles de l'article 54 bis à leurs membres, sous réserve que :

« 1° Ces groupements aient pour objet exclusif les activités mentionnées à l'article 54 ;

« 2° Tous leurs membres exerçant en France soient inscrits sur la liste prévue à l'article 55 et aient le pouvoir de représenter le groupement.

« Toutefois, si dans un délai de cinq ans à compter de la publication de la présente loi, les Etats dont ils sont membres n'ont pas accordé la réciprocité prévue à l'article 54 bis, ils pourront être, par décret pris en Conseil d'Etat, soumis à la limitation de leur activité résultant de cet article. »

Cet amendement n° 84 est affecté de trois sous-amendements.

Le premier, n° 129, présenté par le Gouvernement, propose, à la fin du dernier alinéa du texte présenté par la commission pour l'article 69, de remplacer les mots : « Ils pourront être » par les mots : « Les groupements et les membres des groupements visés à l'alinéa 2 pourront être. »

Le deuxième, n° 202, présenté par M. Caillavet, tend, au dernier alinéa du même texte, à remplacer les mots : « ils pourront être », par les mots : « ils seront ».

Le troisième, n° 124, émanant du Gouvernement, propose, dans le texte présenté par l'amendement n° 84, dernier alinéa, de remplacer les mots : « Conseil d'Etat » par les mots : « conseil des ministres ».

La parole est à M. Piot, pour défendre l'amendement n° 84.

M. Jacques Piot, rapporteur. De la même manière qu'à l'article précédent, ce nouvel article 69, qu'il vous est proposé de rétablir, sauvegarde les droits acquis des ressortissants étrangers qui exerçaient en France avant le 1^{er} juillet 1971.

Toutefois, si, dans un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi, les Etats dont ils sont ressortissants n'ont pas accordé la réciprocité, leur activité pourra être limitée à l'application des droits étrangers et du droit international conformément à l'article 54 bis.

Cette mesure n'aura pas un caractère automatique.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte cet amendement sous réserve de défendre tout à l'heure ses sous-amendements.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je consulte le Sénat sur la prise en considération de l'amendement n° 84, acceptée par le Gouvernement.

(La prise en considération est ordonnée.)

M. le président. Le sous-amendement n° 129 du Gouvernement semble d'ordre purement rédactionnel.

M. René Pleven, garde des sceaux. Oui, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission accepte ce sous-amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole?...
Je mets aux voix le sous-amendement n° 129, accepté par la commission.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Sur le sous-amendement n° 202, la parole est à M. Caillavet.

M. Henri Caillavet. Il s'agit de transformer la faculté en obligation. En d'autres termes, nous voulons que la réciprocité soit obligatoire.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission l'a repoussé, jugeant qu'il n'est pas opportun de donner un caractère automatique à ces dispositions.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 202 ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Il est le même que celui de la commission.

Je pense que M. Caillavet voudra accepter de retirer son sous-amendement car nous sommes bien d'accord quant au fond. La formule qu'il propose est tellement rigide que je crois qu'elle va au-delà de ce qui est désirable.

M. Henri Caillavet. Dans ces conditions, je retire mon sous-amendement.

M. le président. Le sous-amendement n° 202 est retiré.
Sur le sous-amendement n° 124, la parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. Il s'agit d'une mesure directement liée aux rapports internationaux. Par conséquent, c'est plutôt au conseil des ministres qu'au conseil d'Etat qu'il appartient d'apprécier, compte tenu des contingences propres à chacun des Etats étrangers concernés, s'il y a lieu d'imposer la limitation d'activité prévue à l'article 54 bis.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission accepte le sous-amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole?...
Je mets aux voix le sous-amendement n° 124, accepté par la commission.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole?...
Je mets aux voix l'amendement n° 84, modifié par les sous-amendements n° 129 et 124.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 69 est rétabli dans le texte qui vient d'être adopté.

Article 70.

M. le président. L'Assemblée nationale a supprimé l'article 70, mais, par amendement n° 85, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission des législations, proposent de le rétablir dans la rédaction suivante :

« Jusqu'à l'intervention d'une décision définitive sur leur déclaration, les personnes visées au présent chapitre pourront continuer à exercer leurs activités antérieures sous la dénomination qu'elles avaient adoptée, lorsque cette déclaration a été déposée avant la mise en vigueur de la présente loi. »

Cet amendement semble s'expliquer par lui-même.

Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement l'accepte.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 85.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 70 est rétabli dans le texte qui vient d'être adopté.

Article 71.

M. le président. L'Assemblée nationale a supprimé l'article 71, mais, par amendement n° 86, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de le rétablir dans la rédaction suivante :

« Des décrets en Conseil d'Etat déterminent les modalités d'application du présent titre et notamment :

« — le dépôt et l'instruction de la déclaration prévue à l'article 54 ;

« — les cas et les conditions dans lesquels une mention de spécialisation pourra être adjointe à la dénomination de conseil juridique ;

« — les conditions dans lesquelles seront établies les équivalences de titres ou de diplômes mentionnées aux articles 55 et 67 ;

« — les conditions de pratique professionnelle exigées à l'article 55 ;

« — les règles relatives à l'établissement et à la mise à jour de la liste prévue à l'article 58 ;

« — la liste des activités incompatibles avec celle de conseil juridique, ainsi que les dérogations qui pourront être admises ;

« — les modalités du contrôle exercé par le procureur de la République ;

« — les règles relatives à l'obligation d'assurance et de garantie. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet article renvoie à des décrets en conseil d'Etat le soin de déterminer les modalités d'application des articles du titre III.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 86.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par sous-amendement n° 104, M. Armengaud propose de compléter *in fine* le texte présenté pour l'article 71 par un alinéa ainsi rédigé :

« Un décret en Conseil d'Etat réglera l'exercice de la profession des conseils en brevets d'invention dont le titre est réglementé par le décret n° 65-921 du 29 octobre 1965. »

La parole est à M. Armengaud.

M. André Armengaud. Monsieur le président, ce sous-amendement a pour objet de demander au Gouvernement de prévoir par décret la réglementation de l'exercice de la profession de conseil en brevets d'invention actuellement soumise uniquement à la réglementation par le titre. Pour quelle raison ?

Là, je m'adresse à M. Pleven non pas en tant que garde des sceaux, mais en tant qu'Européen. Nous allons avoir bientôt, probablement dans un an, le brevet européen. Les conseils en français devront pouvoir se présenter devant l'office européen des brevets, au même titre que leurs collègues allemands, britanniques, hollandais ou autres.

Or, en Grande-Bretagne, en Allemagne, aux Pays-Bas, la profession de conseil en brevets d'invention est réglementée non pas seulement par le titre mais également dans son exercice, et cela de façon très stricte.

Puisque nous nous orientons, par ailleurs, vers la liberté d'établissement à l'intérieur du Marché commun pour l'exercice de ces professions, à une date que je ne connais pas mais qui est probablement prochaine, il faut bien que les conseils en brevets français se trouvent dans la même situation morale que leurs collègues étrangers. Le Gouvernement doit donc prendre une initiative à cet égard.

Je veux bien admettre que celle-ci ne peut être prise à l'occasion du présent texte, mais je tenais à profiter de cette discussion pour demander au Gouvernement de vouloir bien faire un effort en faveur de cette profession.

Lorsque, pour la première fois, nous avons parlé de cette question avec l'un de vos prédécesseurs, M. Foyer, celui-ci m'a répondu : « Ce n'est pas le moment de faire cette opération car le brevet européen est encore très loin, les difficultés sont très grandes — vous les connaissez, monsieur le garde des sceaux — la différence d'approche en matière de brevet européen est importante, notamment pour les Français et les Allemands, et il est inutile de réglementer de façon beaucoup plus stricte cette profession ».

Mais nous avons maintenant le brevet européen et la question se pose différemment. Je souhaiterais que le Gouvernement prit l'initiative d'un décret en liaison avec le ministre chargé du développement industriel et scientifique.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. J'estime, en effet, souhaitable de donner une réglementation à la profession qui intéresse particulièrement M. Armengaud. Mais ce n'est pas dans ce texte qu'il faut la prévoir, puisqu'il ne vise que les professions d'avocat et de conseil juridique. Aussi vais-je prendre, à cet effet, contact avec mon collègue chargé du développement industriel.

Quant à moi, je suis favorable à l'établissement d'un statut de conseiller en brevets d'invention.

M. le président. Votre sous-amendement est-il maintenu, monsieur Armengaud ?

M. André Armengaud. Dans ces conditions, je le retire, monsieur le président.

M. le président. Le sous-amendement n° 104 est retiré.

En conséquence, l'article 71 est rétabli dans le texte de l'amendement n° 86.

Article 72 A.

TITRE IV

Dispositions diverses.

M. le président. « Article 72 A. — Nul ne peut, à titre professionnel, donner des consultations ou rédiger pour autrui des actes sous seing privé en matière juridique :

« 1° S'il a été condamné à une peine pour un crime ou un délit contre l'honneur, la probité ou les mœurs ;

« 2° S'il a été frappé, pour des faits de même nature, d'une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, de révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation ;

« 3° S'il est failli non réhabilité ou s'il a été frappé d'une autre sanction en application du titre II de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 ou si, dans le régime antérieur, il a été déclaré en état de faillite ou de règlement judiciaire. »

Par amendement n° 87, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer cet article. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet article n'a plus d'objet puisque ses dispositions ont été reprises au titre III.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 87, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 72 A est donc supprimé.

En conséquence, l'amendement n° 154, présenté par M. Rosselli, qui tendait à proposer une autre rédaction pour cet article, devient sans objet.

Après l'article 72 A.

M. le président. Par amendement n° 155, M. Rosselli propose, après l'article 72 A, d'ajouter un article additionnel 72 A bis, ainsi conçu :

« Les personnes morales exerçant tout ou partie des activités visées au paragraphe 1^{er} de l'article 72 A devront, pour poursuivre leur activité, justifier que plus de la moitié de leur capital est détenu par des personnes physiques remplissant les conditions prévues à l'article 72 A. »

La parole est à M. Rosselli.

M. Jacques Rosselli. Cet amendement n'a plus d'objet, monsieur le président.

M. le président. Je m'aperçois, en effet, que cet amendement fait, *in fine*, référence à l'article 72 A qui vient d'être supprimé.

Article 72 B.

M. le président. « Art. 72 B. — Lorsque le dirigeant de droit ou de fait d'une personne morale a fait l'objet d'une sanction visée à l'article 72 A, cette personne morale peut être frappée de l'incapacité prévue audit article par décision du tribunal de grande instance de son siège social, prise à la requête du procureur général. »

Par amendement n° 88, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet amendement se passe de commentaire, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 88, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 72 B est supprimé.

Article 72 C.

M. le président. « Art. 72 C. — Nul ne peut, à titre professionnel et moyennant rémunération, donner des consultations juridiques ou rédiger des actes sous seing privé en matière d'état des personnes, s'il n'exerce ou n'a exercé les fonctions

d'avocat, d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, d'avoué près une cour d'appel, de notaire, d'huissier de justice, d'enseignant de rang magistral, chargé de cours, ou assistant-docteur dans les disciplines juridiques, ou s'il n'est ancien magistrat de l'ordre administratif ou judiciaire. »

Par amendement n° 89, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission n'a pas d'observation à formuler.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 89, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 72 C est supprimé et l'amendement n° 156, présenté par M. Rosselli, n'a plus d'objet puisqu'il proposait une nouvelle rédaction pour cet article.

Après l'article 72 C.

M. le président. Par amendement n° 157, M. Rosselli propose, après l'article 72 C, d'ajouter un article additionnel 72 C bis ainsi conçu :

« Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à la faculté :

« 1° Pour quiconque de donner les renseignements et avis relevant directement de son activité professionnelle et de rédiger les actes constituant l'accessoire nécessaire de cette activité ;

« 2° Pour les préposés d'une entreprise, agissant en cette qualité, de donner les consultations et de rédiger les actes qu'implique l'activité de cette entreprise ou des entreprises faisant partie du même groupe ;

« 3° Pour une personne morale à but non lucratif dotée de la capacité juridique, de donner à ses membres les renseignements et avis relatifs aux questions se rattachant directement à son objet ;

« 4° Pour les administrations, services, collectivités et établissements publics, de fournir au public tous renseignements et avis ;

« 5° Pour les entreprises constituées en vue de fournir des documentations, de donner en matière juridique de simples renseignements et informations. »

La parole est à M. Rosselli.

M. Jacques Rosselli. Je retire cet amendement, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 157 est retiré.

Article 72 D.

M. le président. « Art. 72 D. — Les personnes physiques ou morales de nationalité étrangère peuvent donner des consultations, en matière juridique, ou rédiger pour autrui des actes sous seing privé sous la réserve que ces activités portent à titre principal sur l'application de leur droit national ou du droit international public ou privé. »

Par amendement n° 90, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer cet article.

M. le rapporteur s'est déjà expliqué à l'occasion d'amendements précédents.

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 90.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 72 D est supprimé et l'amendement n° 158 de M. Rosselli n'a plus d'objet.

Article 72 E.

M. le président. « Art. 72 E. — La réserve prévue à l'article 72 D n'est pas applicable :

« 1° Aux ressortissants des Etats membres des communautés européennes ni aux ressortissants des Etats qui accordent sans restriction aux Français le droit, en matière juridique, de donner des consultations et de rédiger des actes sous seing privé ;

« 2° Aux ressortissants des états étrangers qui exerçaient habituellement en France, antérieurement au 1^{er} janvier 1971, les activités visées audit article ;

« 3° Aux groupements constitués sous l'empire d'une législation étrangère, qui exerçaient en France, antérieurement au 1^{er} janvier 1971, les activités visées audit article, sous condition :

« — que ces groupements aient pour objet exclusif l'une ou plusieurs desdites activités ;

« — que tous leurs membres exerçant en France aient le pouvoir de représenter le groupement ;

« — que ces membres soient inscrits sur une liste.

« Toutefois, si, dans un délai de cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, les états dont ces groupements sont les ressortissants n'ont pas accordé la réciprocité prévue au 1°, la réserve pourra leur être rendue applicable par décret pris en conseil des ministres. »

Par amendement n° 91, MM. le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer cet article.

M. le rapporteur s'est précédemment expliqué.

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'amendement n° 91. (L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 72 E est supprimé et l'amendement n° 159 de M. Rosselli n'a plus de raison d'être.

Article 72 F.

M. le président. « Art. 72 F. — L'exercice des activités de consultation et de rédaction d'actes pour autrui peut être interdit pour cause d'agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs.

« L'interdiction est prononcée par le tribunal de grande instance à la requête du ministère public. Mention en est portée au casier judiciaire. »

Par amendement n° 92, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer cet article.

M. le rapporteur a déjà justifié cet amendement.

M. René Plevin, garde des sceaux. Et le Gouvernement l'accepte.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'amendement n° 92. (L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 72 F est supprimé.

Article 72.

M. le président. « Art. 72. — Sera puni d'une amende de 3.600 francs à 18.000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 18.000 francs à 36.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura, n'étant pas régulièrement inscrit au barreau, exercé une ou plusieurs des activités réservées au ministère des avocats dans les conditions prévues à l'article 10 A, sous réserve des conventions internationales. »

Par amendement n° 93, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit la fin de cet article :

« ... dans les conditions prévues à l'article 12 bis, sous réserve des conventions internationales. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Il s'agit d'un simple amendement de coordination.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'amendement n° 93. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'article 72, ainsi modifié. (L'article 72 est adopté.)

Article 72 bis.

M. le président. « Art. 72 bis. — Sera punie des peines prévues à l'article 72 toute personne qui aura contrevenu aux dispositions des articles 72 A à 72 F ci-dessus. »

Par amendement n° 94, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit cet article :

« Sera punie des peines prévues à l'article 72 toute personne qui aura contrevenu aux dispositions des articles 54, 55, 64 et 69 ci-dessus. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Il s'agit également d'un amendement de coordination.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'amendement n° 94.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 72 bis est donc ainsi rédigé.

Articles 73 et 73 bis.

M. le président. « Art 73. — Quiconque aura fait usage, sans remplir les conditions exigées pour le porter, d'un titre tendant à créer, dans l'esprit du public, une confusion avec les titres et profession réglementés par la présente loi, sera puni des peines prévues à l'article 259, alinéa premier, du Code pénal. » — (Adopté.)

« Art. 73 bis. — Il est interdit à toute personne physique ou morale de se livrer au démarchage en vue de donner des consultations ou de rédiger des actes, en matière juridique. Toute publicité est subordonnée au respect de conditions fixées par décret. » — (Adopté.)

Après l'article 73 bis.

M. le président. Par amendement n° 203, M. Caillavet propose, après l'article 73 bis, d'ajouter un article 73 ter (nouveau) ainsi rédigé :

« Les dispositions des articles 72 C et 73 bis ne sont applicables aux entreprises de presse, d'information et de documentation fournissant au public tous renseignements, avis ou commentaires de droit. »

La parole est à M. Caillavet.

M. Henri Caillavet. Monsieur le président, en réalité cet amendement a pour but d'interroger le Gouvernement. Je pense personnellement que les entreprises énumérées dans mon amendement demeurent en dehors de la loi. Je demande à M. le garde des sceaux de bien vouloir confirmer cette opinion, après quoi je retirerai mon amendement.

M. René Plevin, garde des sceaux. Je suis heureux de pouvoir donner enfin une assurance positive à M. Caillavet. Je lui confirme que les activités des entreprises de presse, de documentation et d'information ne sont pas visées par les dispositions de la présente loi.

M. Henri Caillavet. Je vous remercie, monsieur le garde des sceaux, et je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 203 est retiré.

Article 74.

M. le président. « Art. 74. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi et notamment :

« — les articles 24 et 29 de la loi du 22 ventôse an XII modifiée relative aux écoles de droit ;

« — les articles 2 et 4 de la loi n° 54-390 du 8 avril 1954 constatant la nullité de l'acte dit loi n° 2525 du 28 juin 1941 instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat ;

« — l'ordonnance n° 45-2594 du 2 novembre 1945 portant statut des agréés près les tribunaux de commerce.

« Cesse de recevoir application en tant qu'elle concerne les avocats, la loi n° 57-1420 du 31 décembre 1957 sur le recouvrement des honoraires des avocats.

« Sont abrogés en tant qu'ils concernent les avoués près les tribunaux de grande instance :

« — la loi du 27 ventôse an VIII sur l'organisation des tribunaux ;

« — les articles 27, 31, 32 de la loi du 22 ventôse an XII relative aux écoles de droit ;

« — la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice ;

« — les articles 3, 4, 5, 6, 7 du décret du 2 juillet 1812, modifié par l'ordonnance du 27 février 1822, par le décret du 29 mai 1910 et par la loi du 2 avril 1942, validée par l'ordonnance du 9 octobre 1945, sur la faculté de plaider reconnue aux avoués en matière civile ou correctionnelle ;

« — l'article 91 de la loi du 28 avril 1816 sur les finances ;

« — le décret du 25 juin 1878 relatif à la plaidoirie des avoués près les tribunaux de grande instance ;

« — la loi du 24 décembre 1897 relative au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués, huissiers ;

« — l'ordonnance n° 45-2591 du 2 novembre 1945 relative au statut des avoués ;

« — l'ordonnance n° 45-1418 du 28 juin 1945 relative à la discipline de certains officiers ministériels.

« Dans toute disposition législative ou réglementaire, applicable à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, l'appellation « avocat » est substituée à celle d'« avoué » lorsque celle-ci désigne les avoués près les tribunaux de grande instance. »

Par amendement n° 125, le Gouvernement propose d'ajouter à la liste des dispositions abrogées comme contraires à la présente loi :

« L'article 39 de la loi de finances rectificative n° 62-873 du 3 juillet 1962. »

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Plevin, garde des sceaux. La réglementation du titre de conseil juridique ayant été rétablie, il est inutile, pour éviter l'émiettement de la profession, de réglementer séparément les conseils fiscaux qui, ainsi que l'a révélé une enquête effectuée en 1967 par la chancellerie et le ministère des finances, sont à la fois dans la grande majorité conseils juridiques et fiscaux. Une spécialisation en matière fiscale sera prévue dans le décret d'application du titre III.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 125.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'article 74 ainsi modifié. (L'article 74 est adopté.)

Article 75.

M. le président. « Art. 75. — Les commissions prévues à l'article 43 sont constituées et fonctionnent à compter du 1^{er} janvier 1972. » — (Adopté.)

Article 76.

M. le président. « Art. 76. — Les mesures propres à réaliser l'unification des professions d'avocat et de conseil juridique seront proposées au garde des sceaux par une commission instituée à cet effet. Cette commission devra saisir le garde des sceaux de ses propositions avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de son entrée en fonctions. »

Par amendement n° 204, M. Caillavet propose de supprimer cet article.

La parole est à M. Caillavet.

M. Henri Caillavet. Cet amendement n'a plus d'objet, monsieur le président, puisque sur la notion du viager j'ai tout à l'heure succombé. Je retire donc mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 204 est retiré.

Par amendement n° 95, présenté par MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposé de compléter *in fine* cet article par les mots suivants :

« ... en vue de l'élaboration d'un projet de loi. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Selon cet article, une commission devra, avant cinq ans, proposer au garde des sceaux les mesures propres à réaliser l'unification des professions d'avocat et de conseil juridique.

L'amendement qui vous est proposé par votre commission vise à préciser que cette unification ne pourra résulter que d'une loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Plevin, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 95.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'article 76 ainsi modifié. (L'article 76 est adopté.)

Article 77.

M. le président. « Art. 77. — Sous réserve de ses dispositions particulières prévoyant une date différente, la présente loi entrera en vigueur le 16 septembre 1972. »

Par amendement n° 160, M. Rosselli propose de remplacer la date « 16 septembre 1972 » par la date « 16 septembre 1973 ».

M. Jacques Rosselli. Je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 160 est retiré.

Par amendement n° 100, M. Jean-Marie Girault propose de remplacer la date « 16 septembre 1972 » par la date « 17 septembre 1973 ».

La parole est à M. Girault.

M. Jean-Marie Girault. Ne m'en veuillez pas, mes chers collègues, de vous entretenir à une pareille heure d'un amendement dont le rejet ou l'adoption aura des incidences pratiques importantes.

M. le président. Personne ne songe à vous en vouloir !

M. Jean-Marie Girault. Je vous remercie, monsieur le président. Vous êtes d'ailleurs d'une patience extraordinaire et je dois dire que pour mes premières semaines dans cette assemblée ; les débats que vous avez menés l'ont été de façon exemplaire. Je vous en rends hommage.

M. le président. Je vous en remercie.

M. Jean-Marie Girault. La question est de savoir à partir de quand entrera en vigueur, non point l'ensemble de la loi, car elle ne vise que l'unification de certaines professions judiciaires, mais à quelle date entrera en vigueur l'unification des professions judiciaires d'avoués, d'agréés et d'avocats.

Pour bien comprendre l'intérêt de l'amendement et bien peser la réflexion qui aboutira de votre part à une décision lourde de conséquences, je me permets de souligner quelle est la situation à ce jour et ce qu'elle deviendra demain.

A ce jour, nous avons déjà des avoués plaidants. Nous avons aussi des agréés qui sont des gens de justice qui plaident. Pour eux, la réforme ne pose aucun problème. Ils ont des cabinets structurés, organisés et quoi que nous décidions, leur vie continuera comme avant.

En ce qui concerne les avoués de grande instance, qui ne sont pas plaidants et qui sont les plus nombreux, ils ont déjà des cabinets structurés, des clercs, des secrétaires, des collaborateurs.

Quant aux avocats, qui ont été jusqu'à présent cantonnés dans la plaidoirie — ils en ont d'ailleurs fait pendant longtemps leur noblesse — ils travaillent les dossiers seuls ou avec des collaborateurs qui plaident ou ne plaident pas, mais, dans la plupart des cas, ils n'ont pas de cabinets structurés pour affronter du jour au lendemain l'exercice de la postulation devant les tribunaux de grande instance. On a dit d'eux qu'ils travaillaient comme des artisans, mais on a trop souvent oublié que le contact personnel avocat-client était essentiel et que son prolongement naturel c'était essentiellement l'intervention à la barre : cela caractérisait la profession, son efficacité et sa grandeur. Son travail était orienté vers la rédaction effective des conclusions, car l'expérience nous a enseigné que les avoués ne les établissaient pas toujours eux-mêmes.

Que va-t-il se passer demain ? L'avoué plaidant et l'agréé vont poursuivre leur route comme par le passé.

Quant aux avoués qui ne plaident pas, ils n'auront plus qu'une seule démarche à accomplir — qui est grave, certes — celle de plaider. Mais, en tout état de cause, ils ont, étant prêts à la postulation depuis longtemps, des études structurées qui, du jour au lendemain, pourront faire face sans aucune difficulté aux exigences matérielles de la nouvelle profession.

Quant aux anciens avocats — nous pouvons parler d'eux au passé — ils vont se trouver face à un redoutable problème d'organisation qui sera d'autant plus difficile à résoudre que le cabinet est généralement modeste. Il est situé en certains points de province, parfois même à Paris. Or nous risquons de voir, du jour au lendemain, les avoués devenus plaidants absorber les petits barreaux.

Cela me paraît très important, car si l'on a eu raison de défendre l'intérêt du justiciable, il faut que, dans l'organisation interne de la réforme à laquelle nous sommes prêts, on évite de créer des inégalités douloureuses et de permettre à une corporation qui est, par tradition et par vocation, mieux préparée à la réforme, de causer, involontairement, un préjudice à d'autres.

Je crois que cette considération doit retenir votre attention, car que va-t-il se passer ? Pour beaucoup d'avocats, je ne dis pas tous, mais pour beaucoup, il faudra s'adapter à la postulation, rechercher des collaborateurs, rechercher des associations, constituer des sociétés civiles professionnelles, investir, trouver des prêts, aller dans d'autres locaux.

Dans la plupart des cas — il faut voir les choses en face — le délai qui est laissé et qui sera à peine égal à neuf mois ne sera pas suffisant. Alors que se passera-t-il ? Ce seront les avoués qui, étant en place et étant les mieux placés pour résoudre les problèmes matériels nés de la réforme, auront le dessus. Je dis que cette situation, si elle n'est pas probable dans les grandes villes, le sera sûrement dans les petites villes.

Monsieur le garde des sceaux, à l'occasion de votre tour de France, vous aviez été d'ailleurs sensible à cette préoccupation des petits barreaux qui craignaient que, par le vote de cette réforme, ils ne soient — je vous prie d'excuser cette expression un peu vulgaire — phagocytés par les avoués.

Alors qu'aujourd'hui nous prenons une position pratiquement irréversible, il faut donner aux moins défavorisés une chance de s'organiser en leur laissant un délai suffisant.

Ce n'est évidemment pas l'article 42 que nous avons adopté tout à l'heure et qui prévoit, dans certains cas, une indemnisation, qui peut être considéré comme une compensation à cette difficulté d'être, à cette difficulté de devenir un « homme nouveau ». En effet, les avocats qui se trouveront en difficulté préféreront continuer à vivre de leur profession plutôt que de bénéficier d'indemnités, d'ailleurs plus ou moins aléatoires. Or, neuf mois, c'est vraiment un délai trop court, car bien des avocats doivent réfléchir aux problèmes à résoudre. Vu de loin, dans notre hémicycle, tout peut paraître facile, mais l'expérience quotidienne enseigne qu'il faut être extrêmement prudent et ne pas provoquer la catastrophe pour certain nombre d'entre nous.

Je connais une partie des objections qui peuvent être opposées à mon amendement, monsieur le garde des sceaux, par la lecture des débats de l'Assemblée nationale.

Je vous vois sourire, mais vous savez très bien ce qui s'est passé dans la nuit du 14 au 15 octobre, à deux heures trente du matin, alors que certains des députés restés en séance étaient fatigués. A MM. Krieg et Bignon, qui proposaient un amendement de cette nature, mais corsé d'autres considérations, puisqu'il était question de deux états de droit, un pour la région parisienne et un pour la province, vous avez été conduit à répondre que ceux qui proposaient de repousser à septembre 1973 l'unification des professions judiciaires étaient des « velléitaires » et, employant un mot qui vraisemblablement dépassait votre pensée, des « saboteurs ».

Eh bien ! celui qui vous parle n'est ni un velléitaire ni un saboteur. Ce n'est pas un velléitaire, car il votera la réforme et, de plus, il a fait partie de la minorité qui a voulu maintenir la taxe parafiscale. En effet, il n'est pas bon de vouloir une réforme sans en prévoir le financement, quelque critique que l'on puisse apporter à la solution proposée.

De toute façon, un financement entrera en vigueur au mois de janvier 1972 et l'indemnisation des avoués est organisée ; celle des ayants cause des avoués décédés a déjà fait l'objet de dispositions irréversibles et nous avons donc atteint le point de non-retour.

Vous avez dit aux députés qu'il ne fallait pas saboter une réforme sous des prétextes divers tout en paraissant la souhaiter, mais le projet qui va être voté comporte des dispositions qui ne permettent pas de douter que la réforme sera appliquée.

Mon amendement ne tend nullement à un sabotage et je demande au Sénat de bien le méditer, en tenant compte des intérêts d'une partie des professions judiciaires, qui méritent la considération, sans léser pour autant les justiciables.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. La commission de législation a été, à un certain moment, vivement sollicitée de reporter à septembre 1973 l'application de la loi. Elle a pesé les arguments « pour » et « contre » et, finalement, elle a décidé de maintenir la date du 16 septembre 1972.

Si nous nous opposons à l'amendement présenté par M. Girault, c'est que l'incertitude ne peut pas continuer à planer sur la situation de certains membres des professions judiciaires. Vous savez, en particulier, le préjudice qui a été causé aux avoués, qui subiraient un nouveau retard dans le règlement des indemnités.

Et je parle, non pas tellement des avoués qui resteront dans la profession, mais de ceux qui ne l'exerceront plus, ainsi que des familles qui attendent, depuis quelquefois quatre ou cinq ans, le règlement des indemnités qui leur sont dues lorsque les offices sont devenus vacants du fait du décès ou de la démission du titulaire.

Ce premier argument nous a incités à maintenir la date prévue pour le projet de loi.

Une deuxième considération répond à celle qui a été mise en avant par M. Girault. Il est vrai que certains cabinets, en particulier d'avoués, sont d'ores et déjà mieux préparés pour aborder la nouvelle profession que certains cabinets d'avocats, néanmoins les avocats ont été mis en garde depuis longtemps et ils ne sont d'ailleurs pas unanimes à soutenir le point de vue de M. Girault. Ainsi l'association nationale des avocats et les fédérations de jeunes avocats veulent que cette loi entre en application le plus rapidement possible, ce qui paraît être en contradiction avec l'argumentation développée par M. Girault.

J'ajoute que, plus longtemps on différera l'application de la loi, plus s'aggraveront les inconvénients soulignés par M. Girault. En effet, les cabinets organisés, dans la perspective irréversible de l'application de ce texte, vont drainer une partie de la clientèle, au détriment de ceux qui croiront avoir le temps de s'organiser et seront finalement les victimes de ce retard apporté à l'application de la loi.

Malgré les difficultés qui peuvent apparaître dans certains barreaux, en particulier dans un barreau important comme le barreau de Paris pour appliquer la loi nouvelle, guidée par les

considérations de sagesse que je viens de développer, votre commission de législation a décidé de maintenir le texte du Gouvernement en ce qui concerne la date d'application de la loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. L'avis du Gouvernement est identique à celui de la commission.

Monsieur Girault, j'ai apprécié les termes dans lesquels vous avez défendu votre amendement et je ne vous rangerai certainement pas parmi les velléitaires ou ceux qui songeraient à s'opposer à une réforme dont vous avez tenu à dire que vous appréciez le principe. Cependant, si par malheur le Sénat adoptait votre amendement, je suis obligé de vous faire observer que seuls s'en réjouiraient, en réalité, les adversaires ouverts ou cachés de la réforme.

Voilà maintenant près de trois ans que cette réforme est à l'ordre du jour et les contacts que j'ai eus dans un grand nombre de cours d'appel m'ont convaincu que de très nombreux avocats s'y étaient déjà préparés. J'ai vu se constituer des sociétés professionnelles d'avocats, j'ai vu des associations se former, j'ai vu des avocats s'entendre déjà à l'amiable avec des avoués qui uniraient leurs efforts aux leurs et j'estime que ce n'est pas en accordant un nouveau délai que l'on amènera ceux qui ont été insouciant jusqu'à maintenant à prendre les dispositions nécessaires pour faire face à la réforme. Ce ne serait pas un service à leur rendre.

Je tiens à dire à M. Girault que je me suis préoccupé de la situation que la réforme créerait pour un certain nombre d'avocats ou d'avoués, notamment en ce qui concerne la clientèle importante des compagnies d'assurances, et que j'ai fait une démarche officielle auprès de leurs organisations corporatives. Elles m'ont affirmé qu'elle veilleraient à ce que leurs dossiers soient répartis aussi équitablement que possible entre avocats et avoués.

Voilà, je crois, une garantie beaucoup plus importante pour de nombreux avocats qu'un report de date comme celui qui est suggéré par M. Girault.

Je ne peux qu'insister sur l'argument qui a été utilisé tout à l'heure par M. Le Bellegou : il n'est pas possible de maintenir ces professions dans l'état d'incertitude actuel. Les avoués en ont beaucoup souffert, les avocats en souffriront si on leur donne l'impression que, pendant encore un an, l'on pourra espérer que l'on hésitera à appliquer la réforme. Nous avons la volonté de la réaliser et il ne faut pas ouvrir d'échappatoires, d'illusions.

Je demande donc au Sénat de bien vouloir repousser l'amendement de M. Girault, marquant ainsi sa volonté de voir la réforme intervenir pour la fin de l'année.

M. le président. Monsieur Girault, maintenez-vous votre amendement ?

M. Jean-Marie Girault. Si vous le permettez, je ferai quelques observations.

En ce qui concerne les avoués qui exercent, dont on s'est beaucoup préoccupé au cours de ce débat, je crois que leur sort est réglé au mieux de leurs intérêts.

Quant aux ayants droit de ceux qui sont décédés et qui attendent depuis longtemps l'indemnisation, il n'y a plus de problème.

Pour ceux qui auront la chance, dans quelques années, de revendre leur clientèle, j'ai cru comprendre que le produit de cette opération se cumulerait avec l'indemnité représentative du droit de présentation.

J'ajoute que je n'admets pas l'argument selon lequel notre amendement tendrait à un report, car il s'agit bien là d'un texte nouveau, né après bien des velléités du Gouvernement et des associations professionnelles, qui nous ont laissés pendant des années dans l'incertitude.

Quant à l'association nationale des avocats, qui a été aventureuse au gré de certains, elle ne représente pas l'opinion de tout le barreau, et c'est un des malheurs de notre profession, monsieur le garde des sceaux, d'être très divisée. Vous avez eu à parler à quatre organisations, voire à cinq pour 6.000 avocats et c'est scandaleux ! Je comprends donc qu'aujourd'hui, d'une certaine manière, nous soyons victimes de nos divisions.

Quant aux préoccupations des jeunes avocats, je les comprends aussi : ils commencent leur carrière et il est normal qu'ils recherchent, comme ils le font depuis quelques années, des formules d'association. Mais c'est surtout aux avocats des petites villes que je pense, car ils sont à la veille d'un drame.

C'est pourquoi je demande que, sagement et sans renoncer en rien à la réforme, on admette que le 17 septembre 1973 soit le point de départ de l'unification.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 100, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 77.

(L'article 77 est adopté.)

Article 77 bis.

M. le président. La présente loi ne sera applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle qu'à compter de l'abrogation des dispositions du 6° de l'article 2 de la loi du 1^{er} juin 1924 relative aux règles de la procédure civile, à l'exception toutefois des chapitres II et III, du titre II, du titre IV et des décrets d'application pris en conséquence de ces dispositions. »

Par amendement n° 96, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet article subordonne l'application de la loi dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, où la fusion des professions d'avocat et d'avoué est déjà réalisée, à la disparition des règles de procédure civile locales.

Ces dispositions ne paraissent pas justifiées à votre commission qui vous propose de les supprimer, rendant ainsi la loi applicable dans ces départements le 16 septembre 1972.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement de la commission.

M. Marcel Nuninger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Nuninger.

M. Marcel Nuninger. La déclaration que je désire faire, au nom de tous mes collègues des trois départements de l'Est, est la suivante :

Je voudrais tout d'abord rappeler que l'article 77 bis qui concerne les modalités d'application de la réforme dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle a été adopté par l'Assemblée nationale sur proposition du rapporteur M. Zimmermann, lui-même avocat à Mulhouse, avec l'accord du Gouvernement. Cette disposition est en effet parfaitement raisonnable.

Dans les trois départements qui constituent le ressort de la cour d'appel de Colmar, les avocats postulent et plaident depuis 1871. L'unification est donc réalisée et elle ne pose aucun problème.

Cependant à titre transitoire — et à titre transitoire seulement — est toujours en vigueur ce que nous appelons le code de procédure civile locale, qui a été maintenu, lui, par la loi du 2 juin 1924. Ce code de procédure civile locale forme un tout et concerne autant la procédure civile devant le tribunal d'instance, le tribunal de grande instance, la cour d'appel, que les voies d'exécution. En particulier il n'existe pas de dualité de postulation et de plaidoirie devant la cour d'appel, alors qu'il est admis que dans le reste du pays cette dualité va être maintenue, au moins à titre provisoire. Tout le monde est donc d'accord — nous l'avons entendu souvent affirmer durant ces deux jours — pour admettre qu'à la suppression de la dualité en première instance est étroitement liée la réforme de la procédure civile.

Appliquer purement et simplement en Alsace et en Lorraine la loi dont nous discutons, l'appliquer sans mesures particulières alors que la procédure locale est toujours en vigueur, conduirait à une situation anarchique là où actuellement il n'y a aucun problème.

Donc, dans son principe l'article 77 bis devrait être maintenu. Cependant, je vous l'accorde, la liste des exceptions qu'il mentionne devrait être modifiée spécialement en considération des nouvelles dispositions qui viennent d'être admises par le Sénat.

Si, par conséquent, je puis concevoir que l'article 77 bis soit supprimé, c'est uniquement pour permettre à l'Assemblée nationale de donner à ce texte une rédaction nouvelle en fonction de l'ensemble de la loi telle qu'elle sera définitivement libellée.

M. René Pleven, garde des sceaux. C'est bien dans cet esprit que le Gouvernement a accepté l'amendement de la commission.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. C'est bien dans cet esprit que la commission l'a déposé.

M. le président. Monsieur Nuninger, vous avez entendu les raisons pour lesquelles le Gouvernement avait accepté l'amendement de la commission.

M. Marcel Nuninger. Je l'en remercie, comme je remercie la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 96, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 77 bis est donc supprimé.

Article 78.

M. le président. « Art. 78. — Les dispositions des articles 12 à 16, 18 à 30, 53 (2°), 73 et 77 sont applicables aux territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française, ainsi qu'au territoire français des Afars et des Issas, sous réserve des matières relevant de la compétence des assemblées territoriales et de la chambre des députés de ces territoires.

« Les mêmes dispositions, ainsi que les 1° et 3° à 5° de l'article 53 sont applicables aux territoires des îles Saint-Pierre-et-Miquelon et des îles Wallis et Futuna ainsi qu'au territoire des terres australes et antarctiques françaises. Dans ce dernier territoire, les articles 31 et 32 sont également applicables. » — (Adopté.)

Article 79.

M. le président. « Art. 79. — Dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, les offices d'avoué près les tribunaux de grande instance et les cours d'appel sont supprimés.

« Les membres de la nouvelle profession d'avocat pourront effectuer les actes de représentation devant la cour d'appel dans le ressort de laquelle est situé le barreau auquel ils appartiennent. »

Par amendement n° 98, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit le premier alinéa :

« Dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, sont, en outre, supprimés les offices d'avoué près les cours d'appel. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Cet amendement rédactionnel vise à faire clairement apparaître que la présente réforme s'applique aux départements d'outre-mer et qu'en outre sont supprimés dans ces départements les offices d'avoués près la cour d'appel.

Nous avons pris acte des déclarations apaisantes du garde des sceaux en ce qui concerne l'organisation de ces avoués.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Je me permets de dire à la commission que son amendement, à mon avis, est inutile parce qu'il se réfère à la suppression des offices d'avoués près les cours d'appel alors que dans le texte adopté par l'Assemblée nationale on parle des offices d'avoués près les tribunaux de grande instance et les cours d'appel.

Comme je l'ai expliqué avant-hier dans la discussion générale, il n'y a pas d'office d'avoués de cour d'appel dans les départements en question. Il y a des offices d'avoués polyvalents auprès des deux degrés de juridiction.

Le texte actuel est donc meilleur que l'amendement suggéré par la commission.

M. Jacques Piot, rapporteur. Vous m'en avez convaincu, monsieur le garde des sceaux, et je retire l'amendement.

M. le président. L'amendement n° 98 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 79.

(L'article 79 est adopté.)

M. le président. Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet de loi, je donne la parole à M. Schiélé pour explication de vote.

M. Pierre Schiélé. L'heure n'est certainement pas au lyrisme, le texte non plus. En effet, les membres de mon groupe ont attendu avec beaucoup d'intérêt la naissance de l'homme nouveau et le texte que nous venons de débattre. Je dois dire que nous avons espéré la naissance de cet homme nouveau fort longtemps et, à en croire la gestation dans les entrailles de la Chancellerie, nous nous attendions à un texte fort différent du texte adopté ici comme à l'Assemblée nationale.

Quoi qu'il en soit, les membres du groupe centriste voteront ce texte. Ils voteront cette loi avec résignation et sans enthousiasme mais avec une espérance, celle que des textes subséquents puisse venir parachever l'œuvre commencée et que véritablement nous arrivions à cette normalisation, à cette unification authentique qui sera de nature à mettre beaucoup d'ordre dans l'exercice de la justice, de manière assurer aux justiciables plus de facilités, moins de débours et vraisemblablement participer par là au bien commun et aux valeurs essentielles auxquelles nous sommes attachés.

M. Pierre Carous. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Carous.

M. Pierre Carous. Mes chers collègues, nous pouvons tous trouver dans ce texte, comme l'a dit M. Schiélé d'ailleurs, des raisons d'hésiter à le voter. En ce qui me concerne ce serait la disposition concernant les moyens de financement. Mais je crois aussi que ce texte, grâce à un travail considérable en commission et en séance publique, a été, par un certain nombre de dispositions, amélioré.

Il faut donc que l'Assemblée nationale reçoive de nous un texte qui permettra une base de discussion et qui ouvrira les navettes. C'est dans ces conditions que, pour tenir compte de ce qui existe, et moins de ce qui a été supprimé, le groupe de l'union des démocrates pour la République votera le texte.

M. Guy Petit. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Guy Petit.

M. Guy Petit. Monsieur le ministre, mes chers collègues, dans sa très grande majorité le groupe indépendant votera le texte tel qu'il résulte des travaux du Sénat. Bien entendu, comme le disait tout à l'heure M. Schiélé, l'heure n'est pas au lyrisme. Ce texte en lui-même n'est pas emballant. D'ailleurs, je me demande quel texte de réforme pourrait en la matière se présenter sous des couleurs exaltantes. En effet, lorsqu'on change les habitudes, on heurte des intérêts souvent fort légitimes et, bien entendu, on peut beaucoup hésiter à entrer dans des voies nouvelles qui ouvrent certaines espérances, mais qui aussi causent des préjudices dans des professions à pas mal de ceux qui les exercent.

Je crois, comme notre collègue M. Girault, que, parce qu'ils vont sortir de l'état d'incertitude où on les tenait, les avoués ne vont pas se trouver trop mal partagés. Mais la nouvelle situation créée à l'homme nouveau sera souvent fort délicate et fort difficile pour cette catégorie d'avocats que j'ai appelés les grands solitaires, qui aiment travailler seuls. Ils devront faire un effort d'adaptation que leur âge rendra quelquefois très délicat et souvent onéreux. Cet effort d'adaptation serait facilité, monsieur le garde des sceaux, si le code de procédure et la procédure étaient remaniés et simplifiés. C'est dans cette espérance que personnellement je voterai ce texte tout en manifestant une inquiétude du fait de la suppression des moyens de financement.

A cet égard, j'ai voté l'amendement de la commission des finances en pensant que probablement l'argumentation de M. Marcel Martin serrait de plus près l'orthodoxie financière telle qu'elle est exigée par la loi organique, à laquelle il a été fait référence. Ensuite, j'ai eu l'esprit de l'escalier et je vous livre cette réflexion avant de m'asseoir : je me suis dit que cette loi a établi certaines règles en matière de parafiscalité mais que ce que le législateur a fait, il peut le défaire, même implicitement, dès lors qu'il ne s'agit pas d'un texte constitutionnel. Le législateur a la plénitude de l'autorité et peut décider d'édicter, en dehors des principes généraux énoncés par une loi organique, des mesures parafiscales sans pour autant que l'on puisse affirmer qu'elles sont contraires à la loi, puisqu'il fait et défait la loi.

C'est sous le bénéfice de ces considérations que, espérant que l'équilibre dont j'ai parlé tout à l'heure et qui se trouve rompu sera rétabli au cours de la navette, espérant aussi que le Gouvernement, et vous tout particulièrement, monsieur le garde des sceaux, qui êtes à l'origine de cette réforme, qui véritablement avez enfanté — si je puis dire — « l'homme nouveau », vous faciliterez la tâche des avocats et celle des justiciables, grâce à une simplification de la procédure dont notre droit offre d'ailleurs plusieurs modèles — tribunaux de commerce, tribunaux administratifs — c'est, dis-je, dans cet espoir, qu'avec mon groupe je voterai l'ensemble de la réforme.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

Intitulé.

M. le président. Par amendement n° 105, MM. Le Bellegou et Piot, au nom de la commission de législation, proposent de rédiger comme suit l'intitulé du projet de loi :

« Projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jacques Piot, rapporteur. Etant donné les dispositions adoptées concernant les conseils juridiques, la commission propose tout naturellement de modifier l'intitulé du projet de loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Pleven, garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° 105, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'intitulé du projet de loi est donc ainsi rédigé.

M. René Pleven, garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Pleven, garde des sceaux. Monsieur le président, ce texte a au moins un mérite : celui d'exister. Il est bien certain que le Sénat le reverra, mais je serais bien ingrat si je ne disais pas, à cette heure, ma reconnaissance à la commission de législation, à son président, à ses rapporteurs et à tous ses membres car, si nous sommes arrivés au terme de ce débat, c'est d'abord grâce à leur labeur.

Je voudrais aussi, monsieur le président, avec beaucoup de déférence, vous remercier de la manière dont vous avez conduit les débats et dont vous avez accepté une surcharge que j'ai été désolé d'imposer, vers minuit, à cette assemblée, mais je ne voyais pas d'autre issue possible.

Vous me permettez aussi d'exprimer à tout le personnel, qui a eu, de ce fait, un si lourd travail, la reconnaissance du Gouvernement. (Applaudissements.)

M. le président. Je vous remercie, monsieur le garde des sceaux.

— 5 —

NOMINATIONS A DES COMMISSIONS

M. le président. Je rappelle au Sénat que le groupe des républicains indépendants et le groupe de l'union des démocrates pour la République ont présenté des candidatures pour diverses commissions.

Le délai d'une heure prévu par l'article 8 du règlement est expiré.

La présidence n'a reçu aucune opposition.

En conséquence, je déclare ces candidatures validées et je proclame : M. Marcel Lucotte, membre de la commission des affaires économiques et du Plan, en remplacement de M. Marcel Legros, décédé et M. Bernard Talon, membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

— 6 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Je rappelle au Sénat qu'il doit se réunir cet après-midi.

Je propose que, compte tenu de l'heure à laquelle nous terminons nos travaux et de certaines considérations techniques que vous connaissez tous, la séance soit fixée à seize heures. (Assentiment.)

Voici quel en sera l'ordre du jour :

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant l'aide judiciaire, n° 7 et 25 (1971-1972). — M. Lucien De Montigny, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale ; avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — M. Marcel Martin, rapporteur.

(Conformément à la décision prise par la conférence des présidents, en application de l'article 50 du règlement, aucun amendement à ce projet de loi n'est plus recevable.)

Personne ne demande la parole?...

La séance est levée.

(La séance est levée le jeudi 18 novembre, à cinq heures quinze minutes.)

Le Directeur
du service du compte rendu sténographique,
RAOUL JOURON.

Erratum

au compte rendu intégral de la séance du 9 novembre 1971.

FILATION

Page 1948, 2^e colonne, article 6, 2^e ligne :

Au lieu de : « Des dotations en vifs et des testaments »,

Lire : « Des donations en vifs et des testaments ».

NOMINATION DE RAPPORTEUR

(Art. 19 du règlement.)

Additif à la liste des rapporteurs spéciaux de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Dépenses civiles.

Rapatriés : M. Armengaud.

Nomination de membres de commissions permanentes

Dans sa séance du mercredi 17 novembre 1971, le Sénat a nommé :

M. Marcel Lucotte membre de la commission des affaires économiques et du Plan, en remplacement de M. Marcel Legros, décédé.

M. Bernard Talon membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 17 NOVEMBRE 1971

Application des articles 74 et 75 du règlement ainsi conçus :

« Art. 74. — Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre.

« Art. 75. — Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors sessions au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse ; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

Fiscalité (testaments, partages).

10862. — 17 novembre 1971. — M. Paul Minot demande à M. le ministre de l'économie et des finances, se référant à la réponse à une question écrite n° 9101, de M. Kistler du 10 janvier 1970 (Journal officiel du 20 mai 1970, Débats parlementaires, Sénat), si la Cour de cassation a pris une décision en ce qui concerne le jugement rendu par le tribunal de grande instance du Mans sur le bien-fondé du régime fiscal auxquels sont soumis les testaments-partages.

Remboursement des médicaments.

10863. — 17 novembre 1971. — M. Maurice Coutrot s'étonne auprès de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'en une période où le Gouvernement entend prendre des dispositions pour éviter des prescriptions médicales jugées par lui « excessives »,

le bénéficiaire du remboursement à 100 p. 100 puisse être retiré à des malades dont la consommation de médicaments apparaît insuffisante par rapport à leurs ressources. C'est ainsi que de nombreuses personnes, âgées pour la plupart, se sont vues obligées d'acquiescer à nouveau le montant du ticket modérateur, les frais pharmaceutiques afférant à leur maladie se révélant trop peu élevés, tel cet homme de soixante-seize ans qui, en longue maladie, vit avec un stimulateur cardiaque ce qui, dès lors n'implique évidemment pas un traitement médical très conséquent, ou cette femme, âgée de quatre-vingts ans et cardiaque également, dont les prescriptions médicales sont relativement modestes. Il semble aberrant de prendre de telles dispositions, d'une part parce que le montant des prescriptions étant modique, la somme supplémentaire prise en charge par la sécurité sociale l'est également alors qu'elle grève tout de même lourdement le budget très modeste de ces personnes âgées, d'autre part parce qu'il y a, de ce fait, incitation à prescriptions plus importantes à un moment où, justement, existe une opposition entre le Gouvernement et les médecins qui se voient reprocher leurs « largesses » dans ce domaine. Il aimerait connaître son opinion sur l'opportunité de telles dispositions.

Domaine public maritime.

10864. — 17 novembre 1971. — M. Victor Golvan demande à M. le ministre de l'équipement et du logement quelles sont les opérations réalisées au profit de l'Etat conformément à la loi n° 63-1178, relative au domaine public maritime (Journal officiel du 29 novembre 1963). Il lui demande de bien vouloir lui indiquer les lieux des terrains privés qui ont fait l'objet d'une réserve gratuite, et les motifs de cette réserve.

Voie piétons en bordure de mer.

10865. — 17 novembre 1971. — M. Victor Golvan demande à M. le ministre de l'équipement et du logement quelle est la largeur maximale pouvant être acceptée pour la création d'une voie piétons en bordure de mer. L'aménagement de cette voie permet-il l'application de la loi foncière qui prévoit la cession gratuite d'un dixième de la surface de la parcelle construite au moment de la délivrance du permis de construire.

Logement des instituteurs.

10866. — 17 novembre 1971. — M. Edgar Tailhades expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'un ménage d'instituteurs enseigne dans deux communes distantes de plus de 20 kilomètres et que chaque commune met à la disposition du couple un logement de fonction. Il lui demande si le maire de la commune où le couple refuse de résider est en droit de refuser l'indemnité compensatrice de logement.

Ouvriers des parcs et ateliers nationaux (rappels d'intérêts).

10867. — 17 novembre 1971. — Mme Irma Rapuzzi expose à M. le ministre de l'équipement et du logement, la situation des ouvriers des parcs et ateliers relevant de ses services qui, en matière de rémunération, ont fait l'objet d'une décision favorable en date du 16 janvier 1970 du Conseil d'Etat. L'application de cette décision a conduit son ministère à payer aux intéressés des rappels de salaire. Toutefois certains de ces employés n'ont pas perçu les intérêts des sommes qui leur étaient dues, à compter de leur première requête gracieuse, avec capitalisation desdits intérêts échus à partir du 9 janvier 1969. Il serait anormal que la décision favorable rendue par le Conseil d'Etat pour des préjudices subis ne soit pas appliquée à tous les ouvriers des parcs et ateliers. Elle lui demande, en conséquence, de lui préciser les mesures qu'il compte prendre pour faire mandater rapidement à tous les ouvriers des parcs et ateliers les intérêts qui leur sont dus.

Carrière des inspecteurs et inspecteurs centraux.

10868. — 17 novembre 1971. — M. André Méric demande à M. le ministre des postes et télécommunications s'il ne serait pas souhaitable d'appliquer la carrière continue — inspecteur et inspecteur central — aux télécommunications, afin de respecter certaines parités internes et externes dans un but de justice et d'égalité. Les disproportions de traitements sont trop flagrantes dans cette catégorie pour des agents ayant des fonctions et des attributions semblables. Elles sont dues à des anomalies de carrière qui découlent de décisions fragmentaires : les surnombres de 1965 ; la règle ou grille des 17/10, puis des 15/10, et l'abandon de toute proportion dans la résidence non recherchée à la mutation ; les avantages apportés à certains par la liste spéciale du tableau des mutations ; les nominations dans les services spéciaux difficilement justifiables ; la diminution du nombre des centres de 2^e classe, retirant à un inspecteur toute possibilité d'opter pour la carrière de chef de centre ; le refus d'appliquer

la polyvalence à tous les inspecteurs. Il lui rappelle qu'il existe, sur le plan national, des centaines d'inspecteurs à promouvoir pour un effectif total de 4.800 qui, pour la plupart, relèvent des régions méridionales, et Midi-Pyrénées n'en compte que 38. Récemment, les services ministériels, préoccupés par de telles anomalies, ont, par la circulaire du 18 janvier 1971, attribué le bénéfice de la liste spéciale à tous les inspecteurs postulant « inspecteur central ». Cette dernière décision ne saurait apporter aucune amélioration. Il est à noter que la Direction générale des télécommunications est favorable à la carrière continue. Il semble donc anormal d'entraver la carrière d'un petit nombre d'inspecteurs de nos régions alors que, cadres des services d'exécution, ils doivent faire face aux techniques nouvelles et à l'essor des télécommunications. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à de telles anomalies.

ANNEXE AU PROCES-VERBAL

DE LA

séance du mercredi 17 novembre 1971.

SCRUTIN (N° 6)

Sur l'amendement de M. Marcel Martin, présenté au nom de la commission des finances, et tendant à supprimer l'article 34 du projet de loi relatif à l'unification de certaines professions judiciaires (ressources du fonds d'indemnisation des avoués).

Nombre des votants.....	271
Nombre des suffrages exprimés.....	259
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	130
Pour l'adoption	166
Contre	93

Le Sénat a adopté.

Ont voté pour :

MM. Charles Alliès. André Armengaud. André Aubry. Octave Bajeux. Clément Balestra. Pierre Barbier. Jean Bardol. André Barroux. Aimé Bergeal. Jean Berthoin. Auguste Billiemaz. Jean-Pierre Blanc. Jean-Pierre Blanchet. Maurice Blin. Raymond Boin. Edouard Bonnefous. Charles Bosson. Serge Boucheny. Jean-Marie Bouloux. Pierre Bouneau. Pierre Bourda. Marcel Brégégère. Louis Brives Pierre Brousse (Hérault). Henri Caillavet. Jacques Carat. Charles Cathala. Jean Cauchon. Léon Chambaretaud. Marcel Champeix. Fernand Chatelain. Michel Chauty. Adolphe Chauvin. Félix Ciccolini. Georges Cogniot. André Colin (Finistère). Jean Colin (Essonne). Jean Collety. Francisque Collomb. Antoine Courrière. Maurice Coutrot. Mme Suzanne Crémieux.	Georges Dardel. Marcel Darou. Michel Darras. Léon David. Roger Delagnes. Henri Desseigne. Emile Didier. André Diligent. Emile Dubois (Nord). Jacques Duclos. Baptiste Dufeu. André Dulin. Yves Durand (Vendée). Emile Durieux. Jacques Eberhard. Léon Eeckhoutte. Pierre de Félice. Jean Filippi. André Fosset. Jean Francou. Henri Fréville. Marcel Gargar. Roger Gaudon. Abel Gauthier (Puy-de-Dôme). Jean Geoffroy. François Giacobbi. Pierre Giraud (Paris). Mme Marie-Thérèse Goutmann. Lucien Grand. Jean Gravier (Jura). Léon-Jean Grégory. Marcel Guislain. Raymond Guyot. Baudouin de Haute- clocque. Henri Henneguella. Gustave Héon. René Jager. Maxime Javelly. Louis Jung. Michel Kauffmann. Alfred Kieffer. Michel Kistler.	Jean Lacaze. Robert Lacoste. Mme Catherine Lagatu. Georges Lamousse. Adrien Laplace. Robert Laucournet. Charles Laurent- Thouverey. Edouard Le Bellegou. Jean Lecanuet. Fernand Lefort. Edouard Le Jeune. Marcel Lemaire. Bernard Lemarié. Jean Lhospiéd. Georges Lombard. Pierre Mailhe (Hautes- Pyrénées). Pierre Maille (Somme). Pierre Marclhacy. Louis Martin (Loire). Marcel Martin (Meur- the-et-Moselle). Pierre-René Mathey. Marcel Mathy. Jacques Maury. André Méric. André Messenger. Gérard Minvielle. Paul Mistral. Gaston Monnerville. René Monory. Claude Mont. Lucien De Montigny. Gabriel Montpied. André Morice. Louis Namy. Jean Nayrou. Jean Nègre. Marcel Nuninger. Pouvanaa Oopa Tetuapua. Louis Orvoen. Francis Palmero.
--	--	--

Gaston Pams.
Guy Pascaud.
Paul Pauly.
Marcel Pellenc.
Jacques Pelletier.
Albert Pen.
Jean Périquier.
Maurice Pic.
Jules Pinsard.
Auguste Pinton.
Fernand Poignant.
Roger Poudonson.
Pierre Prost.
Mlle Irma Rapuzzi.

Joseph Raybaud.
Victor Robini.
Eugène Romaine.
Jean Sauvage.
Pierre Schiéfé.
Guy Schmaus.
Robert Schwint.
Abel Sempé.
Henri Sibor.
Edouard Soldani.
Robert Soudant.
Marcel Souquet.
Edgar Tailhades.
Louis Talamoni.

René Tinant.
Henri Tournan.
René Touzet.
Raoul Vadepied.
Jacques Vassor.
Fernand Verdeille.
Maurice Verillon.
Jacques Verneuil.
Hector Viron.
Emile Vivier.
Joseph Voyant.
Raymond de Wazières.
Joseph Yvon.
Charles Zwickert.

Ont voté contre :

MM. Ahmed Abdallah. Hubert d'Andigné. Jean de Bagneux. Hamadou Barkat Gourat. Edmond Barrachin. Maurice Bayrou. Joseph Beaujannot. Jean Bénard Mousseaux. Jean Bertaud. Georges Bonnet. Roland Boscary- Monsservin. Amédée Bouquerel. Philippe de Bourgoing Jean-Eric Bousch. Robert Bouvard. Jacques Boyer- Andrivet. Jacques Braconnier. Pierre Brun (Seine-et- Marne). Pierre Carous. Maurice Carrier. Marcel Cavallé. Albert Chavanac. Pierre de Chevigny. Jean Cluzel. Jacques Coudert. Louis Courroy. Pierre Croze. Roger Deblock. Jacques Descours Desacres. Paul Driant.	Hector Dubois (Oise). Hubert Durand (Vendée). François Duval. Fernand Esseul. Yves Estève. Jean Fleury. Louis de la Forest. Marcel Fortier. Pierre Garet. Lucien Gautier (Maine-et-Loire). Jean-Marie Girault (Calvados). Victor Golvan. Robert Gravier (Meur- the-et-Moselle). Louis Gros. Paul Guillard. Paul Guillaumot. Jacques Habert. Jacques Henriet. Roger Houdet. Alfred Isautier. Pierre Jourdan. Pierre Labonde. Jean de Lachomette. Maurice Lalloy. Marcel Lambert. Emmanuel Lartigue. Arthur Lavy. Jean Legaret. Modeste Legouez. Robert Liot. Paul Malassagne. Georges Marie-Anne.	Pierre Marzin. Jean-Baptiste Mathias. Michel Maurice-Boka- nowski. Jacques Ménard. Paul Minot. Michel Miroudot. Geoffroy de Monta- lembert. Jean Natali. Dominique Pado. Sosefo Makape Papilio. Henri Parisot. Paul Pelleray. Guy Petit. André Picard. Jean-François Pintat. Jacques Piot. Henri Prêtre. Georges Repiquet. Jacques Rosselli. Roland Ruet. François Schleiter. Robert Schmitt. Albert Sirgue. Jacques Soufflet. Pierre-Christian Tait- tinger. Bernard Talon. Henri Terré. René Travert. Amédée Valeau. Jean-Louis Vigier. Michel Yver.
--	---	---

Se sont abstenus :

MM. Martial Brousse (Meuse). Raymond Brun (Gironde). Claudius Delorme.	Gilbert Devèze. Charles Durand (Cher). Jacques Genton. Léon Jozeau-Marigné.	Jean Mézard. André Mignot. Max Monichon. Lucien Perdereau. Paul Ribeyre.
---	---	--

N'ont pas pris part au vote :

MM. Robert Bruyneel. Yvon Coudé du Foresto.	Léopold Heder. Henri Laffleur. Ladislas du Luart.	Marcel Lucotte. Maurice Sambron. Michel Sordel.
--	---	---

Absents par congé :

MM. Charles Ferrant et Etienne Restat.

N'ont pas pris part au vote :

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Etienne Dailly, qui présidait la séance.

A délégué son droit de vote :

(Art. 63 et 64 du règlement.)

M. Hubert Durand à M. Marcel Lambert.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	278
Nombre des suffrages exprimés.....	264
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	133
Pour l'adoption	168
Contre	96

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.